FACILITER FINANCER PROPULSER

Rapport annuel 2008-2009



FACILITER FINANCER PROPULSER

#### TABLE DES MATIÈRES

- 1 Déclaration du président et chef de la direction
- 2 Profil de la Société
- 4 Faits saillants 2008-2009
- 6 Message du président du conseil d'administration
- 8 Message du président et chef de la direction

#### 11 REVUE DES ACTIVITÉS ET DES RÉSULTATS

- 13 Plan stratégique
- 14 Produits et services
- 32 Clients et partenaires
- 34 Organisation

#### 37 GESTION

- 39 Gouvernance
- 48 Principaux comités internes
- 49 Conseils d'administration des filiales d'Investissement Québec
- 51 Instruments de gestion
- 52 Gestion des risques
- 55 Ressources humaines

#### **57 DÉVELOPPEMENT DURABLE**

- 59 Engagement de la Société
- 64 Paramètres du rapport de développement durable
- 67. Performance de la Société
- 71 Index GRI

#### 73 INFORMATION FINANCIÈRE

- 75 Revue de l'activité financière par la direction
- 78 États financiers

#### 127 RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 129 Retombées économiques
- 135 Produits financiers et mesures fiscales gérés par Investissement Québec
- 137 Code d'éthique et de déontologie du conseil d'administration
- 139 Déclaration relative à divers règlements
- 140 Bureaux d'Investissement Québec

Déclaration du président et chef de la direction

L'information contenue dans le présent rapport annuel relève de ma responsabilité, laquelle porte sur la fiabilité des données et des contrôles v afférents.

Le rapport annuel 2008-2009 d'Investissement Québec :

- décrit fidèlement la mission, les mandats et les valeurs de la Société
- présente les objectifs, les indicateurs et les résultats
- présente des données exactes et fiables;
- tient lieu de rapport de développement durable et intègre les éléments de reddition de comptes à cet égard, en respectant les principes de la Global Reporting Initiative (GRI).

Je déclare que les données contenues dans le présent rapport annuel ainsi que les contrôles afférents à ces données, sont fiables et correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2009.

Le président et chef de la direction,

Québec, le 27 mai 2009

#### **TABLE DES MATIÈRES**

- 1 Déclaration du président et chef de la direction
- · 2 Profil de la Société
  - 4 Faits saillants 2008-2009
  - 6 Message du président du conseil d'administration
  - 8 Message du président et chef de la direction

#### 11 REVUE DES ACTIVITÉS ET DES RÉSULTATS

- 13 Plan stratégique
- 14 Produits et services
- 32 Clients et partenaires
- 34 Organisation

#### 37 GESTION

- 39 Gouvernance
- 48 Principaux comités internes
- 49 Conseils d'administration des filiales d'Investissement Québec
- 51 Instruments de gestion
- 52 Gestion des risques
- 55 Ressources humaines

#### 57 DÉVELOPPEMENT DURABLE

- 59 Engagement de la Société
- 64 Paramètres du rapport de développement durable
- 67 Performance de la Société
- 71 Index GRI

#### 73 INFORMATION FINANCIÈRE

- 75 Revue de l'activité financière par la direction
- 78 États financiers

#### 127 RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 129 Retombées économiques
- 135 Produits financiers et mesures fiscales gérés par Investissement Québec
- 137 Code d'éthique et de déontologie du conseil d'administration
- 139 Déclaration relative à divers règlements
- 140 Bureaux d'Investissement Québec

Déclaration du président et chef de la direction

L'information contenue dans le présent rapport annuel relève de ma responsabilité, laquelle porte sur la fiabilité des données et des contrôles y afférents.

Le rapport annuel 2008-2009 d'Investissement Québec

- décrit fidèlement la mission, les mandats et les valeurs de la Société;
- présente les objectifs, les indicateurs et les résultats
- présente des données exactes et fiables
- tient lieu de rapport de développement durable et intègre les éléments de reddition de comptes à cet égard, en respectant les principes de la Global Reporting Initiative (GRI).

Je déclare que les données contenues dans le présent rapport annuel ainsi que les contrôles afférents à ces données, sont fiables et correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2009.

Le président et chef de la direction,

Quebec le 27 mai 2009

Profil de la Société

# Notre mission

La Société a pour mission de favoriser la croissance de l'investissement au Québec, contribuant ainsi au développement économique du Québec et à la création d'emplois.

# Notre rôle

- Centraliser et consolider l'action de l'Etat en matière de recheche de promotion et de soutien de l'investissement, devenant en ce domaine l'interlocuteur privilégié des entreprises.
- Stimuler l'investissement intérieur et attirer les investisseurs de l'extérieur du Québec. Faire auprès de ceux-ci la promotion du Québec comme lieu privilégié d'investissement. Offrir aux investisseurs des services d'accueil propres à les orienter efficacement dans leurs démarches auprès du gouvernement et leur fournir, directement ou par l'entremise de nos filiales, un soutien financier et technique.
- Participer à la croissance des entreprises en favorisant notamment la recherche et le développement ainsi que l'exportation
- Assurer la conservation des investissements déjà effectués en apportant, directement ou par l'entremise de nos filiales, un soutien financier et technique aux entreprises implantées au Québec qui se distinguent par leur dynamisme ou leur potentiel.

# Nos valeurs

- Le respect de notre clientele, de notre personne et de nos engagements
- · L'intégrité, l'éthique et la rigueur
- L'esprit de collaboration et la diligence

# Notre vision

Notre

clientèle

 Entreprises locales, nationales et  Etre le partenaire privilegié des entreprises pour favoriser et soutenir les projets de développement économique au Québec

# Nos partenaires

- Institutions financières
- Ministères et organismes gouvernementaux
- Associations régionales et sectorielles
- Organismes de l'économie sociale et coopératives

# Nos champs de compétence

- Nous offrons
  - des produits financiers complémentaires à ceux des institutions financières;
  - des outils de développement économique et des mésures fiscales.
  - une expertise financière à nos partenaires gouvernementaux.
  - · des services conseils à nos clients
- Nous stimulons l'investissement étranger au Québec
- Nous sommes présents sur l'ensemble du territoire québécois et à l'étranger.
- · Nous apissons à l'échelle locale, nationale et internationale

Profil de la Société

# Notre mission

La Société a pour mission de favoriser la croissance de l'investissement au Québec, contribuant ainsi au développement économique du Québec et à la création d'emplois.

# Notre rôle

- Centraliser et consolider l'action de l'État en matière de recheche, de promotion et de soutien de l'investissement, devenant en ce domaine l'interlocuteur privilégié des entreprises.
- Stimuler l'investissement intérieur et attirer les investisseurs de l'extérieur du Québec. Faire auprès de ceux-ci la promotion du Québec comme lieu privilégié d'investissement. Offrir aux investisseurs des services d'accueil propres à les orienter efficacement dans leurs démarches auprès du gouvernement et leur fournir, directement ou par l'entremise de nos filiales, un soutien financier et technique.
- Participer à la croissance des entreprises en favorisant notamment la recherche et le développement ainsi que l'exportation.
- Assurer la conservation des investissements déjà effectués en apportant, directement ou par l'entremise de nos filiales, un soutien financier et technique aux entreprises implantées au Québec qui se distinguent par leur dynamisme ou leur potentiel.

# Nos valeurs

- Le respect de notre clientèle, de notre personnel et de nos engagements
- · L'intégrité, l'éthique et la rigueur
- · L'esprit de collaboration et la diligence

# Notre vision

 Être le partenaire privilégié des entreprises pour favoriser et soutenir les projets de développement économique au Québec

# Nos partenaires

Institutions financières

Notre clientèle

Entreprises locales,

nationales et

internationales

- Ministères et organismes gouvernementaux
- Associations régionales et sectorielles
- Organismes de l'économie sociale et coopératives

# Nos champs de compétence

- Nous offrons
  - des produits financiers complémentaires à ceux des institutions financières;
  - des outils de développement économique et des mesures fiscales;
  - une expertise financière à nos partenaires gouvernementaux;
  - des services-conseils à nos clients
- Nous stimulons l'investissement étranger au Québec.
- Nous sommes présents sur l'ensemble du territoire québécois et à l'étranger
- Nous agissons à l'échelle locale, nationale et internationale.

Faits saillants 2008-2009

1,8 milliard de dollars pour soutenir des projets d'une valeur de 5,1 milliards de dollars qui contribueront à la création de 8 528 emplois et à la sauvegarde de 15 977 emplois.

## Financement

- 1 715 interventions financières pour appuyer 1 324 entreprises québécoises et étrangères
- Financement autorisé de 1,8 milliard de dollars pour soutenir des projets d'une valeur de 5,1 milliards de dollars qui contribueront à la création de 8 528 emplois et à la sauvegarde de 15 977 emplois¹
- 86 % des interventions financières autorisées en région
- 952,4 millions de dollars de recettes fiscales et parafiscales perçues par le gouvernement du Québec, attribuables aux interventions de la Société
- Entrée en vigueur de Renfort, programme visant la stabilisation et la relance d'entreprises performantes touchées par la crise économique et financière

## Prospection d'investissements étrangers

 53 projets d'investissements étrangers, dont 17 implantations et 36 réinvestissements, d'une valeur de 2,1 milliards de dollars

### Mesures fiscales

 220 certificats et attestations initiaux et 3 502 certificats et attestations annuels délivrés pour que les entreprises aient droit à des crédits d'impôt

## Fonds d'intervention économique régional (FIER)

- 139 millions de dollars investis dans des entreprises québécoises par l'entremise des FIER-Régions et des Fonds-Soutien au 31 décembre 2008
- Autorisation, par FIER Partenaires, s.e.c., d'investissements de 137 millions de dollars dans 10 fonds sectoriels au 31 mars 2009

# Service à la clientèle

- 94% de la clientèle satisfaite des services reçus en financement
- 95 % des partenaires financiers satisfaits de leur relation avec Investissement Québec

### Performance financière

- Bénéfice net de 30,7 millions de dollars
- Avoir de 557,9 millions de dollars au 31 mars 2009
- Portefeuille sous gestion d'une valeur de 7,9 milliards de dollars au 31 mars 2009

# Développement durable

- Adoption d'un plan d'action de développement durable valide jusqu'en 2013
- Adoption d'une politique de financement socialement responsable

<sup>1</sup> Selon la planification fournie par les entreprises, la réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans, et la sauvegarde des emplois, sur une période maximale de deux ans.



## **Financement**

- 1 715 interventions financières pour appuyer 1 324 entreprises québécoises et étrangères
- Financement autorisé de 1,8 milliard de dollars pour soutenir des projets d'une valeur de 5,1 milliards de dollars qui contribueront à la création de 8 528 emplois et à la sauvegarde de 15 977 emplois¹
- 86 % des interventions financières autorisées en région
- 952,4 millions de dollars de recettes fiscales et parafiscales perçues par le gouvernement du Québec, attribuables aux interventions de la Société
- Entrée en vigueur de Renfort, programme visant la stabilisation et la relance d'entreprises performantes touchées par la crise économique et financière

# Prospection d'investissements étrangers

 53 projets d'investissements étrangers, dont 17 implantations et 36 réinvestissements, d'une valeur de 2.1 milliards de dollars

## Mesures fiscales

 220 certificats et attestations initiaux et 3 502 certificats et attestations annuels délivrés pour que les entreprises aient droit à des crédits d'impôt

# Fonds d'intervention économique régional (FIER)

- 139 millions de dollars investis dans des entreprises québécoises par l'entremise des FIER-Régions et des Fonds-Soutien au 31 décembre 2008
- Autorisation, par FIER Partenaires, s.e.c., d'investissements de 137 millions de dollars dans 10 fonds sectoriels au 31 mars 2009

# Service à la clientèle

94 % de la clientèle satisfaite des services reçus en financement

 95 % des partenaires financiers satisfaits de leur relation avec Investissement Quéhec.

## Performance financière

- Bénéfice net de 30,7 millions de dollars
- Avoir de 5579 millions de dollars au 31 mars 2009
- Portefeuille sous gestion d'une valeur de 7,9 milliards de dollars au 31 mars 2009

# Développement durable

- Adoption d'un plan d'action de développement durable valide jusqu'en 2013
- Adoption d'une politique de financement socialement responsable

Selon la planification fournie par les entreprises, la réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une periode maximale de trois ans, et la souvegarde des emplois, sur une periode maximale de l'eux ans

Message du président du conseil d'administration

En période économique tumultueuse, il est rassurant de pouvoir compter sur une institution comme Investissement Québec. À la barre du conseil d'administration depuis plus d'un an, je m'emploie, avec tous les membres du Conseil, à seconder la haute direction et à faire en sorte que la gestion de la Société soit toujours conforme aux meilleures règles de gouvernance

En 2008-2009, le Conseil a accueilli deux nouveaux membres, Patricia Occhiuto, CA, et Louis J. Duhamel, et le mandat de Mélanie Kau, de Léopold Beaulieu et de René Roy a été renouvelé. Outre le président et chef de la direction, Jacques Daoust, les autres membres du Conseil sont: Mº Mathilde Carrière, Mº Rita Lc de Santis, Mº Louise Houle, Monette Malewski, Mº Lorna J. Telfer, Michael Ross, CA, et Gilles Demers. L'apport de tous les membres du Conseil ainsi que leur professionnalisme et leur perspicacité sont évidemment des plus appréciés, particulièrement dans le contexte actuel, où la gestion du risque est cruciale afin qu'Investissement Québec puisse poursuivre son mandat de développement économique du Québec.



Le Conseil compte quatorze administrateurs, dont douze membres indépendants et sept femmes, conformément aux critères de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État.

Au cours de l'exercice, le Conseil a approuvé les objectifs annuels du président et chef de la direction et les critères d'évaluation et de fonctionnement du conseil d'administration. Il a également veillé à ce que les actions de la Société soient conformes aux orientations de son plan stratégique 2007-2010; le Conseil examine déjà les incidences de l'évolution du climat économique sur les choix et les orientations du plan stratégique 2010-2013.

En outre, le Conseil a entrepris des travaux en vue de l'adoption de mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance de la Société afin de satisfaire aux exigences de la Loi sur la gouvernance. Ces travaux se poursuivront l'an prochain.

Afin de soutenir la performance globale d'Investissement Québec, le Conseil bénéficie de l'appui de trois comités: le Comité de gouvernance et d'éthique, le Comité de vérification et le Comité des ressources humaines. Avec l'arrivée de nouveaux administrateurs, la composition des trois comités a été revue en fonction de l'expertise de chacun des membres, afin de rendre notre travail encore plus efficace.

Au cours de l'exercice, le Comité de gouvernance et d'éthique a recommandé au Conseil l'adoption du plan d'action de développement durable de la Société, ainsi que sa politique de financement socialement responsable. Ce nouveau contexte aura assurément une incidence sur les façons de faire d'Investissement Québec dans les années à venir. Quant au Comité des ressources humaines, il a notamment recommandé au Conseil les objectifs annuels du président et chef de la direction pour 2008-2009, de même que la politique de rémunération des cadres et celle de l'ensemble des membres de la haute direction. Pour sa part, le Comité de vérification a recommandé l'adoption des états financiers au 31 mars 2008 et a effectué le suivi des travaux en vue de la transition vers les nouvelles normes comptables internationales (IFRS). Il a approuvé le plan annuel de vérification interne dont il supervise la réalisation et poursuit son travail de collaboration avec le vérificateur général du Québec, qui a un mandat d'optimisation des ressources. Ce comité a également révisé très attentivement la gestion des risques de la Société et a effectué un suivi rigoureux des recommandations du vérificateur externe et du vérificateur général du Québec,

Le présent rapport annuel rend compte aussi des efforts déployés par la Société à l'égard de son plan quinquennal de développement durable, qui est conforme aux principes de présentation de la GRI (Global Reporting Initiative) notamment en matière de transparence et d'intégrité, Résultat : l'information présentée dans ce rapport en vertu d'une exigence légale ou de l'application de la GRI fournit un portrait complet de ce qu'a réalisé Investissement Québec et de ce qu'elle y a consacré pour y arriver. Tout comme pour l'exercice précédent, la vérification des états financiers de la Société a été effectuée conjointement par un vérificateur externe et le vérificateur général du Québec.

Les solides résultats de l'exercice 2008-2009 sont dignes de mention et démontrent que, grâce à une gestion serrée des divers risques, la Société à réussi à remplir sa mission qui consiste à favoriser l'accroissement de l'investissement au Québec. Tous les membres du conseil d'administration se joignent à moi pour féliciter l'ensemble du personnel d'Investissement Québec son équipe de direction de même que son président et chef de la direction. Jacques Daoust.

Choutof

Le président du conseil d'administration.

Robert Cloutier

L'exercice 2008-2009 restera dans notre mémoire comme l'année d'un grand bouleversement qui a vu une crise financière sans précédent balayer la planète pour ensuite contaminer l'économie réelle et faire basculer le monde en rècession.

Message du président et chef de la direction

#### LE QUÉBEC ENTRAÎNÉ DANS LA RÉCESSION

Le Québec a été entraîné dans ce ralentissement international principalement pour deux raisons. Premièrement, l'ampleur de la récession aux États-Unis a eu une incidence directe sur nos entreprises exportatrices. Deuxièmement, même si le système financier canadien a résisté à la crise, la chute des marchés boursiers et le tarissement des sources de crédit ont rendu problématique le financement de beaucoup d'entreprises.

Dans ce contexte économique et financier inédit, un prêteur public comme Investissement Québec devient un atout stratégique majeur pour le Québec, pour les entreprises qui y font des affaires et surtout pour les travailleurs qui y gagnent leur vie.

#### INVESTISSEMENT QUÉBEC EN RENFORT

Afin de venir en aide aux entreprises qui subissent les contrecoups de la crise actuelle, Investissement Québec a proposé au gouvernement du Québec de mettre sur pied un programme d'aide conjoncturel. Ainsi, en décembre 2008, le gouvernement a annoncé la création de Renfort, dont il nous a confié la gestion. Doté d'une enveloppe globale de 1 milliard de dollars, Renfort aide temporairement des entreprises qui ont de bonnes perspectives de développement à faire face à un problème de liquidités. Le succès de Renfort a été immédiat, et le gouvernement a annoncé en fin d'exercice une injection supplémentaire de 200 millions de dollars à son enveloppe.

Lannée 2008-2009 a donc été effervescente à Investissement Québec. Tous les employés de la Société ont redoublé d'efforts pour répondre à la demande et faire équipe avec les entrepreneurs afin de combattre la récession et de protèger les emplois des Québécois.

#### UNE ANNÉE RECORD MALGRÉ TOUT

Au cours de l'année, nous avons autorisé 1715 interventions financières. C'est 135 de plus que l'année précédente, qui était déjà une année record, et 270 de plus que nos prévisions de début d'année

Investissement Québec a autorisé un financement de 1,8 milliard de dollars pour soutenir des projets structurants d'une valeur totale de 5,1 milliards de dollars. Ces investissements ont permis de créer 8 528 emplois et d'en sauvegarder 15977, selon les chiffres fournis par les entreprises.

Dans le cadre du programme Renfort, entré en vigueur en décembre 2008 Investissement Québec a autorisé 78 interventions financières, pour un engagement financier de 90,5 millions de dollars.

### STIMULER L'INVESTISSEMENT ETRANGER ET LE CAPITAL DE RISQUE

Sur le plan international, Investissement Québec joue un rôle stratégique concurrentiel pour attirer des sociétés étrangères désireuses de s'établir en Amérique du Nord. Cette année, la Société a facilité la réalisation de 53 projets d'investissements étrangers qui devraient entraîner la création de 2741 emplois. Ces projets s'élèvent à 2.1 milliards de dollars, soit deux fois plus que l'objectif que nous avions établi.



En tant que principal levier de développement économique de l'État québécois, Investissement Québec est aussi l'administrateur d'un ensemble de mesures fiscales destinées à stimuler l'investissement et la création d'emplois dans des régions ou des secteurs d'activité ciblés. Au total, nous avons délivré 3 722 certificats et attestations d'admissibilité, chiffre supérieur de 64 % à nos prévisions.

Afin de stimuler l'investissement, la Société accrédite et supervise la gestion des fonds de capital de risque FIER-Régions et Fonds-Soutien. Au terme de l'année, 30 FIER-Régions étaient en activité, et la quasi-totalité de l'enveloppe initiale de 192 millions de dollars était engagée. Les investissements des FIER-Régions ont permis de créer 1853 emplois et d'en sauvegarder 4942. Quant aux Fonds-Soutien, ils sont au nombre de 14, dans lesquels 28 millions de dollars ont été engagés. D'après les déclarations des entreprises clientes, 215 emplois ont été créés et 482 sauvegardés grâce à ces investissements.

#### INVESTISSEMENT QUÉBEC TOUJOURS RENTABLE

Investissement Québec assume au quotidien une mission exigeante. Grâce à l'excellence de ses employés, elle a acquis une expertise poussée dans l'analyse et la gestion des risques. Elle peut donc s'aventurer plus loin que les prêteurs traditionnels et faire ainsi la différence dans des projets de croissance créateurs d'emplois et de richesse, tout en dégageant des bénéfices. Ainsi, en 2008-2009, Investissement Québec a enregistre un bénéfice net de 30,7 millions de dollars alors que son portefeuille sous gestion s'établissait à 7,9 milliards de dollars. Investissement Québec est rentable, et ses activités contribuent à l'enrichissement de la société québécoise. Pour chaque dollar dépensé par le gouvernement du Québec à son endroit, Investissement Québec génère 2,15 dollars en rentrées fiscales et paralissales.

Le professionnalisme d'Investissement Québec et de ses employés se mesure également par le taux de satisfaction très élevé de nos clientèles, autant chez les entreprises avec lesquelles nous travaillons (94 %) que chez les autres prêteurs qui investissent avec nous (95 %).

Investissement Quèbec se fait aussi le promoteur de valeurs modernes en faisant du développement durable l'une de ses priorités pour les années à venir. En septembre 2008, nous avons donc adopté un plan d'action de développement durable ainsi qu'une politique de financement socialement responsable. Ces outils aujourd'hui incontournables marquent une étape de plus dans notre engagement à adopter des pratiques d'affaires qui respectent les grands principes du développement durable.

Alors que l'économie mondiale continuera à affronter des vents contraires en 2009-2010, Investissement Québec et tous ses employés seront à pied d'œuvre afin de protéger les emplois des Québécois, d'aider les entreprises à traverser la tempête et de contribuer au renforcement stratégique de l'économie québécoise

#### AYONS CONFIANCE

Le Québec est en bonne position pour traverser cette tempête. La diversification de notre économie, les investissements publics massifs dans les projets d'infrastructure et le développement énergétique, la santé relative des finances publiques et la présence d'organisations comme Investissement Québec sont autant d'éléments qui avantagent le Québec.

Mais notre plus grand atout dans cette adversité économique demeure le talent des entrepreneurs de chez nous et le savoir-faire de nos travailleurs. Car c'est d'abord en eux que réside notre réussite.

Et Investissement Québec est là pour les appuyer, beau temps mauvais temps

Le président et chef de la direction

Jacques Daoust

Revue des activités et des résultats



### **PLAN STRATÉGIQUE**

L'exercice 2008-2009 marque la deuxième année du plan stratégique triennal 2007-2010 de la Société. Les résultats obtenus au cours de cet exercice mettent en évidence, une fois de plus, la pertinence de la mission d'Investissement Québec et l'importance de son rôle auprès des entreprises, particulièrement en cette période de crise financière et économique.

Ce plan constitue un outil de gouvernance indispensable et permet de mobiliser le personnel autour des grandes orientations stratégiques qui y sont énoncées, soit :

- Soutenir les entreprises québécoises et les filiales de sociétés étrangères présentes au Québec afin qu'elles assurent leur place dans les chaînes de valeur mondiales;
- Augmenter le potentiel d'attraction du Québec dans les domaines où il est déjà bien positionné à l'échelle mondiale;
- Élaborer et implanter une approche de services intégrée pour les entreprises québécoises et étrangères et pour ses partenaires;
- Appuyer les régions dans le développement de leurs créneaux d'excellence et favoriser la diversification de leurs secteurs d'activité économique;
- · Assurer le point d'équilibre entre la rentabilité et le développement.

Les orientations stratégiques de la Société suivent trois grands axes, soit

- · les produits et les services;
- · les clients et les partenaires;
- · l'organisation.

Les résultats de l'exercice 2008-2009 sont présentés dans ce rapport en fonction de ces trois axes d'intervention.

#### PRODUITS ET SERVICES

#### RÉSULTATS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

#### RESULTATS GLOBAUX

En 2008-2009, Investissement Québec a dépassé de 19 % ses objectifs quant au nombre de financements autorisés. Elle a autorisé 1 715 interventions financières, une augmentation de 9% par rapport à 2007-2008, qui a été une année record à ce chapitre. Le montant de ces interventions s'élève à 1,8 milliard de dollars et va permettre d'appuyer des projets d'une valeur totale de 5.1 milliards de dollars, principalement réalisés dans le secteur de la fabrication par des PME.

Ces projets, répartis dans l'ensemble des régions du Québec, vont contribuer à la création de 8 528 emplois, selon la planification des entreprises, en plus d'en sauvegarder 15 977. Les interventions de la Société, en majorité des garanties, de prêt, permettront notamment aux entreprises d'augmenter leur productivité, de percer de nouveaux marchés, de mettre en valeur leur savoir-faire, de s'intégrer aux nouvelles chaînes de production mondiales, de développer des produits et d'adopter des processus de production moins energivores et plus propres.

Au cours de l'exercice, les entreprises québécoises ont subi de fortes pressions, et le marasme financier a provoqué un resserrement important des conditions de crédit. Dans ce contexte, les résultats d'Investissement Québec sont dignes de mention et démontrent l'importance de l'intervention de la Sociéte pour attenuer les effets négatifs de la crise financière et économique.

#### RESULTATS GLOBAUX DES ACTIVITES DE FINANCEMENT

Financement autorisé (M S)	475.1	1 817.7	642,3
Valeur déclarée des projets (M S)	2 301.8	5 106.7	2 921,9
Nombre de nouveaux emplois déclares <sup>(1)</sup>		8 528	9.723
Nombre d'emplois sauvegardés (2)	S. Q.	15 977	8 395
Nombre d'emplois existants (3)		78 777	59 809

<sup>(2)</sup> Un emploi sauvegarde correspond a un poste occupé à temps ploir, qui serait menacé de disparaître sans la réalisation du projet de l'entreprise, généralement dans un delai de 12 mois, dans le cas d'un projet de Financement PME, ou de 24 mois, dans le cas d'un projet de grande envergure (PAS) ou financement spécialisé). Determine selon l'information fournie par les entreprises.

#### RESULTATS PAR REGION ADMINISTRATIVE

Investissement Québec compte 16 centres d'affaires répartis dans l'ensemble du territoire québecois, ce qui lui permet de contribuer au développement économique de chacune des régions du Québec. La répartition régionale du financement qu'elle octroie aux entreprises est tributaire de l'activité économique au Québec. Les régions urbaines², dont le poids économique représente 64% du PIB québecois³, ont recueilli 52% des interventions financières autorisées en 2008-2009. Les régions centrales¹ et ressources⁵, qui représentent respectivement 23% et 13% du PIB québécois, ont pour leur part bénéficié de 30% et de 18% des interventions de la Société.

#### FINANCEMENT AUTORISÉ PAR RÉGION ADMINISTRATIVE. 2008-2009

	white and	Valeur	(MS)	Emploi	s déclarés
Région administrative	Nombre d'interventions financières	Financement	Projets (1)	Nouveaux (1)	Sauvegardés (2)
01 - Bas-Saint-Laurent		29.1	150,1	318	694
02 - Saguenay Lac-Saint Jean	120	51,0	122,9	282	658
03 - Capitale-Nationale	130	40,2	147,0	442	947
04 - Mauricie	38	22,8	86,1	350	98
05 – Estrie	83	58,3	205,6	318	3 300
06 - Montreal	354	156,3	574,4	2 046	512
07 – Outaouais	42	20.1	66,8	278	233
08 – Abitibi-Tèmiscamingue	17	3,9	16,5	30	162
09 - Côte-Nord	20	824,3	1 233,7	50	1 704
10 - Nord-du-Québeç	9	6,7	17.5	5	3
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	17	22,0	47,9	360	0
12 - Chaudière-Appalaches	135	51,9	190,2	657	2 675
13 – Laval	76	32,0	112.2	281	256
	84	28,0	148.0	244	1 301
15 – Laurentides	80	63,0	347,2	246	432
16 – Montérègie	334	366,9	1 489,3	2 293	2 366
17 - Centre-du-Québec	90	41,2	151,3	328	636
TOTAL	1 715	1 817.7	5 106.7	8 528	15 977
TOTAL – RÉGIONS RESSOURCES	307	959.8	1 674.7	1 395	3 319

<sup>(1)</sup> Selon la planification fournie par les entreprises, la realisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois aus

<sup>(2)</sup> Un emploi sauvegarde correspond à un poste occupé à temps plein qui serait menacé de disparaître sans la réalisation du projet de l'entreprise, généralement dans un délai de 12 mois dans le cas d'un projet de Financement PME, ou de 24 mois dans le cas d'un projet de grande envergure (PASI ou financement spécialisé). Déterminé selon l'information fournie par les entreprises.

<sup>2</sup> Les régions urbaines regroupent la Capitale-Nationale, Montréal, Laval et la Montérégie

<sup>+ «</sup>Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par région administrative, 2003-2007 « Source · ISQ-Comptes économiques

<sup>4</sup> Les régions centrales comprennent l'Estrie, l'Outaouais, la Chaudière-Appalaches, Lanaudière, les Laurentides et le Centre-du-Onèbe

<sup>5</sup> Les régions ressources reunissent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Temiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québe et la Gaspesie-Îles-de-la-Madeleine.

#### PRODUITS ET SERVICES

#### RÉSULTATS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

#### **RÉSULTATS GLOBAUX**

En 2008-2009, Investissement Québec a dépassé de 19 % ses objectifs quant au nombre de financements autorisés. Elle a autorisé 1 715 interventions financières, une augmentation de 9% par rapport à 2007-2008, qui a été une année record à ce chapitre. Le montant de ces interventions s'élève à 1,8 milliard de dollars et va permettre d'appuyer des projets d'une valeur totale de 5,1 milliards de dollars, principalement réalisés dans le secteur de la fabrication par des PME.

Ces projets, répartis dans l'ensemble des régions du Québec, vont contribuer à la création de 8 528 emplois, selon la planification des entreprises, en plus d'en sauvegarder 15 977. Les interventions de la Société, en majorité des garanties de prêt, permettront notamment aux entreprises d'augmenter leur productivité, de percer de nouveaux marchès, de mettre en valeur leur savoir-faire, de s'intégrer aux nouvelles chaînes de production mondiales, de développer des produits et d'adopter des processus de production moins énergivores et plus propres.

Au cours de l'exercice, les entreprises québécoises ont subi de fortes pressions, et le marasme financier a provoqué un resserrement important des conditions de crédit. Dans ce contexte, les résultats d'Investissement Québec sont dignes de mention et démontrent l'importance de l'intervention de la Société pour atténuer les effets négatifs de la crise financière et économique.

#### RÉSULTATS GLOBAUX DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

	Objectifs 2008-2009	2008-2009	2007-2008
Nombre d'interventions financières	1 445	1 715	1 580
Financement autorise (M \$)	475,1	1 817,7	642.3
Valeur déclarée des projets (1) (M \$)	2 301,8	5 106.7	2 921.9
Nombre de nouveaux emplois déclares (1).	5.0.	8 528	9 723
Nombre d'emplois sauvegardes (2)	5.0.	15 977	8 395
Nombre d'emplois existants (3)	5.0.	78 777	59 809

<sup>(1)</sup> Selon la planification fournie par les entreprises, la realisation des projets et la creation des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans

<sup>(2)</sup> Un emploi sauvegarde correspond a un poste occupé à temps plein qui serait menacé de disparaître sans la réalisation du projet de l'entreprise, généralement dans un délai de 12 mois, dans le cas d'un projet de Financement PME, ou de 24 mois, dans le cas d'un projet de grande envergure (PASI ou financement spécialisé). Déterminé selon l'information fournie par les entreprises.

<sup>(3)</sup> Selon les renseignements fournis par les entreprises

#### RÉSULTATS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE

Investissement Québec compte 16 centres d'affaires répartis dans l'ensemble du territoire québecois, ce qui lui permet de contribuer au développement économique de chacune des régions du Québec. La répartition régionale du financement qu'elle octroie aux entreprises est tributaire de l'activité économique au Québec. Les régions urbaines², dont le poids économique représente 64% du PIB québécois3, ont recueilli 52% des interventions financières autorisées en 2008-2009. Les régions centrales4 et ressources5, qui représentent respectivement 23% et 13% du PIB québécois, ont pour leur part bénéficié de 30% et de 18% des interventions de la Société.

#### FINANCEMENT AUTORISÉ PAR RÉGION ADMINISTRATIVE, 2008-2009

		Valeur	(M S)	Emplois déclarés		
Région administrative	Nombre d'interventions financières	Financement	Projets (1)	Nouveaux (1)	Sauvegardés (2)	
01 - Bas-Saint-Laurent	86	29,1	150,1	318	694	
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	120	51,0	122,9	282	658	
03 - Capitale-Nationale	130	40,2	147,0	442	947	
04 - Mauricie	38	22,8	86,1	350	98	
05 - Estrie	83	58,3	205,6	318	3 300	
06 - Montréal	354	156,3	574,4	2 046	512	
07 - Outaouais	42	20,1	66,8	278	233	
08 - Abitibi-Temiscamingue	17	3,9	16,5	30	162	
09 - Côte-Nord	20	824,3	1 233,7	50	1 704	
10 - Nord-du-Québec	9	6,7	17,5	5	3	
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	17	22,0	47,9	360	0	
12 - Chaudiere-Appalaches	135	51,9	190,2	657	2 675	
13 - Laval	76	32,0	112,2	281	256	
14 – Lanaudière	84	28,0	148,0	244	1 301	
15 – Laurentides	80	63,0	347,2	246	432	
16 – Montérégie	334	366,9	1 489,3	2 293	2 366	
17 - Centre-du-Québec	90	41,2	151,3	328	636	
TOTAL	1 715	1 817,7	5 106,7	8 528	15 977	
TOTAL – RÉGIONS RESSOURCES	307	959,8	1 674,7	1 395	3 319	

<sup>(1)</sup> Selon la planification fournie par les entreprises, la réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans.

<sup>(2)</sup> Un emploi sauvegarde correspond à un poste occupe à temps plein qui serait menacé de disparaître sans la realisation du projet de l'entreprise, généralement dans un delai de 12 mois dans le cas d'un projet de Financement PME, ou de 24 mois dans le cas d'un projet de grande envergure (PASI ou financement spécialisé). Déterminé selon l'information fournie par les entreprises.

<sup>2</sup> Les régions urbaines regroupent la Capitale Nationale Montreal. Laval et la Monterègie.

<sup>3 «</sup>Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par région administrative, 2003-2007 « Source. ISQ-Comptes économiques.

<sup>4</sup> Les regions centrales comprennent l'Estrie. l'Outaouais, la Chaudiere-Appalaches, Lanaudiere, les Laurentides et le Centre-du Québec

<sup>5</sup> Les régions ressources reunissent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-1 - Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitible l'émiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Bles-de-la-Madeleine.

#### RÉSULTATS PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Investissement Québec soutient principalement les PME. En effet, 95% de ses interventions financières ont été accordées à des entreprises ayant moins de 200 employés. Ces interventions, qui représentent 31 % du financement autorisé et 43% de la valeur des projets appuyés par la Société, vont contribuer à la création de 81% des emplois déclares par les entreprises.

### FINANCEMENT AUTORISÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE, 2008-2009

	Nombre	Valeur	(M S)	Emploi	s déclarés
Taille d'entreprise	d'interventions financières F	Financement	Projets (1)	Nouveaux (1)	Sauvegardés (2)
Moins de 5 employés	255	120,6	573,2	1 652	35
De 5 à 19 employes	508	93.4	330,0	1 334	496
De 20 à 199 employés	861	355,6	1 288.6	3 897	
200 employes ou plus	91	1 248.1			4 482
TOTAL			2 914,9	1 645	10 964
	1 715	1 817,7	5 106,7	8 528	15 977

- (t) Selon la planification fournie par les entreprises, la realisation des projets et la creation des emplois s'étalent sur une période maximale de trois aux
- (2) Un emploi sauvegarde correspond à un poste occupe à temps plein qui serait menare de disparaître sans la réalisation du projet de l'entreprise, generalement dans un délai de 12 mois dans le cas d'un projet de Financement PME, un de 24 mois dans le cas d'un projet de grande envergure (PASI ou financement spécialise). Détermine selon l'information fournie par les entreprises.

### RÉSULTATS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

En 2008-2009, 68% des interventions financières d'Investissement Québec ont été autorisées dans le secteur secondaire, 30% dans le secteur tertiaire et 2% dans le secteur primaire.

La valeur des projets du secteur secondaire a augmenté de 86% cette année. Cette hausse est attribuable à d'importants projets dans le secteur du matériel de transport et le secteur des métaux de première transformation et des produits metalliques, mais aussi aux efforts déployés pour soutenir la consolidation. l'investissement et la modernisation des entreprises de la transformation du bois. De plus, Investissement Québec continue d'appuyer l'industrie des aliments et boissons. Cette dernière représente 13% des interventions financées par Investissement Québec dans le secteur manufacturier.

Enfin, dans le secteur tertiaire, la Société soutient notamment les entreprises des industries des technologies de l'information, de la restauration environnementale, du recyclage et du tourisme.

#### FINANCEMENT AUTORISÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE. 2008-2009

		Valeur	(MS)	Emplois declares		
Secteur d'activité économique	Nombre d'interventions financières	Financement	Projets (i)	Nouveaux (1)	Sauvegardés (2)	
PRIMAIRE						
Agriculture et pêche	4	0,9	2,1	17	2	
Foresterie	28	6,8	13,4	10	458	
Mines.	1	0,2	1,2	0	0	
TOTAL PARTIEL	33	7,9	16,7	27	460	
SECONDAIRE						
Alimentation et boissons	147	51,9	242,3	698	200	
Caoutchouc et plastique	63	28,1	149.7	231	760	
Vêtements, textile et cuir	45	24.3	53.5	211	773	
Produits du bois	222	128.2	320,6	843	2 731	
Meubles	88	34,0	108,3	450	1 122	
Papier	30	23,3	97.6	105	426	
Imprimerie	38	11,3	48,2	121	123	
Métaux de 1 <sup>re</sup> transformation et produits métalliques	175	862,0	1 465,8	926	2 125	
Machinerie	134	44,5	161,9	326	616	
Matériel de transport	37	308,3	1 205,8	1 108	3 995	
Produits électriques et électroniques	84	65,7	261,8	818	1 598	
Produits mineraux non métalliques	17	5,7	27,8	65	2	
Produits raffines du pétrole, du charbon, et des industries chimiques	36	13,5	71,6	187	8	
Industries manufacturières diverses	53	23,5	44.6	143	254	
TOTAL PARTIEL	1 169	1 624,3	4 259,5	6 232	14 733	
TERTIAIRE						
Services professionnels, scientifiques et techniques	66	17,6	67.5	175	26	
Conception de systèmes informatiques et services connexes	156	47,7	150,7	604	66	
Édition de logiciels	40	9,4	43,6	116	20	
Recyclage, gestion des déchets et						
services environnementaux	29	6,8	33,1	125	15	
Soins de santé et services sociaux	35	4,6	12,3	47	48	
Hébergement et services de restauration	29	8,6	69,1	405	0	
Services divers	158	90,8	454,2	797	609	
TOTAL PARTIEL	513	185,5	830,5	2 269	784	
TOTAL GLOBAL	1 715	1 817.7	5 106,7	8 528	15 977	

1 55

<sup>(2)</sup> Un emplei sauvegarde correspond a un poste occupe a temps plein qui seruit menace de disparaitre saus la realisation du projet de l'entreprise, généralement dans un délai de 12 mois dans le cas d'un projet de Financement PME, ou de 24 mois dans le cas d'un projet de grande envergure (PASI ou financement spécialisé). Déterminé selon l'information fournie par les entreprises.

#### RÉSULTATS PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Investissement Québec soutient principalement les PME. En effet, 95% de ses interventions financières ont été accordées à des entreprises ayant moins de 200 employés. Ces interventions, qui représentent 31 % du financement autorisé et 43% de la valeur des projets appuyés par la Société, vont contribuer à la création de 81% des emplois déclarés par les entreprises.

#### FINANCEMENT AUTORISÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE, 2008-2009

	Nombre	Valeur	(M S)	Emplois déclarés		
Taille d'entreprise	d'interventions financières Fi 255	Financement	Projets (1)	Nouveaux (1)	Sauvegardés (2)	
Moins de 5 employés		120,6	573.2	1 652		
De 5 à 19 employés	508	93,4	330,0	1 334	496	
De 20 à 199 employés	861	355,6	1 288,6	3 897	4 482	
200 employés ou plus	91	1 248,1	2 914.9	1 645	10 964	
TOTAL	1 715	1 817,7	5 106,7	8 528	15 977	

- (1) Selon la planification fourme par les entreprises, la réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans.
- (2) Un emploi sauvegarde correspond à un poste occupé à temps plein qui serait menacé de disparaître sans la réalisation du projet de l'entreprise, généralement dans un délai de 12 mois dans le cas d'un projet de Financement PME, ou de 24 mois dans le cas d'un projet de grande envergure (PASI ou financement spécialisé). Déterminé selon l'information fournie par les entreprises.

### RÉSULTATS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

En 2008-2009, 68% des interventions financières d'Investissement Québec ont été autorisées dans le secteur secondaire, 30% dans le secteur tertiaire et 2% dans le secteur primaire.

La valeur des projets du secteur secondaire a augmenté de 86% cette année. Cette hausse est attribuable à d'importants projets dans le secteur du matériel de transport et le secteur des métaux de première transformation et des produits métalliques, mais aussi aux efforts déployés pour soutenir la consolidation, l'investissement et la modernisation des entreprises de la transformation du bois. De plus, Investissement Québec continue d'appuyer l'industrie des aliments et boissons. Cette dernière représente 13 % des interventions financées par Investissement Québec dans le secteur manufacturier.

Enfin, dans le secteur tertiaire, la Société soutient notamment les entreprises des industries des technologies de l'information, de la restauration environnementale, du recyclage et du tourisme.

#### FINANCEMENT AUTORISÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, 2008-2009

		Valeur	(MS)	Emplois déclarés		
Secteur d'activité économique	Nombre d'interventions financières	Financement	Projets (1)	Nouveaux (13)	Sauvegardés (2)	
PRIMAIRE						
Agriculture et pêche	4	0,9	2,1	17	2	
Foresterie	28	6,8	13,4	10	458	
Mines	1	0,2	1,2	0	0	
TOTAL PARTIEL	33	7,9	16,7	27	460	
SECONDAIRE						
Alimentation et boissons	147	51.9	242.3	698	200	
Caoutchouc et plastique	63	28,1	149.7	231	760	
Vétements, textile et cuir	45	24,3	53,5	211	773	
Produits du bois	222	128,2	320,6	843	2 731	
Meubles	88	34,0	108.3	450	1 122	
Papier	30	23,3	97.6	105	426	
Imprimerie	38	11,3	48,2	121	123	
Métaux de 1 <sup>re</sup> transformation et produits métalliques	175	862,0	1 465,8	926	2 125	
Machinerie	134	44,5	161,9	326	616	
Matériel de transport	37	308,3	1 205,8	1 108	3 995	
Produits electriques et electroniques	84	65,7	261,8	818	1 598	
Produits mineraux non métalliques	17	5,7	27,8	65	2	
Produits raffinės du pétrole, du charbon et des industries chimiques	36	13,5	71,6	187	8	
Industries manufacturières diverses	53	23,5	44,6	143	254	
TOTAL PARTIEL	1 169	1 624,3	4 259,5	6 232	14 733	
TERTIAIRE		The state of the				
Services professionnels, scientifiques et techniques	66	17,6	67,5	175	26	
Conception de systèmes informatiques et services connexes	156	47,7	150,7	604	66	
Édition de logiciels	40	9,4	43,6	116	20	
Recyclage, gestion des déchets et	The state of		47. P. T. T.		Water and The State of the Stat	
services environnementaux	29	6,8	33,1	125	15	
Soins de sante et services sociaux	35	4,6	12,3	47	48	
Hebergement et services de restauration	29	8,6	69,1	405	0	
Services divers	158	90,8	454,2	797	609	
TOTAL PARTIEL	513	185,5	830,5	2 269	784	
TOTAL GLOBAL	1 715	1 817,7	5 106,7	8 528	15 977	

<sup>(1)</sup> Selon la planification fournie par les entreprises, la realisation des projets et la creation des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans

<sup>(2)</sup> Un emplei sauvegarde correspond à un poste occupe à temps plein qui serait menace de disparaître saus la realisation du projet de l'entreprise, généralement dans un délai de 12 mois dans le cas d'un projet de Financement PME, ou de 24 mois dans le cas d'un projet de grande envergure (PASI ou financement spécialise). Déterminé selon l'information fournie par les entreprises.

#### RÉSULTATS PAR PRODUIT FINANCIER

Investissement Québec soutient les entreprises, les coopératives et les organismes à but non lucratif à tous les stades de leur croissance, grâce à ses produits de financement complémentaire et à ses outils de développement économique.

#### Financement complémentaire

La Société offre aux PME un financement complémentaire à celui des institutions financières pour leur permettre de réaliser des projets de démarrage, d'expansion, de recherche et développement, d'exportation, d'augmentation de fonds de roulement et de transmission d'entreprise.

Cette année, les résultats des activités de financement complémentaire se comparent à ceux de l'an passé, et les objectifs fixés ont été atteints. La Société a autorisé 951 interventions totalisant 305 millions de dollars. Ce financement va soutenir des projets de 904 millions de dollars et devrait créer 2 663 emplois, selon la planification des entreprises. Chaque intervention, d'une valeur moyenne de 321 000\$, a donc permis d'appuyer des projets d'une valeur moyenne de 951 000\$, et ce, dans toutes les régions du Québec.

#### Outils de développement économique

Les outils de développement économique dont la gestion est confiée à la Société par le gouvernement sont d'abord constitués d'incitatifs financiers qui visent à accroître l'investissement au Québec, à consolider certaines industries ou à répondre aux besoins des entreprises qui font face à des difficultés liées au contexte économique difficile. Ces incitatifs sont destinés aux entreprises québécoises ainsi qu'aux entreprises étrangères qui désirent se développer au Québec.

À ce chapitre, Investissement Quèbec a dépassé son objectif. En effet, 764 interventions financières ont été autorisées, dépassant de 52% l'objectif fixé en début d'exercice. Le financement autorisé s'élève à 1,5 milliard de dollars et permettra à des entreprises d'investir 4,2 milliards de dollars dans des projets qui devraient créer 5 865 emplois, selon la planification des entreprises.

#### FINANCEMENT AUTORISÉ PAR PRODUIT FINANCIER. 2008-2009

		nbre ns financières	Valeur	M.S)	Emplois déclarés		
Produit financier	Objectifs	Autorisations	Financement	Projets (1)		Sauvegardés (2	
FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE FINANCEMENT PME							
Production et alliance	188	190	81,3	228,0	804	134	
Recherche et développement	348	362	81,6	320,1	1 053	404	
Exportation	179	187	71,3	151,8	416	143	
Fonds de roulement	54	47	18,7	55,4	170	57	
Releve	20	33	19,8	71,9	42	65	
Mesures d'expérimentation	5	3	3,5	4,1	2	123	
TOTAL PARTIEL	794	822	276,2	831,3	2 487	926	
PROGRAMMES SPÉCIFIQUES							
Entrepreneuriat collectif	80	84	26,7	65,8	152	231	
Capitalisation des entreprises			The Control	(3.6)	TO THE STATE OF	10.28	
de l'économie sociale	68	45	2,0	7,3	24	72	
TOTAL PARTIEL	148	129	28,7	73,1	176	303	
TOTAL – FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE	942	951	304,9	904,4	2 663	1 229	
OUTILS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE							
Immigrants investisseurs	374	394	57,6	614,0	2 857	301	
PSIF (3)	103	259	166,2	385,3	1 071	4 437	
PASI (4)	26	27	79,8	554,6	1 283	3 390	
Mandats gouvernementaux	5.0.	6	1 118,7	2 476,3	565	3 953	
Renfort	5.0.	78	90,5	172,1	89	2 667	
TOTAL – OUTILS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	503	764	1 512,8	4 202,3	5 865	14 748	
TOTAL GLOBAL	1 445	1 715	1 817.7	5 106.7	8 528	15 977	

<sup>(1)</sup> Selon la planification fournie par les entreprises, la réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans.

<sup>(2)</sup> Un emploi sauvegarde correspond à un poste occupe à temps plem qui serait menacé de disparaître sans la réalisation du projet de l'entreprise, généralement dans un délai de 12 mois dans le cas d'un projet de Financement PME, ou de 24 mois dans le cas d'un projet de grande envergure (PASI ou financement spécialisé). Déterminé selon l'information fournie par les entreprises.

<sup>(3)</sup> Programme de soutien à l'industrie forestière.

<sup>(4)</sup> Programme d'appui strategique à l'investissement.



#### FINANCEMENT AUTORISÉ PAR PRODUIT FINANCIER, 2008-2009

	Non d'intervention	nbre is financières	Valeur (	M S)	Emplois	s déclarés
Produit financier	Objectifs	Autorisations	Financement	Projets (1)		Sauvegardés (2
FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE FINANCEMENT PME						
Production et alliance	188	190	81,3	228,0	804	134
Recherche et développement	348	362	81,6	320,1	1 053	404
Exportation	179	187	71,3	151,8	416	143
Fonds de roulement	54	47	18,7	55,4	170	57
Releve	20	33	19,8	71,9	42	65
Mesures d'expérimentation	5	3	3,5	4.1	2	123
TOTAL PARTIEL	794	822	276,2	831,3	2 487	926
PROGRAMMES SPECIFIQUES						
Entrepreneuriat collectif	80	84	26,7	65,8	152	231
Capitalisation des entreprises de l'économie sociale	68	45	2,0	7.3	24	72
TOTAL PARTIEL	148	129	28,7	73.1	176	303
TOTAL – FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE	942	951	304,9	904,4	2 663	1 229
OUTILS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE						
Immigrants investisseurs	374	394	57,6	614,0	2 857	301
PSIF (3)	103	259	166.2	385,3	1 071	4 437
PASI (4)	26	27	79,8	554,6	1 283	3 390
Mandats gouvernementaux	5.0.	6	1 118,7	2 476,3	565	3 953
Renfort	5.0	78	90,5	172,1	89	2 667
TOTAL – OUTILS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	503	764	1 512,8	4 202,3	5 865	14 748
TOTAL GLOBAL	1 445	1 715	1 817.7	5 106.7	8 528	15 977

<sup>(1)</sup> Selon la planification fournie par les entreprises, la realisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans

<sup>(2)</sup> Un emplor sauvegarde correspond à un poste occupe à temps plein qui serait menace de disparaître saus la realisation du projet de l'entreprise, genéralement dans un délai de 12 mois dans le cas d'un projet de l'inancement PME, nu de 24 mois dans le cas d'un projet de grande envergure (PASI un financement spécialisé). Determine seton l'information fournie par les entreprises.

<sup>(3)</sup> Programme de soutien à l'industrie forestière

<sup>(4)</sup> Programme d'appui stratégique à finvestissement.

#### RÉSULTATS PAR TYPE D'INTERVENTION FINANCIÈRE

Investissement Québec dispose de diverses solutions financières pour soutenir le développement des entreprises. La garantie de prêt est l'outil le plus utilisé et permet aux entreprises de contracter des prêts, des marges de crédit ou des lettres de crédit plus facilement auprès des institutions financières privées.

Un peu moins du quart des interventions financières accordées par la Société cette année étaient des contributions financières non remboursables, dont 93% dans le cadre du Programme des immigrants investisseurs. Ce programme qui utilise comme source de fonds les revenus générés par les placements d'immigrants investisseurs, permet à la Société d'appuyer des projets de PME, québécoises sans recourir aux fonds du gouvernement. Il est géré par IQ Immigrants Investisseurs inc., filiale d'Investissement Québec, en vertu d'une entente tripartite avec des intermédiaires financiers et le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Enfin, le nombre de prêts, y compris les prêts participatifs et les prêts sans intérêt, a augmenté de 50% cette année et représente maintenant 25% des interventions de la Société Cette hausse s'explique par le nombre important d'interventions financières accordées, principalement des prêts, dans le cadre du Programme de soutien à l'industrie forestière.

### RÉPARTITION DU FINANCEMENT PAR TYPE D'INTERVENTION FINANCIÈRE SELON LE NOMBRE ET LE MONTANT AUTORISÉ, 2008-2009

Type d'intervention financière	Nombre	(%)	Valeur (MS)	(%)	
Garantie de prêt	695	40,5	470.5	25,9	
Garantie d'engagement financier	169	9,9	68,1	3,7	
Prêt	321	18,7	224.7	12,4	
Pret participatit	11	0,6	3,4	0,1	
Prêt sans intérêt	92	5,4	68 1	3,7	
Contribution remboursable par redevances		0,2	159,0	8,7	
Contribution financière non remboursable et prise en charge d'interets	424	24,7	823,9	45,5	
FOTAL .	1 715	100,0	1 817.7	100,0	

#### PROSPECTION D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

La prospection d'investissements étrangers comporte deux volets: la promotion et le démarchage. D'une part, les activités de promotion consistent à faire connaître les avantages d'investir au Québec à de nouvelles entreprises étrangères et aux filiales de societés internationales déjà établies au Québec ainsi qu'aux sociétés mères de celles-ci. D'autre part, les activités de démarchage permettent de cibler des entreprises et d'établir un contact avec elles dans le but de les inciter à réaliser leurs projets d'investissement au Québec. Les effets de toutes ces activités se font sentir à moyen et à long terme, et non seulement au cours de l'exercice pendant lequel elles ont lieu.

La Société exerce ses activités de prospection depuis ses bureaux au Québec et à l'étranger. Au cours de l'année, elle à accru sa présence à l'étranger en procedant à l'ouverture d'un nouveau bureau à Atlanta, portant à neuf le nombre de bureaux d'Investissement Québec à l'étranger.

Les priorités en matière de prospection sont déterminées annuellement en fonction des forces sectorielles du Québec et du potentiel que représente chaque territoire. Le tableau ci-dessous indique quels étaient les secteurs clés par territoire prospecté en 2008-2009.

#### SECTEURS CLÉS PAR TERRITOIRE PROSPECTÉ, 2008-2009

	AMÉRIQUES			EUROPE				ASIE			
	OUEST	CENTRE	EST	ALLEMAGNÉ	FRANCE	ROYAUME-UNI	SCANDINAVIE	CHINE	INDE	JAPON	
Aerospatiale											
Agro-alimentaire											
				MALE							
Logiciels		1				12.50				-	
								3118			
Multimedia.			0.7 -12							200	

#### **ACTIVITÉS DE PROMOTION**

Pour donner suite aux besoins exprimés par les dirigeants de filiales étrangeres établies au Québec, Investissement Québec à redéfini sa stratégie de communication auprès de ces dernières et de leurs sociétés mères. Ainsi, la Société à élabore de nouveaux outils un site Internet conçu spécialement pour les filiales, une brochure promotionnelle et un bulletin électronique qui sera diffuse dix fois par année. Ces moyens de communication ont été dévoilés lors du 2º Forum des dirigeants d'entreprises étrangères au cours duquel une quarantaine de dirigeants se sont réunis afin d'échanger sur les difficultés actuelles et les meilleures façons dy faire face.

De plus, la Société a élabore un programme de formation à l'intention des organismes regionaux de développement économique ainsi qu'un indice de diagnostic des filiales etrangeres. Cet indice, qui permet de déterminer le suivi approprié à chaque filiale, assure une meilleure gestion des données. Le président et chef de la direction de la Société s'est également adresse à cette clientèle lors d'une tournée régionale.

La Société a mis en œuvre un plan de communication et de marketing à l'intention des investisseurs des secteurs économiques prioritaires afin de soutenir ses activités de prospection sur les marches étrangers. Les secteurs de l'aéronautique, des sciences de la vie et du multimédia ont fait l'objet de stratégies de promotion.

Encore une fois cette année, Investissement Quebec a participe à des evenements d'envergure internationale destinés à faire connaître les avantages du Québec : missions ministérielles au Salon international de l'aéronautique de Farnborough et au Forum economique mondial à Davos, Heli-Expo à Anaheim, en Californie, BIO 2008 à San Diego. Aéromant à

#### RÉSULTATS PAR TYPE D'INTERVENTION FINANCIÈRE

Investissement Québec dispose de diverses solutions financières pour soutenir le développement des entreprises. La garantie de prêt est l'outil le plus utilisé et permet aux entreprises de contracter des prêts, des marges de crédit ou des lettres de crédit plus facilement auprès des institutions financières privées.

Un peu moins du quart des interventions financières accordées par la Société cette année étaient des contributions financières non remboursables, dont 93% dans le cadre du Programme des immigrants investisseurs. Ce programme qui utilise comme source de fonds les revenus générés par les placements d'immigrants investisseurs, permet à la Société d'appuyer des projets de PME québécoises sans recourir aux fonds du gouvernement. Il est géré par IQ Immigrants Investisseurs inc., filiale d'Investissement Québec, en vertu d'une entente tripartite avec des intermédiaires financiers et le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Enfin, le nombre de prêts, y compris les prêts participatifs et les prêts sans intérêt, a augmenté de 50% cette année et représente maintenant 25% des interventions de la Société. Cette hausse s'explique par le nombre important d'interventions financières accordées, principalement des prêts, dans le cadre du Programme de soutien à l'industrie forestière.

#### RÉPARTITION DU FINANCEMENT PAR TYPE D'INTERVENTION FINANCIÈRE SELON LE NOMBRE ET LE MONTANT AUTORISÉ, 2008-2009

Type d'intervention financière	Nombre	(%)	Valeur (MS)	(%)
Garantie de prêt	695	40,5	470,5	25,9
Garantie d'engagement financier	169	9,9	68,1	3,7
Prêt	321	18,7	224,7	12,4
Pret participatif	11	0,6	3,4	0,1
Prēt sans interēt	92	5,4	68,1	3,7
Contribution remboursable par redevances	3	0,2	159,0	8,7
Contribution financière non remboursable et prise en charge d'intérêts	424	24,7	823,9	45,5
TOTAL	1 715	100,0	1 817,7	100,0

## PROSPECTION D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

La prospection d'investissements étrangers comporte deux volets: la promotion et le démarchage. D'une part, les activités de promotion consistent à faire connaître les avantages d'investir au Québec à de nouvelles entreprises étrangères et aux filiales de sociétés internationales déjà établies au Québec ainsi qu'aux sociétés mères de celles-ci. D'autre part, les activités de démarchage permettent de cibler des entreprises et d'établir un contact avec elles dans le but de les inciter à réaliser leurs projets d'investissement au Québec. Les effets de toutes ces activités se font sentir à moyen et à long terme, et non seulement au cours de l'exercice pendant lequel elles ont lieu.

La Société exerce ses activités de prospection depuis ses bureaux au Québec et à l'étranger. Au cours de l'année, elle a accru sa présence à l'étranger en procédant à l'ouverture d'un nouveau bureau à Atlanta, portant à neuf le nombre de bureaux d'Investissement Québec à l'étranger.

Les priorités en matière de prospection sont déterminées annuellement en fonction des forces sectorielles du Québec et du potentiel que représente chaque territoire. Le tableau ci-dessous indique quels étaient les secteurs clés par territoire prospecté en 2008-2009.

### SECTEURS CLÉS PAR TERRITOIRE PROSPECTÉ, 2008-2009

		AMÉRIQUES	開発を設		EU	ROPE		ASIE		
	OUEST	CENTRE	EST	ALLEMAGNE	FRANCE	ROYAUME-UNI	SCANDINAVIE	CHINE	INDE	JAPON
Aerospatiale				De Strate						
Centres financiers										
Agro alimentaire										
Énergie										THE IN
Logiciels		Partie Co		A STA	3263					2-2
Mines									-	
Multimédia										
Sciences de la vie										

### **ACTIVITÉS DE PROMOTION**

Pour donner suite aux besoins exprimés par les dirigeants de filiales étrangères établies au Québec, Investissement Québec a redéfini sa stratégie de communication auprès de ces dernières et de leurs sociétés mères. Ainsi, la Société à élaboré de nouveaux outils: un site Internet conçu spécialement pour les filiales, une brochure promotionnelle et un bulletin électronique qui sera diffusé dix fois par année. Ces moyens de communication ont été dévoiles lors du  $2^\circ$  Forum des dirigeants d'entreprises étrangères au cours duquel une quarantaine de dirigeants se sont réunis afin d'échanger sur les difficultés actuelles et les meilleures façons d'y faire face.

De plus, la Société a élaboré un programme de formation à l'intention des organismes régionaux de développement économique ainsi qu'un indice de diagnostic des filiales étrangères. Cet indice, qui permet de déterminer le suivi approprié à chaque filiale, assure une meilleure gestion des données. Le président et chef de la direction de la Société s'est également adressé à cette clientèle lors d'une tournée régionale.

La Société a mis en œuvre un plan de communication et de marketing à l'intention des investisseurs des secteurs économiques prioritaires afin de soutenir ses activités de prospection sur les marchés étrangers. Les secteurs de l'aéronautique, des sciences de la vie et du multimédia ont fait l'objet de stratégies de promotion.

Encore une fois cette année, Investissement Québec a participé à des évenements d'envergure internationale destinés à faire connaître les avantages du Québec : missions ministérielles au Salon international de l'aéronautique de Farnborough et au Forum économique mondial à Davos. Heli-Expo à Anaheim, en Californie, BIO 2008 à San Diego, Aéromart de

Montréal, Salon international de l'alimentation à Montréal, Tokyo Game Show et Sommet international du jeu de Montréal. En marge de ces événements, Investissement Québec à accueilli une dizaine de journalistes étrangers au Québec, et plusieurs articles sur les avantages du Québec ont été publiés dans des médias internationaux.

### ACTIVITÉS DE DÉMARCHAGE

En 2008-2009, après avoir revu ses priorités en cours d'année pour s'adapter à un contexte économique de plus en plus difficile, la Société a accru ses efforts pour augmenter le nombre de nouveaux investissements étrangers, tout en mettant en place un plan d'action visant à sensibiliser et à soutenir les filiales de sociétés étrangères présentes au Québec. Ainsi, la Société a contacté ou rencontré 318 filiales partout au Québec, soit 6% de plus que l'objectif qu'elle s'était fixé. Au 31 mars 2009, plus de 250 projets étaient à l'étude.

À l'étranger, Investissement Québec a rencontre des membres de la direction de 121 sièges sociaux. En parallèle, elle a continué d'améliorer son processus de ciblage de nouvelles entreprises étrangères et a repéré plus de 470 entreprises que l'offre du Québec pourrait intéresser, ce qui a donné lieu à plus de 169 rencontres d'entreprises, soit 13% de plus que son objectif.

Au cours de la période, la Société a continué son démarchage de longue haleine auprès des entreprises du secteur des énergies renouvelables. Après avoir poursuivi une dizame de dossiers, elle a finalement vu son travail porter fruit puisque les sociétés REC de Norvège et Enercon d'Allemagne ont annoncé leur implantation au Québec, ce qui représente des investissements de 1,37 milliard de dollars et de 30 millions de dollars respectivement.

Les efforts de démarchage de la Société ont été récompensés lors de la rencontre annuelle de l'Association canadienne de développement économique. En effet, le magazine Site Selection a décerné à Investissement Québec le troisième prix du Canadian Competitiveness Awards, dans la categorie des provinces canadiennes qui se sont le plus démarquées par les projets d'investissements, auxquels elles ont participé.

### **VENTILATION DES RÉSULTATS**

Les activités de prespection de la Société ont contribué à concrétiser 53 projets de sociétés etrangères d'une valeur record de près de 2,1 milliards' de dollars en 2008-2009, qui devraient créer, à terme, plus de 2 700 emplois selon la planification des entreprises. Ces projets se répartissent entre 17 entreprises étrangères qui s'implanteront au Québec et 36 entreprises qui y sont déjà établies. Les investissements des entreprises qui s'implanteront totalisent 1,689 milliard, de dollars, tandis que les reinvestissements représentent 380,5 millions de dollars.

### INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

			3 000
Nombre de nouveaux emplois declares		2 741	4 068
Valeur déclarée des projets (M S) (1)		2 069,6	1 310,8
Nombre de projets		53	
	Objectifs 2008-2009	2008-2009	2007-2008

<sup>(1)</sup> Selon la planification fournie par les entreprises, la réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans Pour éviter un double comptage, ces emplois ne peuvent être additionnés aux emplois hés aux interventions financières.

s. La vaieur des projets comprend les depenses en immobilisations ainsi que les frais de R-D, mais non la masse salariale liée aux activités des entreprises.

Les résultats obtenus en 2008-2009 sont représentatifs des efforts déployés à l'égard des entreprises des secteurs clès au Québec. En effet, les principaux investissements, en termes de valeur et de nombre de nouveaux emplois déclarés, ont été réalisés dans le secteur des industries chimiques et dans le secteur de la conception de systèmes informatiques et services connexes, qui représentent respectivement 69% et 11% du montant total des investissements, ainsi que 15% et 24% des emplois déclarés.

# RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, 2008-2009

Secteur d'activité	Nombre	Valeur (MS)	Nouveaux emplois déclarés (1)
Mines		45.0	0
Alimentation et boissons		7.6	75
Caoutchouc et plastique		20.8	17
Vêtements, textile et cuir		8,1	101
Produits du bois		7.5	10
		3,0	27
Papier		13,4	65
Métaux de 1° transformation et produits métalliques		68,1	118
Machinerie		35,0	262
Matériel de transport		52.0	225
Produits électriques et électroniques		109.3	255
Produits minéraux non métalliques		1.1	
Produits raffinés du pétrole, du charbon et des industries chimiques	4	1 421,9	419
		24.6	372
Services professionnels, scientifiques et techniques		14.8	38
		231,0	656
Édition de logiciels	1	6,4	100
TOTAL	53	2 069,6	2 741

(1) Selon la planification fournie par les entreprises, la réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans. Pour éviter un double comptage, ces emplois ne peuvent être additionnés aux emplois liés aux interventions financières.

Les investissements annoncés proviennent de 15 pays, dont la Norvège, les États-Unis et la France, qui ont génére respectivement 67%, 17% et 5% de la valeur des projets d'investissements, ainsi que 13%, 33% et 25% des emplois déclarés. Quant à la répartition par continent. 45% des projets annoncés proviennent de l'Europe, 45% des Amériques et 10% de l'Asie.

# REPARTITION DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS SELON LA PROVENANCE. 2008-2009

	Nombre	Valeur (M S)	Nouveaux emplois déclarés (1)
	24	420,6	1 315
	24	1 590,3	1 396
		58.7	30
TOTAL	53	2 069.6	2 741

(1) Selon la planification fournie par les entreprises, la réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans Pour éviter un double comptage, ces emplois ne peuvent être additionnés aux emplois liés aux interventions financières. Montréal, Salon international de l'alimentation à Montréal, Tokyo Game Show et Sommet international du jeu de Montréal. En marge de ces événements, Investissement Québec a accueilli une dizaine de journalistes étrangers au Québec, et plusieurs articles sur les avantages du Québec ont été publiés dans des médias internationaux.

## ACTIVITÉS DE DÉMARCHAGE

En 2008-2009, après avoir revu ses priorités en cours d'année pour s'adapter à un contexte économique de plus en plus difficile, la Société a accru ses efforts pour augmenter le nombre de nouveaux investissements étrangers, tout en mettant en place un plan d'action visant à sensibiliser et à soutenir les filiales de sociétés étrangères présentes au Québec. Ainsi, la Société a contacté ou rencontré 318 filiales partout au Québec, soit 6 % de plus que l'objectif qu'elle s'était fixé. Au 31 mars 2009, plus de 250 projets étaient à l'étude.

À l'étranger, Investissement Québec a rencontré des membres de la direction de 121 sièges sociaux. En parallèle, elle a continué d'améliorer son processus de ciblage de nouvelles entreprises étrangères et a repéré plus de 470 entreprises que l'offre du Québec pourrait intéresser, ce qui a donné lieu à plus de 169 rencontres d'entreprises, soit 13% de plus que son objectif.

Au cours de la période, la Société a continué son démarchage de longue haleine auprès des entreprises du secteur des énergies renouvelables. Après avoir poursuivi une dizaine de dossiers, elle a finalement vu son travail porter fruit puisque les sociétés REC de Norvège et Enercon d'Allemagne ont annoncé leur implantation au Québec, ce qui représente des investissements de 1,37 milliard de dollars et de 30 millions de dollars respectivement.

Les efforts de démarchage de la Société ont été récompensés lors de la rencontre annuelle de l'Association canadienne de développement économique. En effet, le magazine Site Selection a décerné à Investissement Québec le troisième prix du Canadian Competitiveness Awards, dans la catégorie des provinces canadiennes qui se sont le plus démarquées par les projets d'investissements, auxquels elles ont participé.

### **VENTILATION DES RÉSULTATS**

Les activités de prospection de la Société ont contribué à concrétiser 53 projets de sociétés étrangères d'une valeur record de près de 2,1 milliards<sup>6</sup> de dollars en 2008-2009, qui devraient créer, à terme, plus de 2 700 emplois selon la planification des entreprises. Ces projets se répartissent entre 17 entreprises étrangères qui s'implanteront au Québec et 36 entreprises qui y sont déjà établies. Les investissements des entreprises qui s'implanteront totalisent 1,689 milliard de dollars, tandis que les réinvestissements représentent 380,5 millions de dollars.

### INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

	Objectifs 2008-2009	2008-2009	2007-2008
Nombre de projets	50	53	59
Valeur déclarée des projets (M \$) (1)	1 000	2 069,6	1 310,8
Nombre de nouveaux emplois déclarés (1)	\$.0.	2 741	4 068

<sup>(1)</sup> Selon la planification fournie par les entreprises, la réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans Pour éviter un double comptage, ces emplois ne peuvent être additionnés aux emplois lies aux interventions financières.

<sup>6</sup> La valeur des projets comprend les depenses en immobilisations ainsi que les frais de R.D. mais non la masse salariale bee aux activites des entreprises.

Les résultats obtenus en 2008-2009 sont représentatifs des efforts déployés à l'égard des entreprises des secteurs clès au Québec. En effet, les principaux investissements, en termes de valeur et de nombre de nouveaux emplois déclarés, ont été réalisés dans le secteur des industries chimiques et dans le secteur de la conception de systèmes informatiques et services connexes, qui représentent respectivement 69% et 11% du montant total des investissements, ainsi que 15% et 24% des emplois déclarés.

# RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, 2008-2009

Secteur d'activité	Nombre	Valeur (M\$)	Nouveaux emplois déclarés (1)
Mines	1	45,0	0
Alimentation et boissons	3	7,6	75
Caoutchouc et plastique	4	20,8	17
Vêtements, textile et cuir	2	8.1	101
Produits du bois	1	7,5	10
Meubles	1	3.0	27
Papier	2	13,4	65
Métaux de 1 <sup>re</sup> transformation et produits métalliques	4	68,1	118
Machinerie	3	35,0	262
Matériel de transport	6	52,0	225
Produits électriques et électroniques	4	109,3	255
Produits minéraux non métalliques	1	1,1	1
Produits raffines du pétrole, du charbon et des industries chimiques	4	1 421,9	419
Services divers	6	24,6	372
Services professionnels, scientifiques et techniques	5	14,8	38
Conception de systèmes informatiques et services connexes	5	231,0	656
Édition de logiciels	1	6,4	100
TOTAL	53	2 069,6	2 741

(1) Selon la planification fournie par les entreprises, la réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans. Pour eviter un double comptage, ces emplois ne peuvent être additionnés aux emplois hés aux interventions financières.

Les investissements annoncés proviennent de 15 pays, dont la Norvège, les États-Unis et la France, qui ont généré respectivement 67 %, 17 % et 5 % de la valeur des projets d'investissements, ainsi que 13 %, 33 % et 25 % des emplois déclarés. Quant à la répartition par continent, 45 % des projets annoncés proviennent de l'Europe, 45 % des Amériques et 10 % de l'Asie.

## RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS SELON LA PROVENANCE. 2008-2009

	Nombre	Valeur (M.S)	Nouveaux emplois déclarés (1)
Ameriques	24	420,6	1 315
Europe	24	1 590,3	1 396
Asie	5	58,7	30
TOTAL	53	2 069,6	2 741

(1) Scion la planification fournie par les entreprises, la réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans Pour éviter un double comptage, ces emplois ne peuvent être additionnés aux emplois lies aux interventions financières

### REVUE DES ACTIVITÉS ET DES RÉSULTATS

L'accent mis sur le développement de chacune des régions du Québec s'est traduit par une plus grande repartition géographique des investissements cette année. En effet, des projets ont été annoncés dans 11 régions administratives.

## RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE. 2008-2009

Region administrative	Nombre	Valeur (MS)	Emplois déclarés (1)
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean		13.8	
04 - Mauricie		4,0	27
05 - Estrie		43,3	237
06 - Montreal	16	281,2	1 397
10 - Nord-du-Quebec		45,0	
11 - Gaspèsie Îles-de-la-Madeleine		30,0	200
13 – Laval		38,5	45
14 - Lanaudiere		52,2	
15 - Laurentides		24,0	
16 - Monterègie	17	119,2	349
17 - Centre du Québec		1 418 4	479
TOTAL	53	2 069,6	2 741

<sup>(1)</sup> Selon la planification fournie par les entreprises, la réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans Pour éviter un double comptage, ces emplois ne peuvent être additionnés aux emplois liés aux interventions financières.

### **MESURES FISCALES**

Investissement Québec administre diverses mesures fiscales dont les principaux objectifs visent à accroître les projets de recherche et de développement. l'innovation technologique, la création d'emplois ainsi que le développement economique de l'ensemble des régions du Québec. Son rôle consiste à analyser les demandes d'admissibilité des entreprises, à délivrer des attestations ou des certificats qui répondent aux critères des différentes mesures d'aide fiscale, en plus d'en faire la promotion au moyen de séances d'information. Ces mesures couvrent plusieurs secteurs d'activité, notamment les affaires électroniques, les biotechnologies, les activités de fabrication et de transformation de certaines ressources naturelles et le multimédia.

En 2008-2009, la Société a délivré 220 certificats et attestations initiaux principalement pour les titres multimedias et les programmes regionaux, dépassant ainsi son objectif de 193%. Ces résultats sont notamment attribuables à une demande importante à l'égard du crédit pour la production de titres multimédias. Pour l'exercice qui se termine, 105 nouvelles sociétés bénéficiant des mesures fiscales fondées sur l'augmentation de la masse salariale prévoient créer 2 820 emplois, dont plusieurs à haute valeur ajoutée.

De plus, la Société a délivré 3 502 certificats et attestations annuels, toutes mesures confondues, soit 59% de plus que l'objectif fixé en début d'exercice. De ce nombre, 34 attestations annuelles ont été délivrées dans le cadre du crédit d'impôt pour le développement des affaires électroniques (CDAE), qui a été instauré lors du Discours sur le budget du 13 mars 2008. Investissement Québec s'attend à ce que le nombre d'attestations relatives à cette mesure augmente sensiblement au cours des prochaines années. Par ailleurs, bien que certains crédits aient été abolis le 12 juin 2003, la Société a tout de même délivré 757 attestations annuelles relatives à ces crédits puisque les entreprises qui en bénéficient doivent démontrer chaque année qu'elles respectent les différents critères d'admissibilité.

Grâce aux mesures administrées par la Société, les entreprises admissibles devraient bénéficier chaque année d'une somme de 400 millions de dollars en crédits d'impôt en 2008 et en 2009<sup>7</sup>.

### MESURES FISCALES

	Objectifs 2008-2009	2008-2009	2007-2008
		220	178
Nombre de certificats et d'attestations annuels		3 502	
Emplois déclarés relativement aux nouveaux certificats et attestations (1)		3 112	3 912

(1) Selon la planification fournie par les entreprises, les emplois ont été créés récemment ou le seront au cours des trois prochaines années. Pour éviter un double comptage, les emplois ne peuvent être additionnés aux emplois blés aux interventions financières.

<sup>7</sup> Projections pour les années 2008 et 2009. Source: Dépenses fiscales. Édition 2008, ministère des Finances du Québec. Tableau A.7, pages 56, 57 et 61 projection 2008.

### REVUE DES ACTIVITÉS ET DES RÉSULTATS

L'accent mis sur le développement de chacune des régions du Québec s'est traduit par une plus grande répartition géographique des investissements cette année. En effet, des projets ont été annoncés dans 11 régions administratives.

# RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE, 2008-2009

Région administrative	Nombre	Valeur (M\$)	Emplois déclarés (1)
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	13,8	7
04 – Mauricie	2	4,0	27
05 - Estrie	3	43,3	237
06 - Montréal	16	281,2	1 397
10 - Nord-du-Québec	1	45,0	0
11 - Gaspesie-Îles-de-la-Madeleine	1	30,0	200
13 - Laval	2	38,5	45
I4 – Lanaudière	2	52,2	0
15 - Laurentides	3	24,0	0
16 - Montérégie	17	119,2	349
17 - Centre-du-Québec	4	1 418,4	479
TOTAL	53	2 069,6	2 741

<sup>(1)</sup> Selon la planification fournie par les entreprises, la réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans. Pour eviter un double comptage, ces emplois ne peuvent être additionnés aux emplois liés aux interventions financières.

## **MESURES FISCALES**

Investissement Québec administre diverses mesures fiscales dont les principaux objectifs visent à accroître les projets de recherche et de développement, l'innovation technologique, la création d'emplois ainsi que le développement économique de l'ensemble des régions du Québec. Son rôle consiste à analyser les demandes d'admissibilité des entreprises, à délivrer des attestations ou des certificats qui répondent aux critères des différentes mesures d'aide fiscale, en plus d'en faire la promotion au moyen de séances d'information. Ces mesures couvrent plusieurs secteurs d'activité, notamment les affaires électroniques, les biotechnologies, les activités de fabrication et de transformation de certaines ressources naturelles et le multimédia.

En 2008-2009, la Société a délivré 220 certificats et attestations initiaux principalement pour les titres multimédias et les programmes régionaux, dépassant ainsi son objectif de 193%. Ces résultats sont notamment attribuables à une demande importante à l'égard du crédit pour la production de titres multimédias. Pour l'exercice qui se termine, 105 nouvelles sociétés bénéficiant des mesures fiscales fondées sur l'augmentation de la masse salariale prévoient créer 2 820 emplois, dont plusieurs à haute valeur ajoutée.

De plus, la Société a délivré 3 502 certificats et attestations annuels, toutes mesures confondues, soit 59% de plus que l'objectif fixé en début d'exercice. De ce nombre, 34 attestations annuelles ont été délivrées dans le cadre du crédit d'impôt pour le développement des affaires électroniques (CDAE), qui a été instauré lors du Discours sur le budget du 13 mars 2008. Investissement Québec s'attend à ce que le nombre d'attestations relatives à cette mesure augmente sensiblement au cours des prochaînes années. Par ailleurs, bien que certains crédits aient été abolis le 12 juin 2003, la Société a tout de même délivré 757 attestations annuelles relatives à ces crédits puisque les entreprises qui en bénéficient doivent démontrer chaque année qu'elles respectent les différents critères d'admissibilité.

Grâce aux mesures administrées par la Société, les entreprises admissibles devraient bénéficier chaque année d'une somme de 400 millions de dollars en crédits d'impôt en 2008 et en 2009?.

### MESURES FISCALES

	Objectifs 2008-2009	2008-2009	2007-2008
Nombre de nouveaux certificats et attestations	75	220	178
Nombre de certificats et d'attestations annuels	2 200	3 502	2 399
Emplois déclares relativement aux nouveaux certificats et attestations (1)	5.0.	3 112	3 912

(1) Selon la planification fournie par les entreprises, les emplois ont été créés récemment ou le seront au cours des trois prochaines années. Pour éviter un double comptage, les emplois ne peuvent être additionnes aux emplois liés aux interventions financières.

<sup>7</sup> Projections pour les années 2008 et 2009. Source: Dépenses fiscales. Édition 2008, ministère des Finances du Québec, Tableau A.7, pages 56, 57 et 61, projection 2008.

## CERTIFICATS ET ATTESTATIONS PAR MESURE FISCALE, 2008-2009

	Nouveaux et attes		Certificats et attestations annuels
Mesure fiscale	Nombre	Emplois declares (1)	Nombre
Nouvelle économie			
Centres de développement des technologies de l'information (CDTI) (C)			17/
Centres de développement des biotechnologies (CDB)			
Carrefours de la nouvelle économie (CNE) (CNE)			425
Cité du commerce électronique (CCE) ((3)			10
Zone de commerce international de Montréal a Mirabel (ZCIMM)			
Crédit d'impôt à l'égard de grands projets createurs d'emplois (GPCE)		288	
Cité Multimédia de Montréal (CMM)			121
Centre national des nouvelles technologies du Quebec (CNNTQ)			146
Crédit d'impôt pour le développement des affaires électroniques (CDAÉ)			
TOTAL PARTIEL	14	292	784
Mesures fiscales fondées sur l'augmentation de la masse salariale			
Crédit d'impôt pour la Vallée de l'aluminium (ALU)		540	126
Crédit d'impôt pour les activités de transformation dans les régions ressources (RR) (4)	90	2 089	1 703
Crédit d'impôt pour la Gaspésie et certaines régions maritimes (GAS)		191	118
Activités d'affaires électroniques (ZCE) (2)			20
Crédit d'impôt pour les Carrefours de l'innovation (CI) (2)			
TOTAL PARTIEL	105	2 820	1 974
Crédit d'impôt pour la production de titres multimédias			5
Volet spécialisé			
Voiet général			161
TOTAL PARTIEL	101	5.0. (5)	175
Congé fiscal pour les PME manufacturières des régions ressources éloignées (CFRR)	0	0	569
TOTAL GLOBAL	220	3 112	3 502

- (1) Selon la planification fournie par les entreprises, les emplois ont été crées recemment ou le seront au cours des trois prochaines années. Pour éviter un double comptage, ces emplois ne peuvent être additionnées aux emplois bés aux interventions financières.
- (2) Crédits abolis lors du Discours sur le budget du 12 juin 2003
- (3) La Société enregistre des données en termes d'emplois pour la mesure CNE forsqu'une entreprise prend de l'expansion dans un autre CNE. Toutefois, les certificats délivrés dans le cadre d'une réorganisation d'entreprise n'entraînent pas de création d'emplois.
- (4) Lorsque la Société délivre un certificat à la suite d'une réorganisation d'entreprise pour une société bénéficiant d'une mesure dans une région ressource, elle ne tient pas compte des emplois puisqu'ils ont déjà été comptabilisés antérieurement.
- (5) Les mesures liées à la production de titres multimédias ne sont pas basées sur la création d'emplois. C'est ce qui explique qu'aucune donnée ne figure dans la colonne des emplois déclarés.

Les sociétés qui ont bénéficié d'une aide fiscale pour la première fois en 2008-2009 sont réparties dans l'ensemble du territoire du Québec. Les attestations annuelles remises aux sociétés exerçant des activités dans les régions ressources représentent 74% de l'ensemble des attestations annuelles délivrées.

## CERTIFICATS ET ATTESTATIONS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE. 2008-2009

	Nouveaux et attes		Certificats et attestations annuels
Région administrative	Nombre	Emplois déclares (1)	Nombre
01 - Bas-Saint-Laurent		433	578
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	52	1 503	1 000
03 – Capitale-Nationale		0	196
	17	442	389
05 - Estrie			43
	91	288	323
07 – Outaouais			33
		187	256
09 - Côte-Nord		175	139
10 - Nord-du-Québec		10	21
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8		201
12 - Chaudière-Appalaches		0	61
		0	43
			36
			70
			94
17 - Centre-du-Québec			19
TOTAL	220	3 112	3 502
TOTAL – RÉGIONS RESSOURCES (2)	107	2 809	2 584

<sup>(1)</sup> Selon la planification fournie par les entreprises, les emplois ont été créés récemment ou le seront au cours des trois prochaînes années. Pour éviter un double comptage, ces emplois ne peuvent être additionnés aux emplois liés aux interventions financières.

<sup>(2)</sup> Les régions ressources sont les suivantes: Bas-Saint-Laurent, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Mauricie, Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

## CERTIFICATS ET ATTESTATIONS PAR MESURE FISCALE. 2008-2009

	Nouveaux certificats et attestations		Certificats et attestations annuels
Mesure fiscale	Nombre	Emplois déclarés (1)	Nombre
Nouvelle économie			
Centres de développement des technologies de l'information (CDTI) (2)		0	17
Centres de développement des biotechnologies (CDB)	3	4	20
Carrefours de la nouvelle économie (CNE) (2) (3)	6	0	425
Cité du commerce électronique (CCE) (2).	0	0	10
Zone de commerce international de Montréal à Mirabel (ZCIMM) (2)	0	0	5
Crédit d'impôt à l'egard de grands projets créateurs d'emplois (GPCE) (2)	2	288	6
Cité Multimédia de Montréal (CMM) [2]	1	0	121
Centre national des nouvelles technologies du Québec (CNNTQ) (2)	2	0	146
Credit d'impôt pour le développement des affaires électroniques (CDAE)	0	0	34
TOTAL PARTIEL	14	292	784
Mesures fiscales fondées sur l'augmentation de la masse salariale			
Crédit d'impôt pour la Vallée de l'aluminium (ALU)	10	540	126
Crédit d'impôt pour les activités de transformation dans les régions ressources (RR) (4)	90	2 089	1 703
Crédit d'impôt pour la Gaspésie et certaines régions maritimes (GAS)	4	191	118
Activités d'affaires électroniques (ZCE) (2)		0	20
Crédit d'impôt pour les Carrefours de l'innovation (CI) (2)	0	0	7
TOTAL PARTIEL	105	2 820	1974
Crédit d'impôt pour la production de titres multimédias			
Volet specialise		S.O. (5)	14
Volet général	101	S.O. (5)	161
TOTAL PARTIEL	101	5.0. (5)	175
Congé fiscal pour les PME manufacturières des régions ressources éloignées (CFRR)	.0	0	569
TOTAL GLOBAL	220	3 112	3 502

- (1) Selon la planification fourme par les entreprises, les emplois ont été crées récomment ou le seront au cours des trois prochaines années. Pour exter un double comptage, ces emplois ne peuvent être additionnés aux emplois liés aux interventions financières
- 2) Crédits abolis lors du Discours sur le budget du 12 juin 2003
- (3) La Societé enregistre des données en termes d'emplois pour la mesure CNE, torsqu'une entreprise prend de l'expansion dans un autre CNE. Toutefois, les certificats delivres dans le cadre d'une réorganisation d'entreprise n'entrainent pas de creation d'emplois.
- (4) Lorsque la Société délivre un certificat à la suite d'une réorganisation d'entreprise pour une société bénéficiant d'une mesure dans une région ressource elle ne tient pas compte des emplois puisqu'ils ont dejà été comptabilisés antérieurement.
- (5) Les mesures lices à la production de titres multimédias ne sont pas basees sur la creation d'emplois. C'est ce qui explique qu'aucune donnée ne ligure dans la colonne des emplois déclarés.

Les sociétés qui ont bénéficié d'une aide fiscale pour la première fois en 2008-2009 sont réparties dans l'ensemble du territoire du Québec. Les attestations annuelles remises aux sociétés exerçant des activités dans les régions. ressources représentent 74% de l'ensemble des attestations annuelles délivrées.

## CERTIFICATS ET ATTESTATIONS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE. 2008-2009

	Nouveaux of et attest	Certificats et attestations annuels	
Région administrative	Nombre	Emplois déclarés (1)	Nombre
01 - Bas-Saint-Laurent	16	433	578
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	52	1 503	1 000
03 - Capitale-Nationale	4	0	196
04 - Mauricie	17	442	389
05 – Estrie	1	0	43
06 - Montreal	91	288	323
07 - Outaouais	2	8	33
08 - Abitibi-Temiscamingue	10	187	256
09 - Côte-Nord	3	175	139
10 - Nord-du-Québec	1	10	21
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8	59	201
12 - Chaudière-Appalaches	1	0	61
13 - Laval	2	0	43
14 - Lanaudiere	0	0	36
15 – Laurentides	4	6	70
16 – Montérègie	6	1	94
17 - Centre-du-Quebec	2	0	19
TOTAL	220	3 112	3 502
TOTAL – RÉGIONS RESSOURCES (2)	107	2 809	2 584

Selon la planification fournie par les entreprises, les emplois ont été crées récemment ou le seront au cours des trois prochaines années. Pour éviter un double comptage, ces emplois ne peuvent être additionnées aux emplois liés aux interventions financières.
 Les régions ressources sont les suivantes. Bas Saint-Laurent. Saguenay-Lac-Saint-Jean. Mauricie. Abitibi-Temiscamingue. Côte. Nord. Nord-du Quebec et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

### FIER

Créé en 2004, le Fonds d'intervention économique régional (FIER) vise à fournir aux entreprises une source de capital lors d'un démarrage, d'un développement, d'un redressement ou d'un transfert de propriété. Il vise également à soutenir la création de fonds sectoriels et de fonds de démarrage et à appuyer la réalisation de projets structurants, principalement en région. Il comprend trois volets: les FIER-Régions, les Fonds-Soutien et le FIER Partenaires.

IQ FIER inc. filiale d'Investissement Québec, accrédite chaque FIER-Région et chaque Fonds-Soutien, coordonne le suivi, s'assure de la reddition de comptes et achemine, une fois les conditions respectées, les sommes nécessaires vers les volets appropriés. Elle participe également, à titre de commanditaire, à la sociéte en commandite FIER Partenaires, s.e.c. qui est chargée d'investir dans des fonds sectoriels.

### FIER-REGIONS ET FONDS-SOUTIEN

Les FIER-Régions visent à faciliter la capitalisation des entreprises, particulièrement les PME, en région, dans leurs premières phases de développement.

Au cours de l'exercice 2008-2009, tous les fonds accredites par IQ FIER inc lors du précèdent exercice ont été constitués et sont maintenant en activité. À ce jour, on dénombre 30 FIER Régions et 14 Fonds-Soutien en activité. De l'enveloppe de 192 millions de dollars, qui constitue l'apport de capital d'IQ FIER inc dans les FIER-Régions, 189.1 millions de dollars sont maintenant engagés dans les différents fonds en activité. Pour ce qui est des Fonds-Soutien, 28 millions de dollars ont été engagés par IQ FIER inc., sur une enveloppe totale de 36 millions. Toutes les régions administratives du Québec ont accès à un fonds du FIER.

Selon les déclarations des entreprises, les FIER-Régions ont permis de creer 1 853 emplois et d'en sauvegarder 4 942 tandis que les Fonds-Soutien ont permis de creer 215 emplois et d'en sauvegarder 482.

Conformément aux ententes conclues entre les investisseurs et IQ FIER inc. l'apport de capital dans les FIER-Régions accrédités s'échelonne sur une période d'environ trois ans et s'effectue en quatre versements. Cette période laisse le temps aux investisseurs de planifier leurs investissements.

#### **ÉTAT DE SITUATION DU FIER**

		Au 31 mars 2009			stissements reali	ses par les fonds			
						Au 31 decembre 2008		Au 31 decembre 2007	
	Nombre de fonds en activité	Capitalisation totale (MS) [2]	Montant total décaisse (MS) (3)	Nombre de placements	Valeur (MS)	Nombre de placements	Valeur (MS)		
FIER Régions	30	283.7	214.8	213	129,9		84,0		
Fonds-Soutien	14	42,0	42,0	54	8,6	33			

- (1) Sommes investies dans des entreprises par les fonds FIER, depuis leur création. Les données à ce sujet sont recueilles au moyen d'une enquête semestrielle (30 juin et 31 décembre), qui est intégrée au processus de reddition de comptes.
- (2) Ce mantant représente l'apport de capital d'IQ FIER inc., qui s'elève à 189,1 millions de dollars dans les FIER-Regions et à 28 millions de dollars dans les Fonds Soutien, et l'apport des investisseurs privés, le décaissement s'effectuant sur une période d'environ trois ans.
- (3) Ce montant correspond any sommes versées dans les FIER Régions et les Fonds Soutien par 10 FIER inc. et les investisseurs prives

Lors du Discours sur le budget 2009-2010, le gouvernement a bonifie de 60 millions de dollars l'enveloppe reservée à la creation de nouveaux FIER-Régions et à la recapitalisation de certains fonds deja en place.

#### FIER PARTENAIRES

Depuis 2005, le conseil d'administration de FIER Partenaires, s.e.c. a autorisé des investissements de 137,2 millions de dollars dans dix fonds d'investissement. L'enveloppe totale de 180 millions de dollars, dont 90 millions de dollars proviennent d'IQ FIER inc., est engagée à 76% dans divers fonds.



### **FIER**

Créé en 2004, le Fonds d'intervention économique régional (FIER) vise à fournir aux entreprises une source de capita lors d'un démarrage, d'un développement, d'un redressement ou d'un transfert de propriété. Il vise également à soutenir la création de fonds sectoriels et de fonds de démarrage et à appuyer la réalisation de projets structurants, principalement en région. Il comprend trois volets: les FIER-Régions, les Fonds-Soutien et le FIER Partenaires.

IQ FIER inc., filiale d'Investissement Québec, accrédite chaque FIER-Région et chaque Fonds-Soutien, coordonne le suivi, s'assure de la reddition de comptes et achemine, une fois les conditions respectées, les sommes nécessaires vers les volets appropriés. Elle participe également, à titre de commanditaire, à la société en commandite FIER Partenaires s.e.c. qui est chargée d'investir dans des fonds sectoriels.

# FIER-RÉGIONS ET FONDS-SOUTIEN

Les FIER-Régions visent à faciliter la capitalisation des entreprises, particulièrement les PME en région, dans leurs premières phases de développement.

Au cours de l'exercice 2008-2009, tous les fonds accrédités par IQ FIER inc. lors du précédent exercice ont été constitués et sont maintenant en activité. À ce jour, on dénombre 30 FIER-Régions et 14 Fonds-Soutien en activité De l'enveloppe de 192 millions de dollars, qui constitue l'apport de capital d'IQ FIER inc. dans les FIER-Régions 189,1 millions de dollars sont maintenant engagés dans les différents fonds en activité. Pour ce qui est des Fonds Soutien, 28 millions de dollars ont été engagés par IQ FIER inc., sur une enveloppe totale de 36 millions. Toutes les régions administratives du Québec ont accès à un fonds du FIER.

Selon les déclarations des entreprises, les FIER-Régions ont permis de créer 1 853 emplois et d'en sauvegarder 4 942 tandis que les Fonds-Soutien ont permis de créer 215 emplois et d'en sauvegarder 482.

Conformément aux ententes conclues entre les investisseurs et IQ FIER inc., l'apport de capital dans les FIER-Régions accrédités s'échelonne sur une période d'environ trois ans et s'effectue en quatre versements. Cette période laisse le temps aux investisseurs de planifier leurs investissements.

### **ETAT DE SITUATION DU FIER**

		Au 31 mars 2009			Investissements realises par les fonds (1).			
				Au 31 décer	Au 31 décembre 2008		Au 31 décembre 2007	
	Nombre de fonds en activité	Capitalisation totale (MS) [2]	Montant lotal décaissé (M \$) (3)	Nombre de placements	Valeur (M S)	Nombre de placements	Valeur (M.S)	
FIER-Regions	30	283,7	214,8	213	129,9	158	84,0	
Fonds-Soutien	14	42,0	42,0	54	8,6	33	5,7	

- (1) Sommes investies dans des entreprises par les fonds FIER, depuis feur creation. Les données à ce sujet sont recueillies au moyen d'une enquête semestrielle (30 juin et 31 décembre), qui est intégrée au processus de reddition de comptes.
- (2) Ce montant représente l'apport de capital d'IQ FIER înc., qui s'elève à 189,1 millions de dollars dans les FIER-Régions et à 28 millions de dollars dans les Fonds Soutien, et l'apport des investisseurs privés, le décaissement s'effectuant sur une période d'environ trois ans.
- (3) Ce montant correspond aux sommes versées dans les FIER-Régions et les Fonds Soutien par IQ FIER inc. et les investisseurs privés

Lors du Discours sur le budget 2009-2010, le gouvernement a bonifié de 60 millions de dollars l'enveloppe réservée à la création de nouveaux FIER-Régions et à la recapitalisation de certains fonds déjà en place.

### FIER PARTENAIRES

Depuis 2005, le conseil d'administration de FIER Partenaires, s.e.c. a autorisé des investissements de 137,2 millions de dollars dans dix fonds d'investissement. L'enveloppe totale de 180 millions de dollars, dont 90 millions de dollars proviennent d'IQ FIER inc., est engagée à 76 % dans divers fonds.

# FONDS DE CAPITAL DE RISQUE ET FONDS D'AMORÇAGE

Le gouvernement du Quêbec a annonce, lors du Discours sur le budget 2009-2010, la création d'un fonds de 825 millions de dollars pour le financement de fonds de capital de risque. Ce fonds permettra de financer des entreprises technologiques émergentes du Québec. La participation du gouvernement, par l'entremise d'Investissement Québec, s'élèvera à 200 millions de dollars, et celle de ses deux partenaires, le Fonds de solidarité FTQ et la Caisse de dépôt et placement du Québec, à 250 millions de dollars chacun. Pour assurer la totalité de sa capitalisation, le fonds aura pour objectif de recueillir 125 millions de dollars aupres d'investisseurs institutionnels privés. La Société, ses deux partenaires et le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation auront le mandat d'instaurer ce fonds.

De plus, le gouvernement a annoncé la création de trois fonds d'amorçage totalisant 125 millions de dollars pour la création d'entreprises technologiques à forte valeur ajoutée. Investissement Québec, à titre de mandataire du gouvernement, y versera 50 millions de dollars, qui s'ajouteront aux 50 millions de dollars provenant de fonds fiscalisés. Le reliquat de 25 millions de dollars sera recueilli auprès du secteur privé. La Société et le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation seront charges de mettre sur pied un comité de sélection, de lancer les appels d'offres et d'instaurer ces fonds.

Les modalités de fonctionnement relatives à la mise en place de ces fonds seront précisées ultérieurement.

## **EXPERTISE CONSEIL**

Reconnue pour son expertise financière, Investissement Québec agit, à l'occasion, à titre de conseiller et d'analyste auprès de plusieurs ministères et organismes. De plus, Investissement Québec fournit le soutien administratif nécessaire pour assurer la gestion de la portion restante des portefeuilles de la Société Innovatech du Grand Montrèal, de la Société Innovatech Régions ressources et, depuis mars 2009, de la Société Innovatech du Sud du Québec. La Société offre également un soutien administratif à FIER Partenaires, s.e.c.

En mars 2009, Investissement Québec a conclu une entente avec Recyc-Québec sur la mise en œuvre de différentes mesures de soutien destinées aux centres de tri. Dorênavant, la Société agira comme guichet unique pour recevoir les demandes d'aide financière. Elle les analysera et proposera les solutions appropriées, telles des garanties financières octroyées par Recyc-Québec ou par Investissement Québec.

# MODIFICATIONS SURVENUES EN COURS D'ANNÉE

### MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRODUITS FINANCIERS

Afin de soutenir un plus grand nombre d'entreprises dans le cadre du Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises, le montant maximal de la contribution financière accordée à une entreprise pour chaque période de trois ans a été ramené de 500 000 \$ à 250 000 \$ depuis le 11 juin 2008. En outre, les dépenses donnant droit à des crédits d'impôt remboursables par le gouvernement du Québec sont désormais admissibles.

Depuis le 17 juin 2008, le Programme d'appui stratégique à l'investissement considére comme admissibles les dépenses donnant droit au crédit d'impôt à l'investissement relatif au matériel de fabrication et de transformation, lequel est remboursable. De plus, le cumul des aides financières gouvernementales obtenues pour tout type de projet peut atteindre 55% dans le cas des sociétés admissibles qui réalisent des projets dans la région du Bas-Saint-Laurent et qui bénéficient de la majoration à 30% du crédit d'impôt à l'investissement. Le cumul peut s'élever à 60% lorsque les sociétés admissibles réalisent des projets dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, du Nord-du Québec et de la Gaspèsie-Îles-de-la-Madeleine et qu'elles bénéficient de la majoration à 40% du crédit d'impôt à l'investissement.

Afin de soutenir les projets de modernisation et d'expansion des centres de ski alpin du Québec, les critères d'admissibilité du volet Investissement touristique du Programme d'aide au financement des entreprises ont été élargis le 18 juin 2008. Ainsi, jusqu'au 18 juin 2011 ou jusqu'à ce que l'enveloppe budgétaire destinée aux interventions financières prévues soit épuisée, selon la première des deux éventualités, le financement des équipements d'un centre de ski par une entreprise privée ou une coopérative n'a plus à satisfaire à certaines restrictions auparavant exigées. La valeur totale des projets financés est limitée à 75 millions de dollars, et le total des interventions financières d'Investissement Québec ne doit pas excéder 56 millions de dollars. Par ailleurs, une participation financière égale à au moins 25% des coûts du projet est requise de la part des promoteurs.

Le renouvellement de l'enveloppe de 10 millions de dollars du Programme de capitalisation des entreprises de l'économie sociale a été annoncé le 23 juillet 2008. Ce montant permet de contribuer à la capitalisation des entreprises de l'économie sociale; à ce montant s'ajoute une prise en charge d'intérêts de 1,5 million de dollars.

Enfin le programme Renfort, qui est entré en vigueur en décembre 2008, aide les entreprises à faire face au resserrement du crédit. Il prévoit l'injection de 1 milliard de dollars pour le financement des entreprises au moyen de garanties de prêt ou de prêts. Dans le cadre de ce programme, Investissement Québec peut garantir une portion des prêts d'une valeur totale maximale de 750 millions de dollars ou octroyer directement des prêts d'une valeur totale maximale de 250 millions de dollars. Le Discours sur le budget 2009-2010 a bonifié de 200 millions de dollars l'enveloppe du programme, en plus d'y ajouter un volet Infrastructure touristique et de rendre admissibles les entreprises d'aménagement forestier, de pâtes et papiers et de transformation du bois.

## MODIFICATIONS APPORTÉES AUX MESURES FISCALES

Le bulletin d'information 2008-4, publié le 15 mai 2008 par le ministère des Finances, a modifié considérablement le credit d'impôt remboursable pour le développement des affaires électroniques. Certaines modalités d'application ont été modifiées afin de faciliter la qualification des sociétés du secteur des technologies de l'information et de garantir que l'aide fiscale couvre, sauf exception, les activités relatives aux applications externes aux processus d'affaires des sociétés. En outre, le Discours sur le budget 2009-2010 a élargi de nouveau la notion d'activité du secteur des technologies de l'information afin d'y inclure des activités additionnelles pour l'application du critère relatif à la proportion des activités du secteur des technologies de l'information,

# **CLIENTS ET PARTENAIRES**

## SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE ET DES PARTENAIRES

La qualité du service est un facteur stratégique pour Investissement Québec, qui demande chaque année à ses clients et à ses partenaires financiers<sup>8</sup> d'évaluer ses services.

Dans le cas des services de financement, l'evaluation annuelle porte principalement sur cinq points prioritaires, soit l'accueil, le professionnalisme et la compétence, l'adaptabilité et la souplesse, le délai de traitement des demandes ainsi que l'accessibilité et la visibilité. La Société mesure ainsi le degre de satisfaction de ses clients et de ses partenaires financiers à l'égard de sa contribution et de sa collaboration.

Entre avril 2008 et mars 2009, la Société a mené un sondage auprès de 701 entreprises clientes ayant bénéficié de nouvelles solutions financières et auprès de 271 partenaires financiers. À la fin de mars, le taux de réponse s'établissait à 50% pour les clients et à 53% pour les partenaires financiers.

Cette année, le taux de satisfaction generale de la clientèle est le même que celui de l'exercice précèdent, soit 94%, un résultat lucs enviable compte tenu de l'augmentation du nombre d'interventions financières. Les partenaires financières ont également exprimé leur très grande satisfaction à l'égard des services de la Société, avec un taux de 95%.

### TAUX DE SATISFACTION (1)

		2008-2009		2007-2008
	Entreprises clientes	Partenaires financiers	Entreprises clientes	Partenaires financiers
	96%	94%	95%	94%
Professionnalisme et compétence	97%	98%	96%	100%
Adaptabilité et souplesse	94%	96%	96%	98%
Délai de traitement	92%	91%	91%	94%
	91%	95%	91%	97%
Satisfaction générale (2)	94%	95%		97%

<sup>(1)</sup> Proportion des répondants «plutôt satisfaits» et «très satisfaits»

Investissement Québec a également sonde 789 entreprises chentes qui bénéficient de mesures fiscales 54% d'entres elles ont répondu. L'evaluation de la qualité du service à porté sur l'accueil, le professionnalisme et la compétence, le délai de traitement, de même que l'accessibilité et la visibilité. Le taux de satisfaction generale de ces entreprises s'est établi à 89%, ce qui est comparable au taux de 90% obtenu au cours de l'exercice précédent, un résultat enviable compte tenu de l'augmentation du nombre de certificats et d'attestations délivrés.

## ÉTHIQUE ET SERVICE À LA CLIENTÈLE

Le service à la clientéle d'Investissement Québec repose sur trois valeurs fondamentales, soit le respect. L'intégrité et la rigueur. Deux documents guident la Société dans ses relations avec ses clients et ses partenaires: le Code d'éthique et de déontologie à l'intention des employés d'Investissement Québec et de ses filiales et là Déclaration d'engagement envers la clientèle. Ces documents se trouvent sur le site Internet de la Société.

Dans sa Déclaration, la Société exprime sa volonté d'offrir des services de grande qualité et d'observer des normes de conduite élevées. Le Code, pour sa part, définit les règles de conduite à respecter pour protéger les intérêts de la Société et ceux de ses clients, de ses fournisseurs et de ses partenaires. Il contient notamment des dispositions relatives à la protection de l'information sur les clients.

<sup>(2)</sup> Satisfaction pour l'ensemble des thèmes évalués

<sup>8.</sup> Directeurs de compte des institutions financieres



# **CLIENTS ET PARTENAIRES**

# SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE ET DES PARTENAIRES

La qualité du service est un facteur stratégique pour Investissement Québec, qui demande chaque année à ses clients et à ses partenaires financiers<sup>8</sup> d'évaluer ses services.

Dans le cas des services de financement, l'évaluation annuelle porte principalement sur cinq points prioritaires, soit l'accueil, le professionnalisme et la compétence, l'adaptabilité et la souplesse, le délai de traitement des demandes ainsi que l'accessibilité et la visibilité. La Société mesure ainsi le degré de satisfaction de ses clients et de ses partenaires financiers à l'égard de sa contribution et de sa collaboration.

Entre avril 2008 et mars 2009, la Société a mené un sondage auprès de 701 entreprises clientes ayant bénéficié de nouvelles solutions financières et auprès de 271 partenaires financiers. À la fin de mars, le taux de réponse s'établissait à 50 % pour les clients et à 53 % pour les partenaires financiers.

Cette année, le taux de satisfaction générale de la clientèle est le même que celui de l'exercice précèdent, soit 94%, un résultat très enviable compte tenu de l'augmentation du nombre d'interventions financières. Les partenaires financiers ont également exprimé leur très grande satisfaction à l'égard des services de la Société, avec un taux de 95%.

### TAUX DE SATISFACTION (1)

	Entreprises clientes	2008-2009 Partenaires financiers	Entreprises clientes	2007-2008 Partenaires financiers
Accueil	96%	94%	95%	94%
Professionnalisme et compétence Adaptabilité et souplesse	97 % 94 %	98% 96%	96% 96%	100%
				98%
Délai de traitement	92%	91%	91%	94%
Accessibilité et visibilité	91%	95%	91%	97%
Satisfaction générale (2)	94%	95%	94%	97%

<sup>(1)</sup> Proportion des repondants « plutôt satisfaits » et « très satisfaits ».

Investissement Québec a également sondé 789 entreprises clientes qui bénéficient de mesures fiscales; 54% d'entres elles ont répondu. L'évaluation de la qualité du service a porté sur l'accueil, le professionnalisme et la compétence, le délai de traitement, de même que l'accessibilité et la visibilité. Le taux de satisfaction générale de ces entreprises s'est établi à 89%, ce qui est comparable au taux de 90% obtenu au cours de l'exercice précèdent, un résultat enviable compte tenu de l'augmentation du nombre de certificats et d'attestations délivrés.

# **ÉTHIQUE ET SERVICE À LA CLIENTÈLE**

Le service à la clientèle d'Investissement Quêbec repose sur trois valeurs fondamentales, soit le respect, l'intégrité et la rigueur. Deux documents guident la Société dans ses relations avec ses clients et ses partenaires: le Code d'éthique et de déontologie à l'intention des employés d'Investissement Québec et de ses filiales et la Déclaration d'engagement envers la clientèle. Ces documents se trouvent sur le site Internet de la Société.

Dans sa Déclaration, la Société exprime sa volonté d'offrir des services de grande qualité et d'observer des normes de conduite élevées. Le Code, pour sa part, définit les règles de conduite à respecter pour protéger les intérêts de la Société et ceux de ses clients, de ses fournisseurs et de ses partenaires. Il contient notamment des dispositions relatives à la protection de l'information sur les clients.

<sup>(2)</sup> Satisfaction pour l'ensemble des thèmes évalués.

<sup>8</sup> Directeurs de compte des institutions financières.

Investissement Québec a également adopté une politique de traitement des plaintes et a mis en place un système de traitement simple, rapide et uniforme des plaintes. Des renseignements sur les recours possibles et sur la procédure à suivre en cas de plainte sont disponibles sur le site Internet de la Société. Au cours de l'exercice, une plainte a été reçue et traitée dans les délais prescrits. Cette plainte n'avait pas trait à la protection de l'information ni à la perte de données sur les clients.

Investissement Québec respecte le Code canadien des normes de la publicité, qui fixe les critères d'acceptabilité de la publicité et veille à assurer la véracité, l'intégrité et l'exactitude des messages publicitaires. En 2008, aucune plainte n'a été jugée par les conseils national et régional des Normes canadiennes de la publicité comme contrevenant au Code.

## PRESTATION ÉLECTRONIQUE DE SERVICES

Conformément aux orientations gouvernementales en matière de prestation électronique de services, les clients de la Société peuvent, depuis 2007, consulter en ligne leurs dossiers financiers et fiscaux, voir leurs factures, avoir accès à leurs relevès de transactions et remplir certaines demandes de financement, grâce au service Mon compte. Au 31 mars 2009, 481 entreprises y étaient abonnées, une augmentation de 60% par rapport à l'an passé. La Société continue de promouvoir le service Mon compte auprès de sa clientèle.

### DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES

Au cours de l'exercice, la Société a participé à de nombreux événements, tels des colloques, des déjeuners de travail et des rencontres de réseautage. Ces événements étaient organisés soit par la Société, soit par des partenaires, des associations sectorielles, des institutions financières ou diverses organisations. Ils ont permis à la Société de recenser les besoins de ses partenaires et de ses clients.

Trois campagnes de télémarketing auprès de clients potentiels ciblés ont également été réalisées pour trois centres d'affaires. Ces campagnes visaient à faire connaître les produits et les services d'Investissement Québec et à maximiser les occasions de financement. Pour ces trois centres d'affaires, 381 entreprises ont été sélectionnées comme cibles potentielles. Des représentants d'Investissement Québec sont en pourparlers avec 35% d'entre elles.

# **ORGANISATION**

# RENTABILITÉ ET DÉVELOPPEMENT

Dans son plan stratégique 2007-2010, la Société s'est donné comme objectif d'assurer le point d'équilibre entre la rentabilité et le développement.

En 2008-2009, elle a entrepris une démarche visant à actualiser les interventions financières qu'elle effectue pour le compte du gouvernement. L'objectif est d'améliorer le processus de traitement des dossiers, la reddition de comptes ainsi que la gestion financière, tout en respectant la Loi sur la gouvernance. Un comité a été formé afin de formuler des recommandations à ce sujet.

# RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE DE LA SOCIÉTÉ

Chaque année. Investissement Québec demande à l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) d'évaluer les retombées économiques des projets qu'elle a financés et des activités des entreprises de son portefeuille. Ces retombées sont estimées au moyen de simulations effectuées avec le modèle intersectoriel québécois de l'ISQ, à partir de données fournies par la Société. C'est en comparant les retombées économiques attribuables à ses activités avec les coûts qu'elle représente pour le gouvernement du Québec que la Société obtient son ratio avantages-coûts. Un ratio supérieur à 1 confirme sa rentabilité économique.

En 2008-2009, la valeur simulée des projets financés par la Société s'est élevée à 3,6 milliards de dollars, et les ventes générées par les entreprises de son portefeuille, à 37,8 milliards de dollars, ce qui procurera au gouvernement du Québec des recettes fiscales et parafiscales de 3,1 milliards de dollars. De cette somme, Investissement Québec établit à un peu plus de 952 millions de dollars la part attribuable à ses interventions, dont 93 millions de dollars pour les projets financés et 859 millions de dollars pour les entreprises de son portefeuille. Il s'agit d'une légère baisse par rapport à l'exercice précédent.

Toutefois, les coûts nets pour le gouvernement du Québec ont augmenté cette année, passant de 276,8 millions de dollars à 442,6 millions de dollars, en raison de la hausse de la provision pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec.

Depuis 1998, l'évaluation annuelle de la rentabilité économique d'Investissement Québec a toujours résulté en un ratio avantages-coûts supérieur ou égal à 1,87/1. De fait, le ratio global<sup>9</sup> s'établit à 3,41/1. Autrement dit, pour chaque dollar de coût que la Société occasionne au gouvernement du Québec, celui-ci perçoit 3,41\$ en recettes fiscales et parafiscales. Ainsi, en plus de jouer son rôle de partenaire financier des entreprises, Investissement Québec contribue au développement économique du Québec et à son enrichissement.

Le ratio avantages-coûts est de 2,15/1 cette année par rapport à 3,54/1 en 2007-2008. La baisse du ratio s'explique principalement par l'augmentation des coûts nets que la Société représente pour le gouvernement du Québec.

Des renseignements détaillés sur la méthodologie d'évaluation, sur les données utilisées pour procéder aux simulations des retombées économiques et sur leurs résultats sont présentés dans la section portant sur les renseignements supplémentaires.

<sup>9.</sup> Le ratio global est établi en divisant la somme des retombées économiques depuis 1998 par la somme des coûts pour cette même période.

## RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE DES INTERVENTIONS DE LA SOCIÉTÉ

Coûts nets pour le gouvernement (M \$) Ratio avantages-coûts d'Investissement Québec	442,6	276,8
Total des recettes attribuables à la Société (M\$)	952,4	980.3
Reliées aux ventes des entreprises du portefeuille (M\$) (1)	859,4	873,4
Reliées à la réalisation des projets financés (M \$)	93,0	106,9
Recettes fiscales et parafiscales attribuables aux interventions de la Société:		
	2008-2009	2007-2008

L'évaluation a porté sur les dossiers d'entreprises dont la fin d'exercice se situe entre le 1<sup>et</sup> juillet 2007 et le 30 juin 2008 pour l'exercice 2008-2009, et entre le 1<sup>et</sup> juillet 2006 et le 30 juin 2007 pour l'exercice 2007-2008.

## PROMOTION DE LA SOCIÉTÉ

Une révision fondamentale de toutes les activités de communication et de marketing a été entreprise en 2008-2009 dans le but d'en optimiser les retombées et d'affermir l'image de marque de la Société. Au cours de l'exercice, Investissement Québec a adopté et mis en œuvre le plan de communication résultant de cette révision.

La Société a aussi appliqué un nouveau positionnement à l'ensemble de ses moyens de communication afin de rejoindre de façon plus directe sa clientèle et ses partenaires et de mettre de l'avant ses produits financiers. Ainsi, elle a notamment publié une nouvelle brochure promotionnelle générale et diffusé une nouvelle campagne de publicité nationale dans les médias électroniques et imprimés.

La Société a également mené une campagne média en région dans le but de soutenir des activités régionales. Elle a organisé trois tournées régionales au cours de l'année dans le Centre-du-Québec, la Mauricie et l'Ouest de l'Île de Montréal. Ces tournées ont été appuyées par des opérations de marketing direct auprès de la clientèle.

Investissement Québec a poursuivi son programme d'affaires publiques en collaborant à près de 70 activités avec des associations sectorielles, des chambres de commerce et des institutions financières partenaires, et a assuré l'organisation de certaines de ces activités. Plus de 20 allocutions ont été prononcées par le président et chef de la direction sur diverses tribunes afin de présenter le rôle d'Investissement Québec. Une trentaine de dossiers de presse ont été produits, et la Société a répondu à près de 90 demandes des médias écrits et électroniques. Par ailleurs, la Société a souligné son 10° anniversaire lors d'un déjeuner-causerie de la Chambre de commerce du Montréal Métropolitain, en octobre dernier. Pour l'occasion, Investissement Québec avait invité plusieurs personnalités influentes du monde des affaires à participer à une table ronde sur l'avenir du Québec.

Dès l'annonce de Renfort en décembre dernier, Investissement Québec a mis en œuvre une vaste campagne d'information à l'intention de ses partenaires financiers et de sa clientèle. Elle a notamment organisé, en janvier 2009, un cocktail de développement d'affaires avec les hauts dirigeants des institutions financières du Québec afin de promouvoir le nouveau programme. Plus de 130 présentations ont ensuite été faites à des partenaires et à des relayeurs dans tout le Québec.

## DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Investissement Québec fait du développement des compétences de ses employés une priorité. Cette année encore, elle a offert à son personnel des formations qui tenaient compte des besoins de chaque direction et de chaque catégorie d'emplois.

En 2008-2009, les dépenses consacrées à la formation et au perfectionnement du personnel ont représenté 2,33% de la masse salariale. Notamment, tous les employés ont reçu une formation sur l'approche de services intégrée afin d'améliorer leurs connaissances des produits et services offerts par la Société. En moyenne, chaque employé a participé à 38 heures de formation, soit environ 5 jours et demi.

## FORMATION PAR CATEGORIE D'EMPLOIS, 2008-2009

	Nombre d'heures de formation	Nombre d'heures moyen par employé	
Gestionnaires	2 341	55,7	
Professionnells, professionnelles e' juristes	8 307	38.1	
Techniciens, techniciennes et personnel de bureau	5 334	35,1	

De plus, la Société offre aux futurs retraités un cours de préparation à la retraite auquel les conjoints sont également invités à participer et qui aborde les aspects financiers et sociaux de la retraite. Au cours de la dernière année, 13 employés ont suivi ce cours.

Gestion



# GOUVERNANCE

La Loi sur la gouvernance des sociétés d'État (la Loi sur la gouvernance), adoptée par l'Assemblée nationale et entrée en vigueur le 14 décembre 2006, prescrit de nouvelles règles de gouvernance à plusieurs sociétés d'État, dont Investissement Québec.

La Loi sur la gouvernance prévoit aussi de nouvelles règles sur la divulgation et la publication de renseignements. Le présent rapport annuel intègre ces règles en divulguant notamment des renseignements sur la rémunération des membres du conseil d'administration ainsi qu'un sommaire des rapports d'activités présentés par les comités relevant

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pour l'aider à s'acquitter de ses responsabilités, le conseil d'administration d'Investissement Québec réunit des représentants du milieu des affaires, des coopératives, des syndicats et du gouvernement. Il établit les orientations stratégiques de la Société, s'assure de leur mise en application et s'enquiert de toute question qu'il juge importante. Selon les paliers d'autorisation établis par le règlement interne, il autorise ou recommande des interventions financières en fonction des programmes administres par la Société. Il est aussi responsable des décisions de la Société auprès du gouvernement.

Le Conseil se sert d'outils conçus en collaboration avec la direction, dont le plan stratégique triennal, le plan d'action annuel, les résultats prévisionnels, les tableaux de bord périodiques et les états financiers présentant l'évolution des résultats par rapport aux objectifs fixés, ainsi que le rapport annuel.

### MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration d'Investissement Québec compte quatorze membres, dont le président et chef de la direction de la Société. En outre, le Conseil comprend autant de femmes que d'hommes, et plus des deux tiers des membres sont indépendants, ce qui est conforme aux dispositions de la Loi sur la gouvernance. Au cours de l'exercice, le Conseil a tenu neuf séances ordinaires et trois séances extraordinaires.

Au 31 mars 2009, le Conseil était composé des personnes suivantes:

#### ROBERT CLOUTIER

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
PRÉSIDENT DU COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE
Date de nomination au Conseil: 17 octobre 2007
Date de fin du mandat: 17 octobre 2012
Statut: administrateur indépendant

M. Cloutier est diplômé de l'Université de Sherbrooke (1973). Nommé vice-président au marketing de Métro-Richelieu en 1982, il est devenu président et chef de la direction de Gestion Montemurro et Achille de la Chevrotière Itée en 1986. Engagé dans son milieu professionnel et dans la communauté, il a notamment été président du conseil d'administration de la Fédération des chambres de commerce du Québec en 2005 et en 2006. Il est depuis consultant et administrateur de sociétés.

Il est également membre du conseil d'administration du Théâtre du Nouveau Monde et du Centre d'Interaction Proximédia et membre du conseil d'administration et du comité de vérification de l'Université du Québec à Montréal.

### **JACQUES DAOUST**

PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION Date de nomination au Conseil: 20 juin 2006 Date de fin du mandat: 26 juin 2011

M. Daoust est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires de l'Université Laval (1983) et d'un bacca-lauréat en administration des affaires de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal (1972). Il a occupé des postes de haut niveau dans des institutions financières au cours de sa carrière, notamment à la Banque Nationale du Canada et à la Banque Laurentienne. Il est président et chef de la direction d'Investissement Québec depuis juin 2006.

## LÉOPOLD BEAULIEU

VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION PRÉSIDENT DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES Date de renouvellement du mandat au Conseil: 4 mars 2009

Date de fin du mandat: 4 mars 2012 Statut: administrateur indépendant

Directeur de la Caisse d'économie des travailleurs réunis de 1971 à 1976, M. Beaulieu a par la suite été trésorier de la CSN pendant vingt ans. Il est président-directeur général de Fondaction, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) pour la coopération et l'emploi depuis sa création, en 1996. Il préside aussi les activités de la section canadienne du Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC-Canada) et est également membre du Præsidium du CIRIEC-International.

M. Beaulieu est membre du conseil d'administration de la Société de développement Angus, de la Corporation de développement Angus, de la Fondation pour l'éducation à la coopération et à la mutualité, de la Coopérative de développement régional de Montréal-Laval et du conseil des représentants des Caisses de groupe (CORE) au sein de la Fédération des Caisses Desjardins du Québec. Il est vice-président du conseil d'administration de la Caisse d'économie solidaire Desjardins, de Bătirente, de MCE Conseils et de Développement solidaire international (pour la finance solidaire et socialement responsable). Il est également président du conseil d'administration de la Fondation Saint-Roch de Québec et coprésident de l'Association internationale du logiciel libre.

### MATHILDE CARRIÈRE

MEMBRE DU COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE Date de nomination au Conseil: 17 octobre 2007 Date de fin du mandat: 17 octobre 2011 Statut: administratrice indépendante

Me Carrière est titulaire d'une licence en droit de l'Université de Montréal et a été admise au Barreau du Québec en 1987. Elle est également diplômée de l'Université Concordia, où elle a obtenu un baccalauréat en commerce (1983). Elle est associée du cabinet Fraser Milner Casgrain et compte plus de vingt ans d'expérience en droit des affaires, particulièrement en vente, en acquisition et en financement d'entreprises. Elle dirige le groupe national de placements privés et capital de risque du cabinet Fraser Milner Casgrain.

### GILLES DEMERS

Date de renouvellement du mandat au Conseil: 17 octobre 2007

Date de fin du mandat: 17 octobre 2010

Titulaire d'une maîtrise en économie de l'Université de Sherbrooke (1975), M. Demers a travaillé pour le ministère des Finances du Québec pendant vingt ans. Il a également été sous-ministre adjoint au ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation avant de devenir sous-ministre de ce ministère en avril 2005.

Il est également membre du conscil d'administration de la Société générale de financement du Québec et de Services-Québec.

### RITA LC DE SANTIS

MEMBRE DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES Date de nomination au Conseil: 17 octobre 2007 Date de fin du mandat: 17 octobre 2011 Statut: administratrice indépendante

Me de Santis est avocate-associée depuis 1981 chez. Davies Ward Phillips & Vineberg.

Elle est également vice-présidente du conseil d'administration de l'Université Concordia, membre du conseil d'administration du Centre hospitalier de St. Mary et présidente du comité de collecte de fonds pour les bourses d'études de l'Association des gens d'affaires et professionnels italo-canadiens.

#### LOUIS J. DUHAMEL

MEMBRE DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES Date de nomination au Conseil: 4 mars 2009 Date de fin du mandat: 4 mars 2012 Statut: administrateur indépendant

M. Duhamel est détenteur d'un diplôme de gouvernance de l'Institut des administrateurs de sociétés de l'Université McGill (2006) et d'une maîtrise en administration des affaires de la Schiller International University (1989). M. Duhamel a été directeur des ventes et du marketing chez Bell Canada pendant six ans. Il est associé de la firme Secor Conseil depuis 1990.

Il est également président du conseil d'administration d'Eureka Lighting, président du conseil consultatif de Gentec et membre du conseil d'administration de l'Institut des administrateurs de sociétés, d'Olympiques Spéciaux Québec et de Réseau capital.

### LOUISE HOULE

MEMBRE DU COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE Date de nomination au Conseil: 17 octobre 2007 Date de fin du mandat: 17 octobre 2011 Statut: administratrice indépendante

Me Houle est avocate-associée chez Heenan Blaikie depuis 1984.

Elle est également vice-présidente du comité d'investissement de Desjardins Capital de risque et membre du conseil d'administration de la Fondation Pierre-Elliot-Trudeau, de la Fondation Aanischaaukamikw, de la Fondation Louise et Alan Edwards, de la Selwyn House School et de l'organisme The Study Foundation.

#### MÉLANIE KAU

MEMBRE DU COMITÉ DE VÉRIFICATION Date de renouvellement du mandat au Conseil: 4 mars 2009 Date de fin du mandat: 4 mars 2012

Statut: administratrice indépendante

Mme Kau est titulaire d'une maîtrise en journalisme de l'Université Northwestern (1986) et d'une maîtrise en administration pour gens d'affaires de l'Université Concordia (1992). Elle est présidente de Mobilia Itée depuis 1995.

Elle est également membre du conseil d'administration d'Alimentation Couche-Tard inc.

## MONETTE MALEWSKI

MEMBRE DU COMITÉ DE VÉRIFICATION Date de nomination au Conseil: 17 octobre 2007 Date de fin du mandat: 17 octobre 2011 Statut: administratrice indépendante

M<sup>me</sup> Malewski est présidente depuis 1998 du Groupe M. Bacal inc., où elle a occupé le poste de vice-présidente pendant quatre ans.

Elle est également présidente du conseil d'administration de l'Université hébraïque, chapitre de Montréal, et membre du conseil d'administration de la Fondation Universitas et présidente du MR3 Montréal Relève.

### PATRICIA OCCHIUTO, CA

MEMBRE DU COMITÉ DE VÉRIFICATION Date de nomination au Conseil: 4 mars 2009 Date de fin du mandat: 4 mars 2012 Statut: administratrice indépendante

Mme Occhiuto, comptable agréée, est détentrice d'un certificat de deuxième cycle en comptabilité de l'Université Concordia (1997) et d'un baccalauréat en administration de l'Université McGill (1996). Maie Occhiuto est viceprésidente et actionnaire de Mini-Italia inc. et de La Baie des Fromages. Elle a auparavant occupé le poste de directrice, Fusions et acquisitions chez Pricewaterhouse-Coopers et de chef d'équipe, Vérification et fiscalité chez Ernst & Young.

### MICHAEL ROSS, CA

PRÉSIDENT DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

Date de nomination au Conseil : 17 octobre 2007

Date de fin du mandat : 17 octobre 2011

Statut : administrateur indépendant

M. Ross, comptable agréé, est titulaire d'un baccalauréat en commerce et d'un diplôme d'études supérieures en comptabilité de l'Université Concordia (1983). Vérificateur externe jusqu'en 1986, il a par la suite occupé le poste de vice-président aux finances pour diverses entreprises. En 1998, il est nommé chef de la direction financière du Groupe Bell Nordiq inc. Il occupe le poste de chef de la direction financière d'Industries Sanimax inc. depuis 2007.

### RENÉ ROY

MEMBRE DU COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE Date de renouvellement du mandat au Conseil: 4 mars 2009

Date de fin du mandat: 4 mars 2012 Statut: administrateur indépendant

M. Roy est titulaire d'un diplôme de technicien en électricité depuis 1968. Il est membre de l'Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec. Nommé vice-président à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec en 1987, M. Roy occupe le poste de secrétaire général de la Fédération depuis 1998.

Il est également membre et secrétaire du conseil d'administration du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ) et membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Montréal.

### LORNA J. TELFER

MEMBRE DU COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE Date de nomination au Conseil: 17 octobre 2007 Date de fin du mandat: 17 octobre 2011 Statut: administratrice indépendante

M° Telfer est diplômée en droit civil de l'Université McGill (1977). Elle est avocate-associée chez McCarthy Tétrault, où elle pratique depuis 1978.

Elle est également membre du conseil d'administration de Lojack Exchangeco Canada inc., de la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs, de la Fondation Saint-Patrick, de la Fondation de restauration de la Basilique Saint-Patrick et du Musée McCord.

### RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au cours de l'exercice 2008-2009, le Conseil a approuvé, sur la recommandation du Comité des ressources humaines, les objectifs annuels du président et chef de la direction, les critères d'évaluation du conseil d'administration, les critères d'évaluation du fonctionnement du conseil d'administration et la politique de rémunération globale des vice-présidents.

En mai 2008, sur réception des états financiers au 31 mars 2008, le Conseil a revu les commentaires du vérificateur général et du vérificateur externe, et a demandé au Comité de vérification d'entreprendre des travaux en matière de gouvernance financière, de vérification interne et de gestion des risques.

Le 9 septembre 2008, le Conseil a adopté, sur la recommandation du Comité de gouvernance et d'éthique, un plan d'action de développement durable 2008-2013, ainsi qu'une politique de financement socialement responsable. Certains mandats d'administrateurs délégués d'Investissement Québec à divers conseils d'administration ont été renouvelés.

Au cours de l'exercice, plusieurs présentations sur les programmes, les stratégies et les moyens d'intervention de la Société ont été faites aux membres du conseil d'administration.

En mars 2009, le gouvernement du Québec a nommé deux nouveaux membres au Conseil, Louis J. Duhamel et Patricia Occhiuto, et a renouvelé les mandats échus de trois administrateurs, soit Mélanie Kau, Léopold Beaulieu et René Roy.

Enfin, conformément à la Loi sur la gouvernance, le président du Conseil a procédé à l'évaluation des membres du conseil d'administration et a rendu compte de cette évaluation lors de la séance du 17 mars 2009.

### COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil chapeaute trois comités, soit le Comité de gouvernance et d'éthique, le Comité de vérification et le Comité des ressources humaines. Ces comités sont constitués uniquement de membres indépendants.

### COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE

Ce comité est composé de Me Mathilde Carrière, de Me Louise Houle, de René Roy, de Me Lorna J. Telfer, qui remplace Mélanie Kau depuis le 17 mars 2009, et de Robert Cloutier, qui en est le président. Il a notamment pour fonction d'élaborer les règles de gouvernance, le code d'éthique pour la conduite des affaires de la Société et le code d'éthique et de déontologie applicable aux membres du Conseil, aux dirigeants nommés par la Société ainsi qu'aux employés de celle-ci et de ses filiales. Le comité détermine également les profils de compétences et d'expérience des membres du Conseil, à l'exception du président et chef de la direction, ainsi que les critères d'évaluation des membres du Conseil et de son fonctionnement.

En 2008-2009, le Comité de gouvernance et d'éthique s'est réuni six fois. Il a déterminé les critères d'évaluation des membres du Conseil et de son fonctionnement. Il a, par ailleurs, assuré le suivi des programmes de formation des administrateurs et a revu le plan d'action de développement durable ainsi que la politique de financement socialement responsable de la Société et en a recommandé l'adoption au Conseil.

Le comité a effectué les suivis nécessaires sur les politiques relatives au traitement des frais de représentation et de déplacement du président du Conseil et du président et chef de la direction et sur la politique de divulgation financière en matière de gouvernance financière.

Enfin, le comité a évalué le fonctionnement du Conseil, conformément aux prescriptions de la Loi sur la gouvernance.

### COMITÉ DE VÉRIFICATION

Ce comité est constitué de Mélanie Kau, de Monette Malewski, de Patricia Occhiuto, CA, qui s'est jointe au comité le 17 mars dernier, et de Michael Ross, CA, qui en est le président. Il a notamment pour fonction de veiller à ce que des mécanismes de contrôle interne soient mis en place et de s'assurer qu'ils sont adéquats et efficaces; de veiller à ce que soit instauré un processus de gestion des risques; de réviser toute activité susceptible de nuire à la situation financière de la Société qui serait portée à son attention par le vérificateur interne ou un dirigeant; d'examiner les états financiers avec le vérificateur général et le vérificateur externe nommé par le gouvernement et de recommander au Conseil l'approbation des états financiers de la Société.

Le Comité de vérification s'est réuni à six reprises au cours de l'exercice. En mai 2008, il a notamment recommandé au Conseil l'adoption des états financiers consolidés d'Investissement Québec pour l'exercice terminé le 31 mars 2008. De plus, il a assuré, au cours de l'exercice, le suivi des recommandations du vérificateur général et du vérificateur externe au sujet de leur vérification financière.

Le comité a également effectué le suivi nécessaire sur la politique de placements, la politique de gestion du risque de taux d'intérêt, les travaux en matière de gouvernance financière et l'implantation des nouvelles normes comptables internationales (IFRS).

Enfin, le comité a approuvé le plan annuel de vérification interne et fait le suivi du mandat de vérification de l'optimisation des ressources du vérificateur général.

### COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

Ce comité est formé de Me Rita Lc de Santis, de Louis J. Duhamel, qui remplace Me Lorna J. Telfer depuis le 17 mars dernier, et de Léopold Beaulieu, qui en est le président. Il a notamment pour fonction de s'assurer de la mise en place des politiques visant les ressources humaines ; d'élaborer et de proposer un profil de compétences et d'expérience pour la nomination du président et chef de la direction ; d'élaborer et de proposer les critères d'évaluation du président et chef de la direction et de faire des recommandations au Conseil sur la rémunération de celui-ci ; de contribuer à la sélection des dirigeants et d'établir un programme de planification de leur relève.

Le comité a tenu douze réunions au cours de l'exercice. Il a recommandé au Conseil d'approuver les objectifs annuels que le président et chef de la direction devait atteindre en 2008-2009. Il a également déterminé la rémunération variable de ce dernier ainsi que son profil de compétences relationnelles et les critères de son évaluation. Le comité a de plus travaillé à l'élaboration d'une nouvelle politique de rémunération globale pour les vice-présidents et les cadres de la Société.

Par ailleurs, le plan d'action 2008-2009 du Comité des ressources humaines a été adopté et suivi tout au long de l'exercice. À la demande du Comité des ressources humaines, la direction d'Investissement Québec a fait une présentation sur l'historique et l'évolution de la fonction ressources humaines au sein de la Société à tous les membres du Conseil, laquelle présentation a été déposée au Conseil.

## RAPPORT SUR LA RÉMUNÉRATION

La rémunération des membres du conseil d'administration d'Investissement Québec, à l'exception du président du Conseil, comprend :

- · une rémunération annuelle forfaitaire de 8 323\$;
- · une rémunération annuelle de 3 060\$ pour le président d'un comité du Conseil;
- un jeton de présence de 520\$ par réunion du Conseil ou d'un comité;
- un jeton de présence de 260\$ par réunion extraordinaire du Conseil ou d'un comité, lorsqu'elle est de courte durée et qu'elle est tenue par conférence téléphonique.

Seuls les membres indépendants sont rémunérés.

Le président du Conseil reçoit, pour sa part, une rémunération annuelle de 16 320\$ ainsi qu'un montant forfaitaire de 765\$ chaque fois qu'il assiste à une séance du Conseil ou à une séance des comités relevant de celui-ci. Ce montant est de 383\$ par réunion extraordinaire de courte durée du Conseil ou par séance d'un comité tenue par conférence téléphonique. Le président du Conseil peut assister à toutes les réunions des comités du Conseil.

# RELEVÉ DE PRÉSENCE (1) DES ADMINISTRATEURS D'INVESTISSEMENT QUÉBEC ET RÉMUNÉRATION TOTALE, 2008-2009

	Conseil d'a	dministration				
	Séances ordinaires	Séances extraordinaires	Comité de gouvernance et d'éthique (2)	Comité de vérification (3)	Comité des ressources humaines (4)	Rémunération totale (\$)
Administrateurs						
Léopold Beaulieu (5)	(19)	3.			12	
Mathilde Carrière	8	2	5			16 126
Robert Cloutier	9	2	6	5	11	43 478
Jacques Daoust	9	2				
Gilles Demers	6	2	i wanista			
Rita Lc de Santis	9	2	1		12	19 508
Louis J. Duhamel	1/1	1/1				780
Louise Houle	9	0	6			16 126
Melanie Kau	9	3	5	5		19 247
Monette Malewski	8	1		5		15 866
Patricia Occhiuto	1/1	0/1				520
Michael Ross	9	1	) E 18-40 = 1	6		20 227
René Roy	8	3	6			16 386
Loma J. Telfer	9	2			12	19 508
Nombre de séances	9	3	6	6	12	187 772

<sup>(1)</sup> En raison de conflits d'intérêts ou d'apparence de conflits d'intérêts, des membres du conseil d'administration n'ont pu assister à certaines séances extraordinaires même s'ils étaient disponibles.

<sup>(2)</sup> Y compris quatre seances ordinaires et deux seances extraordinaires.

<sup>(3)</sup> Y compris cinq seances ordinaires et une séance extraordinaire.

<sup>(4)</sup> Y compris einq seances ordinaires et sept seances extraordinaires

<sup>(5)</sup> M. Beaulieu a renoncé a la rémunération a laquelle il avait droit



#### RAPPORT SUR LA RÉMUNÉRATION

La rémunération des membres du conseil d'administration d'Investissement Québec, à l'exception du président du Conseil, comprend:

- · une remuneration annuelle forfaitaire de 8 323\$;
- · une rémunération annuelle de 3 060\$ pour le président d'un comité du Conseil;
- · un jeton de présence de 520\$ par réunion du Conseil ou d'un comité;
- un jeton de présence de 260\$ par réunion extraordinaire du Conseil ou d'un comité, lorsqu'elle est de courte durée et qu'elle est tenue par conférence téléphonique.

Seuls les membres indépendants sont rémunérés.

Le président du Conseil reçoit, pour sa part, une rémunération annuelle de 16 320\$ ainsi qu'un montant forfaitaire de 765\$ chaque fois qu'il assiste à une séance du Conseil ou à une séance des comités relevant de celui-ci. Ce montant est de 383\$ par réunion extraordinaire de courte durée du Conseil ou par séance d'un comité tenue par conférence téléphonique. Le président du Conseil peut assister à toutes les réunions des comités du Conseil.

# RELEVÉ DE PRÉSENCE (1) DES ADMINISTRATEURS D'INVESTISSEMENT QUÉBEC ET RÉMUNÉRATION TOTALE, 2008-2009

	Conseil d'a	dministration				
	Seances ordinaires	Séances extraordinaires	Comité de gouvernance et d'éthique (2)	Comité de vérification (3)	Comité des ressources humaines (4)	Rémunération totale (\$)
Administrateurs						
Leopold Beaulieu (5)					12	
Mathilde Carrière	8	2				16 126
Robert Cloutier	9	2	6		11	43 478
Jacques Daoust	9	2				
Gilles Demers	6	2				
Rita Lc de Santis	9	2			12	19 508
Louis J. Duhamel	1/1	1/1				780
Louise Houle	9	0				16 126
Melanie Kau	9	3	5			19 247
Monette Malewski	8			5		15 866
Patricia Occhiuto	1/1	0/1				520
Michael Ross	9	1		6		20 227
René Roy	8					16 386
Loma J. Telfer	9	2			12	19 508
Nombre de séances	9	3	6	6	12	187 772

<sup>(!)</sup> En raison de conflits d'intéréts ou d'apparence de conflits d'intérêts, des membres du conseil d'administration nont pu assister à certaines seances extraordinaires même s'ils étaient disponibles.

<sup>(2)</sup> Y compris quatre séances ordinaires et deux séances extraordinaires

<sup>(3)</sup> Y compris vinq séances ordinaires et une séance extraordinaire

<sup>(4)</sup> Y compris cinq séances ordinaires et sent séances extraordinaires

M. Beaulieu a renonce à la rémunération à laquelle il avait droit.

La rémunération des membres des conseils d'administration des filiales IQ Immigrants Investisseurs inc. et IQ FIER inc., à l'exception des employés du secteur public et d'Investissement Québec, comprend:

- · un jeton de présence de 500\$ par réunion du conseil d'administration;
- · un jeton de présence de 250\$ par réunion extraordinaire du conseil d'administration.

Seuls les membres indépendants du conseil d'administration ont droit à cette rémunération.

La politique de rémunération des administrateurs d'IQ Immigrants Investisseurs înc. est entrée en vigueur le 29 mai 2007, et celle d'IQ FIER înc., le 15 mars 2007.

# RELEVÉ DE PRÉSENCE DES ADMINISTRATEURS DES FILIALES D'INVESTISSEMENT QUÉBEC ET RÉMUNÉRATION TOTALE, 2008-2009

	Seances ordinaires	Séances extraordinaires	Rémunération totale (S)
IQ Immigrants Investisseurs inc.			
Jacques Daoust			
Florent Gagne	2		1 000
Jean Larivee	2		1 000
Gilles Montplaisir	2		
Pierre-André Paré	2		1 000
Nombre de séances	2		-
Q FIER inc.			
Luc Chabot		1	1 750
Jacques Daoust	2		.,,59
Liza Frulla (1).		1	1 750
lean-Sébastien Lamoureux	3	1	
locelyne Marquis (3)	2/2		1 000
Nombre de séances	-3	1	-
Administrateur sortant			
lean Larivée (3)	1/1	1/1	750

- (1) Le mandat de M<sup>me</sup> Fruffa s'est termine le 18 mars 2009
- (2) A été nommée le 8 millet 2008
- (3) A quitte le conseil d'administration le 21 mai 2008

# RÉMUNÉRATION DES CINQ PLUS HAUTS SALARIÉS ET MEMBRES DE LA DIRECTION, 2008-2009

	Salaire (\$)	Remuneration variable (\$)	Autres formes de rémunération (1) (\$)
Investissement Québec			
Jacques Daoust	268 845	40 327	7 330
Andre Côte	213 282	61 852	18 876
Pierre B. Lafrenière	182 173	43 722	20 476
Claude Dulude	182 173	35 000	24 603
Michel Guitard	181 560	38 128	8 328

<sup>(1)</sup> Allocation, frais d'utilisation d'une automobile, frais de stationnement et assurances collective

Comme les dirigeants des filiales d'Investissement Québec sont des employés de la Société, aucune rémunération supplémentaire ne leur est versée pour exercer leurs fonctions.

#### HONORAIRES DE VÉRIFICATION

Les honoraires du vérificateur externe prévus dans le plan de vérification pour l'exercice terminé le 31 mars 2009 s'élèvent à 312 000 \$.

La rémunération des membres des conseils d'administration des filiales IQ Immigrants Investisseurs inc. et IQ FIER inc., à l'exception des employés du secteur public et d'Investissement Québec, comprend:

· un jeton de présence de 500\$ par réunion du conseil d'administration;

un jeton de présence de 250\$ par réunion extraordinaire du conseil d'administration.

Seuls les membres indépendants du conseil d'administration ont droit à cette rémunération.

La politique de rémunération des administrateurs d'IQ Immigrants Investisseurs inc. est entrée en vigueur le 29 mai 2007, et celle d'IQ FIER inc., le 15 mars 2007.

#### RELEVÉ DE PRÉSENCE DES ADMINISTRATEURS DES FILIALES D'INVESTISSEMENT QUÉBEC ET RÉMUNÉRATION TOTALE, 2008-2009

	Séances ordinaires	Séances extraordinaires	Rémunération totale (\$)
IQ Immigrants Investisseurs inc.			
Jacques Daoust	2		** - 10.0000000000000000000000000000000000
Florent Gagné	2		1 000
Jean Larivée	2		1 000
Gilles Montplaisir	2		
Pierre-André Paré	2		1 000
Nombre de séances	2		-
IQ FIER inc.			
Luc Chabot	3	100000000000000000000000000000000000000	1 750
Jacques Daoust	2	11	
Liza Frulla (1)	3	111	1 750
Jean-Sébastien Lamoureux	3		
Jocelyne Marquis (2)	2/2		1 000
Nombre de séances	3	1	-
Administrateur sortant			
Jean Larivée (3)	1/1	1/1	750
			1.00

<sup>(1)</sup> Le mandat de  $M^{mc}$  Frulla s'est terminé le 18 mars 2009.

<sup>(2)</sup> A été nommée le 8 juillet 2008.

<sup>(3)</sup> A quitté le conseil d'administration le 21 mai 2008.

# RÉMUNÉRATION DES CINQ PLUS HAUTS SALARIÉS ET MEMBRES DE LA DIRECTION, 2008-2009

Salaire (\$)	Rémunération variable (\$)	Autres formes de rémunération (1) (\$)
268 845	40 327	7 330
213 282	61 852	18 876
182 173	43 722	20 476
182 173	35 000	24 603
181 560	38 128	8 328
	268 845 213 282 182 173 182 173	268 845 40 327 213 282 61 852 182 173 43 722 182 173 35 000

<sup>(1)</sup> Allocation, frais d'utilisation d'une automobile, frais de stationnement et assurances collectives.

Comme les dirigeants des filiales d'Investissement Québec sont des employés de la Société, aucune rémunération supplémentaire ne leur est versée pour exercer leurs fonctions.

# HONORAIRES DE VÉRIFICATION

Les honoraires du vérificateur externe prévus dans le plan de vérification pour l'exercice terminé le 31 mars 2009 s'élèvent à 312 000\$.

# PRINCIPAUX COMITÉS INTERNES

#### COMITÉ DE DIRECTION

Le Comité de direction a le mandat de recommander l'adoption du plan stratégique et du plan d'action au Conseil, de suivre le plan d'action, de décider des actions prévues dans ces plans, d'approuver les politiques et les directives de la Société ou de les recommander au Conseil, d'évaluer les résultats et de suivre la performance de la Société.

Il est constitué de onze membres: Jacques Daoust, président et chef de la direction d'Investissement Québec, André Côté, premier vice-président à l'administration générale, Me Pierre B. Lafrenière, vice-président principal aux affaires corporatives et secrétaire général, Claude Dulude, vice-président principal aux opérations commerciales, Louise Morin, vice-présidente principale aux affaires internationales, Rodrigue Brillant, vice-président aux ressources humaines, Yves Lafrance, vice-président aux mandats gouvernementaux, Claude Carbonneau, vice-président aux coopératives et autres entreprises de l'économie sociale, Sylvie Chagnon, vice-présidente à la gestion du crédit et du risque, Michel Guitard, vice-président aux communications et au marketing, et Me Jean-Sébastien Lamoureux, vice-président aux filiales d'Investissement Québec. Le comité s'est réuni dix fois au cours de l'exercice.

#### COMITÉ DE CRÉDIT

Le Comité de crédit a notamment pour mandat de recommander, d'autoriser ou de modifier les dossiers de financement, conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par le règlement interne d'Investissement Québec.

Il est composé de six membres: Jacques Daoust, président et chef de la direction d'Investissement Québec, Claude Dulude, vice-président principal aux opérations commerciales, Yves Lafrance, vice-président aux mandats gouvernementaux, André Côté, premier vice-président à l'administration générale, et Sylvie Chagnon, vice-présidente à la gestion du crédit et du risque. Il est présidé par Mº Pierre B. Lafrenière, vice-président principal aux affaires corporatives et secrétaire général, qui agit également comme secrétaire du comité. Mº Johanne Proulx, directrice associée aux affaires juridiques à Investissement Québec, agit comme secrétaire adjointe. Le comité a tenu 67 séances en 2008-2009, soit 47 séances ordinaires et 20 séances extraordinaires. Au cours de cette période, le comité a autorisé 148 interventions financières s'élevant à près de 200 millions de dollars et en a recommandé 22 d'une valeur de 346 millions de dollars.

#### COMITÉ SUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Conformément au règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels, Investissement Québec a formé, en novembre 2008, un comité dont le mandat consiste à veiller à l'application de ce règlement. M° Pierre B. Lafrenière, vice-président principal aux affaires corporatives et secrétaire général, en est le président et M° Gilles Montplaisir, directeur associé aux affaires juridiques, en est le secrétaire. Font également partie du comité Lynn Ladouceur, directrice des systèmes d'information, Rodrigue Brillant, vice-président aux ressources humaines, Maxime Fillion, directeur du marketing et des communications, et Renaud Gilbert, directeur des finances et de la trésorerie et chef de la direction financière.

Depuis sa création, le Comité sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels a entériné un tableau d'attribution des responsabilités et des tâches à effectuer afin de respecter le règlement.

# CONSEILS D'ADMINISTRATION DES FILIALES D'INVESTISSEMENT QUÉBEC

#### IQ IMMIGRANTS INVESTISSEURS INC.

La filiale IQ Immigrants Investisseurs inc. est chargée de recevoir et de gérer les capitaux provenant d'immigrants investisseurs ainsi que d'administrer le programme d'aide aux entreprises à même les revenus de placements, en partenariat avec des intermédiaires financiers.

Au cours de l'exercice, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles a confié à Investissement Québec le mandat d'accueillir et d'accompagner les immigrants d'affaires. La vice-présidence aux filiales d'Investissement Québec à désormais la responsabilité d'élaborer un programme visant à soutenir les immigrants d'affaires dans leurs démarches d'intégration professionnelle et personnelle au sein de la société québecoise.

Le conseil d'administration d'IQ Immigrants Investisseurs inc., qui voit à l'efficacité des affaires de cette filiale, est présidé par Jacques Daoust, président et chef de la direction d'Investissement Québec. Il comprend également Florent Gagné, Jean Larivée, Pierre-André Paré, FCA, et M° Gilles Montplaisir, directeur associé aux affaires juridiques d'Investissement Québec et secrétaire du conseil. Le conseil d'administration a tenu deux séances au cours de l'exercice.

M° Jean-Sébastien Lamoureux, vice-président aux filiales d'Investissement Quèbec, est responsable de la gestion d'IQ Immigrants Investisseurs inc.

#### IQ FIER INC.

IQ FIER inc., filiale d'Investissement Québec, a pour mandat d'accréditer les Fonds-Soutien et les FIER-Régions en déterminant les règles de gestion et de gouvernance en vertu desquelles elle investira dans les fonds. La filiale doit également coordonner l'acheminement des sommes nécessaires vers les volets appropriés et assurer la reddition de comptes de chacun des fonds. À titre de commanditaire, elle participe de plus à FIER Partenaires, s.e.c., dont elle détient 50% des parts.

Le conseil d'administration d'IQ FIER inc., présidé par Jacques Daoust, président et chef de la direction d'Investissement Québec, est composé de Luc Chabot, expert-conseil en capital de risque, de Liza Frulla, de M° Jean-Sébastien Lamoureux, vice-président aux filiales d'Investissement Québec, et de Jocelyne Marquis. M° Pierre B. Lafrenière, vice-président principal aux affaires corporatives et secrétaire général, agit comme secrétaire, et M° Gilles Montplaisir, directeur associé aux affaires juridiques d'Investissement Québec, comme secrétaire adjoint. Le conseil d'administration a tenu trois séances ordinaires et une séance extraordinaire au cours de l'exercice.

M° Jean-Sébastien Lamoureux, vice-président aux filiales d'Investissement Québec, est responsable de la gestion d'IQ FIER inc.

# ORGANIGRAMME

GESTION



. .

HENRI SOUQUIERES

# **INSTRUMENTS DE GESTION**

## PLAN STRATÉGIQUE TRIENNAL

Le plan stratégique 2007-2010 de la Société a été approuvé par le gouvernement en 2007. Ce plan définit les stratégies, les moyens d'action ainsi que les objectifs économiques et financiers.

#### PLAN D'ACTION

Pour guider la réalisation de son plan stratégique triennal, la Société établit annuellement un plan d'action précisant ses objectifs et les diverses activités qu'elle compte réaliser pour les atteindre. Le plan d'action est transmis à tous les membres du personnel au début de l'exercice.

#### SUIVI DES ACTIVITÉS

Afin de suivre l'évolution de ses activités, de ses résultats et de ses engagements financiers et de soutenir ses décisions, la Société dispose de plusieurs outils.

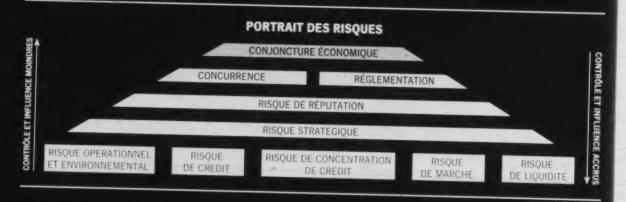
Un tableau de bord mensuel est mis à la disposition de l'ensemble du personnel sur le site intranet de la Société. Il contient des données détaillées sur l'ensemble des programmes administrés et des activités menées par la Société, y compris sur la satisfaction de la clientèle, la gestion des ressources humaines, financières et matérielles, la gestion du crédit et les résultats financiers sommaires.

Un rapport financier mensuel comprenant un sommaire du bilan et de l'état des résultats ainsi que des indicateurs de performance financière est préparé à l'intention du Comité de direction, du Comité de vérification et du Conseil.

Un tableau de bord trimestriel résumant les résultats des principaux indicateurs du plan d'action annuel de la Société est présenté au Comité de direction et au Conseil, avec une analyse des résultats. Un suivi de l'avancement des diverses activités prévues dans le plan d'action est également préparé trimestriellement pour le Comité de direction. Ce document est communiqué à l'ensemble du personnel sur le site intranet de la Société.

# **GESTION DES RISQUES**

La Société possède plusieurs outils pour gérer les risques auxquels elle est exposée en raison de la nature de ses activités. La pyramide ci-dessous présente les grandes catégories de risques de la Société.



La conjoncture économique, la concurrence et la réglementation constituent des sources de risques inhérentes aux activités d'Investissement Québec sur lesquelles elle exerce peu de contrôle et d'influence.

Toutefois, la Société dispose de plusieurs instruments pour gérer les risques sur lesquels elle exerce un contrôle, à savoir les risques stratégique, de réputation, opérationnel et environnemental, de crédit, de concentration de crédit, de marché et de liquidité. La Société rend compte chaque année de la gestion de ces risques au Comité de vérification, conformément à son plan d'action.

## RISQUE STRATÉGIQUE

Le risque stratégique correspond au risque de pertes ou de coûts liés au plan stratégique de la Société, qui comprend l'énoncé de sa mission, sa vision, ses enjeux, ses valeurs, ses ressources humaines et ses compétences.

Le Conseil et le Comité de direction veillent à la bonne marche d'Investissement Québec, dans le meilleur intérêt de ses clients, de ses partenaires, de son personnel et du gouvernement. Les principes de saine gestion et de régie d'entreprise sont étayes par les instruments de gestion de la Société, par l'analyse systématique des retombées économiques des interventions de la Société et par des sondages sur la satisfaction de la clientèle et des partenaires.

# RISQUE DE RÉPUTATION

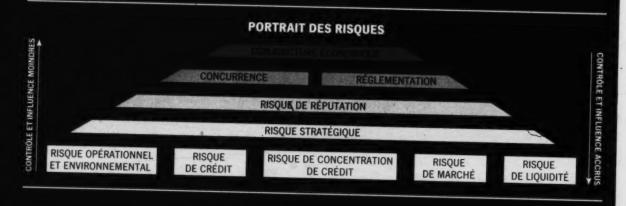
Le risque de réputation correspond au risque que l'image et la crédibilité de la Société soient ternies, ainsi qu'au risque que la Société n'accomplisse pas sa mission ou ne respecte pas ses orientations.

La Société dispose de plusieurs moyens pour gérer ce risque, dont un plan de communication et les outils avec lesquels elle gère déjà son risque stratégique et son risque opérationnel et environnemental.

De plus, la Société veille à maintenir d'excellentes relations avec ses clients et ses partenaires, rôle qu'elle a confié à la Direction des partenariats stratégiques. Elle dispose aussi d'une Déclaration d'engagement envers la clientèle, d'une Politique de traitement des plaintes et d'un Code d'éthique et de déontologie à l'intention de ses employés.

# **GESTION DES RISQUES**

La Société possède plusieurs outils pour gèrer les risques auxquels elle est exposée en raison de la nature de ses activités. La pyramide ci-dessous présente les grandes catégories de risques de la Société.



La conjoncture économique, la concurrence et la réglementation constituent des sources de risques inhérentes aux activités d'Investissement Québec sur lesquelles elle exerce peu de contrôle et d'influence.

Toutefois, la Société dispose de plusieurs instruments pour gérer les risques sur lesquels elle exerce un contrôle, à savoir les risques stratégique, de réputation, opérationnel et environnemental, de crédit, de concentration de crédit, de marché et de liquidité. La Société rend compte chaque année de la gestion de ces risques au Comité de vérification, conformément à son plan d'action.

#### RISQUE STRATEGIQUE

Le risque stratégique correspond au risque de pertes ou de coûts liés au plan stratégique de la Société, qui comprend l'énoncé de sa mission, sa vision, ses enjeux, ses valeurs, ses ressources humaines et ses compétences.

Le Conseil et le Comité de direction veillent à la bonne marche d'Investissement Québec, dans le meilleur intérêt de ses clients, de ses partenaires, de son personnel et du gouvernement. Les principes de saine gestion et de régie d'entreprise sont étayés par les instruments de gestion de la Société, par l'analyse systématique des retombées économiques des interventions de la Société et par des sondages sur la satisfaction de la clientéle et des partenaires.

# RISQUE DE REPUTATION

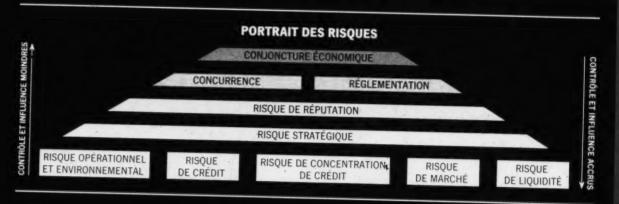
Le risque de réputation correspond au risque que l'image et la crédibilité de la Société soient termes, ainsi qu'au risque que la Société n'accomplisse pas sa mission ou ne respecte pas ses orientations.

La Société dispose de plusieurs moyens pour gérer ce risque, dont un plan de communication et les outils avec lesquels elle gére déjà son risque stratégique et son risque opérationnel et environnemental.

De plus, la Société veille à maintenir d'excellentes relations avec ses clients et ses partenaires, rôle qu'elle a confie à la Direction des partenariats stratégiques. Elle dispose aussi d'une Déclaration d'engagement envers la clientele, d'une Politique de traitement des plaintes et d'un Code d'éthique et de déontologie à l'intention de ses employés.

# **GESTION DES RISQUES**

La Société possède plusieurs outils pour gérer les risques auxquels elle est exposée en raison de la nature de ses activités. La pyramide ci-dessous présente les grandes catégories de risques de la Société.



La conjoncture économique, la concurrence et la réglementation constituent des sources de risques inhérentes aux activités d'Investissement Québec sur lesquelles elle exerce peu de contrôle et d'influence.

Toutefois, la Société dispose de plusieurs instruments pour gérer les risques sur lesquels elle exerce un contrôle, à savoir les risques stratégique, de réputation, opérationnel et environnemental, de crédit, de concentration de crédit, de marché et de liquidité. La Société rend compte chaque année de la gestion de ces risques au Comité de vérification, conformément à son plan d'action.

## RISQUE STRATÉGIQUE

Le risque stratégique correspond au risque de pertes ou de coûts liés au plan stratégique de la Société, qui comprend l'énoncé de sa mission, sa vision, ses enjeux, ses valeurs, ses ressources humaines et ses compétences.

Le Conseil et le Comité de direction veillent à la bonne marche d'Investissement Québec, dans le meilleur intérêt de ses clients, de ses partenaires, de son personnel et du gouvernement. Les principes de saine gestion et de régie d'entreprise sont étayés par les instruments de gestion de la Société, par l'analyse systématique des retombées économiques des interventions de la Société et par des sondages sur la satisfaction de la clientèle et des partenaires.

# RISQUE DE RÉPUTATION

Le risque de réputation correspond au risque que l'image et la crédibilité de la Société soient ternies, ainsi qu'au risque que la Société n'accomplisse pas sa mission ou ne respecte pas ses orientations.

La Société dispose de plusieurs moyens pour gêrer ce risque, dont un plan de communication et les outils avec lesquels elle gère déjà son risque stratégique et son risque opérationnel et environnemental.

De plus, la Société veille à maintenir d'excellentes relations avec ses clients et ses partenaires, rôle qu'elle a confié à la Direction des partenariats stratégiques. Elle dispose aussi d'une Déclaration d'engagement envers la clientèle, d'une Politique de traitement des plaintes et d'un Code d'éthique et de déontologie à l'intention de ses employès.

# RISQUE OPÉRATIONNEL ET ENVIRONNEMENTAL

Le risque opérationnel correspond à la possibilité de pertes en raison d'erreurs humaines, d'insuffisances ou de défaillances des systèmes et des processus. Pour gérer ce risque, la Société utilise plusieurs moyens, dont l'établissement et le suivi de procédures liées aux processus d'information, d'interventions financières et de gestion des ressources humaines. Plus particulièrement, ces mesures touchent:

- la délégation de pouvoir et la séparation des tâches;
- · la production rapide d'une information de gestion fiable, tels les tableaux de bord;
- la sécurité physique et logique des systèmes et des données informatiques;
- · la mise en place d'un réseau informatique redondant et fiable avec des outils de gestion et d'alerte;
- · la tenue d'une vérification externe de la sécurité de l'information tous les deux ans;
- · le processus de planification de la reprise des activités;
- la compétence et la formation du personnel;
- · les couvertures d'assurances et la protection appropriée des biens matériels et des locaux.

La nature des activités d'Investissement Québec a peu d'incidence directe sur l'environnement. Le risque environnemental auquel elle est exposée est associé principalement aux projets et aux activités qu'elle appuie dans le cadre de ses interventions.

En vertu de la Loi sur le développement durable, la Société a déposé son premier plan d'action de développement durable au cours de l'exercice 2008-2009. De plus, le Conseil a adopté, en septembre 2008, une politique de financement socialement responsable.

#### RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux dépenses qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers. En cette matière, la Société a mis au point une approche intégrée de gestion du risque de crédit. Cette approche a pour but de créer un environnement sain de gestion du crédit et de s'assurer que les responsabilités sont partagées au sein de la Société.

Le Conseil oriente les politiques et les stratégies de crédit. La direction implante ces stratégies, élabore les politiques et s'assure que la Société:

- dispose de systèmes d'évaluation de ses risques de crédit et de leur évolution;
- possède des processus de gestion adéquats, à savoir des critères d'intervention bien connus et des processus d'autorisation et de modification de contrats bien définis;
- surveille l'application du système de gestion du portefeuille, de suivi et de révision des transactions;
- dispose des contrôles nécessaires pour intervenir lorsqu'il y a une détérioration du crédit.

Les politiques de crédit ont pour but de permettre à la Société de servir efficacement ses clients dans le cadre de sa mission. Elles servent également à baliser l'évaluation de crédit, à établir une tarification appropriée et à atténuer les risques liés à ses interventions financières.

La Société utilise un système de notation des entreprises qui est fonction du risque financier qu'elles présentent. Ce système permet de faire l'évaluation initiale du risque et d'apparier la tarification avec le niveau de risque, facilite le suivi de l'évolution des interventions financières et permet de surveiller les entreprises en difficulté.

## RISQUE DE CONCENTRATION DE CRÉDIT

Le risque de concentration de crédit correspond à la probabilité qu'une portion importante de l'encours des engagements financiers de la Société soit attribuable à une seule entreprise, à un seul produit financier ou à un seul secteur économique ou géographique, ce qui pourrait rendre la Société vulnérable aux difficultés de cette entreprise, de ce produit ou de ce secteur. La Société a mis en place un système de reddition de comptes pour suivre le profil général de son portefeuille d'interventions financières et évaluer la répartition par programme, par secteur, par catégorie de risque et par région.

## RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond au risque que court la Société si les taux d'intérêt, les taux de change et le cours des actions et des options qu'elle détient fluctuent de façon défavorable et entraînent des pertes. Dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt, la Société a recours à des stratégies d'appariement naturel de ses éléments d'actif et de passif, notamment en contractant ses emprunts de façon appropriée. De plus, elle complète de façon synthétique l'appariement entre les structures de taux d'intérêt de ses éléments d'actif et de passif à l'aide de produits dérivés négociés sur les marchés financiers. Cette activité est encadrée par une politique interne de gestion du risque de taux d'intérêt.

La Société est également exposée au risque de taux de change puisqu'une partie importante des garanties d'emprunt ou des engagements financiers qu'elle contracte, de même que les honoraires de garantie y afférents, sont libellés en devises étrangères. Pour atténuer le risque de taux de change, la Société utilise un produit dérivé spécifique à chaque contrat de financement, ce qui lui assure une certaine couverture.

Enfin, la Société est peu touchée par le risque du cours des actions puisque les actions ne représentent pas un élément d'actif important de son bilan.

## RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est associé aux difficultés que pourrait éprouver la Société à obtenir des capitaux à coût raisonnable, en raison du manque de disponibilité des capitaux sur les marchés ou d'événements ponctuels ou conjoncturels. Le risque de liquidité découle également des difficultés que pourrait éprouver la Société à liquider, le cas échéant, certains éléments d'actif acquis dans le cours normal de ses activités.

La gestion de ce risque est encadrée par une politique globale de financement. La Société maintient une diversité de sources de financement et dispose d'un programme d'emprunts, tant à court terme qu'à long terme, auprès du ministre des Finances du Québec, à titre de gestionnaire du Fonds de financement.

De plus, des ententes d'emprunts à court terme ont été conclues avec des institutions financières, dont deux sont irrévocables. Les montants autorisés en vertu de ces programmes et de ces ententes sont établis de façon à parer aux imprévus.

# **RESSOURCES HUMAINES**

#### **EFFECTIF**

L'équipe d'Investissement Québec regroupe 420 employés permanents, soit une augmentation de 3% par rapport à l'année précédente. L'effectif est composé de 243 femmes et de 177 hommes répartis dans 16 bureaux au Québec et 9 bureaux aux États-Unis, en Europe et en Asie. Au cours de l'exercice, la Société a embauché 12 remplaçants, 8 étudiants et 10 stagiaires. Elle utilise aussi les services de 10 personnes recrutées à l'étranger. Le taux de roulement du personnel s'est établi à 6,7%, soit 28 départs dont 13 départs à la retraite. Le taux d'absentéisme s'est élevé à 3,6%, soit environ 9 journées par employé.

#### ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF (1)

TOTAL	243	177	420	407
Personnel de bureau	69	3.	72	72
Techniciens et techniciennes	64	19	83	81
Juristes	6	2	8	8
Professionnels et professionnelles	93	123	216	204
Gestionnaires	11	30	41	42
Catégorie d'emplois				
	Femmes	Hommes	Total	Total
	Au 31 mars 2009		Au 31 mars 2008	

<sup>(1)</sup> Comprend uniquement le personnel permanent.

#### RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'EFFECTIF (1)

TOTAL	420
Hors Quebec	8
Centre-du-Québec	6
Montérègie	19
Laval	.18
Chaudière-Appalaches	2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2
Côte-Nord	2
Abitibi-Temiscamingue	1
Outaouais	3
Montreal (2)	222
Estrie	5.
Mauricie	3
Capitale-Nationale	114
Saguenay-Lac-Saint-Jean	7
Bas-Saint-Laurent	8
	2008-2009

<sup>(1)</sup> Comprend uniquement le personnel permanent.

<sup>(2)</sup> Comprend les bureaux du centre-ville de Montréal et des arrondissements d'Anjou et de Saint-Laurent.

GESTION



MARIE-FRANCE

ERIC DEQUENINE

1



# **RESSOURCES HUMAINES**

#### **EFFECTIF**

L'équipe d'Investissement Québec regroupe 420 employés permanents, soit une augmentation de 3% par rapport à l'année précédente. L'effectif est composé de 243 femmes et de 177 hommes répartis dans 16 bureaux au Québec et 9 bureaux aux États-Unis, en Europe et en Asie. Au cours de l'exercice, la Société a embauché 12 remplaçants. 8 étudiants et 10 stagiaires. Elle utilise aussi les services de 10 personnes recrutées à l'étranger. Le taux de roulement du personnel s'est établi à 6,7 %, soit 28 départs dont 13 départs à la retraite. Le taux d'absentéisme s'est élevé à 3,6 %, soit environ 9 journées par employé.

#### ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF (1)

	Ai	Au 31 mars 2009		Au 31 mars 2008	
	Femmes	Hommes	Total	Total	
Categorie d'emplois					
Gestionnaires	11	30	41	42	
Professionnels et professionnelles	93	123	216	204	
Juristes			8		
Techniciens et techniciennes	64	19	83	81	
Personnel de bureau	69		72	72	
TOTAL	243	177	420	407	

(1) Comprend uniquement le personnel permanent

#### RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'EFFECTIF (1)

	2008-2009
Bas-Saint-Laurent	
Saguenay-Lac-Saint-Jean	
Capitale-Nationale	114
Mauricie	
Estrie	
Montréal (2)	222
Outaouais	
Abitibi-Témiscamingue	
Côte-Nord	
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	
Chaudière-Appalaches	
Laval	18
Montérégie	19
Centre-du-Québec	
Hors Québec	
TOTAL	420

(1) Comprend uniquement le personnel permanent

(2) Comprend les bureaux du centre-ville de Montréal et des arrondissements d'Aniou et de Saint-Laurent

#### RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PAR TRANCHE D'ÂGE



La Société est assujettie à la politique visant l'accès à l'égalité d'emploi dans les organismes publics, laquelle a pour but d'assurer une représentation équitable des membres des groupes visés à tous les niveaux de l'organisation, conformément à la Loi sur l'accès à l'égalité d'emploi dans des organismes publics. En 2008-2009, 4,8% des employés de la Société étaient membres d'une minorité visible et 1,9% étaient des personnes handicapées.

La Société dispose aussi d'un programme d'équité salariale, conformément à la Loi sur l'équité salariale, qui vise à corriger les écarts salariaux découlant de la discrimination systématique fondée sur le sexe à l'égard des personnes qui occupent des emplois à prédominance féminine. Elle s'engage à préserver l'équité salariale au sein de son personnel lorsqu'elle créera de nouveaux emplois ou qu'elle modifiera l'organisation du travail.

À l'exception des étudiants stagiaires, les employés de la Société sont représentés par trois syndicats: le Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) et l'Association des juristes de l'État. Chacun possède sa propre convention collective dans laquelle sont définies les conditions de travail des employés de la Société ainsi que les délais et les modalités à respecter lors de changements organisationnels majeurs. Des comités de relations professionnelles se réunissent régulièrement afin de s'assurer de l'application et de l'interprétation équitables des conventions et de traiter d'autres questions, telles que la santé et la sécurité au travail.

Pour leur part, les gestionnaires de la Société peuvent adhérer de façon volontaire à l'Association des cadres du gouvernement du Québec.

# MÉTHODE D'ÉVALUATION DU RENDEMENT

Selon la politique d'évaluation du rendement en vigueur, tous les membres du personnel sont évalués périodiquement selon des objectifs de rendement signifiés en début d'année. Une rencontre d'évaluation semestrielle entre employés et gestionnaires permet de créer les conditions propices à la réalisation des objectifs visés. La politique de rémunération incitative liée à cette méthode précise que toute progression salariale est fonction de la réalisation et du dépassement de ces objectifs.

#### PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS

Investissement Québec offre à son personnel un programme d'aide gratuit et confidentiel. Le Programme d'aide aux employés (PAE) est un service de consultation externe pour les employés et leur famille qui sont aux prises avec des problèmes personnels ou professionnels.

Développement durable



# **ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ**

La clientèle d'Investissement Québec comprend des entreprises de toute taille, dont la plupart sont des PME. Les produits financiers et fiscaux de la Société, de même que ses efforts de prospection, visent à appuyer les entreprises dans leur croissance. Toutefois, la Société respecte le principe fondamental du développement durable qui consiste à répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

Investissement Québec contribue considérablement à la dimension économique du développement durable. À la fois institution financière et agence de développement économique, elle favorise, par son offre de financement complémentaire, la réalisation de projets qui ne verraient probablement pas le jour sans son appui, et propose aux entreprises, notamment aux sociétés étrangères, des incitatifs encourageant la concrétisation d'importants projets d'investissements ou la consolidation de secteurs industriels particuliers. De plus, comme elle a pour mission de stimuler l'investissement partout au Québec, elle doit réagir rapidement aux changements conjoncturels et structurels qui touchent les entreprises québecoises. À cette fin, elle participe à l'élaboration de nouveaux produits financiers ou se voit confier, par le gouvernement du Québec, de nouveaux mandats qui visent à soutenir des industries ou des entreprises particulières. C'est d'ailleurs pourquoi elle gère des programmes destinés aux entreprises de l'industrie forestière, aux coopératives et organismes à but non lucratif et aux entreprises qui ont des problèmes de liquidités en raison du resserrement actuel du crédit. Son action a donc une incidence importante et favorable sur l'emploi et l'investissement. Depuis 1998, le ratio avantages-coûts de la Société a toujours été supérieur ou égal à 1,87/1, avec un ratio global de 3,41/1, ce qui démontre sa rentabilité économique.

Sur le plan environnemental, Investissement Québec fait partie du secteur des services, et ses activités ont une incidence directe limitée. En outre, la Société s'efforce de sensibiliser ses employés et de les encourager à adopter des comportements écoresponsables au travail et ailleurs. Toutefois, les activités de la Société peuvent avoir une incidence indirecte non négligeable sur l'environnement, notamment lorsqu'elle appuie des projets dans le secteur manufacturier et dans l'industrie forestière, C'est pourquoi chaque entreprise qui bénéficie d'une intervention financière de la Société doit se conformer à toutes les normes québécoises en matière de protection de l'environnement.

L'aspect social du développement durable touche la façon dont la Société s'y prend pour mener à bien sa mission. Tout d'abord, Investissement Québec entretient des relations de travail cordiales et encadrées avec les membres de son personnel. Ces relations sont balisées par des instruments de gestion qui fixent les attentes et les obligations de chacun. De même, comme la culture organisationnelle de la Société est fondée sur les résultats, ses outils financiers et ses mesures fiscales sont conformes à toutes les lois et aux normes relatives à la protection du travail et des droits de la personne en vigueur et répondent aux besoins des entreprises. De plus, afin d'assurer un milieu de travail sain et harmonieux favorisant la santé, la sécurité ainsi que le respect de l'intégrité physique et psychologique de ses employés, la Société dispose d'une politique sur la santé des personnes au travail.

La dernière consultation menée auprès du personnel de la Société au sujet des notions de développement durable a fait ressortir que la Société devait prioriser, dans l'ordre qui suit, la santé et la qualité de vie, la protection de l'environnement, l'efficacité économique ainsi que la production et la consommation responsables. Ces quatre principes recoupent les volets social, environnemental et économique de la Global Reporting Initiative (GRI).

#### PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le développement durable a toujours été une priorité pour la Société, et ce, avant même qu'elle soit tenue de se conformer à la Loi sur le développement durable. Sanctionnée le 19 avril 2006 par le gouvernement du Québec, cette loi énonce les neuf orientations stratégiques que le gouvernement entend suivre afin d'implanter un cadre de gouvernance axè sur le développement durable. Parmi ces orientations, le gouvernement en a ciblé trois qu'il juge prioritaires pour assurer une cohérence de l'intervention gouvernementale et accélérer la démarche au sein de la société québécoise.

Au cours de l'exercice, la Société a déposé son premier plan d'action quinquennal de développement durable, lequel sera valide jusqu'en 2013. Un Comité d'orientation sur le développement durable, formé de gestionnaires de la Société, a élaboré ce plan, qui est fondé sur les orientations établies dans la Stratégie gouvernementale de développement durable et qui définit sept objectifs organisationnels. Toutefois, le plan d'action d'Investissement Québec prend en compte deux des trois orientations prioritaires du gouvernement, la troisième s'apparentant moins à sa

#### DEVELOPPEMENT DURABLE

mission. En effet, compte tenu de la nature des activités de la Société, le Comité d'orientation sur le développement durable à décidé d'exclure l'orientation Aménager et développer le territoire de façon durable et intégrée, puisque le niveau de contrôle d'Investissement Québec en cette matière demeure limité.

En 2008-2009, la Société a réalisé plusieurs activités définies dans son plan d'action, notamment pour diminuer sa consommation de papier, sensibiliser ses employés en matière de développement durable et se doter d'une politique de financement socialement responsable. Conformément à la loi, la Société rend compte de ses actions annuellement dans son rapport annuel et a fait le choix de ne publier que les objectifs organisationnels et les actions pour lesquels des gestes étaient attendus au cours de la première année d'application de son plan d'action. La Société est fière de démontrer qu'elle a posé tous les gestes qu'elle s'était engagée à accomplir avant le 31 mars 2009.

#### SUIVI ANNUEL DU PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

ACTION	GESTE	SUIVI

Objectif gouvernemental: Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable et favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière et l'assimilation des savoirs et des savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre.

#### Objectif organisationnel: Promouvoir le développement durable au sein de l'organisation.

	Mettre sur pied un comite de sensibilisation.	<b>Terminé.</b> Un comité de huit employes a été forn en octobre 2007.
Mettre en œuvre des activités contribuant	Élaborer un plan et une campagne de sensibilisation et de formation.	Terminé.

Mettre en œuvre des activités contribuant à la réalisation du Plan gouvernemental de sensibilisation et de formation du personnel.

Cible: En 2011, 80 % des employés auront été sensibilisés et 50 % d'entre eux auront une connaissance suffisante de la démarche de développement durable pour la prendre en compte dans leurs activités régulières.

Résultat: Au 31 mars 2009, près de 90 % du personnel de la Société a participé à une séance de sensibilisation sur le développement durable.

#### Objectif organisationnel: Mesurer et faire connaître les efforts de la Société en matière de développement durable.

Produire annuellement un rapport de développement	En continu.
durable intégrant les principes de la GRI.	

Appliquer les principes de la *Global Reporting*. *Initiative* (GRI) à la reddition de comptes de la Société.

Intégrer des éléments d'information sur la GRI dans

Élaborer un plan de communication continu.

Termine.

Termine.

Cible: Faire une reddition de comptes annuelle et publique du rapport de la GRI de la Société et, au 31 mars 2010, avoir atteint une coté de niveau A.

**Résultat:** Cet objectif est atteint, ainsi que l'objectif de produire deux rapports de la GRI. Le rapport au 31 mars 2009 se conforme aux exigences du niveau A.

GESTE

SUIVI

Objectif gouvernemental: Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux.

Objectif organisationnel: Aider le personnel à diminuer les principales sources de gaspillage et à consommer de façon écoresponsable.

> Définir les principales sources de gaspillage des fournitures de bureau.

Mettre en place un outil facilitant le jumelage des employes afin de promouvoir le covoiturage.

Évaluer les besoins en matière d'équipement de visioconference et promouvoir l'utilisation des salles de vidéoconférence lors de rencontres.

Sensibiliser les employés aux modes d'impression

Maintenir des liens avec la Societé immobilière du

Terminé. Le comité de sensibilisation soulève des points à ce sujet à chacune de ses rencontres.

Terminé. L'outil de jumelage est accessible dans l'intranet de la Societé.

Terminé. Les besoins de la Société ont été de vidéoconférence et envisage d'aménager une seconde salle dans ses bureaux de Montréal. Un service de conférence Web est également

Terminé. L'impression recto-verso est le mode d'impression par défaut. Une section de l'intranet de la Société offre des conseils sur les pratiques

En continu. La Société veille à l'échange d'information continu avec la SIQ.

Cible: S'assurer que 50 % des employés ont adopté, au 31 mars 2013, de nouvelles habitudes de consommation d'énergie, que 5 % à 10 % des employés ont change leurs habitudes de covoiturage et que 25 % ont adopté de nouvelles habitudes dans l'utilisation des fournitures de bureau. Réduire de 15 % le nombre de boîtes de feuilles utilisées annuellement.

Résultat: L'objectif en matière de réduction de la consommation de papier est atteint. En effet,

de diminuer le gaspillage du papier,

#### DÉVELOPPEMENT DURABLE

mission. En effet, compte tenu de la nature des activités de la Société, le Comité d'orientation sur le développemen durable a décidé d'exclure l'orientation Aménager et développer le territoire de façon durable et intégrée, puisque le niveau de contrôle d'Investissement Québec en cette matière demeure limité.

En 2008-2009, la Société a réalisé plusieurs activités définies dans son plan d'action, notamment pour diminuer sa consommation de papier, sensibiliser ses employés en matière de développement durable et se doter d'une politique de financement socialement responsable. Conformément à la loi, la Société rend compte de ses actions annuellement dans son rapport annuel et a fait le choix de ne publier que les objectifs organisationnels et les actions pour lesquels des gestes étaient attendus au cours de la première année d'application de son plan d'action. La Société est fière de démontrer qu'elle a posé tous les gestes qu'elle s'était engagée à accomplir avant le 31 mars 2009.

#### SUIVI ANNUEL DU PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

ACTION	GESTE	SUIVI				
	eriences et des compétences en cette matière et	l'assimilation des savoirs et des savoir-faire				
Objecti	f organisationnel : Promouvoir le développement	durable au sein de l'organisation.				
	memental: Mieux faire connaître le concept et les principes de développem expériences et des compétences en cette matière et l'assimilation des save qui en facilitent la mise en œuvre.  ectif organisationnel: Promouvoir le développement durable au sein de l'or Mettre sur pied un comité de sensibilisation.  Elaborer un plan et une campagne de sensibilisation et de formation.  Elaborer un plan de communication continu.  Terminé.  Cible: En 2011, 80 % des employés auront eté sensibilisés et 50 % d'entre eux suffisante de la démarche de développement durable pour la prendre en compt régulières.  Résultat: Au 31 mars 2009, près de 90 % du personnel de la Société a partici de sensibilisation sur le développement durable.  Objectif organisationnel: Mesurer et faire connaître les efforts de la Societ en matière de développement durable.  Produire annuellement un rapport de développement durable intégrant les principes de la GRI.  Intégrer des éléments d'information sur la GRI dans le plan de communication.  Cible: Faire une reddition de comptes annuelle et publique du rapport de la GRi au 31 mars 2010, avoir atteint une cote de niveau A.	<b>Terminé.</b> Un comité de huit employés a été foi en octobre 2007.				
Mettre en œuvre des activités contribuant à la réalisation du Plan gouvernemental de sensibilisation et de formation du personnel.		Terminé.				
	Élaborer un plan de communication continu.	Terminé.				
	Résultat: Au 31 mars 2009, près de 90 % du personnel de la Société a participé à une séance					
0						
		En continu.				
Appliquer les principes de la <i>Global Reporting</i> <i>Initiative</i> (GRI) à la reddition de comptes de la Société.		Terminé.				
	Résultat: Cet objectif est atteint, ainsi que l'objectif de produire deux rapports de la GRI. Le rapport					

Mettre en œuvre des

d'eau et de carburant.

**GESTE** 

SUIVI

Objectif gouvernemental: Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux.

Objectif organisationnel: Aider le personnel à diminuer les principales sources de gaspillage et à consommer de façon écoresponsable.

> Définir les principales sources de gaspillage des fournitures de bureau.

Terminé. Le comité de sensibilisation soulève des points à ce sujet à chacune de ses rencontres.

Mettre en place un outil facilitant le jumelage des employés afin de promouvoir le covoiturage.

Terminé. L'outil de jumelage est accessible dans l'intranet de la Société.

Évaluer les besoins en matière d'équipement de visioconférence et promouvoir l'utilisation des salles de vidéoconférence lors de rencontres à l'interne.

Terminé. Les besoins de la Société ont été évalues. La Société s'est dotée d'un équipement de vidéoconférence et envisage d'aménager une seconde salle dans ses bureaux de Montréal. Un service de conférence Web est également disponible.

pratiques permettant de diminuer le Sensibiliser les employés aux modes d'impression gaspillage du papier, ecoresponsables. des fournitures de bureau d'électricité.

Terminé. L'impression recto-verso est le mode d'impression par défaut. Une section de l'intranet de la Société offre des conseils sur les pratiques d'impression.

Maintenir des liens avec la Société immobilière du Québec (SIQ).

En continu. La Société veille à l'échange d'information continu avec la SIQ.

Cible: S'assurer que 50 % des employés ont adopté, au 31 mars 2013, de nouvelles habitudes de consommation d'énergie, que 5 % à 10 % des employés ont changé leurs habitudes de covoiturage et que 25 % ont adopté de nouvelles habitudes dans l'utilisation des fournitures de bureau. Réduire de 15 % le nombre de boîtes de feuilles utilisées annuellement.

Résultat: L'objectif en matière de réduction de la consommation de papier est atteint. En effet, la consommation de papier a diminué de près de 7 tonnes depuis l'an passé, soit une diminution de 29 %. Quant aux autres objectifs, plusieurs nouvelles initiatives ont été mises en place et laissent présager de bons resultats.

Mettre en œuvre la politique de

socialement

**GESTE** 

SUIVI

Objectif gouvernemental: Appliquer davantage l'écoconditionnalité et la responsabilité sociale dans les programmes d'aide publics et susciter leur implantation dans les programmes des institutions financières.

Objectif organisationnel: Élaborer et instaurer une politique de financement socialement responsable.

la synthèse de c une liste d'enga Valider la revisio de direction et la

Consulter les membres du Comité de direction sur l'ébauche d'une politique de financement socialement responsable et les principaux partenaires financiers qui ont adopté un code de conduite ou des principes à cet égard. Faire la synthèse de cette consultation et établir une liste d'engagements.

Terminé.

de direction et la faire approuver par le Comité de gouvernance et d'éthique de la Sociéte.

Intégrer la politique de financement socialement responsable au Code d'éthique et de déontologie à l'intention des employes.

Faire la synthèse des engagements pris et realises par la Société, les partenaires financiers et les entreprises-clientes. **Terminé.** La politique a été adoptée par le conseil d'administration de la Société le 9 septembre 2008.

Terminé.

En continu.

Cible: Au 31 mars 2013, donner une formation sur la politique à 100 % des professionnels du financement et veiller à ce que 100 % des interventions financières soient examinées en fonction des critères de la politique. Résultat: Le code de conduite a été élaboré et la formation des professionnels du financement devrait débuter au cours des prochains mois.

GESTE

SUIVI

Objectif gouvernemental: Favoriser le recours aux incitatifs économiques, fiscaux et non fiscaux afin d'inscrire la production et la consommation de produits et de services dans une perspective de développement durable.

Objectif organisationnel: Appuyer les entreprises dans leur démarche de développement durable.

Mettre en place les outils financiers, pour favoriser le développement durable auprès des entreprises. Collaborer avec les instances gouvernementales chargées de mettre en place un chantier de travail.

Participer aux réunions de travail du chantier afin d'encourager la mise en place d'une enveloppe budgétaire consacrée au financement de projets favorisant des pratiques d'affaires respectueuses de l'environnement.

En cours. La Societe a entrepris des demarches avec le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation à ce sujet. Toutefois, pour la réalisation des prochaines étapes, elle doit attendre que ce ministère ait accompli certaines actions.

**Cible:** Au 31 mars 2013, maintenir le nombre d'interventions financières autorisées (Financement de crédits d'impôt remboursables: 348; Innovation technologique 22) et faciliter la mise en place d'une enveloppe budgétaire consacrée au financement de projets favorisant des pratiques d'affaires respectueuses de l'environnement, une fois celle-ci autorisée.

**Résultat:** Pour l'année qui se termine, la Société a autorisé 328 interventions financières dans le cadre du volet Financement de crédits d'impôt remboursables et 33 interventions financières dans le cadre du volet Innovation technologique.

Au cours du prochain exercice, les principaux gestes que la Société posera dans le cadre de son plan d'action seront d'élaborer un cadre de gestion environnementale en privilégiant les fournisseurs locaux, d'instaurer des pratiques pour éliminer les sources de gaspillage et de réviser ses programmes et ses procédures afin de tenir compte des principes de développement durable.

### POLITIQUE DE FINANCEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE

Les membres du Conseil ont confié au Comité d'orientation sur le développement durable le mandat d'élaborer une politique de financement socialement responsable selon les orientations qui leur ont été présentées en septembre 2007. Cette politique, élaborée au cours de l'exercice et adoptée le 9 septembre 2008, sera mise en œuvre une fois que les employés touchés auront reçu la formation nécessaire.

La politique de financement socialement responsable permet d'intégrer les principes du développement durable dans les décisions de la Société et définit l'engagement de celle-ci à cet égard. De plus, elle énonce les principes auxquels la Société adhère et qu'elle compte respecter en matière de responsabilité sociale. Cette politique devrait lui permettre de réduire les risques environnemental et social associés à ses activités de financement et pourrait permettre à ses clients de tirer avantage du développement durable.

GESTE

SUIVI

Objectif gouvernemental: Appliquer davantage l'écoconditionnalité et la responsabilité sociale dans les programmes d'aide publics et susciter leur implantation dans les programmes des institutions financières.

Objectif organisationnel: Élaborer et instaurer une politique de financement socialement responsable.

Mettre en œuvre la politique de financement Consulter les membres du Comité de direction sur l'ébauche d'une politique de financement socialement responsable et les principaux partenaires financiers qui ont adopté un code de conduite ou des principes à cet égard. Faire la synthèse de cette consultation et établir une liste d'engagements.

Valider la revision de la politique auprès du Comité de direction et la faire approuver par le Comité de gouvernance et d'éthique de la Société.

Intégrer la politique de financement socialement responsable au Code d'éthique et de déontologie à l'intention des employés.

Faire la synthèse des engagements pris et réalises par la Société, les partenaires financiers et les entreprises-clientes. Terminé.

**Terminé.** La politique a été adoptée par le conseil d'administration de la Société le 9 septembre 2008.

Terminé.

En continu.

Cible: Au 31 mars 2013, donner une formation sur la politique à 100 % des professionnels du financement et veiller à ce que 100 % des interventions financières soient examinées en fonction des critères de la politique. Résultat: Le code de conduite à été élabore et la formation des professionnels du financement devrait débuter au cours des prochains mois.

GESTE

SUIVI

Objectif gouvernemental: Favoriser le recours aux incitatifs économiques, fiscaux et non fiscaux afin d'inscrire la production et la consommation de produits et de services dans une perspective de développement durable.

Objectif organisationnel : Appuyer les entreprises dans leur démarche de développement durable.

Mettre en place les outils financiers pour favoriser le développement durable auprès des entreprises. Collaborer avec les instances gouvernementales chargées de mettre en place un chantier de travail.

Participer aux réunions de travail du chantier afin d'encourager la mise en place d'une enveloppe budgétaire consacrée au financement de projets favorisant des pratiques d'affaires respectueuses de l'environnement.

En cours. La Société a entrepris des démarches avec le ministère du Developpement économique, de l'Innovation et de l'Exportation à ce sujet. Toutefois, pour la réalisation des prochaines étapes, elle doit attendre que ce ministère ait accompli certaines actions.

Cible: Au 31 mars 2013, maintenir le nombre d'interventions financières autorisées (Financement de crédits d'impôt remboursables : 348; innovation technologique : 22) et faciliter la mise en place d'une enveloppe budgétaire consacrée au financement de projets favorisant des pratiques d'affaires, respectueuses de l'environnement, une fois celle-ci autorisée;

**Résultat:** Pour l'année qui se termine, la Société a autorise 328 interventions financières dans le cadre du volet Financement de crédits d'impôt remboursables et 33 interventions financières dans le cadre du volet Innovation technologique.

Au cours du prochain exercice, les principaux gestes que la Société posera dans le cadre de son plan d'action seront d'élaborer un cadre de gestion environnementale en privilégiant les fournisseurs locaux, d'instaurer des pratiques pour éliminer les sources de gaspillage et de réviser ses programmes et ses procédures afin de tenir compte des principes de développement durable.

#### POLITIQUE DE FINANCEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE

Les membres du Conseil ont confié au Comité d'orientation sur le développement durable le mandat d'élaborer une politique de financement socialement responsable selon les orientations qui leur ont été présentées en septembre 2007. Cette politique, élaborée au cours de l'exercice et adoptée le 9 septembre 2008, sera mise en œuvre une fois que les employés touchés auront reçu la formation nécessaire.

La politique de financement socialement responsable permet d'intègrer les principes du développement durable dans les décisions de la Société et définit l'engagement de celle-ci à cet égard. De plus, elle énonce les principes auxquels la Société adhère et qu'elle compte respecter en matière de responsabilité sociale. Cette politique devrait lui permettre de réduire les risques environnemental et social associés à ses activités de financement et pourrait permettre à ses clients de tirer avantage du développement durable.

# PARAMÈTRES DU RAPPORT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'engagement d'Investissement Québec en matière de performance économique, environnementale et sociale se poursuit et se traduit par une serie d'actions relatives au développement durable. Comme l'an passé, le rapport de développement durable de la Société est intégré dans le rapport annuel. La Société continue d'appliquer les lignes directrices de la GRI<sup>10</sup>, et a élargi la portée de son rapport pour 2008-2009. En conséquence, elle déclare qu'elle est conforme au niveau d'application A pour l'exercice 2008-2009. Elle répond aux indicateurs de base ainsi qu'aux indicateurs du supplément sectoriel de la GRI spécifique aux services financiers.



#### **NIVEAUX D'APPLICATION DE LA GRI**

	C	C+	В	B+	A	At
ÉLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU PROFIL DE L'ORGANISATION	Renseigner sur 28 criteres imposes 1.1 2.1 - 2.10 3.1 - 3.8, 3.10 - 3.12 4.1 - 4.4, 4.14 - 4.15	RAPPORT VERIFIE PAR TIERCE PARTIE	Renseigner sur tous les critères du niveau C ainsi que sur 17 autres critères imposes. 1.2 3.9, 3.13 4.5 - 4.13, 4.16 - 4.17	RAPPORT VERIFIE PAR TIENCE PARTIE	Mèmes exigences qu'au niveau B	RAPPORT VERIFIE PAR TIERCE PARTIE
INFORMATIONS RELATIVES À L'APPROCHE DE GESTION	Facultatives		Information relative a I approprie de gestion pour chaque catégorie d'indicateurs; social, economique et environnemental		Memes exigences qu'au niveau B	
DE PERFORMANCE ET SUPPLÉMENTS SECTORIELS	Minimum de 10 indicateurs, dont au moins 1 indicateur des, categories suivantes: social (LA SO, HR ou PR), économique (EC) et environcemental (EN)		Minimum de 20 indicateurs dont au moins I indicateur de chacune des l'arégories		Tous les indicateurs de base G3 et les indicateurs du suppliement sectoriel en respectant le principe de pertirience, en y répondant ou en donnant la raison pour laquelle on n'en tient pas compte	

Le rapport de développement durable couvre le dernier exercice financier d'Investissement Quèbec, qui a pris fin le 31 mars 2009. L'information présentée provient directement des systèmes d'information de la Société Elle peut aussi être tirée d'estimations ou de simulations réalisées à l'interne ou à l'externe; le cas échéant, les hypothèses utilisées sont présentées dans le rapport. Par ailleurs, sauf avis contraire, l'information présentée dans ce rapport a trait aux principales activités d'Investissement Quèbec et de ses filiales et permet aux parties prenantes de bien saisir la contribution de celles-ci au développement durable et les enjeux qui en découlent.

Le rapport de la Société respecte les principes de la GRI quant à son contenu et à sa qualité. Toutefois, Investissement Québec reste consciente que, dans un souci d'amélioration continue, elle doit maintenir ses efforts. Toute question au sujet du développement durable peut être adressée à la Direction de l'évaluation de la performance, qui est responsable de la production de l'information sur les indicateurs de développement durable.

<sup>10.</sup> Pour en savoir plus sur le cadre de reddition de comptes de la GRI, veuillez consulter le site Internet de la GRI; www.globalreportung.org.

## PARTIES PRENANTES

Investissement Québec détermine ses parties prenantes en ciblant les principaux acteurs engagés dans la réalisation de sa mission. Ses principales parties prenantes sont les entreprises, la communauté d'affaires, ses partenaires financiers, ses employés, les ministères et organismes, l'Assemblée nationale et ses fournisseurs.

La Société a établi différents liens de communication avec ses diverses parties prenantes. Ces liens lui permettent de connaître les préoccupations de celles-ci à son égard et d'évaluer, dans certains cas, leur degré de satisfaction relativement aux services reçus ou à leur partenariat avec Investissement Québec.

## SCHEMA DES PARTIES PRENANTES



#### **EMPLOYES**

Il existe divers canaux de communication entre les employés de la Société et la direction, dont le site intranet. Au moyen de ce site, les membres de la direction, y compris le président et chef de la direction, s'adressent régulièrement aux employés. De leur côté, les employés peuvent soumettre des commentaires ou poser des questions à la direction par courriel. Les employés peuvent également s'adresser au Comité de direction.

Genéralement, la Société organise des réunions pour l'ensemble de ses employés deux fois par année. Ces rencontres sont l'occasion pour la direction de présenter les grands champs de travail de la Société et les orientations qu'elle entend poursuivre. Elles sont aussi l'occasion pour les employés de poser des questions au président et chef de la direction. La Société sonde également ses employés pour évaluer la qualité des services internes.

Enfin, la Société se sert du Comité d'orientation sur le développement durable et du Comité de sensibilisation au développement durable pour permettre aux employés de participer à l'instauration d'une culture de développement durable. Le Comité de sensibilisation a d'ailleurs rencontré l'ensemble des employés afin de les informer de la Loi sur le développement durable et de sonder leurs pratiques à cet égard.

# PARAMÈTRES DU RAPPORT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'engagement d'Investissement Québec en matière de performance économique, environnementale et sociale se poursuit et se traduit par une série d'actions relatives au développement durable. Comme l'an passé, le rapport de développement durable de la Société est intègre dans le rapport annuel. La Société continue d'appliquer les lignes directrices de la GRI¹¹¹, et à élargi la portée de son rapport pour 2008-2009. En conséquence, elle déclare qu'elle est conforme au niveau d'application A pour l'exercice 2008-2009. Elle répond aux indicateurs de base ainsi qu'aux indicateurs du supplément sectoriel de la GRI spécifique aux services financiers.



## NIVEAUX D'APPLICATION DE LA GRI

			В	8+	A	A+
ÉLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU PROFIL DE L'ORGANISATION	Renseigner sur 28 critères imposès: 1.1 2.1 - 2.10 3.1 - 3.8, 3.10 - 3.12 4.1 - 4.4, 4.14 - 4.15	HARPORT VERINE PAR TIERCE PARTIE		RAPRORT VERTILE PARTIERCE PARTIE		RAPPORT VERIFIE PAR MERCE PARTIE
INVESTIGATIONS RELATIVES À L'APPROCHE DE GESTION	Facultatives					
et spire y asser y akGruphets	Minimum de 10 indicateurs dont au moins 1 indicateur des catégories suivantes: social (LA, SO, HR ou PR), économique (EC) et environnemental (EN)					

Le rapport de développement durable couvre le dernier exercice financier d'Investissement Québec, qui a pris fin le 31 mars 2009. L'information présentée provient directement des systèmes d'information de la Société. Elle peut aussi être tirée d'estimations cu de simulations réalisées à l'interne ou à l'externe; le cas échéant, les hypothèses utilisées sont présentées dans le rapport. Par ailleurs, sauf avis contraire, l'information présentée dans ce rapport a trait aux principales activités d'hivestissement Québec et de ses filiales et permet aux parties prenantes de bien saisir la contribution de celles-ci au développement durable et les enjeux qui en découlent.

Le rapport de la Société respecte les principes de la GRI quant à son contenu et à sa qualité. Toutefois, Investissement Québec reste consciente que, dans un souci d'amélioration continue, elle doit maintenir ses efforts. Toute question au sujet du développement durable peut être adressée à la Direction de l'évaluation de la performance, qui est responsable de la production de l'information sur les indicateurs de développement durable.

## PARTIES PRENANTES

Investissement Québec détermine ses parties prenantes en ciblant les principaux acteurs engages dans la realisation de sa mission. Ses principales parties prenantes sont les entreprises, la communauté d'affaires, ses partenaires financiers, ses employes, les ministères et organismes, l'Assemblée nationale et ses fournisseurs.

La Société a établi différents liens de communication avec ses diverses parties prenantes. Ces liens lui permettent de connaître les préoccupations de celles-ci à son égard et d'évaluer, dans certains cas, leur degré de satisfaction relativement aux services reçus ou à leur partenariat avec Investissement Québec.

#### SCHEMA DES PARTIES PRENANTES



#### **EMPLOYÉS**

Il existe divers canaux de communication entre les employés de la Societé et la direction, dont le site intranet. Au moyen de ce site, les membres de la direction, y compris le président et chef de la direction, s'adressent régulièrement aux employes. De leur côté, les employes peuvent soumettre des commentaires ou poser des questions à la direction par courriel. Les employes peuvent également s'adresser au Comité de direction,

Géneralement, la Société organise des réunions pour l'ensemble de ses employés deux fois par année. Ces rencontres sont l'occasion pour la direction de présenter les grands champs de travail de la Société et les orientations qu'elle entend poursuivre. Elles sont aussi l'occasion pour les employés de poser des questions au président et chef de la direction. La Société sonde également ses employés pour évaluer la qualité des services internes.

Enfin, la Société se sert du Comite d'orientation sur le développement durable et du Comité de sensibilisation au développement durable pour permettre aux employes de participer à l'instauration d'une culture de développement durable. Le Comité de sensibilisation a d'ailleurs rencontré l'ensemble des employés afin de les informer de la Loi sur

#### ENTREPRISES

La clientèle de la Société se compose d'entreprises québécoises, canadiennes et internationales, de PME et de grandes entreprises. Les directeurs de portefeuille, les démarcheurs et les autres professionnels de la Société établissent une relation d'affaires avec les clients; ils sont donc à l'écoute de leurs besoins et de leurs préoccupations.

La Société sonde ses nouveaux clients tous les mois, afin de mesurer leur taux de satisfaction à l'égard de différents critères. À l'occasion, elle organise aussi des groupes de discussion afin d'échanger avec eux sur des sujets précis.

#### PARTENAIRES FINANCIERS

Les partenaires financiers de la Société sont les institutions financières, les organismes de l'économie sociale et les coopératives. Les institutions financières doivent être homologuées par la Société pour participer avec elle au financement de projets d'investissements.

La Société établit des relations privilégiées avec ses partenaires en communiquant avec ces derniers et en participant avec eux à diverses activités qu'elle organise ou auxquelles elle est invitée. Ce dialogue lui permet de bien comprendre leurs préoccupations et d'acheminer les informations pertinentes aux directions visées afin de suivre l'évolution des besoins financiers des partenaires de la Société. Par ailleurs, tout comme les clients, les partenaires financiers sont sondés dès qu'ils entrent en relation avec Investissement Québec.

# COMMUNAUTÉ D'AFFAIRES

La communauté d'affaires englobe notamment tous les regroupements d'entrepreneurs ou d'entreprises, tels que les associations régionales et sectorielles, les chambres de commerce ou toute autre organisation de promotion de l'entrepreneuriat.

La Société rejoint la communauté d'affaires lors d'événements, de rencontres, de tournées régionales ou de séminaires. Combinées à des rencontres de groupe plus restreintes, comme des visites d'entreprises, ces activités sont autant d'occasions d'échanger avec les gens d'affaires sur la performance de la Société.

# MINISTÈRES ET ORGANISMES

Investissement Québec collabore souvent avec des ministères et des organismes gouvernementaux à vocation économique, ainsi qu'avec d'autres organisations desquelles elle s'inspire pour modifier ses pratiques ou en élaborer de nouvelles. Les lois sur le développement durable et sur la gouvernance des sociétés d'État, auxquelles la Société adhère, en sont de bons exemples. En respectant les lois auxquelles elle est assujettie, la Société répond aux attentes gouvernementales qui lui sont adressées.

#### FOURNISSEURS

Investissement Québec s'approvisionne en ressources matérielles principalement auprès de fournisseurs accrédités par le Centre de services partagés du Québec (CSPQ), qui sert l'ensemble des ministères et des organismes publics du gouvernement du Québec. La Société traite avec la Société immobilière du Québec (SIQ) en ce qui concerne ses bureaux et leur aménagement. Le CSPQ et la SIQ sont assujettis à la Loi sur le développement durable.

La Société a également recours à d'autres fournisseurs pour l'acquisition de ressources informationnelles et pour divers services professionnels.

#### ASSEMBLÉE NATIONALE

Investissement Québec relève du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, à qui elle doit rendre compte. La Société doit également déposer son rapport annuel à l'Assemblée nationale et, par le fait même, faire rapport sur l'état d'avancement de son plan d'action de développement durable.

# PERFORMANCE DE LA SOCIÉTÉ

#### PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

La dimension économique du développement durable est étroitement liée aux activités de la Société. Depuis un bon nombre d'années, elle analyse ses retombées économiques et en rend compte dans son rapport annuel.

#### PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

Investissement Québec est soucieuse des enjeux environnementaux. Elle s'est d'ailleurs donné des objectifs précis dans son plan d'action de développement durable pour atténuer les incidences de ses propres activités sur l'environnement. Depuis l'entrée en vigueur de ce plan d'action en 2008, la Société a réalisé plusieurs gestes qui lui permettront d'atteindre les objectifs organisationnels qu'elle s'est fixés.

#### Matieres consommées

Étant donné la nature de ses activités, la Société consomme principalement du papier. En 2008-2009, elle en a consommé 17,5 tonnes. Le papier utilisé contenait 30% de matières recyclées. Pour diminuer sa consommation de papier, ellé a amorce plusieurs initiatives, notamment l'ajout d'une mention sur l'environnement dans la signature électronique de tous les employés et l'instauration du mode d'impression recto-verso par défaut dans l'ensemble de ses bureaux. Ces initiatives produisent déjà leurs résultats, puisque la consommation de papier a diminué de près de 29% par rapport au dernier exercice financier.

#### Recyclage et déchets

En collaboration avec les sociétés immobilières qui sont propriétaires des locaux qu'elle occupe, la Société récupère plusieurs metières récyclables, dont le papier, le plastique, le métal, le verre, les piles, les cartouches d'encre et les ordinateurs. À ce jour, il n'y a pas de méthode de comptabilisation du volume des déchets ni des matières recyclées. Toutefois, des démarches ont été entreprises à cet égard auprès des sociétés immobilières.

#### Énergie

L'unique source d'énergie directe utilisée par Investissement Québec est l'électricité. La Société estime<sup>11</sup> qu'elle a consommé 2 066 819 kWh d'électricité en 2008-200912, principalement pour le chauffage, la climatisation et l'éclairage de ses bureaux, comparativement à 1 942 159 kWh en 2007-2008. Comme l'électricité au Québec est une énergie renouvelable dont la production est à 96% d'origine hydraulique, les gaz à effet de serre et autres polluants atmosphériques associés à cette source d'énergie sont reputés negligeables.

Les déplacements d'affaires représentent, quant à eux, la principale dépense d'ênergie indirecte. Au cours du dernier exercice, dans le cadre d'activités liées au travail, les employés ont parcouru 806 575 km en voiture, 32 739 km en autocar et 97 136 km en train, et ont effectue 70 vols 13 représentant plus de 548 242 km. Ces déplacements, qui ont nécessité 64 526 litres d'essence, 4 473 litres de diesel et 21 590 litres de kérosène, ont produit des émissions de gaz à effet de serre14 contenant 214,8 tonnes de dioxyde de carbone (CO2), 19,8 kg d'oxyde nitreux (N2O) et 55,9 kg de

Pigeon, situé à Québec, au protata de l'espace occupé par les bureaux d'Investissement Québec. Les données sur la consommation d'électricité des autres bureaux d'Investissement Québec ne sont pas disponibles.

d'électrique des bureaux d'Investissement Québec à Montréal est donc basée sur la consommation totale de l'immeuble en 2007-2008, au prorata de l'espace

méthane (CH<sub>4</sub>), pour une émission totale de gaz à effet de serre de 222.1 tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub><sup>15</sup>. Ces déplacements ont aussi produit des polluants atmosphériques<sup>16</sup>, soit 8,2 tonnes de monoxyde de carbone (CO), 577,6 kg de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) et 537,3 kg d'oxyde d'azote (NO<sub>2</sub>). Pour la première fois cette année, la Société est en mesure de comptabiliser l'incidence environnementale de l'ensemble de ses déplacements d'affaires. C'est pourquoi les émissions associées aux déplacements de ses employés sont 2,2 fois plus élevées que l'année dernière<sup>17</sup>.

La Société préconise des solutions de rechange pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et autres polluants atmosphériques, soit le covoiturage, le transport en commun, le vélo et la marche. Par ailleurs, pour diminuer les déplacements des employés lors de réunions, elle a aménagé des calles de vidéoconférence dans ses deux principaux centres d'affaires. Certains bureaux régionaux ont aussi accès à des salles de vidéoconférence. Au cours du dernier exercice, plus de 250 vidéoconférences ont été tenues. La Société estime que l'utilisation de ces services de conférence a permis de limiter sensiblement ses émissions de gaz à effet de serre.

#### Eau

L'eau consommée provient des réseaux municipaux et est principalement utilisée dans les salles de bain et les cuisines ainsi que pour l'entretien des bureaux. Les eaux usées sont envoyées à l'égout. Il est difficile de quantifier l'eau consommée, car les locaux d'Investissement Québec ne sont pas équipés de compteurs. Toutefois, la Société a acheté 11 718 litres d'eau de source en 2008-2009 pour les besoins de ses employés, comparativement à 16 060 litres en 2007-2008.

#### Respect des lois

La Société veille à respecter les lois en matière d'environnement. Aucune sanction n'a été imposée à la Société pour non-respect des lois environnementales.

#### PRINCIPAUX INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

Émissions d'oxyde d'azote (NO <sub>2</sub> )  Consommation d'eau de source	537,3 kg
Emissions de dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	577,6 kg
Émissions de monoxyde de carbone (CO)	8,2 t
Emissions totales de gaz à effet de serre	222,1 t eq. CO <sub>2</sub>
Émissions de méthane (CH <sub>4</sub> )	55,9 kg
Émissions d'oxyde nitreux (N <sub>2</sub> O)	19,8 kg
Émissions de dioxyde de carbone (CO <sub>2</sub> )	214,8 t
Consommation d'électricité	2 066 819 kwh
Consommation de papier	17,5 t
	2008-2009
	2009 200

<sup>5</sup> Les taux de conversion du CH<sub>1</sub> et du N<sub>2</sub>O en équivalent CO<sub>2</sub> sont les suivants = 1 g de CH<sub>1</sub> est équivalent à 21 g de CO<sub>2</sub> et 1 g de N<sub>2</sub>O est équivalent à 310 g de CO<sub>2</sub>.

<sup>16</sup> Les emissions de polluants atmosphériques ont été calculées au moyen des lacteurs d'emission fournis par Environnement Canada, fransport Canada et l'Agence européenne pour l'environnement.

<sup>17.</sup> La comparaison est basée sur les émissions totales de gaz à effet de serre en équivalent CO,

#### PERFORMANCE SOCIALE

#### Règles de conduite

Dans le cadre de ses activités courantes, la Société n'exprime aucune position publique officielle et n'exerce aucune activité de lobbyisme à quelque égard que ce soit.

## Code d'éthique et de déontologie à l'intention des employés d'Investissement Québec et de ses filiales

Le conseil d'administration de la Société a adopté, le 29 octobre 2002, le Code d'éthique et de déontologie des employés d'Investissement Québec et de ses filiales, qui a été modifié le 29 mai 2007. Ce code établit un ensemble de règles de conduite et de comportement dont le respect protège les intérêts de la Société, de ses clients, de ses fournisseurs, de ses partenaires et du gouvernement. Il constitue un complément aux lois régissant la société québécoise, aux conventions collectives et aux codes de pratique professionnelle qui encadrent le travail des employés de la Société. Il est disponible sur le site Internet de la Société.

Le Code présente les grands principes de la Société et les procédures instituées par celle-ci pour garantir le respect des droits de l'homme et se prémunir contre d'éventuelles pratiques de corruption.

Ainsi, à l'égard des droits de l'homme, le Code prévoit notamment que l'employé doit faire preuve d'esprit de collaboration, de courtoisie et d'équité en traitant avec respect et impartialité les clients, les fournisseurs, les partenaires et les autres employés de la Société, et qu'il doit s'engager à éviter toute préférence ou parti pris qui ne saurait être justifié et qui pourrait provenir de préjugés fondés, notamment, sur le sexe, la couleur, la religion ou les convictions politiques.

Pour ce qui est des principes et des procédures anti-corruption, le Code prévoit que l'employé ne doit pas se prévaloir de son statut d'employé de la Société pour essayer d'obtenir ou accepter, de qui que ce soit, un avantage pour luimême, pour une relation d'affaires ou pour une personne avec laquelle il a des liens.

Dans une optique de sensibilisation, la Société donne à ses employés, de façon ponctuelle, des seances de formation pour préciser certains articles du Code. Il y a trois ans, elle a organisé une tournée d'information générale pour l'ensemble de ses employés. Enfin, chaque employé a la responsabilité de prendre connaissance du Code et de s'y référer au quotidien.

Aucun incident de discrimination ou de corruption n'a été signalé à l'égard de la Société ou de ses employés en 2008-2009.

### Code d'éthique et de déontologie du conseil d'administration

Le Conseil a adopté le 26 septembre 2000, et mis à jour le 29 mai 2007, le Code d'éthique et de déontologie du conseil d'administration, lequel contient des principes qui tiennent compte de la mission et des valeurs de la Société et de ses principes généraux de gestion. Il est publie dans la section Code d'éthique et de déontologie du conseil d'administration du présent rapport annuel. Aucune plainte n'a été rapportée à l'égard des administrateurs en 2008-2009.

# Instruments de gestion appuyant ou renforçant les codes d'éthique et de déontologie

La Politique visant à prévenir et à contrer le harcelement psychologique en milieu de travail vise à appuyer le respect des dispositions sur le harcelement psychologique de la Loi sur les normes du travail, adoptée le 1<sup>cr</sup> juin 2004.

L'adjudication des contrats aux fournisseurs et la gestion de ceux-ci sont encadrées par une directive. En plus d'appuyer le respect des articles du Code d'éthique et de déontologie, cette directive établit des règles de conduite visant l'application du Règlement sur les contrats d'approvisionnement, de construction et de services des ministères et organismes publics, lequel contient des obligations favorisant l'implantation de programmes d'accès à l'égalité conformes à la Charte des droits et libertès.

#### DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les règles de conduite édictées pour éviter les situations de conflits d'intérêts ou d'apparence de conflits d'intérêts découlant de l'acceptation de cadeaux, de dons, de services, d'avantages et autres faveurs sont précisées dans une directive.

La Société recense les titres et les intérêts ne pouvant faire l'objet de transactions dans un Registre des titres et intérêts sous embargo. À cet égard, tous les employés doivent remplir une fois par année la « Déclaration annuelle relativement à l'acquisition ou l'aliénation de titres et intérêts sous embargo ». Un rappel à ce sujet est effectué de façon périodique.

#### Plan d'action à l'égard des personnes handicapées

La Société dispose d'un plan d'action à l'égard des personnes handicapées, qui présente des mesures d'accommodement tenant compte des besoins des personnes handicapées et de la réalité d'Investissement Québec, c'est-à-dire de sa mission, du contexte dans lequel elle réalise ses activités et du type de services offerts à sa clientèle d'affaires.

#### Investissement Québec dans la communauté

Les employés d'Investissement Québec ont participé activement à la campagne Entraide 2008, qui visait à amasser des fonds pour trois grandes organisations philanthropiques. Tous les dons sont utilisés au Québec exclusivement. Le montant recueilli cette année s'élève à 17 215\$.

Cette année, la Société s'est engagée à verser 100 000 \$ en cinq ans à la nouvelle Chaire d'éthique appliquée de l'Université de Sherbrooke, laquelle se penchera notamment sur les défis que pose la conciliation entre le financement responsable et les objectifs de rentabilité en matière de financement d'entreprises.

# INDEX GRI

Le tableau suivant indique les pages où se trouve l'information relative aux indicateurs CRI. Les indicateurs numériques se rapportent à la stratégie, au profil et à la gouvernance d'Investissement Québec, tandis que les autres codes correspondent aux indicateurs de développement durable retenus par la Société pour évaluer sa performance économique, environnementale et sociale.

	CHAMP	CODE	PAGES
	Stratégie et analyse	1.1 – 1.2	1, 9, 10
PROFIL	Profil de l'organisation	2.1 – 2.8, 2.10	PC, 5, 14, 15, 16, 17, 21, 22, 48, 49, 50, 55, 80, 81, 85
	Profil	3.1 - 3.4	1, 64
DADAMÉTOS S	Champ et perimètre	3.5 - 3.11	64
PARAMÉTRES DU RAPPORT	Index du contenu GRI	3.12	71, 72
	Validation par des tiers	3.13	64
- ALLIE CONTROL OF THE PARTY OF	Gouvernance	4.1 - 4.10	39, 43, 44, 45 46, 47, 51, 69 70, 85
GOUVERNANCE. ENGAGEMENTS ET DIALOGUE	Engagements externes	4.11 - 4.13	52, 53, 54, 59 64, 69
	Dialogue avec les parties prenantes	4,14 - 4.17	30, 65, 66
y	VOLET	INDICATEUR	PAGES
	Approche de gestion spécifique aux services fina	inciers, FS1 – FS5	35, 53, 59, 7
	Portefeuille de produits	FS6 - FS8	15, 16, 17, 59
MPACT DES PRODUITS ET DES SERVICES	Audit	FS9	59, 60, 61, 62 63
	Propriété active	F\$10 - F\$12	72
	Approche de gestion		59
	Performance economique	EC1 - EC4	70, 72, 81, 89 94, 122
ÉCONOMIE	Présence sur le marché	EC6 - EC7	55, 59
	Impacts économiques indirects	EC8 - EC9	14, 15, 16, 7
	Approche de gestion		59
	Matière	EN1 - EN2	67
	Énergie	EN3 - EN4, EN7	67, 68
	Eau	EN8 - EN10	68
ENVIRONNEMENT	Émissions, effluents et déchets	EN16 - EN18, EN20 - EN23	67, 68
	Produits et services	EN26	33, 64
	Respect de la législation	EN 28	69
	Transport	EN29	67, 68

# INDEX GRI

Le tableau suivant indique les pages où se trouve l'information relative aux indicateurs GRI. Les indicateurs numériques se rapportent à la stratégie, au profil et à la gouvernance d'Investissement Québec, tandis que les autres codes correspondent aux indicateurs de développement durable retenus par la Société pour évaluer sa performance économique, environnementale et sociale.

	CHAMP	CODE .	PAGES
	Stratégie et analyse	1.1 - 1.2	1, 9, 10
PROFIL	Profil de l'organisation	2.1 – 2.8, 2.10	PC, 5, 14, 15, 16, 17, 21, 22, 48, 49, 50, 55 80, 81, 85
	Profil	3.1 - 3.4	1, 64
PARAMETRES	Champ et perimètre	3.5 - 3.11	64
DU RAPPORT	Index du contenu GRI	3.12	71, 72
	Validation par des tiers	3.13	64
GOUVERNANCE.	Gouvernance	4,1 - 4,10	39, 43, 44, 45 46, 47, 51, 69 70, 85
ENGAGEMENTS ET DIALOGUE	Engagements externes	4.11 - 4.13	52, 53, 54, 59 64, 69
	Dialogue avec les parties prenantes	4.14 - 4.17	30, 65, 66
	VOLET	INDICATEUR	PAGES
	Approche de gestion spécifique aux services fina	anciers; FS1 – FS5	35, 53, 59, 7
	Portefeuille de produits.	FS6 – FS8	15, 16, 17, 5
IMPACT DES PRODUITS ET DES SERVICES	Audit	FS9	59, 60, 61, 63
	Propriété active	FS10 - FS12	72
	Approche de gestion		59
ÉCONOMIE	Performance economique	EC1 - EC4	70, 72, 81, 8 94, 122
	Présence sur le marché	EC6 – EC7	55, 59
	Impacts économiques indirects	EC8 - EC9	14, 15, 16, 7
	Approche de gestion		59
	Matière	EN1 – EN2	67
	Énergie	EN3 – EN4, EN7	67, 68
ENVIOLUENCENT	Eau	EN8 - EN10	68
ENVIRONNEMENT	Émissions, effluents et déchets	EN16 - EN18, EN20 - EN23	67, 68
	Produits et services	EN26	33, 64
	Respect de la legislation	EN 28	69
	Transport	EN29	67, 68

		VOLET	INDICATEUR	PAGES
		Approche de gestión		32, 53, 59
	S	Emploi	LAI - LA2	55, 56
	RELATIONS ALES ET L DECENT	Relation entre la direction et les salaries	LA4 - LA5	56
	PLOI, RELA SOCIALES RAVAIL DEC	Santé et sécurite au travail	LA6 - LA9	55, 56
	EMPLOI, RELATION SOCIALES ET TRAVAIL DECENT	Formation et education	LA10 - LA12	36, 56
	EMI	Diversité et égalité des chances	LA13 - LA14	39, 43, 48, 55, 56
SOCIAL	DROITS DE L'HOMME	Pratiques d'investissement et d'achat	HR1 - HR3	59, 69, 70
		Non-discrimination	HR4	69
		Liberte syndicale et droit de negociation	HR5	56
		Communautés	FS13 - FS14	3. 140
	SOCIÉTÉ	Corruption	S02 - S04	44, 53, 69
	2008	Politiques publiques	S05 - S06	69
		Respect de la législation	S08	69
	LITÉ	Étiquetage des produits et des services	PR4 - PR5, FS16	31, 32, 135
	ONSABI DU FAIT PRODUI	Communications-marketing	PR6 - PR7	33
	RESPONSABILITÉ DU FAIT DES PRODUITS	Respect de la vie privée	PR8	33
	RE:	Respect de la legislation	PR9	33

Les indicateurs suivants ne s'appliquent pas ou sont sans objet dans le contexte d'Investissement Québec : FS5, FS10 — FS12, EC2, EC8, EN11 — EN12, EN19, EN23, EN27, HR6, HR7, SO1, PR1 et PR3.

152,1214	2016	VOLET	INDICATEUR	PAGES
	Pale	Approche de gestion		32, 50, 59
	S	Emploi	LA1 - LA2	55, 56
	EMPLOI, RELATIONS SOCIALES ET TRAVAIL DÉCENT	Relation entre la direction et les salariés	LA4 - LA5	56
	PLOI, RELATIC SOCIALES ET RAVAIL DÉCEN	Santé et sécurité au travail	LA6 - LA9	55, 56
	MPLOI, R SOCIAL TRAVAIL	Formation et éducation	LA10 - LA12	36, 56
		Diversité et égalité des chances	LA13 - LA14	39, 43, 48, 55 56
	DROITS	Pratiques d'investissement et d'achat	HR1 - HR3	59, 69, 70
SOCIAL	DROITS	Non-discrimination	HR4	69
SUCIAL	J DE	Liberté syndicale et droit de négociation	HR5	56
		Communautés	FS13 - FS14	3, 140
	SOCIÉTÉ	Corruption	S02 - S04	44, 53, 69
	2000	Politiques publiques	S05 - S06	69
		Respect de la législation	S08	69
	LITÉ	Étiquetage des produits et des services	PR4 - PR5, FS16	31, 32, 135
	RESPONSABILITÉ DU FAIT DES PRODUITS	Communications-marketing	PR6 - PR7	33
	SPON DU SS PR	Respect de la vie privée	PR8	33
	RE	Respect de la législation	PR9	33

Les indicateurs suivants ne s'appliquent pas ou sont sans objet dans le contexte d'Investissement Québec: FS5, FS10 - FS12, EC2, EC8, EN11 - EN12, EN19, EN23, EN27, HR6, HR7, SO1, PR1 et PR3.

Information financière



## REVUE DE L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

#### COMMENTAIRES GÉNÉRAUX

Les états financiers consolidés de la Société regroupent les états financiers de ses filiales en propriété exclusive, soit lQ Immigrants Investisseurs inc., IQ FIER inc., 9037-6179 Québec inc., 9071-2076 Québec inc., 9109-3294 Québec inc. et La Financière du Québec. Ces états comprennent le bilan consolidé, les résultats consolidés, le résultat consolidé étendu, l'état consolidé de la variation de l'avoir, les flux de trèsorerie consolidés et les notes complémentaires aux états financiers consolidés.

Les interventions financières composant le portefeuille de la Société se subdivisent en trois grandes catégories, soit les interventions dont les pertes sont assumées par le gouvernement du Québec, les interventions dont les pertes sont assumées conjointement, selon différents pourcentages, par le gouvernement et par la Société ainsi que les interventions dont les pertes sont assumées entièrement par la Société. La partie du portefeuille dont les pertes sont assumées par le gouvernement et la partie dont les pertes sont assumées par la Société sont présentées séparément dans les notes complémentaires aux états financiers.

La valeur du portefeuille sous gestion de la Société s'élève à 7,9 milliards de dollars au 31 mars 2009.

Par ailleurs, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a publié récemment un exposé-sondage sur les Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* – IFRS). Ces nouvelles normes s'appliqueront aux entités ayant l'obligation publique de rendre des comptes, ce qui est le cas pour la Société. Ainsi, la Société devra effectuer un passage vers un ensemble unique de normes reconnues mondialement, soit les Normes internationales d'information financière. Ce nouvel ensemble de normes sera appliqué à compter de l'exercice 2011-2012. Les informations sur la transition et les incidences anticipées devront être incluses dans les états financiers pour les exercices se terminant le 31 mars 2010 et le 31 mars 2011.

#### BILAN

L'actif total au 31 mars 2009 s'établit à 5,5 milliards de dollars. Il se compose principalement de billets à recevoir du gouvernement du Québec relativement au Programme des immigrants investisseurs (2,7 milliards de dollars), de prêts, déduction faite de la provision pour pertes (610,5 millions de dollars) et d'actions (53,0 millions de dollars).

Le solde des garanties, déduction faite du passif au titre de garantie, s'élève à 2,3 milliards de dollars.

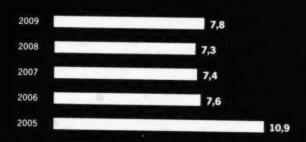
La provision cumulée pour pertes est de 690,0 millions de dollars au 31 mars 2009. Elle représente 18,4% du solde brut du portefeuille d'interventions financières de la Société. Le tableau ci-dessous présente la provision cumulée pour pertes en pourcentage du solde brut du portefeuille d'interventions financières, pour les cinq dernières années:

# PROVISION CUMULÉE POUR PERTES EN % DU SOLDE BRUT DU PORTEFEUILLE D'INTERVENTIONS FINANCIÈRES



Le ratio emprunts/capitaux propres, soit le rapport du total des emprunts à court et à long terme sur l'avoir de la Société, a évolué comme suit:

#### RATIO EMPRUNTS/CAPITAUX PROPRES



Le ratio des capitaux propres sur le solde net du portefeuille d'interventions financières dont les pertes sont assumées par la Société est de 1,89 au 31 mars 2009, ce qui démontre la saine capitalisation de la Société en ce qui a trait aux risques dont elle assume les pertes.

#### **ÉTAT DES RÉSULTATS**

La Société a réalisé un bénéfice net de 30,7 millions de dollars au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2009, lequel se détaille comme suit: revenu net d'intérêts (53,9 millions de dollars), autres revenus (163,3 millions de dollars), provision pour pertes assumée par la Société (18,5 millions de dollars), qui représente 5,3% du solde brut moyen du portefeuille d'interventions financières dont les pertes sont assumées par la Société.

Les frais d'administration s'élèvent à 53,5 millions de dollars. Exprimés en pourcentage du solde brut moyen du portefeuille d'interventions financières, ils ont évolué comme suit depuis cinq ans:

#### FRAIS D'ADMINISTRATION EN % DU SOLDE BRUT MOYEN DU PORTEFEUILLE D'INTERVENTIONS FINANCIÈRES



#### **ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU**

L'état du résultat étendu présente le bénéfice net auquel est ajoutée la variation nette des gains ou pertes non réalisés sur certains actifs regroupés sous le titre « actifs financiers disponibles à la vente». Le résultat étendu s'établit à 9,0 millions de dollars au 31 mars 2009.

## **ÉTATS FINANCIERS**

#### DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

L'établissement et la présentation des états financiers consolidés d'Investissement Quêbec et des autres renseignements figurant dans le rapport annuel relèvent de la direction, qui en assume la responsabilité.

Les états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Tous les renseignements financiers figurant dans le rapport annuel concordent avec l'information contenue dans les états financiers.

Le système comptable de la Société ainsi que les contrôles internes et les procédés sont conçus de façon à assurer la fiabilité des données financières et, dans une mesure raisonnable, la protection des biens contre toute perte ou utilisation non autorisée.

Le conseil d'administration, qui surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière, a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le Comité de vérification, qui rencontre la direction et les vérificateurs, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Par ailleurs, le Comité de vérification reçoit les rapports de vérification relatifs à l'optimisation des ressources et au respect des lois et règlements.

Jacques Daoust

Président et chef de la direction

tous

Renaud Gilbert, CA

Directeur des finances et de la trésorerie et chef de la direction financière

### RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À l'Assemblée nationale,

Nous avons vérifié le bilan consolidé d'Investissement Québec au 31 mars 2009, les états consolidés des résultats, du résultat étendu et de la variation de l'avoir ainsi que des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2009, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis, à l'exception des changements quant à la divulgation d'information sur la gestion du capital et les instruments financiers tel qu'expliqué à la note 2, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

lucard Pachance CA auditeur

Renaud Lachance, CA auditeur

Québec, le 25 mai 2009

Samen Bélair Relette + Touche see nand.

Comptables agrées

Québec, le 25 mai 2009

<sup>1</sup>Comptables agrées auditeurs permis nº 16162

# **BILAN CONSOLIDÉ**

Au 31 mars (en milliers de dollars)

	2222	
ACTIF	2009	200
Encaisse		
Placements temporaires (note 5)	2 972	1 94
Placements (note 6)	71 019	97 48
Prêts, deduction faite de la provision cumulee pour pertes (notes 7 et 12)	3 077 077	3 010 51
Actions (notes 8 et 12)	610 496	560 56
Parts (notes 9 et 12)	53 019	55 57(
Honoraires de garantie à recevoir, déduction faite de la provision cumulee pour pertes (notes 10 et 12).	1 394	1 919
Contributions recouvrables du gouvernement du Quebec – Avantages confères aux clients et autres montants (note 13)	124 438	115 232
Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec (note 12)	957 767	810 910
Autres elements d'actif (note 14)	622 552	453 610
The second of the India 14)	16 754	11 032
	5 537 488	5 118 783
PASSIF ET AVOIR		
Passif		
Emprunts a court terme (note 15)		
Emprunts a long terme (note 16)	472 100	255 800
Intérêts echus et courus sur les emprunts au Fonds de financement du gouvernement du Quebec	3 853 733	3 778 372
Passif au titre de la garantie (notes 11 et 12)	9 968	17 747
Avantages perçus d'avance conferes par les immigrants investisseurs	358 531	250 683
Autres éléments de passif (note 17)	211 875	223 670
the paragraph of the second se	73 345	43 593
	4 979 552	4 569 865
Avoir Avoir Initial		
Bénéfices non repartis	32 944	32 944
	542 172	511 446
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(17 180)	4 528
	524 992	515 974
	557 936	548 918
	5 537 488	5 118 783
ARANTIES DÉDUCTION FAITE DU DAGGIE AU TITTE		
ARANTIES, DÉDUCTION FAITE DU PASSIF AU TITRE DE LA GARANTIE (NOTES 11 ET 12)	2 275 093	1 984 273

Engagements de financement et d'investissement (note 30) Autres engagements (note 31) Éventualités (note 35)

Robert Cloutier

President du conseil d'administration.

Mohut Choutal

Michæl Ross, CA

# RÉSULTATS CONSOLIDÉS

De l'exercice termine le 31 mars (en milliers de dollars)

	2009	2008	2007
REVENUS D'INTÉRÊTS			
Interets sur les interventions financières et reevaluation des contributions au titre			
des avantages conferés aux clients (note 18)	104 893	107 402	52 686
Interêts sur les billets à recevoir du gouvernement du Quebec	114 062	107 154	95 215
intérêts sur l'encaisse et les placements temporaires.	1 866	1.337	1 145
Contribution du gouvernement du Québec au titre d'interêts	-	_	45 095
	220 821	215 893	194 141
DEPENSES D'INTÉRÊTS (NOTE 19)	166 895	172 662	51 857
REVENU NET D'INTÉRÊTS	53 926	43 231	142 284
AUTRES REVENUS			
Avantages conferes par les immigrants investisseurs	105 749	109 790	
Honoraires de garantie	36 945	35 187	22 073
Primes au risque			
Options d'achat d'actions (note 20)	2 681	852	2.720
Participations aux bénéfices et autres primes	4 234	6 046	9 132
Commissions d'engagement	7 268	6.373	6 599
Autres revenus (note 21)	6 399	10 071	14 905
	163 276	168 319	55 429
	217 202	211 550	197 713
PROVISION			
Provision pour pertes (note 12)	219 378	184 703	(4.899)
Provision pour pertes recouvrable du gouvernement du Quebec (note 12)	(200 884)	(171 107)	8 253
	18 494	13 596	3 354
DÉPENSES AUTRES QUE D'INTÉRÊTS			
Contributions financieres (note 22)	233 663	181 159	69 535
Contributions financières assumées par le gouvernement du Québec (note 22)	(172 038)	$(125\ 119)$	(19.666)
Honoraires d'intermediaires financiers	48 765	50 540	39 545
Frais d'administration (note 23)	53 516	49 996	47 639
Autres depenses (note 24)	4 076	4 006	3 789
	167 982	160 582	140 842
BÉNÉFICE NET	30 726	37 372	53 517

### **BILAN CONSOLIDÉ**

Au 31 mars (en milliers de dollars)

ACTIF	2009	2008
Encaisse		
Placements temporaires (note 5)	2 972	1 946
Placements (note 6)	71 019	97 487
Prêts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes (notes 7 et 12)	3 077 077	3 010 516
Actions (notes 8 et 12)	610 496	560 561
Parts (notes 9 et 12)	53 019	55 570
Honoraires de garantie à recevoir, déduction faite de la provision cumulée pour pertes (notes 10 et 12)	1 394	1 919
Contributions recouvrables du gouvernement du Québec – Avantages conférés aux clients et autres montants (note 13)	124 438	115 232
	957 767	810 910
Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec (note 12) Autres éléments d'actif (note 14)	622 552	453 610
Address elements a detil (note 14)	16 754	11 032
	5 537 488	5 118 783
PASSIF ET AVOIR	in execution, as il	
Passif		
Emprunts à court terme (note 15)	A CONTRACTOR	
Emprunts à long terme (note 16)	472 100	255 800
Intérêts échus et courus sur les emprunts au Fonds de financement du gouvernement du Québec	3 853 733	3 778 372
Passif au titre de la garantie (notes 11 et 12)	9 968	17 747
Avantages perçus d'avance conférés par les immigrants investisseurs	358 531	250 683
Autres éléments de passif (note 17)	211 875	223 670
	73 345	43 593
Avoir	4 979 552	4 569 865
Avoir initial	32 944	32 944
Bénéfices non répartis	542 172	511 446
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(17 180)	4 528
	524 992	515 974
	557 936	548 918
	5 537 488	5 118 783
	The second	
GARANTIES, DÉDUCTION FAITE DU PASSIF AU TITRE DE LA GARANTIE (NOTES 11 ET 12)	2 275 093	1 984 273
	The second	

Engagements de financement et d'investissement (note 30) Autres engagements (note 31) Éventualités (note 35)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration, Alchut Choutal

Robert Cloutier

Président du conseil d'administration

Michael Ross, CA

Président du Comité de vérification

# RÉSULTATS CONSOLIDÉS De l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2009	2008	2007
REVENUS D'INTÉRÊTS			
Intérêts sur les interventions financières et réévaluation des contributions au titre			
des avantages conférés aux clients (note 18)	104 893	107 402	52 686
Intérêts sur les billets à recevoir du gouvernement du Québec	114 062	107 154	95 215
Intérêts sur l'encaisse et les placements temporaires	1 866	1 337	1 145
Contribution du gouvernement du Québec au titre d'intérêts		=	45 095
	220 821	215 893	194 141
DÉPENSES D'INTÉRÊTS (NOTE 19)	166 895	172 662	51 857
REVENU NET D'INTÉRÊTS	53 926	43 231	142 284
AUTRES REVENUS			
Avantages conférés par les immigrants investisseurs	105 749	109 790	
Honoraires de garantie	36 945	35 187	22 073
Primes au risque			
Options d'achat d'actions (note 20)	2 681	852	2 720
Participations aux bénéfices et autres primes	4 234	6 046	9 132
Commissions d'engagement	7 268	6 373	6 599
Autres revenus (note 21)	6 399	10 071	14 905
	163 276	168 319	55 429
	217 202	211 550	197 713
PROVISION			
Provision pour pertes (note 12)	219 378	184 703	(4.899)
Provision pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec (note 12)	(200 884)	(171 107)	8 253
The second secon	18 494	13 596	3 354
DÉPENSES AUTRES QUE D'INTÉRÊTS			
Contributions financières (note 22)	233 663	181 159	69 535
Contributions financières assumées par le gouvernement du Québec (note 22)	(172 038)	(125 119)	(19666)
Honoraires d'intermédiaires financiers	48 765	50 540	39 545
Frais d'administration (note 23)	53 516	49 996	47 639
Autres dépenses (note 24)	4 076	4 006	3 789
	167 982	160 582	140 842
BÉNÉFICE NET	30 726	37 372	53 517

# RÉSULTAT CONSOLIDE ÉTENDU

De l'exercice termine le 31 mars (en milliers de dollars)

2009	2008
30 726	37 372
(22 598)	(2.891)
890	(480)
1	
(21 708)	(3 371)
9 018	34 001
	30 726 (22 598) 890 (21 708)

# ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DE L'AVOIR

De l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars).

	2009	2008
AVOIR INITIAL	32 944	32 944
Bénéfices non répartis au début	511 446	476 441
Incidence initiale de l'adoption des normes comptables relatives aux instruments financiers.		(2 367)
Benefice net	30 726	37 372
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS À LA FIN	542 172	511 446
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début	4 528	-
Incidence initiale de l'adoption des normes comptables relatives aux instruments financiers.		7 899
Variation nette des pertes non réalisées sur les actifs financiers disponibles à la vente	(21 708)	(3 371)
CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU À LA FIN	(17 180)	4 528
AVOIR	557 936	548 918

# RÉSULTAT CONSOLIDÉ ÉTENDU De l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2009	2008
BÉNÉFICE NET	30 726	37 372
Autres éléments du résultat étendu	F. C. Stranger	
Pertes nettes non réalisées sur les actifs financiers disponibles à la vente	(22 598)	(2 891)
Reclassement dans les résultats nets des pertes (gains) sur les actifs financiers disponibles à la vente	890	(480)
VARIATION NETTE DES PERTES NON RÉALISÉES SUR LES ACTIFS FINANCIERS	MOVED AND AND AND AND AND AND AND AND AND AN	
DISPONIBLES À LA VENTE	(21 708)	(3 371)
RÉSULTAT ÉTENDU	9 0 1 8	34 001

# ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DE L'AVOIR De l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2009	2008
AVOIR INITIAL	32 944	32 944
Bénéfices non répartis au début	511 446	476 441
Incidence initiale de l'adoption des normes comptables relatives aux instruments financiers		(2 367)
Bénéfice net	30 726	37 372
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS À LA FIN	542 172	511 446
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début	4 528	-
Incidence initiale de l'adoption des normes comptables relatives aux instruments financiers		7 899
Variation nette des pertes non réalisées sur les actifs financiers disponibles à la vente	(21 708)	(3 371)
CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU À LA FIN	(17 180)	4 528
AVOIR	557 936	548 918

# FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

De l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2009	2008	2007
LUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		60.000	
Bénéfice net	30 726	37 372	53 517
justements pour	651	685	719
Amortissement des frais d'émission sur les emprunts à long terme	(1 129)	(1 129)	(1 129)
Amortissement de la prime sur les emprunts à long terme	(112 966)	(106 024)	(93 847)
Amortissement des primes et des escomptes sur les placements Amortissement des honoraires d'intermédiaires financiers reportés	(112 300)	(.00 02 )	29 686
Avantages conférés par les immigrants investisseurs	(105 749)	(109 790)	
Frais d'intérêts lies aux billets des immigrants investisseurs	112 893	106 321	
Avantages conférés aux clients	124 734	89 479	
Avantages conférés aux clients assumés par le gouvernement du Québec	(114573)	(86 951)	
Revenus d'intérêts théoriques	(71 725)	(102 570)	
Honoraires de garantie théoriques	(35 463)	(34 367)	
Réévaluation des contributions au titre des avantages conférés aux clients	(33 142)	(4 820)	
Perte résultant de la variation de la juste valeur sur les actions participantes cotées en Bourse	3 131	698	
Intérêts sur le passif au titre de la garantie	15 887 20	12 266 (755)	(66)
Perte (gain) sur disposition d'actions de sociétés privées et sur parts	890	(480)	(1 338)
Perte (gain) sur actifs financiers disponibles à la vente	12 967	7 560	2 608
Variation de la moins-value non réalisée sur les placements	12 307	, 300	(149)
Gain de change non réalisé  Perte non réalisée résultant de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérives	22 235	8 593	1 062
Provision pour pertes	219 378	184 703	(4 899)
Provision pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec	(200 884)	(171 107)	8 253
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée de vie définie	1 280	1 027	864
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels à durée de vie définie.		2	
Quote-part des résultats - Société satellite, Canadair Québec Capital S.E.N.C.	San E		53
Variation des actifs et des passifs lies à l'exploitation (note 25)	(12 078)	(158 419)	(4 032)
Acquisition de placements Disposition de placements Diminution (augmentation) nette des prêts Diminution nette des actions	(726 487) 737 292 (187 196) 216 (71)	(841 647) 591 050 (106 673) 15 410 (73)	(551 935) 274 872 9 069 284 (46)
Augmentation nette des parts Diminution nette des honoraires de garantie à recevoir Acquisition d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels à durée de vie définie Honoraires d'intermédiaires financiers reportés  FLUX DE TRÊSORERIE LIÊS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT Augmentation (diminution) nette des emprunts à court terme Emprunts à long terme Remboursements des emprunts à long terme	22 111 (1 625) - (150 824) 216 300 599 700 (542 800) 273 200	21 613 (1 460) - (345 945) 197 800 766 300 (411 400) 552 700	(1 405) (30 942) (300 103) (43 900) 587 300 (216 000) 327 400
Augmentation nette des parts Diminution nette des honoraires de garantie à recevoir Acquisition d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels à durée de vie définie Honoraires d'intermédiaires financiers reportés  FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT Augmentation (diminution) nette des emprunts à court terme Emprunts à long terme Remboursements des emprunts à long terme  AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(1 625) - (150 824) 216 300 599 700 (542 800) 273 200 (20 541)	(1 460) (345 945) 197 800 766 300 (411 400) 552 700 48 336	(1 405) (30 942) (300 103) (43 900) 587 300 (216 000) 327 400 23 265
Augmentation nette des parts Diminution nette des honoraires de garantie à recevoir Acquisition d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels à durée de vie définie Honoraires d'intermédiaires financiers reportés  FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT Augmentation (diminution) nette des emprunts à court terme Emprunts à long terme Remboursements des emprunts à long terme  AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE	(1 625) - (150 824) 216 300 599 700 (542 800) 273 200 (20 541) 75 268	(1 460) 	(1 405) (30 942) (300 103) (43 900) 587 300 (216 000) 327 400 23 265 3 667
Augmentation nette des parts Diminution nette des honoraires de garantie à recevoir Acquisition d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels à durée de vie définie Honoraires d'intermédiaires financiers reportés  FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT Augmentation (diminution) nette des emprunts à court terme Emprunts à long terme Remboursements des emprunts à long terme  AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(1 625) - (150 824) 216 300 599 700 (542 800) 273 200 (20 541)	(1 460) (345 945) 197 800 766 300 (411 400) 552 700 48 336	(1 405) (30 942) (300 103) (43 900) 587 300 (216 000) 327 400 23 265
Augmentation nette des parts Diminution nette des honoraires de garantie à recevoir Acquisition d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels à durée de vie définie Honoraires d'intermédiaires financiers reportés  FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT Augmentation (diminution) nette des emprunts à court terme Emprunts à long terme Remboursements des emprunts à long terme  AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE Trésorerie et équivalents de trésorerie au début TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	(1 625) - (150 824) 216 300 599 700 (542 800) 273 200 (20 541) 75 268 54 727	(1 460) (345 945) 197 800 766 300 (411 400) 552 700 48 336 26 932 75 268	(1 405) (30 942) (300 103) (43 900) 587 300 (216 000) 327 400 23 265 3 667 26 932
Augmentation nette des parts Diminution nette des honoraires de garantie à recevoir Acquisition d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels à durée de vie définie Honoraires d'intermédiaires financiers reportés  FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT Augmentation (diminution) nette des emprunts à court terme Emprunts à long terme Remboursements des emprunts à long terme  AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE Trésorerie et équivalents de trésorerie au début TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE Encaisse	(1 625) - (150 824) 216 300 599 700 (542 800) 273 200 (20 541) 75 268 54 727	(1 460) (345 945) 197 800 766 300 (411 400) 552 700 48 336 26 932 75 268	(1 405) (30 942) (300 103) (43 900) 587 300 (216 000) 327 400 23 265 3 667 26 932
Augmentation nette des parts Diminution nette des honoraires de garantie à recevoir Acquisition d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels à durée de vie définie Honoraires d'intermédiaires financiers reportés  FLUX DE TRÊSORERIE LIÊS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT Augmentation (diminution) nette des emprunts à court terme Emprunts à long terme Remboursements des emprunts à long terme  AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE Trésorerie et équivalents de tresorerie au début TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(1 625) - (150 824) 216 300 599 700 (542 800) 273 200 (20 541) 75 268 54 727 2 972 51 755	(1 460) (345 945) 197 800 766 300 (411 400) 552 700 48 336 26 932 75 268 1 946 73 322	(1 405) (30 942) (300 103) (43 900) 587 300 (216 000) 327 400 23 265 3 667 26 932
Augmentation nette des parts Diminution nette des honoraires de garantie à recevoir Acquisition d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels à durée de vie définie Honoraires d'intermédiaires financiers reportés  FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT Augmentation (diminution) nette des emprunts à court terme Emprunts à long terme Remboursements des emprunts à long terme  AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE Trésorerie et équivalents de trésorerie au début TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE Encaisse	(1 625) - (150 824) 216 300 599 700 (542 800) 273 200 (20 541) 75 268 54 727	(1 460) (345 945) 197 800 766 300 (411 400) 552 700 48 336 26 932 75 268	(1 405) (30 942) (300 103) (43 900) 587 300 (216 000) 327 400 23 265 3 667 26 932

# FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS De l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

Control of	2009	2008	2007
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Bénéfice net	30 726	37 372	53 517
Amortics ament dec frais d'amission que les acceptants le la company de			
Amortissement des frais d'émission sur les emprunts à long terme Amortissement de la prime sur les emprunts à long terme	651	685	719
Amortissement des primes et des escomptes sur les placements	(1 129)	(1 129)	(1 129
Amortissement des honoraires d'intermédiaires financiers reportés	(112 966)	(106 024)	(93 847)
Avantages conférés par les immigrants investisseurs	/105 740V	1100 700	29 686
Frais d'intérêts liés aux billets des immigrants investisseurs	(105 749) 112 893	(109 790)	
Avantages conférés aux clients	124 734	106 321 89 479	
Avantages conférés aux clients assumés par le gouvernement du Québec	(114 573)	(86 951)	
Revenus d'intérêts théoriques	(71 725)	(102 570)	_
Honoraires de garantie théoriques	(35 463)	(34 367)	3
Réévaluation des contributions au titre des avantages conférés aux clients	(33 142)	(4 820)	
Perte resultant de la variation de la juste valeur sur les actions carticipantes cotées en Rourse	3 131	698	
Intérêts sur le passif au titre de la garantie	15 887	12 266	
Perte (gain) sur disposition d'actions de sociétés privées et sur parts	20	(755)	(66)
Perte (gain) sur actifs financiers disponibles à la vente	890	(480)	(1 338)
Variation de la moins-value non réalisée sur les placements	12 967	7 560	2 608
Gain de change non réalisé	-		(149)
Perte non réalisée résultant de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	22 235	8 593	1 062
Provision pour pertes	219 378	184 703	(4 899)
Provision pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec	(200 884)	(171 107)	8 253
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée de vie définie	1 280	1 027	864
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels à durée de vie définie	-	2	
Quote-part des résultats - Société satellite, Canadair Québec Capital S.E.N.C. Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation (note 25)	-		53
variation des actifs et des passifs lies à l'exploitation (note 25)	(12 078)	10 868	634
FLUX DE TRÉCORENTE LIÉA	(142 917)	(158 419)	(4 032)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT Diminution (augmentation) nette des placements temporaires dont l'échéance excéde			-
trois mois suivant la date d'acquisition	4 2 2 2		
Acquisition de placements	4 936	(24 165)	
Disposition de placements	(726 487)	(841 647)	(551 935)
Diminution (augmentation) nette des prêts	737 292 (187 196)	591 050	274 872
Diminution nette des actions		(106 673)	9 069
Augmentation nette des parts	216	15 410	284
Diminution nette des honoraires de garantie à recevoir	(71) 22 111	(73)	(46)
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels à durée de vie définie	(1 625)	21 613	11 4051
Honoraires d'intermédiaires financiers reportés	(1 625)	(1 460)	(1 405)
	(150 824)	124E 04E)	(30 942)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	(150 824)	(345 945)	(300 103)
Augmentation (diminution) nette des emprunts à court terme	216 200	107.000	
Emprunts à long terme	216 300 599 700	197 800	(43 900)
Remboursements des emprunts à long terme	(542 800)	766 300	587 300
		(411 400)	(216 000)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE	273 200	552 700	327 400
ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	100 E411	10.000	****
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	(20 541) 75 268	48 336	23 265
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN		26 932	3 667
	54 727	75 268	26 932
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE			
Encaisse	2 972	1 946	9 440
Placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition	51 755	73 322	17 492
	54 727	75 268	26 932
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE			
Intérêts payés	46 461	55 946	48 597

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Au 31 mars 2009 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

#### 1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

Investissement Québec est une personne morale de droit public constituée et régie par la Loi sur Investissement Québec et sur la Financière du Québec (L.R.Q., c. I-16.1). En vertu de l'article 2 de sa loi constitutive, la Société est mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu du Québec et du Canada.

Investissement Québec a pour mission de favoriser la croissance de l'investissement au Québec, contribuant ainsi au développement économique du Québec et à la création d'emplois. Elle centralise et consolide l'action de l'État en matière de recherche, de promotion et de soutien de l'investissement. Elle cherche à la fois à stimuler l'investissement intérieur et à attirer des investisseurs de l'extérieur du Québec. Elle fait, auprès de ces derniers, la promotion du Québec comme lieu privilégié d'investissement. Elle participe à la croissance des entreprises en favorisant, notamment, la recherche et le développement ainsi que l'exportation. Elle cherche également à conserver les investissements déjà effectués en apportant son soutien aux entreprises implantées au Québec. Elle peut aussi fournir à une entreprise, à un ministère, à un organisme du gouvernement ou à une société d'État des services techniques, notamment en matière d'analyse financière, de montage financier et de gestion de portefeuille. Investissement Québec administre tout programme d'aide financière en matière d'investissement élaboré par le gouvernement du Québec. De plus, la Société administre la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., c. S-29.1). La Société exécute également tout mandat que lui confie le gouvernement en vertu des articles 28 et 29 de sa loi constitutive. Elle soutient, par ses interventions financières, les entreprises québécoises ou celles qui s'établissent au Québec, principalement en leur octroyant des prêts ou en garantissant les engagements financiers qu'elles contractent auprès d'institutions financières. Elle administre aussi les programmes d'aide financière découlant de la Loi sur l'aide au développement des coopératives et des personnes morales sans but lucratif (L.R.Q., c. A-12.1). En vertu du projet de loi nº 68, sanctionné par l'Assemblée nationale le 13 décembre 2005, Investissement Québec a acquis les droits et assume les obligations de la Société de développement de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel, laquelle a été dissoute. De plus, en vertu du décret 1027-2006, daté du 8 novembre 2006, Investissement Québec a acquis les biens et assume les obligations de la société Innovation-Papier (INNO-PAP), laquelle a été dissoute.

L'article 46 de la Loi sur Investissement Québec et sur la Financière du Québec édicte que la société mère établit un plan stratégique, qui inclut les activités de ses filiales, selon la forme, la teneur et la périodicité fixées par le gouvernement du Québec. Ce plan a été approuvé le 28 août 2007 (décret 743-2007) et prend fin le 31 mars 2010. Le plan prévoit notamment que le gouvernement du Québec contribue au financement de la Société en lui remboursant certaines contributions financières et les pertes sur certaines interventions financières, selon les modalités prévues dans les programmes ou les décrets les instituant, en lui versant une contribution au titre d'intérêts sur certaines interventions financières dont il rembourse les pertes et en lui versant des honoraires.

#### 2. ÉNONCÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

#### UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses, notamment dans l'établissement de la juste valeur initiale des actifs et des passifs financiers ainsi qu'à chaque date de fin d'exercice. Ces estimations et ces hypothèses ont une incidence sur la comptabilisation des éléments d'actif et de passif, la présentation des éléments d'actif et de passif éventuel à la date des états financiers, ainsi que sur la comptabilisation des revenus et des dépenses au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et l'incidence serait alors constatée dans les états financiers consolidés des exercices futurs.

#### CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés regroupent les états financiers d'Investissement Québec et ceux de ses filiales, lesquelles sont toutes détenues en propriété exclusive, soit IQ Immigrants Investisseurs inc., IQ FIER inc., 9037-6179 Québec inc., 9071-2076 Québec inc., 9109-3294 Québec inc. et La Financière du Québec. Tous les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de ces filiales sont inclus dans les présents états financiers consolidés. Les soldes et les opérations intersociétés ont été éliminés.

IQ FIER inc., filiale détenue en propriété exclusive, est une société de placement au sens de la note d'orientation nº 18 concernant la comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, intitulée «Sociétés de placement (NOC-18)». En conformité avec cette note d'orientation, les placements ont été établis à la juste valeur, c'est-à-dire le montant de la contrepartie dont conviendraient, à

la date des états financiers, des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. La valeur de réalisation des placements pourrait varier de façon importante par rapport à la juste valeur à la suite de changements dans les conditions du marché. La note d'orientation précise également dans quelles circonstances la société mère qui détient une société de placement doit comptabiliser les placements de celle-ci à la juste valeur. Investissement Québec est la société mère d'une telle société de placement et elle respecte les critères pour conserver le traitement comptable des placements à la juste valeur adopté par IQ FIER inc.

#### **NOUVELLES NORMES COMPTABLES ADOPTÉES LE 1ER AVRIL 2008**

Le 1<sup>er</sup> avril 2008, la Société a adopté trois nouvelles normes comptables publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés: le chapitre 1535, intitulé «Informations à fournir concernant le capital»; le chapitre 3862, intitulé «Instruments financiers – informations à fournir»; le chapitre 3863, intitulé «Instruments financiers – présentation».

Le chapitre 1535 précise les informations à fournir sur les objectifs, les politiques et les procédures de gestion du capital de l'entité, les données quantitatives sur les éléments que l'entité considère comme du capital, la conformité de l'entité aux exigences en matière de capital et les conséquences d'un défaut de conformité aux exigences en question.

Les chapitres 3862 et 3863 constituent une série d'obligations d'information et de règles de présentation applicables aux instruments financiers, qui modifient et améliorent les obligations d'information énoncées au chapitre 3861, intitulé «Instruments financiers – informations à fournir et présentation», et en reprennent, sans modification, les règles de présentation.

Le chapitre 3862 impose des informations à fournir de façon à permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer l'importance des instruments financiers en regard de la situation financière et de la performance financière de l'entité et d'évaluer la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée ainsi que la façon dont elle gère ces risques.

L'adoption de ces nouvelles normes n'a eu aucune incidence sur les résultats de la Société, puisque ces chapitres visent spécifiquement l'information à fournir.

Les principales conventions comptables suivantes s'appliquent aux exercices terminés les 31 mars 2009, 2008 et 2007. Lorsqu'un traitement comptable différent s'applique à l'exercice terminé le 31 mars 2007, la convention comptable s'appliquant à cet exercice est alors mentionnée.

#### CLASSEMENT ET ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Tous les instruments financiers, à l'exception de certaines exclusions prévues au chapitre 3855, doivent être classés en fonction de leurs caractéristiques, de l'intention de la direction ou du choix de la catégorie dans certaines circonstances. À leur comptabilisation initiale, tous les actifs financiers sont classés soit comme détenus à des fins de transaction, comme détenus jusqu'à leur échéance, comme disponibles à la vente ou comme prêts et créances, tandis que les passifs financiers sont classés comme étant détenus à des fins de transaction ou comme autres passifs financiers. La norme permet aux entités de désigner irrévocablement, à leur comptabilisation initiale, tout actif ou passif financier comme un instrument détenu à des fins de transaction.

Lors de leur comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés, sont évalués à leur juste valeur. Le cas échéant, tout écart entre la juste valeur et la contrepartie en trésorerie est comptabilisé immédiatement aux résultats, à moins de répondre aux critères de comptabilisation d'un autre type d'actif ou de passif.

Au cours des périodes ultérieures, les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction, y compris les instruments financiers dérivés, sont évalués à leur juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés aux résultats. Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur; les gains et pertes non réalisés qui en résultent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dérivés incorporés dans d'autres instruments financiers ou contrats, autres que ceux détenus ou désignés à des fins de transaction, sont séparés de leurs contrats hôtes et comptabilisés à titre de dérivés lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas étroitement liés à ceux que présente le contrat hôte. La Société présente les contrats comportant un dérivé incorporé qui nécessite d'être separe au poste «Actifs liés aux instruments financiers dérivés» sous la rubrique «Autres éléments d'actif» du bilan consolidé.

La juste valeur d'un instrument financier correspond généralement à la contrepartie pour laquelle l'instrument serait échangé dans le cadre d'une opération entre des parties non liées agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, dans le cours normal des affaires; la meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché.

Lorsqu'il est disponible, la Société utilise le cours du marché (cours acheteur/vendeur) pour évaluer la juste valeur des instruments financiers. Lorsqu'il n'existe pas de marchés ou que ceux-ci ne sont pas considérés comme assez liquide, la Société détermine la juste valeur au moyen de techniques d'évaluation faisant appel, autant que possible, à des données observées sur les marchés. Ces techniques d'évaluation comprennent notamment l'analyse des flux de trésorerie actualisés, les modèles d'évaluation et d'autres méthodes d'évaluation couramment utilisées sur le marché.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, la Société a recours à des hypothèses au sujet du montant, du moment de la réalisation des flux de trésorerie futurs estimatifs et des taux d'actualisation estimatifs utilisés. Ces hypothèses sont basées principalement sur des facteurs observables sur les marchés externes tels les courbes de rendement, les facteurs de volatilité et le risque de crédit. Pour les prêts et créances, les modèles d'évaluation reposent sur certaines hypothèses non observables sur le marché telles que la détermination des remboursements variables futurs. Le remplacement de cette hypothèse par une autre pourrait résulter en une juste valeur différente.

#### TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse, des placements temporaires dont l'échéance n'excéde pas trois mois suivant la date d'acquisition ainsi que du découvert bancaire. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus à des fins de transaction et sont comptabilisés à leur juste valeur qui est considérée équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés sous la rubrique « Intérêts sur l'encaisse et les placements temporaires» de l'état consolidé des résultats.

#### **PLACEMENTS**

#### Billets à recevoir du gouvernement du Québec

Les billets à recevoir du gouvernement du Québec sont classés dans la catégorie des prêts et créances. Au moment de leur comptabilisation initiale, les billets a recevoir du gouvernement du Québec sont comptabilisés à leur juste valeur. Par la suite, les billets à recevoir du gouvernement du Québec sont présentés au bilan au coût après amortissement et les escomptes à l'achat sont virés aux résultats selon la méthode du taux d'intérêt effectif jusqu'à leur date d'échéance et sont présentes sous la rubrique «Intérêts sur les billets à recevoir du gouvernement du Québec » de l'état consolidé des résultats.

### Parts de sociétés en commandite et actions non cotées de sociétés agissant à titre de commandités

Les parts de sociétés en commandite et les actions non cotées de sociétés agissant à titre de commandités sont des placements détenus par une filiale qualifiée à titre de société de placement, au sens de la NOC-18, et par conséquent, sont comptabilisées à leur juste valeur. Celle-ci est basée sur les états financiers vérifies de ces sociétés au 31 décembre et ajustée des opérations importantes de ces dernières pendant la période de décalage qui, à titre de sociétés de placement, sont évaluées à leur juste valeur. Cependant, en vertu de certaines ententes contractuelles, si le cumul des bénéfices nets annuels moins le cumul des pertes nettes annuelles est positif à la fin de la période de renonciation au rendement de chacune des conventions, la Société renonce à sa quote-part. En conséquence, la juste valeur des placements tient compte de cette clause.

#### Societé satellite

La Société comptabilise son placement à la valeur de consolidation puisque sa participation comporte des droits de vote qui lui. permettent d'être en mesure d'exercer une influence notable sur les décisions financières et administratives.

#### **Autres placements**

Les obligations et autres titres de créance, les titres du marché monétaire et les actions et autres titres de participation sont désignés comme des actifs financiers disponibles à la vente. La Société a choisi de comptabiliser les opérations sur ces actifs à la date de transaction et d'ajouter les frais de transactions y afférents à la valeur comptable des placements.

Ces placements disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur. Les gains et les pertes non réalisés relativement à ceux-ci sont comptabilisés dans les «Autres éléments du résultat étendu» à l'état consolidé du résultat étendu. Au moment de la disposition, ces gains ou pertes réalisés, déterminés selon le coût moyen, sont reclassés au poste «Gain (perte) sur actifs financiers disponibles à la vente » sous la rubrique «Autres revenus» de l'état consolidé des résultats, à la date de transaction.

L'amortissement des primes et escomptes calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif ainsi que les revenus de dividendes et d'intérêts sont comptabilisés au poste «Revenus sur les autres placements» sous la rubrique «Autres revenus» de l'état consolidé des résultats.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués périodiquement afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation autre que temporaire. Les facteurs dont la Société tient compte pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation comprennent la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport à son coût ou à son coût après amortissement, la situation financière et les perspectives de l'émetteur, ainsi que la capacité et l'intention de la Société de détenir ces actifs pendant une période suffisante pour permettre tout recouvrement de leur juste valeur. S'il existe une indication objective de dépréciation des placements disponibles à la vente se traduisant par une baisse durable de la juste valeur en deçà de son coût ou de son coût après amortissement, la perte cumulée du «Cumul des autres éléments du résultat étendu» est reclassée sous la rubrique «Gain (perte) sur actifs financiers disponibles à la vente» de l'état des résultats. Ces pertes de valeur ne peuvent faire l'objet d'une reprise.

#### PRETS

Les prêts sont classés dans la catégorie des prêts et créances. Au moment de leur comptabilisation initiale, les prêts sont comptabilisés à leur juste valeur. Par la suite, les prêts sont présentés au bilan consolidé au coût après amortissement, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus d'intérêts correspondants sont présentés sous la rubrique «Intérêts sur les interventions financières» de l'état consolidé des résultats. Tout écart entre la juste valeur et la contrepartie en trésorerie est comptabilisé immédiatement aux résultats au poste «Avantages conférés aux clients» sous la rubrique «Contributions financières».

Lorsque la qualité du crédit s'est détériorée dans une mesure telle que le recouvrement total (capital et intérêts) d'un prêt n'est pas raisonnablement assuré, celui-ci est considéré comme un prêt douteux. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés à la provision pour pertes. L'augmentation de la valeur comptable attribuable au passage du temps est présentée sous la rubrique «Intérêts sur les interventions financières» de l'état consolidé des résultats et la contrepartie correspondante est comptabilisée sous la rubrique «Provision pour pertes» de l'état consolidé des résultats.

Les biens saisis sont présentés à titre de prêts douteux et sont inscrits à leur juste valeur au moment de leur saisie. La réduction de la valeur comptable est alors comptabilisée. Toute réduction subséquente est imputée à la provision pour pertes.

La valeur comptable des prêts restructurés en prêts à taux d'intérêt réduit et en prêts sans intérêt est ramenée à la valeur actualisée des flux de trésorerie nets à recevoir en vertu des nouvelles dispositions, au taux d'intérêt effectif inhérent au prêt. La réduction de la valeur comptable résultant de la restructuration est imputée à la provision pour pertes. L'augmentation de la valeur comptable, attribuable au passage du temps, est comptabilisée à titre de revenu d'intérêts.

Les commissions pour compenser les coûts de montage de prêts encourus par la Société sont comptabilisées aux résultats sous la rubrique « Commissions d'engagement ».

#### Provision cumulée pour pertes

La provision cumulée pour pertes sur les prêts est présentée au bilan de la Société en réduction de la valeur des prêts. La provision représente, selon la Société, l'estimation la plus précise des montants prévisibles de pertes sur les prêts faisant partie de son portefeuille.

Les sociétés clientes sont classées selon sept catégories de risque définies par des critères de solvabilité et de crèdit; la catégorisation des entreprises est mise à jour de façon périodique. Une de ces catégories comprend les clients insolvables. Deux autres catégories désignent les entreprises dont l'insolvabilité semble probable à court terme. Tous les prêts douteux se retrouvent dans l'une de ces trois catégories. La provision pour pertes sur les interventions financières comprises dans ces trois catégories correspond au solde de l'intervention, diminué de la valeur de réalisation estimative des sûretés, auquel est appliqué un pourcentage d'ajustement découlant de l'historique de recouvrement à l'égard des entreprises faisant partie de ces catégories. Lorsqu'une entreprise classée dans l'une ou l'autre de ces catégories est en liquidation, qu'elle a cessé tout remboursement à la Société et que son redressement est improbable, une radiation est alors effectuée.

Les quatre autres catégories de risque englobent les entreprises dont la situation financière correspond à celle de la clientèle cible de la Société. Pour chacune de ces catégories, une provision de groupe est calculée par l'application d'un taux de provision au solde des interventions financières. Le taux de provision de chaque catégorie découle d'une analyse statistique à l'égard du nombre d'entreprises ayant fait l'objet d'un déclassement et de l'importance des pertes constatées ou devenues probables au cours des derniers exercices.

Les entreprises pour lesquelles les interventions financières affichent un solde cumulatif exceptionnellement élevé ou présentent des caractéristiques particulières font l'objet d'une analyse spécifique de la provision pour pertes, peu importe leur catégorie de risque.

Certains prêts peuvent faire l'objet d'une exonération de remboursement selon les conditions prévues au contrat de prêt. La provision pour pertes sur ces prêts intègre alors les risques inhérents au contrat de prêt en plus des risques d'insolvabilité décrits précèdemment.

#### **ACTIONS ET PARTS**

### Actions non participantes et parts privilégiées, avec modalités de remboursement

Les actions non participantes et parts privilégiées, avec modalités de remboursement sont classées dans la catégorie des actifs détenus jusqu'à échéance. Au moment de leur comptabilisation initiale, les actions non participantes et parts privilégiées, avec modalités de remboursement sont comptabilisées à leur juste valeur. Par la suite, celles-ci sont présentées au bilan consolidé au coût après amortissement, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus d'intérêts correspondants sont présentés sous la rubrique «Intérêts sur les interventions financières» de l'état consolidé des résultats. Tout écart entre la juste valeur et la contrepartie en trésorerie est comptabilisé immédiatement aux résultats au poste «Avantages conférés aux clients» sous la rubrique «Contributions financières».

Lorsque la qualité du crédit s'est détériorée dans une mesure telle que le recouvrement total des actions non participantes et parts privilégiées avec modalités de remboursement n'est pas raisonnablement assuré, celles-ci sont considérées comme étant des interventions financières douteuses. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés à la provision pour pertes. L'augmentation de la valeur comptable attribuable au passage du temps est présentée sous la rubrique «Intérêts sur les interventions financières» de l'état consolidé des résultats et la contrepartie correspondante est comptabilisée sous la rubrique «Provision pour pertes» de l'état consolidé des résultats.

La valeur comptable des prêts restructurés en actions non participantes avec modalités de remboursement est ramenée à la valeur actualisée des flux de trésorerie nets à recevoir en vertu des nouvelles dispositions, au taux d'intérêt effectif inhérent au prêt. La réduction de la valeur comptable résultant de la restructuration est imputée à la provision pour pertes. L'augmentation de la valeur comptable, attribuable au passage du temps, est comptabilisée à titre de revenu d'intérêts.

La provision cumulée pour pertes sur les actions non participantes et parts, avec modalités de remboursement est présentée au bilan de la Société en réduction de la valeur de ces actifs. La provision représente, selon la Société, l'estimation la plus précise des montants prévisibles de pertes sur les actions et parts avec modalités de remboursement faisant partie de son portefeuille. La provision pour pertes de ces dernières est déterminée selon les mêmes méthodes que la provision cumulée pour pertes sur les prêts.

Les commissions pour compenser les coûts de montage des actions non participantes et parts privilégiées, avec modalités de remboursement encourus par la Société sont comptabilisées aux résultats sous la rubrique «Commissions d'engagement».

### Actions non participantes et parts sans modalité de remboursement

Les actions non participantes et parts sans modalité de remboursement sont classées dans la catégorie des actifs disponibles à la vente. Au moment de leur comptabilisation initiale, elles sont comptabilisées à leur juste valeur. Par la suite, les actions non participantes et parts sans modalité de remboursement sont comptabilisées au coût puisqu'il n'existe pas de prix coté sur un marché actif pour celles-ci.

S'il existe une indication objective de dépréciation des actions non participantes et parts sans modalité de remboursement se traduisant par une baisse de valeur durable en deçà de son coût, celle-ci est présentée au bilan de la Société en réduction de la valeur comptable des actions non participantes et parts sans modalité de remboursement comptabilisée sous la rubrique « Provision pour pertes» de l'état consolidé des résultats. Ces pertes de valeur ne peuvent faire l'objet d'une reprise.

La valeur comptable des prêts restructurés en actions non participantes et en parts sans modalité de remboursement est ramenée à leur juste valeur en vertu des nouvelles dispositions indiquées au contrat. La réduction de la valeur comptable résultant de la restructuration est imputée à la provision pour pertes.

#### Actions participantes cotées en Bourse

La Société a choisi de classer les actions participantes cotées en Bourse dans la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction. Au moment de leur comptabilisation initiale et au cours des périodes ultérieures, les actions participantes cotées en Bourse acquises à la suite de l'exercice d'une option sont comptabilisées à leur juste valeur, établie selon le cours acheteur, et les frais de transaction sont comptabilisés directement dans les résultats, s'il y a lieu. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur ces titres ainsi que les revenus de dividendes sont comptabilisés aux résultats aux postes «Gain (perte) résultant de la variation de la juste valeur sur les actions participantes cotées en Bourse» et «Dividendes» sous la rubrique «Autres revenus».

Les actions participantes cotées en Bourse provenant de prêts restructurés sont comptabilisées à leur juste valeur. La différence entre la valeur comptable du prêt avant la restructuration et celle des actions fait l'objet d'une radiation.

### Actions participantes de sociétés privées

Les actions participantes de sociétés privées sont classées dans la catégorie des actifs disponibles à la vente. Au moment de leur comptabilisation initiale, les actions participantes de sociétés privées acquises à la suite de l'exercice d'une option sont comptabilisées à leur juste valeur. Celle-ci est basée sur la valeur comptable de l'entreprise visée. Par la suite, les actions participantes de sociétés privées sont présentées au coût puisqu'il n'existe pas de prix coté sur un marche actif pour celles-ci. Les gains réalisés sur ces titres sont présentés aux résultats sous la rubrique « Prime au risque - Options d'achat d'actions ». Les revenus de dividendes sont comptabilisés aux résultats au poste «Dividendes» sous la rubrique «Autres revenus».

S'il existe une indication objective de dépréciation des actions participantes de sociétés privées se traduisant par une baisse de valeur durable en deçà de son coût, celle-ci est présentée au bilan de la Société en réduction de la valeur des actions participantes de sociétés privées comptabilisées sous la rubrique «Provision pour pertes» de l'état consolidé des résultats. La provision représente. selon la Société, l'estimation la plus précise des montants prévisibles de pertes sur les actions participantes de sociétés privées faisant partie de son portefeuille. Ces pertes de valeur ne peuvent faire l'objet d'une reprise.

Les actions participantes de sociétés privées provenant de prêts restructures sont comptabilisées initialement à leur juste valeur et au coût par la suite. La juste valeur est basée sur la valeur comptable de l'entreprise visée. La différence entre la valeur comptable du prêt avant la restructuration et celle des actions est imputée à la provision pour pertes. Toute diminution subséquente de la valeur comptable des actions est aussi imputée à la provision pour pertes. Toute augmentation subséquente n'est constatée que lors de la vente des actions, à titre de gains sur disposition d'actions de l'exercice alors en cours.

#### GARANTIES

Les garanties sont classées dans la catégorie des autres passifs financiers. Au moment de leur comptabilisation initiale, les contrats de garantie sont comptabilisés à leur juste valeur. La Société comptabilise son engagement inconditionnel à se tenir prête à exécuter son obligation selon les conditions du contrat de la garantie sous la rubrique «Passif au titre de la garantie» qui figure au bilan, soit la valeur actualisée des honoraires de garantie à recevoir selon les taux du marché. La Société comptabilise également une créance au titre des honoraires de garantie à recevoir liée au contrat de la garantie sous la rubrique « Honoraires de garantie à

recevoir» qui figure au bilan, soit les honoraires de garantie à recevoir selon les dispositions contractuelles. Par la suite, le passif initial au titre de la garantie et la créance sont présentés au bilan consolidé au coût après amortissement, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tout écart entre la juste valeur du passif initial au titre de la garantie et la créance est comptabilisé immédiatement aux résultats au poste « Avantages conférés aux clients » sous la rubrique « Contributions financières ».

Le passif initial au titre de la garantie est constaté aux résultats sur la durée du contrat de garantie sous la rubrique « Honoraires de garantie» et l'augmentation de la valeur comptable, attribuable au passage du temps, est comptabilisée à titre de dépense d'intérêts. Les revenus d'intérêts liés aux honoraires de garantie à recevoir sont présentés sous la rubrique «Intérêts sur les interventions financières» de l'état consolidé des résultats.

Étant donne que la valeur comptable des garanties ne constitue pas une indication du montant maximal de l'obligation que la Société pourrait être tenue de verser à une tierce partie, la Société continue de considérer les garanties comme des instruments financiers hors bilan.

Une provision pour pertes est constatée en plus du passif initial au titre de la garantie, s'il y a lieu. Cette provision est déterminée selon les mêmes méthodes que la provision cumulée pour pertes sur les prêts. Des que la provision pour pertes devient plus élevée que le solde non amorti du passif initial au titre de la garantie, le passif au titre de la garantie doit être ajusté selon l'obligation éventuelle d'honorer l'engagement de la garantie. Le passif au titre de la garantie représente, selon la Société, l'estimation la plus précise des montants prévisibles de pertes sur les contrats de garantie faisant partie de son portefeuille.

Lorsque la qualité du crédit s'est détériorée dans une mesure telle que le recouvrement de la créance au titre des honoraires de garantie à recevoir n'est pas raisonnablement assuré, celle-ci est considérée comme une créance douteuse. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés à la provision pour pertes. L'augmentation de la valeur comptable attribuable au passage du temps est présentée sous la rubrique «Intérêts sur les interventions financières» de l'état consolidé des résultats et la contrepartie correspondante est comptabilisée sous la rubrique «Provision pour pertes» de l'état consolidé des résultats.

Les réclamations de garanties sont comptabilisées lorsque la Société en a autorisé le déboursement, dans la mesure où les conditions sont respectées. Les débours sont alors appliqués en réduction du passif au titre de la garantie et le solde des garanties est réduit d'autant. Lorsque la Société considère que des recouvrements sont raisonnablement assurés, le débours est comptabilisé à titre d'actif, conformément aux conventions comptables applicables, selon le cas, aux prêts, aux actions et aux parts.

Les commissions pour compenser les coûts de montage des contrats de garantie encourus par la Société sont comptabilisées aux résultats sous la rubrique « Commissions d'engagement ».

#### CONTRIBUTIONS RECOUVRABLES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC - AVANTAGES CONFÉRÉS AUX CLIENTS **ET AUTRES MONTANTS**

Le gouvernement du Québec contribue au financement de la Société en lui remboursant certaines contributions financières et les pertes sur certaines interventions financières, en lui versant une contribution au titre d'intérêts sur certaines interventions financières,

Les contributions recouvrables du gouvernement du Québec au titre des avantages conférés aux clients représentent les sommes recouvrables estimées par la Société. Ces sommes, qui sont considérées comme étant des actifs financiers non contractuels, reflétent l'écart entre la juste valeur et la contrepartie en trésorerie pour les prêts, actions et parts et tout écart entre la juste valeur de la créance et du passif au titre de la garantie pour la portion des interventions financières dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec. La contribution du gouvernement, s'il y a lieu, est comptabilisée immédiatement aux résultats sous la rubrique «Contributions financières assumées par le gouvernement du Québec». Cette contribution donne lieu à la creation de l'actif « Contributions recouvrables du gouvernement du Québec - Avantages conférés aux clients » au bilan consolidé. Par la suite, cet actif est présenté au bilan consolidé au coût après amortissement, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le revenu correspondant est présenté au poste «Réévaluation des contributions au titre des avantages conférés aux clients» sous la rubrique «Intérêts sur les interventions financières et réévaluation des contributions au titre des avantages confèrés aux clients» de l'état consolide des résultats.

#### **IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties à compter de leur mise en service, en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux suivants:

331/3 % Matériel informatique Mobilier de bureau 10% Améliorations locatives 1000

#### ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE DÉFINIE

Les logiciels et les développements informatiques sont comptabilisés au coût. Ils sont amortis à compter de leur mise en service, en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux suivants

Logiciels 331/3 % Développements informatiques 20%

#### DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Les actifs à long terme sont examinés régulièrement par la direction pour déterminer si leur valeur a subi une réduction quand des événements ou des changements de situation laissent supposer que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La dépréciation est évaluée en comparant la valeur comptable d'un actif avec les flux de trésorerie futurs non actualisés prévus à l'utilisation ainsi qu'avec sa valeur résiduelle. Si l'on considère que la valeur des actifs a subi une dépréciation, celle-ci est imputée aux résultats de la période au cours de laquelle elle est déterminée. Cette dépréciation représente l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur de l'actif. L'estimation des flux de trésorerie futurs fait appel à l'exercice du jugement professionnel et peut varier dans le temps.

#### TERRAIN DÉTENU À DES FINS DE DÉCONTAMINATION

La Société assume, avec une tierce partie, la responsabilité de la décontamination et de l'assainissement d'un terrain et en effectue également la location. Le terrain est évalué au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

#### **EMPRUNTS**

Les emprunts sont classés dans la catégorie des autres passifs financiers. Au moment de leur comptabilisation initiale, les emprunts, à l'exception des avances du gouvernement du Québec qui sont comptabilisées au coût, sont comptabilisés à leur juste valeur. Par la suite, les emprunts sont présentés au bilan consolidé au coût après amortissement, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais d'intérêts correspondants sont présentés sous la rubrique « Dépenses d'intérêts » de l'état consolidé des résultats. Tout écart entre la juste valeur des billets à payer aux immigrants investisseurs et la contrepartie en trésorerie est reporté au bilan sous la rubrique «Avantages perçus d'ayance confèrés par les immigrants investisseurs». Ce montant est ensuite constaté progressivement aux résultats et constaté comme revenu sous la rubrique «Avantages conférés par les immigrants investisseurs». au fur et à mesure que la Société encourt les dépenses qu'elle s'est contractuellement engagée à faire avec ces sommes.

Les frais d'émission, les escomptes et les primes sont comptabilisés dans la valeur comptable des emprunts à long terme et ils sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des frais d'émission, des escomptes et des primes est présenté aux postes «Amortissement des frais d'émission sur les emprunts à long terme» et «Amortissement des primes (escomptes) sur les emprunts à long terme » sous la rubrique « Dépenses d'intérêts » de l'état consolidé des résultats.

#### CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AU TITRE D'INTÉRÊTS (POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007)

La contribution du gouvernement du Québec au titre d'intérêts se rapporte aux interventions financières à rendement réduit ou nul et dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Quêbec. Elle correspond généralement à l'excédent du coût moyen d'emprunt mensuel de la Société sur le rendement de ces interventions.

#### PRIMES AU RISQUE

Au moment de l'autorisation d'une intervention financière, la Société peut exiger de l'entreprise cliente une prime qui varie selon la nature du risque. La prime sous forme d'options d'achat d'actions est un instrument financier dérivé et, à ce titre, est comptabilisée à la juste valeur. Les gains réalisés et non réalisés qui en résultent sont portés aux résultats sous la rubrique «Primes au risque - Options d'achat d'actions». La prime sous forme de participation aux bénéfices et les autres primes sont comptabilisées au moment où elles deviennent exigibles selon le contrat.

Les options d'achat d'actions ayant une juste valeur positive figurent sous la rubrique « Autres éléments d'actif ».

Les gains sur disposition d'actions acquises à la suite de l'exercice d'une option sont présentés sous la rubrique « Primes au risque - Options d'achat d'actions » des résultats de la Société.

#### CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

Les contributions financières sont constituées de contributions au titre des avantages conférés aux clients, de contributions financières non remboursables et de contribution, financières à remboursement conditionnel.

Les contributions au titre des avantages conférés aux clients sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel la Société a constaté un écart entre la juste valeur des prêts et des actions et parts avec modalités de remboursement et la contrepartie en trésorerie, et un écart entre la juste valeur du passif au titre de la garantie et les honoraires de garantie à recevoir.

Les contributions financières aux entreprises sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel la Société en a autorisé le déboursement, dans la mesure où les conditions sont respectées. Les contributions financières à Emploi-Québec sont comptabilisées aux résultats de l'exercice au cours duquel la dépense correspondante a été encourue par celui-ci. Les contributions financières au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel sa partie des revenus générés par le placement est comptabilisée. La Société juge alors acquise la contribution correspondante du gouvernement du Québec pour les contributions financières que celui-ci assume, et celle-ci est comptabilisée au cours de ce même exercice.

Les recouvrements ultérieurs de contributions financières à remboursement conditionnel sont inscrits dans les résultats de l'exercice alors en cours. Le remboursement au gouvernement du Québec qui s'applique est également inscrit dans les résultats de l'exercice alors en cours.

#### HONORAIRES D'INTERMÉDIAIRES FINANCIERS

La Société verse, par l'entremise d'une de ses filiales, des honoraires à des intermédiaires financiers pour le démarchage d'immigrants investisseurs, pour la recherche d'entreprises à recommander pour l'octroi d'une contribution financière non remboursable ainsi que pour la fermeture de dossiers d'immigrants investisseurs.

Les honoraires relatifs au démarchage d'un immigrant investisseur et les honoraires relatifs à la recherche d'une entreprise à recommander sont comptabilisés aux résultats lors de l'acceptation de l'intervention financière par l'entreprise (les honoraires relatifs au démarchage d'un immigrant investisseur étaient reportés et virés aux résultats sur une période correspondant à la durée des placements, soit cinq ans, selon la méthode de l'amortissement linéaire pour l'exercice terminé le 31 mars 2007). Les honoraires relatifs à la fermeture du dossier de l'immigrant investisseur sont comptabilisés à la date de fermeture du dossier lorsque les services sont rendus par l'intermédiaire financier.

#### INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des actifs et des passifs financiers détenus à des fins de transaction. En plus des options d'achat d'actions qui sont incluses dans les primes au risque, la Société détient d'autres instruments financiers dérivés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt et du risque de taux de change découlant de positions figurant au bilan et hors bilan. Ces autres instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, et les gains ou les pertes qui en résultent sont portés aux résultats, au poste « Perte nette sur les instruments financiers dérivés » sous la rubrique « Autres revenus ».

Les instruments financiers dérivés ayant une juste valeur positive figurent à l'actif, tandis que ceux qui ont une juste valeur négativ figurent au passif, respectivement aux postes «Actifs liés aux instruments financiers dérivés» et «Passifs liés aux instrument financiers dérivés», présentés sous les rubriques «Autres éléments d'actif» et «Autres éléments de passif».

#### **CONVERSION DE DEVISES**

Les éléments d'actif et de passif monétaires et les garanties exprimées en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les dépenses libellés en devises sont, pour leur part, convertis en dollar canadiens selon le taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et les pertes de change sont constatés au résultats sous chacune des rubriques qui a occasionné le gain ou la perte de change.

#### RÉGIMES DE RETRAITE

La Société cotise à des régimes de retraite gouvernementaux interentreprises à prestations déterminées. Toutefois, ces cotisation sont comptabilisées selon les normes comptables relatives aux régimes à cotisations déterminées, compte tenu que la Société ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

De plus, la Société a institué un régime de rentes d'appoint facultatif afin de verser des prestations de retraite à certains membres de la haute direction en sus des prestations du régime de retraite de base. Le coût des prestations de retraite accumulées par ces derniers est établi par calculs actuariels selon la méthode des prestations déterminées au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la direction sur le rendement prévu des placements des régimes, la progression des salaires et l'âge de départ des employés.

#### 3. MODIFICATIONS FUTURES AUX CONVENTIONS COMPTABLES EN RAISON DES NORMES COMPTABLES QUI SERONT ADOPTÉES PAR LA SOCIÉTÉ

#### **ÉCARTS D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS**

En février 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié le chapitre 3064, intitulé «Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Cette nouvelle norme comptable renforce l'approche selon laquelle les actifs sont comptabilisés seulement s'ils répondent à la définition d'un actif et aux critères de comptabilisation d'un actif. Elle clarifie aussi l'application du concept de rapprochement des charges aux produits, de façon à éliminer la pratique consistant à comptabiliser à titre d'actifs des éléments qui ne répondent pas à la définition d'un actif ni aux critères de comptabilisation d'un actif. Cette norme doit être appliquée par Investissement Quèbec au plus tard le 1er avril 2009.

La direction de la Société prévoit que l'application de cette norme n'aura pas d'incidence sur ses états financiers.

### NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards - IFRS). Ainsi, la Société devra effectuer un passage vers un ensemble unique de normes reconnues mondialement qui remplaceront les principes comptables généralement reconnus du Canada. Ces normes doivent être appliquées par Investissement Québec au plus tard le 1er avril 2011.

La Société a amorcé un projet pour évaluer quelle sera l'incidence de l'application de ces normes sur ses états financiers.

# VALEUR COMPTABLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE

Les instruments financiers sont comptabilisés au bilan consolidé à la juste valeur ou au coût après amortissement selon les catégories définies par les normes comptables relatives aux instruments financiers publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agrées.

La valeur comptable des instruments financiers de chacune des catégories se détaille comme suit:

							2009
	Instruments financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Passifs financiers autres que ceux détenus à des fins de transaction	Total
Actifs financiers							
Encaisse	2 972			-			2 972
Placements temporaires	71 019		_	and the same			71 019
Placements	_		174 094	2 736 947			2 911 041
Prêts			_	610 496			610 496
Actions		873	8 402		43 744		53 019
Parts			768		626		1 394
Honoraires de garantie à recevoir Contributions recouvrables du gouvernement du Québec – Avantages conférés aux clients			-	124 438	-		124 438
et autres montants Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement				957 767			957 767
du Québec				622 552			622 552
Autres éléments d'actif	9 138	-	-	3 684	San Carried		12 822
	83 129	873	183 264	5 055 884	44 370	-	5 367 520
Passifs financiers						Any and a second a	
Emprunts à court terme					-	472 100	472 100
Emprunts à long terme						3 853 733	3 853 733
Intérêts échus et courus						9 968	9 968
Passif au titre de la garantie						358 531	358 531
Autres éléments de passif	35 461					25 814	61 275
	35 461	when the same of	***	The state of the s	The second second		4 755 607

# VALEUR COMPTABLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE

Les instruments financiers sont comptabilisés au bilan consolide à la juste valeur ou au coût après amortissement selon les catégories définies par les normes comptables relatives aux instruments financiers publices par l'Institut Canadien des Comptables Agrèces.

La valeur comptable des instruments financiers de chacune des catégories se détaille comme suit

							2009
	instruments financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction	Actifs financiers disponibles à la vente	Prēts et créances	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Passifs financiers autres que ceux détenus à des fins de transaction	Total
Actifs financiers							
Encaisse	2 972						2 972
Placements temporaires	71 019						71 019
Placements			174 094	2 736 947			2 911 041
Prēts				610 496			610 496
Actions		873	8 402		43 744		53 019
Parts			768		626		1 394
Honoraires de garantie à recevoir Contributions recouvrables du gouvernement du Québec – Avantages conférés aux clients				124 438			124 438
et autres montants Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement				957 767			957 767
du Québec				622 552			622 552
Autres éléments d'actif	9 138	171	-	3 684			12 822
	83 129	873	183 264	5 055 884	44 370		5 367 520
Passifs financiers							0 00: 010
Emprunts à court terme						472 100	472 100
Emprunts à long terme						3 853 733	3 853 733
Interêts echus et courus						9 968	9 968
Passif au titre de la garantie						358 531	358 531
Autres elements de passif	35 461					25 814	61 275
	35 461					4 720 146	4 755 607

## 4. VALEUR COMPTABLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE (SUITE)

	Instruments financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Passifs financiers autres que ceux détenus à des fins de transaction	2008
Actifs financiers							
Encaisse	1 946						1 946
Placements temporaires	97 487						97 487
Placements			154 965	2 721 834			2 876 799
Préts			-	560 561			560 561
Actions		3 017	8 564	300 301	43 989		55 570
Parts			821		1 098		1 919
Honoraires de garantie à recevoir			-	115 232	1 030		115 232
Contributions recouvrables du gouvernement du Québec  – Avantages conférés aux clients et autres montants							
Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec				810 910			810 910
Autres éléments d'actif				453 610			453 610
Autres elements d'actir	3 264			4 181	=		7 445
	102 697	3 017	164 350	4 666 328	45 087		4 981 479
Passifs financiers							
Emprunts à court terme						255 800	255 800
Emprunts à long terme						3 778 372	3 778 372
Intérêts échus et courus						17 747	17 747
Passif au titre de la garantie						250 683	250 683
Autres eléments de passif	7 352					24 271	31 623
	7 352	-			_	4 326 873	4 334 225

## 5. PLACEMENTS TEMPORAIRES

	2 742	
Bon du Trèsor du Nouveau-Brunswick, 0,61%, échéant en avril 2009 Bon du Trèsor de Terre-Neuve et du Labrador, 0,63%, échéant en mai 2009 Billets de trésorerie	1 249 2 742	
		19 7
Placements temporaires dont l'échéance excéde trois mois suivant la date d'acquisition : Billet à terme au porteur, 2,70%, échéant en mai 2009	6 570	
Bons du Trésor du Canada, de 0,37 % à 0,44 %, échéant entre avril et septembre 2009	6 579	16 70
Bon du Tresor de l'Ontario, 0,40%, échéant en août 2009	7 127	16 70
Bon du Trésor du Nouveau-Brunswick, 0,77 %, échéant en juin 2009	100	
	99	
Bons du Trésor de Terre-Neuve et du Labrador, de 0,63 % à 0,71 %, échéant entre avril et juin 2009	5 359	
Acceptations bancaires		7 45
	71 019	97 48

## 6. PLACEMENTS

	3 077 077	3 010 516
Société satellite – Canadair Québec Capital S.E.N.C., à la valeur de consolidation	25	25
Actions non cotées de sociétés agissant à titre de commandités	5	
	166 006	133 687
Parts de sociétés en commandite (1)		15
Actions et autres titres de participation Titres du marché monétaire – Fonds commun de placement	87 396	57 242
valeur nominale de 81,0 millions de dollars.	86 698	97 708
Obligations et autres titres de créance, de 3,25 % à 11,40 %, échéant entre juin 2009 et juin 2022,		- 1 - 1 - 9 - 1
Billets à recevoir du gouvernement du Québec, de 2,84% à 4,94%, échéant entre avril 2009 et mars 2014, valeur nominale de 3,0 milliards de dollars.	2 736 947	2 721 834
	2009	2008

Le montant des placements libellès en dollars américains totalise 30.5 millions en dollars canadiens au 31 mars 2009 (23,2 millions au 31 mars 2008) et le montant des placements libellès en d'autres devises s'élève à 8,2 millions de dollars canadiens aux 31 mars 2009 et 2008.

## 5. PLACEMENTS TEMPORAIRES

	2009	2008
Placements temporaires dont l'echeance n'excede pas trois mois suivant la date d'acquisition :		
Acceptations bancaires, de 0,49% à 0,51%, echéant en avril 2009	25 435	8 260
Certificats de dépôt, de 0,45% à 0,58%, échéant en avril et en mai 2009	7 231	5 801
Billet a escompte, 0,30%, echeant en mai 2009	944	2 241
Bons du Tresor du Canada, de 0,36% à 0,49%, échéant en avril 2009	6 913	37 264
Bons du Tresor de l'Ontario, de 0,57 % à 0,67 %, echeant en avril et en mai 2009	7 241	
Bon du Trésor du Nouveau-Brunswick, 0,61%, echeant en avril 2009	1 249	
Bon du Trésor de Terre-Neuve et du Labrador, 0,63%, échéant en mai 2009	2 742	
Billets de tresorerie		19 756
Placements temporaires dont l'echeance excède trois mois suivant la date d'acquisition :		
Billet à terme au porteur, 2,70 %, echéant en mai 2009	6 579	
Bons du Tresor du Canada, de 0,37 % a 0,44 %, echeant entre avri, et seprembre 2009	7 127	16 708
Bon du Tresor de l'Ontario, 0,40%, echeant en août 2009	100	
Bon du Tresor du Nouveau-Brunswick, 0,77 %, echeant en j 2009	99	
Bons du Trèsor de Terre-Neuve et du Labrador, de 0.63 % à 0.71 %, écheant entre avril et juin 2009	5 359	
Acceptations bancaires		7 457
	71 019	97 487

## 6. PLACEMENTS

	2009	2008
Billets a recevoir du gouvernement du Québec, de 2,84 % à 4,94 %, échéant entre avril 2009 et mars 2014, valeur nominale de 3,0 milliards de doilars.  Obligations et autres titres de créance, de 3,25 % à 11,40 %, échéant entre juin 2009 et juin 2022,	2 736 947	2 721 834
valeur nominale de 81,0 millions de dollars. Actions et autres titres de participation	86 698	97 708
Titres du marché monétaire – Fonds commun de placement	87 396	57 242 15
Parts de sociétés en commandite (1)	166 006	133 687
Actions non cotées de sociétés agissant à titre de commandités. Société satellite – Canadair Québec Capital S.E.N.C., à la valeur de consolidation	5 25	
	3 077 077	

Le montant des placements libellés en dollars américains totalise 30.5 millions en dollars canadiens au 31 mars 2009 (23,2 millions au 31 mars 2008) et le montant des placements libellés en d'autres devises sélève à 8,2 millions de dollars canadiens aux 31 mars 2009 et 2008.

#### L'ECHEANCIER DES PLACEMENTS SE DÉTAILLE COMME SUIT:

	3 077 077
Aucune echéance	2 989 651 87 426
De 10 à 20 ans	791
De 5 à 10 ans	170 428
De 4 a 5 ans	486 592
De 3 a 4 ans	614 776
De 2 a 3 ans	503 212
De 1 a 2 ans	507 071
Moins de 1 an	706 781

<sup>(1)</sup> En tout lemps au cours de la période de renonciation au rendement certains autres commanditaires ont une option d'achat de certaines parts detennes par la Seciete, un prix payé initialement plus 6 de rendement par année depuis la daie de leur acquisition. A compter du 3 exercice financier suivant la période de renonciation au rendement, ces autres commanditaires ont egals ment une option d'achat peur un prix égal au plus élevé de la juste valeur ou de la valeur comptable.

#### LES GAINS (PERTES) NON RÉALISÉS SUR LES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE SE DÉTAILLENT COMME SUIT:

- Fonds commun de placement				-			
Actions et autres titres de participation Titres du marché monétaire	106 657	1 982	(21 243)	86 698 87 396	95 973 54 449	1 735 2 793	97 708 57 242
Obligations et autres tifres de creances	Coût 84 628	Gains non realises	Pertes non réalisées (243)	Juste valeur	Coût	Gains nets des pertes non realises	Juste valeur

Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalues periodiquement afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation autre que temperaire. Les pertes non realisées sur ceux-ci sont principalement imputables à la fluctuation des prix sur le marche ou aux variations de change. La Société à la capacité et l'intention de détenir ces actifs pendant une periode suffisante afin de permettre tout reconvrement de leur juste valeur. Au 31 mars 2009, la Société à comptabilisé des baisses de valeur durables pour un montant de 1,4 million de dollars (aucune baisse de valeur durable au 31 mars 2008).

#### PRÊTS. DÉDUCTION FAITE DE LA PROVISION CUMULÉE POUR PERTES

			2009	2008
	Dont les pertes ne sont pas remboursées par le gouvernement du Québec	Dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec	Total	Total
PRETS				
Portant interet (11/2) (9)				
Taux fixe (10)(4)	922	278 794	279 716	161 299
Taux variable (5):	52 617	134 267	186 884	126 968
	53 539	413 061	466 600	288 267
Sans interet (f), (f) (s) (f)	697	192 566	193 263	337 720
Douteux	20 861	439 895	460 756	354 253
	75 097	1 045 522	1 120 619	980 240
PROVISION CUMULEE POUR PERTES				
Prets portant intéret	(7 280)	(104 990)	(112 270)	(72 631)
Prēts sans interēt	(166)	(25 436)	(25 602)	(86 182)
Prets douteux (10)	(15 821)	(356 430)	(372 251)	(260 866)
	(23 267)	(486 856)	(510 123)	(419 679)
	51 830	558 666	610 496	560 561
LES ENCAISSEMENTS DE CAPITAL ET DE REDEVANCES PRÉVUS SUR LES PRÊTS, SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES. SE DÉTAILLENT COMME SUIT:				
Moins de 1 an	19 297	97 460	116 757	106 643
De 1 a 2 ans	16 718	144 996	161 714	95 996
De 2 a 3 ans	13 021	126 086	139 107	128 968
De 3 a 4 ans	11 011	133 787	144 798	120 841
De 4 a 5 ans	8 305	125 376	133 681	96 163
De 5 a 10 ans	8 187	538 318	546 505	486 335
De 10 a 20 ans	675	365 598	366 273	236 445
Plus de 20 ans.		197 709	197 709	76 900
	77 214	1 729 330	1 806 544	1 348 291
LES PRÉTS EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRAC- TUELLES, MAIS NON DOUTEUX, SE DÉTAILLENT COMME SUIT:				
Moins de 30 jours	6 841	6 445	13 286	
De 30 a 90 jours	1 263	2 433	3 696	
Plus de 90 jours	2	527	529	
	8 106	9 405	17 511	

(1014) sompris des contributions temboursables par redevances de 194 millions de dollars au 31 mars 2009 (aucune au 31 mars 2008)

Les tanx d'intérêt fixes effectifs se siment entre 4,97 et 18,58 au 31 mars 2009 jenire 4,21 et 17,19% au 31 mars 2008)
 Les tanx d'intérêt fixes effectifs correspondent au toux des bons du Tresar du Canada qui est de 0,15% plus une prime pour tonn compacida risque, qui se situe entre 2,31% et 17,00% au 31 mars 2009 jenire 6,185% et prime entre 1,90% et 12,23% au 31 mars 2008)
 Les tanx d'intérêt fixes contractuels se situent entre 0,75% et 15,00% au 31 mars 2009 jenire 2,75% et 15,00% au 31 mars 2008)
 Y compris des contributions rendomesables par redevances de 179,8 millions de dobtes au 31 mars 2009 fixe 4 millions au 31 mars 2008.
 Le tanx d'intérêt variable contractuel de la Societé est de 4,00% plus une prime pour teur croupte du risque qui se situe entre 4,90% et 19,18% au 31 mars 2008).
 Les tanx d'intérêt effectifs se situent entre 4,90% et 19,18% au 31 mars 2008 (au 19,18% au 31 mars 2008).
 Ces prêts ne portent pas intérêt pour les sociétés cheures. Tourchais d'acis le cas des prêts dout les portes sont traiboursées par le genvernement du chête, ce dernier verse à la Société une contribution à la mars 2008 (au 19,18% au 31 mars 2008).
 Aucune contribution remboursable par redevances au 31 mars 2009 (au 31 mars 2008).
 Y compris la valeur comptable des prêts restructures au cours de l'exerces, qui aureient autoeuent été douieux, d'un montant de 16,9 millions de doilars qu' 31 mars 2009.

	3 077 077
Aucune échéance	2 989 651 87 426
De 10 à 20 ans	791
De 5 à 10 ans	170 428
De 4 à 5 ans.	486 592
De 3 à 4 ans	614 776
De 2 à 3 ans	503 212
De 1 à 2 ans	507 071
Moins de 1 an	706 781
L'ÉCHÉANCIER DES PLACEMENTS SE DÉTAILLE COMME S	UIT:

(1) En tout temps au cours de la periode de rénonciation au rendement, certains autres commanditaires ont une option d'achai de certaines parts détenues par la Société, au prix payé initialement plus 6 % de rendement par année depuis la date de leur acquisition. À compter du 3° exercice financier suivant la période de renonciation au rendement, ces autres commanditaires ont également une option d'achat pour un prix égal au plus éleve de la juste valeur ou de la valeur comptable.

#### LES GAINS (PERTES) NON RÉALISÉS SUR LES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE SE DÉTAILLENT COMME SUIT:

				2009			2008
	Coût	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Juste valeur	Cout	Gains nets des pertes non réalisés	Juste valeur
Obligations et autres titres de créances	84 628	2 313	(243)	86 698	95 973	1 735	97 708
Actions et autres titres de participation	106 657	1 982	(21 243)	87 396	54 449	2 793	57 242
Titres du marché monétaire							3/ 575
- Fonds commun de placement	Contract.	1			15		15
	191 285	4 295	(21 486)	174 094	150 437	4 528	154 965

Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués périodiquement afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation autre que temporaire. Les pertes non réalisées sur ceux-ci sont principalement imputables, à la fluctuation des prix sur le marché ou aux variations de change. La Société a la capacité et l'intention de détenir ces actifs pendant une période suffisante afin de permettre tout recouvrement de leur juste valeur. Au 31 mars 2009, la Société a comptabilisé des baisses de valeur durables pour un montant de 1,4 million de dollars (aucune baisse de valeur durable au 31 mars 2008).

## PRÊTS, DÉDUCTION FAITE DE LA PROVISION CUMULÉE POUR PERTES

PROVISION CUMULÉE POUR PERTES Prêts ans interêt (11,03) (12,03) (12,04) (12,04) (12,04) (12,04) (12,04) (13,04) (13,04) (14,04) (15,04				2009	2008
Protrant intéret (ILLE) ON Taux five (ILLE) ON Taux variable (ILLE) ON Taux va		ne sont pas remboursées par le gouvernement	sont remboursées par le gouvernement	Total	Total
Taux fixe (III-14) Taux variable (S) Table (S) Taux variable (S) Taux variable (S) Taux variable (S) Table (S) Taux variable (S) Taux vari	PRÊTS				
Taux variable (5) 52 617 134 267 186 884 126 968  Taux variable (5) 7 134 267 186 884 126 968  Sans interest (6) (7) (8) (9) 697 192 566 193 263 337 720  Doubteux 20 861 439 895 460 756 354 253  75 097 1 045 522 1 120 619 980 240  PROVISION CUMULÉE POUR PERTES  Prets portant interest (166) (25 436) (25 602) (86 182)  Prets sans interest (166) (25 436) (25 602) (86 182)  Prets douteux (10) (15 821) (356 430) (372 251) (260 866)  (23 267) (486 856) (510 123) (419 679)  LES ENCAISSEMENTS DE CAPITAL ET DE REDEVANCES PRÈVUS  SUR LES PRÈTS, SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES.  SE DÉTAILLENT COMME SUIT:  Moms de 1 an 19 297 97 460 116 757 106 643  De 2 a 3 ans 13 021 126 086 139 107 128 988  De 2 a 3 ans 13 021 126 086 139 107 128 988  De 3 a 4 ans 11 011 133 787 144 798 120 841  De 4 à 5 ans 8 305 125 376 133 681 96 163  De 5 à 10 ans 8 187 538 318 546 505 486 335  De 10 a 20 ans 675 365 598 366 273 236 445  Plus de 20 ans 77 214 1729 330 1 806 544 1 348 291  LES PRÈTS EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES.  TUELLES, MAIS NON DOUTEUX, SE DÉTAILLENT COMME SUIT:  Moins de 10 jours 6841 6445 13 286  De 30 a 90 jours 6841 6445 13 286  De 30 a 90 jours 6841 6445 13 286  De 30 a 90 jours 1 263 2 433 3 696  Plus de 90 jours 2 2527 529	Portant interêt (1) (2) (9)				
Sans interest (Mi (7) (Mi	Taux fixe (3) (4)	922	278 794		
Sans interet (Mi (7) (Mi (9))  Douteux 20 861 439 895 460 756 354 253  75 097 1 045 522 1 120 619 980 240  PROVISION CUMULÉE POUR PERTES  Prêts portant interet (7 280) (104 990) (112 270) (72 631 (15 821) (356 430) (372 251) (260 866 (15 821) (356 430) (372 251) (372 25	Taux variable (5)	52 617	134 267	186 884	126 968
Doubteux   20 861   439 895   460 756   354 253   75 097   1 045 522   1 120 619   980 240		53 539	413 061	466 600	288 267
75 097 1 045 522 1 120 619 980 240  PROVISION CUMULÉE POUR PERTES  Prêts portant intérêt (7 280) (104 990) (112 270) (72 631)  Prêts sans intérêt (166) (25 436) (25 602) (86 182 (15 821) (356 430) (372 251) (260 866)  (23 267) (486 856) (510 123) (419 679)  LES ENCAISSEMENTS DE CAPITAL ET DE REDEVANCES PRÊVUS SUR LES PRÊTS, SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES.  SE DÉTAILLENT COMME SUIT:  Moins de 1 an 19 297 97 460 116 757 106 643  De 2 à 3 ans 13 021 126 086 139 107 128 968  De 3 à 4 ans 13 021 126 086 139 107 128 968  De 3 à 4 ans 11 011 133 787 144 798 120 841  De 4 à 5 10 ans 8187 538 318 546 505 486 505 486 485  Plus de 20 ans - 197 709 197 709 76 900  TOTALLES PRÊTS EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES.  TUELLES, MAIS NON DOUTEUX, SE DÉTAILLENT COMME SUIT:  Moins de 30 jours 6841 6 445 13 286  De 30 a 90 jours 6841 6 445 13 286  Plus de 90 jours 6841 6 445 13 286  Plus de 90 jours 2 2 527 529	Sans interêt (6) (7) (8) (9)	697	192 566	193 263	337 720
PROVISION CUMULÉE POUR PERTES  Prêts portant intérêt  (7 280) (104 990) (112 270) (72 631)  Prêts portant intérêt  (166) (25 436) (25 602) (86 182 (15 821) (356 430) (372 251) (260 866)  (23 267) (486 856) (510 123) (419 679)  (23 267) (486 856) (510 123) (419 679)  (25 806) (510 123) (419 679)  (25 807) (486 856) (510 123) (419 679)  (26 807) (486 856) (510 123) (419 679)  (27 807) (486 856) (510 123) (419 679)  (28 807) (486 856) (510 123) (419 679)  (29 807) (486 856) (510 123) (419 679)  (29 807) (486 856) (510 123) (419 679)  (20 807) (486 856) (510 123) (419 679)  (20 807) (486 856) (510 123) (419 679)  (20 807) (486 856) (510 123) (419 679)  (20 807) (486 856) (510 123) (419 679)  (20 807) (486 856) (510 123) (419 679)  (20 807) (486 856) (510 123) (419 679)  (20 807) (486 856) (510 123) (419 679)  (20 807) (486 856) (510 123) (419 679)  (20 807) (419 679) (510 123) (419 679)  (20 807) (486 856) (510 123) (419 679)  (20 807) (486 856) (510 123) (419 679)  (20 807) (419 679) (419 679) (419 679) (419 679)  (20 807) (486 856) (510 123) (419 679)  (20 807) (419 679) (419 679) (419 679) (419 679) (419 679)  (20 807) (486 856) (510 123) (419 679)  (20 807) (419 679)	Douteux	20 861	439 895	460 756	354 253
Prêts portant intérêt (7 280) (104 990) (112 270) (72 631) (72 631) (25 436) (25 502) (86 182 (25 436) (25 502) (86 182 (25 436) (25 502) (260 866) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679)		75 097	1 045 522	1 120 619	980 240
Prêts portant intérêt (7 280) (104 990) (112 270) (72 631) (72 631) (25 436) (25 502) (86 182 (25 436) (25 502) (86 182 (25 436) (25 502) (260 866) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679) (23 267) (486 856) (510 123) (419 679)	PROVISION CUMULÉE POUR PERTES		The same of		
Prêts douteux (10) (15 821) (356 430) (372 251) (260 866 (23 267) (486 856) (510 123) (419 679 51 830 558 666 610 496 560 561 51 830 558 666 610 496 560 561 51 830 558 666 610 496 560 561 51 830 558 666 610 496 560 561 51 830 558 666 610 496 560 561 51 830 558 666 610 496 560 561 51 830 558 666 610 496 560 561 51 830 558 666 610 496 560 561 51 830 558 666 610 496 560 561 51 830 558 666 610 496 560 561 51 830 558 666 610 496 560 561 51 830	Prêts portant intérêt	(7 280)	(104 990)	(112 270)	(72 631)
(23 267) (486 856) (510 123) (419 679)  51 830 558 666 610 496 560 561  LES ENCAISSEMENTS DE CAPITAL ET DE REDEVANCES PRÉVUS SUR LES PRÊTS, SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES. SE DÉTAILLENT COMME SUIT:  Moins de 1 an 19 297 97 460 116 757 106 643  De 1 à 2 ans 16 718 144 996 161 714 95 996  De 2 à 3 ans 13 021 126 086 139 107 128 968  De 3 à 4 ans 11 011 133 787 144 798 120 841  De 4 à 5 ans 8305 125 376 133 681 96 163  De 5 à 10 ans 8187 538 318 546 505 486 335  De 10 à 20 ans 675 365 598 366 273 236 445  Plus de 20 ans 77 214 1 729 330 1 806 544 1 348 291  LES PRÊTS EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES, MAIS NON DOUTEUX, SE DÉTAILLENT COMME SUIT:  Moins de 30 jours 6841 6 445 13 286  De 30 a 90 jours 1263 2 433 3 696  Plus de 90 jours 2 527 529	Prêts sans interêt	(166)	(25 436)	(25 602)	(86 182)
STATE   STAT	Prêts douteux (10)	(15 821)	(356 430)	(372 251)	(260 866)
LES ENCAISSEMENTS DE CAPITAL ET DE REDEVANCES PRÈVUS SUR LES PRÊTS, SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES. SE DÉTAILLENT COMME SUIT:  Moins de 1 an 19 297 97 460 116 757 106 643 10 12 2 ans 16 718 144 996 161 714 95 996 10 2 a 3 ans 13 021 126 086 139 107 128 968 10 2 a 3 ans 13 021 126 086 139 107 128 968 10 2 a 3 ans 11 011 133 787 144 798 120 841 10 11 133 787 144 798 120 841 10 11 133 787 144 798 120 841 10 11 133 787 144 798 120 841 10 2 3 3 3 3 3 3 660 273 236 445 10 3 3 3 3 3 696 10 3 2 527 529 10 3 2 527 529		(23 267)	(486 856)	(510 123)	(419 679)
SUR LES PRÊTS, SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES.         SE DÉTAILLENT COMME SUIT:       19 297       97 460       116 757       106 643         De 1 à 2 ans       16 718       144 996       161 714       95 996         De 2 a 3 ans       13 021       126 086       139 107       128 968         De 3 a 4 ans       11 011       133 787       144 798       120 841         De 4 à 5 ans       8 305       125 376       133 681       96 163         De 5 à 10 ans       8 187       538 318       546 505       486 335         De 10 a 20 ans       675       365 598       366 273       236 445         Plus de 20 ans       - 197 709       197 709       76 900         77 214       1 729 330       1 806 544       1 348 291     LES PRÊTS EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES, MAIS NON DOUTEUX, SE DÉTAILLENT COMME SUIT:  Moins de 30 jours        6 841       6 445       13 286         De 30 a 90 jours       6 841       6 445       13 286         De 30 a 90 jours       2 527       529		51 830	558 666	610 496	560 561
De 1 à 2 ans De 2 à 3 ans De 2 à 3 ans De 3 à 4 ans De 4 à 5 ans De 4 à 5 ans De 10 à 20 ans De 10 à 20 ans Plus de 20 ans De 30 à 90 jours De 30 à 90 jours De 4 à 5 ans De 3 à 4 ans De 4 à 5 ans De 4 à 5 ans De 5 à 10 ans De 10 à 20 ans De 10 à 20 ans De 5 à 10 ans De 5 à 10 ans De 10 à 20 ans De 10 à 20 ans De 5 à 10 ans De 10 à 20 ans De 5 à 10 ans De 6 à 139 107 De 128 968 De 126 086 De 139 107 De 128 968 De 126 086 De 139 107 De 128 968 De 130 ans De 10 a 10 ans De 10 ans De 10 a 10					
De 2 a 3 ans De 3 a 4 ans De 3 a 4 ans De 4 a 5 ans De 4 a 5 ans De 5 à 10 ans De 5 à 10 ans De 10 à 20 ans Plus de 20 ans  LES PRÊTS EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES, MAIS NON DOUTEUX, SE DÉTAILLENT COMME SUIT:  Moins de 30 jours  Moins de 30 jours  De 2 a 3 ans De 13 021 126 086 139 107 128 968 11 011 133 787 144 798 120 841 13 681 96 163 18 187 538 318 546 505 486 335 18 546 505 486 335 18 546 505 486 335 18 546 505 486 335 19 77 214 1 729 330 1 806 544 1 348 291  DE 3 0 a 90 jours  DE 3 0 a 90 jours DE 3 0	Moins de I an	19 297	97 460	116 757	106 643
De 3 a 4 ans De 4 a 5 ans De 4 a 5 ans De 5 à 10 ans De 10 à 20 ans De 10 à 20 ans De 10 à 20 ans De 5 à 10 ans De 5 à 10 ans De 10 à 20 ans De 5 à 10 ans De 75 365 598 De 77 214 De 709 De 70	De 1 a 2 ans	16 718	144 996		95 996
De 4 a 5 ans De 4 a 5 ans De 5 a 10 ans De 5 a 10 ans De 10 a 20 ans Plus de 20 ans Plus de 20 ans  TY 214  LES PRÊTS EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES, MAIS NON DOUTEUX, SE DÉTAILLENT COMME SUIT:  Moins de 30 jours  Moins de 30 jours Be 30 a 90 jours	De 2 a 3 ans				
De 5 à 10 ans De 5 à 10 ans De 10 à 20 ans Plus de 30 jours Plus de 90 jours	De 3 a 4 ans				
De 10 à 20 ans Plus de 20 ans 675 365 598 366 273 236 445 Plus de 20 ans 77 214 1 729 330 1 806 544 1 348 291  LES PRÊTS EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES, MAIS NON DOUTEUX, SE DÉTAILLENT COMME SUIT:  Moins de 30 jours 6 841 6 445 13 286 De 30 a 90 jours 1 263 2 433 3 696 Plus de 90 jours 2 527 529	De 4 à 5 ans				
Plus de 20 ans  - 197 709 197 709 76 900  77 214 1 729 330 1 806 544 1 348 291  LES PRÊTS EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES, MAIS NON DOUTEUX, SE DÉTAILLENT COMME SUIT:  Moins de 30 jours  De 30 a 90 jours  1 263 2 433 3 696  Plus de 90 jours  2 527 529	De 5 à 10 ans				
77 214 1 729 330 1 806 544 1 348 291  LES PRÊTS EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRAC- TUELLES, MAIS NON DOUTEUX, SE DÉTAILLENT COMME SUIT:  Moins de 30 jours 6 841 6 445 13 286  De 30 a 90 jours 1 263 2 433 3 696  Plus de 90 jours 2 527 529		6/5			
LES PRÊTS EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRAC- TUELLES, MAIS NON DOUTEUX, SE DÉTAILLENT COMME SUIT:  Moins de 30 jours  6 841 6 445 13 286 1 263 2 433 3 696 Plus de 90 jours 2 527 529	Plus de 20 ans		197 /09	197 /09	
TUELLES, MAIS NON DOUTEUX, SE DÉTAILLENT COMME SUIT:         Moins de 30 jours       6 841       6 445       13 286         De 30 a 90 jours       1 263       2 433       3 696         Plus de 90 jours       2       527       529		77 214	1 729 330	1 806 544	1 348 291
De 30 a 90 jours 1 263 2 433 3 696 Plus de 90 jours 2 527 529	LES PRÊTS EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRAC- TUELLES, MAIS NON DOUTEUX, SE DÉTAILLENT COMME SUIT:				
Plus de 90 jours 2 527 529	Moins de 30 jours	6 841	6 445		
rida de se jours	De 30 a 90 jours	1 263			
8 106 9 405 17 511	Plus de 90 jours	2	527	529	
		8 106	9 405	17 511	

8

Les taux d'intérêt fixes effectifs se situent entre 4.97% et 18.58% au 31 mars 2009 (entre 4.21% et 17.19% au 31 mars 2008).
 Les taux d'intérêt variables effectifs correspondent au taux des bons du Trèsor du Canada qui est de 0.35% plus une prime pour tenir compte du tisque, qui se situe entre 2.31% et 17.00% au 31 mars 2009 (taux des bons du Trèsor de 1.85% et prime entre 1.90% et 12.25% au 31 mars 2008).
 Les taux d'intérêt fixes contractuels se situent entre 0.75% et 15.00% au 31 mars 2009 (entre 2.75% et 15.00% au 31 mars 2008).
 Le taux d'intérêt variable contractuel de la Société est de 4.00% plus une prime pour tenir compte du risque qui se situe entre 3.00% et 9.50% au 31 mars 2009 (aux variable de 6.75% et prime entre -6.00% et 7.00% au 31 mars 2008).
 Les taux d'intérêt effectifs se situent entre 4.90% et 19.18% au 31 mars 2009 (entre 3.52% et 19.18% au 31 mars 2008).
 Les taux d'intérêt effectifs se situent entre 4.90% et 19.18% au 31 mars 2009 (entre 3.52% et 19.18% au 31 mars 2008).
 Ces prêts ne portent pas intérêt pour les sociétés clientes. Toutefois, dans le cas des prêts dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Quèbec, ce dernier verse à la Société une contribution au fitre d'intérêts, calculee sur le solde de ces prêts à un taux d'intérêt correspondant généralement au coût moyen d'emprunt mensuel de la Société.
 Aucune contribution remboursable par redevances au 31 mars 2009 (92.2 millions ao 31 mars 2008).
 Y compris la valeur comptable des prêts restructures au cours de l'exercice, qui auraient autrement été douteux, d'un montant de 16,9 millions de dollars au 31 mars 2009.

<sup>(10)</sup> Y compris des contributions remboursables par redevances de 19.1 millions de dollars au 31 mars 2009 (aucune au 31 mars 2008)

### 8. ACTIONS

2009 2008  tes out des
ont best cle and these cle and the cle and these cle and the cle and these cle and the cle and these
32 51 254 46 980 -
122 31
31 873 3 017 57 8 402 8 469 20 60 529 58 588 07) (7 510) (2 991) (27) 07) (7 510) (3 018) 13 53 019 55 570  - 38 158 - 22 120 - 120 - 120 75 150 105 00 45 000 45 000 00 260 079 260 000 75 305 311 305 623
57 8 402 8 469 20 60 529 58 588  07) (7 510) (2 991) (27) 07) (7 510) (3 018) 13 53 019 55 570  - 38 158 - 22 120 - 120 - 120 75 150 105 00 45 000 45 000 00 260 079 260 000 75 305 311 305 623
20 60 529 58 588  07) (7 510) (2 991) (27)  07) (7 510) (3 018)  13 53 019 55 570  - 38 158 - 22 120 - 22 120 - 120 75 150 105 00 45 000 45 000 00 260 079 260 000 75 305 311 305 623
07) (7 510) (2 991) (27) 07) (7 510) (3 018) 13 53 019 55 570  - 38 158 - 22 120 - 22 120 - 120 75 150 105 00 45 000 45 000 00 260 079 260 000 75 305 311 305 623
(27) (7 510) (3 018) 13 53 019 55 570  - 38 158 - 22 120 - 22 120 - 120 - 120 75 150 105 00 45 000 45 000 00 260 079 260 000 75 305 311 305 623
(27) (7 510) (3 018) 13 53 019 55 570  - 38 158 - 22 120 - 22 120 - 120 75 150 105 00 45 000 45 000 00 260 079 260 000 75 305 311 305 623
77) (7 510) (3 018)  13 53 019 55 570  - 38 158 - 22 120 - 120 - 120 75 150 105 00 45 000 45 000 00 260 079 260 000  75 305 311 305 623
13 53 019 55 570  - 38 158 - 22 120 - 22 120 - 120 75 150 105 00 45 000 45 000 00 260 079 260 000 75 305 311 305 623
- 38 158 - 22 120 - 22 120 - 120 75 150 105 00 45 000 45 000 00 260 079 260 000 75 305 311 305 623
- 38 158 - 22 120 - 22 120 - 120 75 150 105 00 45 000 45 000 00 260 079 260 000 75 305 311 305 623
- 22 120 - 120 75 150 105 00 45 000 45 000 00 260 079 260 000 75 305 311 305 623
75 150 105 00 45 000 45 000 00 260 079 260 000 75 305 311 305 623
75 150 105 00 45 000 45 000 00 260 079 260 000 75 305 311 305 623
45 000     45 000       45 000     260 079       260 079     260 000       305 311     305 623
260 079     260 079       260 079     260 000       305 311     305 623
- 49

## 9. PARTS

			2009	2008
	Dont les pertes ne sont pas remboursées par le gouvernement du Québec	Dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec	Total	Total
PARTS				
Privilégiees avec modalités de remboursement	463	426	889	1 636
Sans modalité de remboursement	45	125	170	1 295
D'une société en commandite sans modalité de remboursement	-	598	598	
	508	1 149	1 657	2 931
PROVISION CUMULÉE POUR PERTES				
Parts privilégiees avec modalités de remboursement	(102)	(161)	(263)	(538)
Parts sans modalité de remboursement				(474)
A STATE OF THE STA	(102)	(161)	(263)	(1 012)
	406	988	1 394	1 919
Moins de 1 an De 1 a 2 ans		51	51	133
De 1 à 2 ans		166	166	
De 2 à 3 ans		51	51	
				166
		60	60	166 51
De 4 à 5 ans		38	60 38	
De 4 à 5 ans De 5 à 10 ans	994	38 100	60 38 1 094	51 65 1 127
De 4 à 5 ans De 5 à 10 ans De 10 à 20 ans	994 675	38 100 200	60 38 1 094 875	51 65 1 127 875
	994 675	38 100 200 463	60 38 1 094 875 463	51 65 1 127 875 483
De 4 à 5 ans De 5 à 10 ans De 10 à 20 ans	994 675	38 100 200	60 38 1 094 875	51 65 1 127 875
De 4 à 5 ans De 5 à 10 ans De 10 à 20 ans Plus de 20 ans  LES PARTS PRIVILÉGIEES AVEC MODALITÉS DE REMBOURSEMENT. EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES. MAIS NE FAISANT PAS L'OBJET D'UNE PROVISION SPÉCIFIQUE. SE DÉTAILLENT COMME SUIT:	994 675	38 100 200 463	60 38 1 094 875 463	51 65 1 127 875 483
De 4 à 5 ans De 5 à 10 ans De 10 à 20 ans Plus de 20 ans  LES PARTS PRIVILÉGIEES AVEC MODALITÉS DE REMBOURSEMENT. EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES. MAIS NE FAISANT PAS L'OBJET D'UNE PROVISION SPÉCIFIQUE. SE DÉTAILLENT COMME SUIT: Moins de 30 jours	994 675	38 100 200 463	60 38 1 094 875 463	51 65 1 127 875 483
De 4 à 5 ans De 5 à 10 ans De 10 à 20 ans Plus de 20 ans  LES PARTS PRIVILÉGIÉES AVEC MODALITÉS DE REMBOURSEMENT. EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES. MAIS NE FAISANT PAS L'OBJET D'UNE PROVISION SPÉCIFIQUE, SE DÉTAILLENT COMME SUIT: Moins de 30 jours. De 30 à 90 jours	994 675	38 100 200 463 1 129	60 38 1 094 875 463 2 798	51 65 1 127 875 483
De 4 à 5 ans De 5 à 10 ans De 10 à 20 ans Plus de 20 ans  LES PARTS PRIVILÉGIEES AVEC MODALITÉS DE REMBOURSEMENT. EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES. MAIS NE FAISANT PAS L'OBJET D'UNE PROVISION SPÉCIFIQUE. SE DÉTAILLENT COMME SUIT:  Moins de 30 jours	994 675 - 1 669	38 100 200 463 1 129	60 38 1 094 875 463 2 798	51 65 1 127 875 483

## 8. ACTIONS

			2009	2008
	Dont les pertes ne sont pas remboursées par le gouvernement du Québec	Dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec	Total	Total
ACTIONS (1)				
Non participantes avec modalités de remboursement	222	51 032	51 254	46 980
Non participantes sans modalité de remboursement	-			122
Participantes cotées en Bourse, à la juste valeur	142	731	873	3 017
Participantes de sociétés privées	45	8 357	8 402	8 469
	409	60 120	60 529	58 588
PROVISION CUMULÉE POUR PERTES	1967		The second	
Actions non participantes avec modalités de remboursement	(103)	(7 407)	(7 510)	(2991)
Actions non participantes sans modalité de remboursement	-	-	-	(27)
	(103)	(7 407)	(7 510)	(3 018)
	306	52 713	53 019	55 570
L'ÉCHÉANCIER DE RACHAT DES ACTIONS NON PARTICIPANTES AVEC MODALITÉS DE REMBOURSEMENT, SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES, SE DÉTAILLE COMME SUIT : Moins de 1 an De 1 à 2 ans De 2 à 3 ans De 3 à 4 ans	38 22 22		38 22 22	158 120 120 120
De 4 à 5 ans	75	75	150	105
De 5 à 10 ans		45 000	45 000	45 000
Plus de 20 ans	79	260 000	. 260 079	260 000
	236	305 075	305 311	305 623
LES ACTIONS NON PARTICIPANTES AVEC MODALITÉS DE REMBOURSEMENT, EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES, MAIS NE FAISANT PAS L'OBJET D'UNE PROVISION SPÉCIFIQUE, SE DÉTAILLENT COMME SUIT; Moins de 30 jours.	49		49	
De 30 à 90 jours				

	49	 49
Plus de 90 jours		 -
De 30 à 90 jours		
Moins de 30 jours.	49	49
REMBOURSEMENT, EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES, MAIS NE FAISANT PAS L'OBJET D'UNE PROVISION SPÉCIFIQUE, SE DÉTAILLENT COMME SUIT:		

<sup>(1)</sup> Y compris la valeur comptable des actions proxenant de prêts restructurés au cours de l'exercice, qui auraient autrement été douteux, d'un montant de 0,1 million de dollars au 31 mars 2009,

## 9. PARTS

			2009	2008
04.070	Dont les pertes ne sont pas remboursées par le gouvernement du Québec	Dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec	Total	Total
PARTS				
Privilègiées avec modalités de remboursement Sans modalité de remboursement	463	426	889	1 636
D'une société en commandite sans modalité de remboursement	45	125	170	1 295
o due societé en commandité sans modalité de remodursement	-	598	598	-
The second of th	508	1 149	1 657	2 931
PROVISION CUMULÉE POUR PERTES				
Parts privilégiées avec modalités de remboursement	(102)	(161)	(263)	(538
Parts sans modalité de remboursement		-		(474
	(102)	(161)	(263)	(1 012
	406	988	1 394	1 919
SE DÉTAILLE COMME SUIT:  Moins de 1 an  De 1 à 2 ans  De 2 à 3 ans  De 3 à 4 ans  De 4 à 5 ans  De 5 à 10 ans  De 10 à 20 ans		51 166	51	133
De 3 à 4 ans De 4 à 5 ans De 5 à 10 ans De 10 à 20 ans	- - - 994 675	51 60 38 100 200	166 51 60 38 1 094 875	166 51
De 3 à 4 ans De 4 à 5 ans De 5 à 10 ans De 10 à 20 ans	994	51 60 38 100	51 60 38 1 094	
De 3 à 4 ans De 4 à 5 ans De 5 à 10 ans	994 675	51 60 38 100 200	51 60 38 1 094 875	166 51 65 1 127 875
De 3 à 4 ans.  De 4 à 5 ans  De 5 à 10 ans  De 10 à 20 ans  Plus de 20 ans  LES PARTS PRIVILÈGIÈES AVEC MODALITÉS DE REMBOURSEMENT.  EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES,  MAIS NE FAISANT PAS L'OBJET D'UNE PROVISION SPÉCIFIQUE,  SE DÉTAILLENT COMME SUIT:	994 675	51 60 38 100 200 463	51 60 38 1 094 875 463	166 51 65 1 127 875 483
De 3 à 4 ans.  De 4 à 5 ans  De 5 à 10 ans  De 10 à 20 ans  Plus de 20 ans  LES PARTS PRIVILÈGIÉES AVEC MODALITÉS DE REMBOURSEMENT.  EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES,  MAIS NE FAISANT PAS L'OBJET D'UNE PROVISION SPÉCIFIQUE.  SE DÉTAILLENT COMME SUIT:  Moins de 30 jours	994 675	51 60 38 100 200 463	51 60 38 1 094 875 463	166 51 65 1 127 875 483
De 3 à 4 ans.  De 4 à 5 ans  De 5 à 10 ans  De 10 à 20 ans  Plus de 20 ans  LES PARTS PRIVILÈGIÉES AVEC MODALITÉS DE REMBOURSEMENT.  EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES,  MAIS NE FAISANT PAS L'OBJET D'UNE PROVISION SPÉCIFIQUE.  SE DÉTAILLENT COMME SUIT:  Moins de 30 jours  De 30 à 90 jours	994 675	51 60 38 100 200 463	51 60 38 1 094 875 463 2 798	166 51 65 1 127 875 483
De 3 à 4 ans.  De 4 à 5 ans  De 5 à 10 ans.  De 10 à 20 ans.  Plus de 20 ans.  LES PARTS PRIVILÈGIÉES AVEC MODALITÉS DE REMBOURSEMENT.  EN SOUFFRANCE SELON LES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES,  MAIS NE FAISANT PAS L'OBJET D'UNE PROVISION SPÉCIFIQUE.  SE DÉTAILLENT COMME SUIT:  Moins de 30 jours	994 675	51 60 38 100 200 463 1 129	51 60 38 1 094 875 463 2 798	166 51 65 1 127 875 483

#### 10. HONORAIRES DE GARANTIE À RECEVOIR, DÉDUCTION FAITE DE LA PROVISION CUMULÉE POUR PERTES

			2009	2008
	Dont les pertes ne sont pas remboursées par le gouvernement du Québec	Dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec	Total	Total
Honoraires de garantie a recevoir	16 772	127 765	144 537	126 377
Provision cumulée pour pertes	(4 430)	(15 669)	(20 099)	(11 145
	12 342	112 096	124 438	115 232
LES ENCAISSEMENTS D'HONORAIRES DE GARANTIE PRÉVUS, SELON LES DISPOSITONS CONTRACTUELLES, SE DÉTAILLENT COMME SUIT :				
SELON LES DISPOSITONS CONTRACTUELLES, SE DETAILLENT	4 842 3 679 2 740 1 961 1 385 1 527 9	16 564 15 687 15 002 14 380 13 894 60 906 35 938	21 406 19 366 17 742 16 341 15 279 62 433 35 947	19 510 17 652 16 011 14 524 13 293 53 906 37 973

Moins de 30 jours	1.1		15
De 30 a 90 jours			
Plus de 90 jours,	1	1	2
		27	107

## 11. GARANTIES, DÉDUCTION FAITE DU PASSIF AU TITRE DE LA GARANTIE

			2009	2008
	Dont les pertes ne sont pas remboursées par le gouvernement du Québec		Total	Total
GARANTIES				
	257 649	313 420	571 069	536 142
D'engagement financier	45 890	2 016 665	2 062 555	1 698 814
	303 539	2 330 085	2 633 624	2 234 956
PASSIF AU TITRE DE LA GARANTIE				
Solde non amorti du passif initial au titre de la garantie				
Garanties d'emprunt	(27 449)	(23 683)	(51 132)	(43 269)
Garanties d'engagement financier	(6 399)	(149 520)	(155 919)	(131 096)
	(33 848)	(173 203)	(207 051)	(174 365)
Provision cumulée pour pertes				
Garanties d'emprunt	(29 855)	(40 601)	(70 456)	(61 074)
Garanties d'engagement financier	(9 471)	(71 553)	(81 024)	(15 244)
	(39 326)	(112 154)	(151 480)	(76 318)
	(73 174)	(285 357)	(358 531)	(250 683)
	230 365	2 044 728	2 275 093	1 984 273
SOLDE DES GARANTIES RÉPARTI EN FONCTION DE LEUR ÉCHÉANCE				
	30 355	20 081	50 436	58 643
	38 650	53 720	92 370	45 394)
	26 935	23 186	50 121	75 341
	32 362	26 420	58 782	60 604
De 4 à 5 ans	39 387	29 839	69 226	70 055
De 5 à 10 ans	134 324	254 323	388 647	355 991
	1 526	1 922 516	1 924 042	1 568 928
	303 539	2 330 085	2 633 624	2 234 956

Le montant des garanties libellees en dellars américains totalise 2:0 milliards de dellars canadiens au 31 mars 2009 (1,7 milliards au 31 mars 2008) et le montant des garanties libellees en d'autres dévises sélexe à 36,2 millions de dellars canadiens au 31 mars 2009 (25,7 millions au 31 mars 2008).

#### 10. HONORAIRES DE GARANTIE À RECEVOIR, DÉDUCTION FAITE DE LA PROVISION CUMULÉE POUR PERTES

			2009	2008
	Dont les pertes ne sont pas remboursées par le gouvernement du Québec	Dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec	Total	Total
Honoraires de garantie à recevoir	16 772	127 765	144 537	126 377
Provision cumulée pour pertes	(4 430)	(15 669)	(20 099)	(11 145)
	12 342	112 096	124 438	115 232
LES ENCAISSEMENTS D'HONORAIRES DE GARANTIE PRÉVUS,				
SELON LES DISPOSITONS CONTRACTUELLES, SE DÉTAILLENT COMME SUIT:				
COMME SUIT:	4 842	16 564	21 406	19 510
COMME SUIT: Moins de 1 an	4 842 3 679	16 564 15 687	21 406 19 366	
COMME SUIT: Moins de 1 an De 1 à 2 ans				
COMME SUIT: Moins de 1 an. De 1 a 2 ans De 2 a 3 ans.	3 679	15 687	19 366	17 652 16 011
COMME SUIT:  Moins de 1 an.  De 1 a 2 ans  De 2 a 3 ans  De 3 a 4 ans	3 679 2 740	15 687 15 002	19 366 17 742	17 652 16 011 14 524
COMME SUIT:  Moins de 1 an.  De 1 à 2 ans  De 2 à 3 ans  De 3 à 4 ans  De 4 à 5 ans	3 679 2 740 1 961	15 687 15 002 14 380	19 366 17 742 16 341	17 652
	3 679 2 740 1 961 1 385	15 687 15 002 14 380 13 894	19 366 17 742 16 341 15 279	17 652 16 011 14 524 13 293

Le montant des honoraires de garantie à recevoir libelles en dollars americains totalise 113,3 millions en dollars canadiens (96,6 millions, au 31 mars 2008) et le montant des honoraires de garantie à recevoir libelles en d'autres devises s'élève à 0,5 million de dollars canadiens au 31 mars 2009 (0,5 million au 31 mars 2008).

22

90

2

68

Moins de 30 jours De 30 a 90 jours

Plus de 90 jours

## 11. GARANTIES, DÉDUCTION FAITE DU PASSIF AU TITRE DE LA GARANTIE

			2009	2008
	Dont les pertes ne sont pas remboursées par le gouvernement du Québec	Dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec	Total	Tota
GARANTIES				
D'engagement financier	257 649 45 890	313 420 2 016 665	571 069 2 062 555	536 142 1 698 814
	303 539	2 330 085	2 633 624	2 234 956
PASSIF AU TITRE DE LA GARANTIE	THE RESERVE		E	
Solde non amorti du passif initial au titre de la garantie Garanties d'emprunt Garanties d'engagement financier	(27 449) (6 399)	(23 683) (149 520)	(51 132) (155 919)	(43 269) (131 096)
	(33 848)	(173 203)	(207 051)	(174 365)
Provision cumulée pour pertes		Carron	Tun de X	
Garanties d'emprunt Garanties d'engagement financier	(29 855) (9 471)	(40 601) (71 553)	(70 456) (81 024)	(61 074 (15 244
	(39 326)	(112 154)	(151 480)	(76 318
	(73 174)	(285 357)	(358 531)	(250 683
	230 365	2 044 728	2 275 093	1 984 273
SOLDE DES GARANTIES RÉPARTI EN FONCTION DE LEUR ÉCHÉANCE				
Moins de 1 an	30 355	20 081	50 436	58 643
De 1 a 2 ans	38 650	53 720	92 370	45 394
De 2 à 3 ans	26 935	23 186	50 121	75 341
De 3 a 4 ans	32 362	26 420	58 782	60 604
De 4 a 5 ans	39 387	29 839	69 226	70 055
De 5 à 10 ans	134 324	254 323	388 647	355 991
De 10 à 20 ans	1 526	1 922 516	1 924 042	1 568 928
	303 539	2 330 085	2 633 624	2 234 956

Le montant des garanties libellées en dollars américains totalise 2.0 milliards de dollars canadiens au 31 mars 2009 (1,7 milliard au 31 mars 2008) et le montant des garanties libellées en d'autres devises sélève à 36,2 millions de dollars canadiens au 31 mars 2009 (25,7 millions au 31 mars 2008).

## 12. PROVISION CUMULEE POUR PERTES

							2009
	Prêts	Actions	Parts	Honoraires de garantie à recevoir	Créances liées aux interventions financières	Garanties	Total
DONT LES PERTES NE SONT PAS REMBOURSÉES PAR LE GOUVER- NEMENT DU QUÉBEC							
Solde au début de l'exercice	20 422	227	454	3 292	218	33 525	58 138
PROVISION POUR PERTES	3 672	58	412	1 858	122	12 372	18 494
	3 709					53	3 762
Radiations	(4536)	(182)	(764)	(7.20)	(147)		(6.349)
Débours de garanties n'ayant pas donné lieu à la création d'un actif						(7 476)	(7 476)
Reclassement du solde non amorti du passif initial au titre de la garantie						852	852
à la provision cumulée pour pertes							
Solde à la fin de l'exercice	23 267	103	102	4 430	193	39 326	67 421
DONT LES PERTES SONT REMBOUR- SÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (1)							
Solde au début de l'exercice	399 257	2 791	558	7 853	358	42 793	453 610
PROVISION POUR PERTES (3)	111 659	4 797	698	8 489	93	75 148	200 884
Recouvrements	1 950					44	1 996
Radiations	(26 010)	(181)	(1095)	(674)	(147)		$(28\ 107)$
Débours de garanties n'ayant pas donné lieu à la création d'un actif						(6 753)	(6 753)
Reclassement du solde non amorti du passif initial au titre de la garantie						922	922
à la provision cumulée pour pertes			-	in non	205		622 552
Solde à la fin de l'exercice	486 856	7 407	161	15 669	305	112 154	622 332
TOTAL							
Solde au debut de l'exercice	419 679	3 018	1 012	11 145	576	76 318	511 748
PROVISION POUR PERTES (2)	115 331	4 855	1 110	10 347	215	87 520	219 378
	5 659					97	5 758
	(30 546)	(363)	(1.859)	(1.394)	(294)		(34.456)
Débours de garanties n'ayant pas donné lieu à la création d'un actif						(14 229)	(14 229)
Reclassement du solde non amorti du passif initial au titre de la garantie						1 774	1 774
à la provision cumulée pour pertes							
Solde à la fin de l'exercice	510 123	7 510	263	20 099	498	151 480	689 973

des biens de l'entreprise cliente, notamment des terrains, des bâtisses, de l'équipement, de la machinerie et de l'ameublement. La provision pour pertes ne tient compte que de la valeur des suretés et des cautions liées aux entreprises insolvables ou dont l'insolvabilité semble probable à court terme. Cette valeur est de 38,7 millions de dollars au 31 mars 2009 (13,5 millions au 31 mars 2008) pour les prêts, actions et parts et de 22,8 millions de dollars (24,2 millions au 31 mars 2008) pour les garanties. Par ailleurs, la valeur des suretés relatives aux prêts, actions et parts dans les entreprises dont la situation financière correspond à celle de la clientele cible de la Société est de 56,2 millions de dollars au 31 mars 2009 (81,0 millions au 31 mars 2008).

<sup>(1)</sup> Correspond à la «Provision cumulée pour pertes reconvrable du gouvernement du Québec» présentée à factif du bilan.
(2) Y compris un montant de 13,9 millions de dollars au titre de pertes de change au 31 mars 2009 (pertes de change de 0,4 million au 31 mars 2008).
(3) Y compris un montant de 13,9 millions de dollars au titre de reconvrement des pertes de change au 31 mars 2009 (reconvrement des pertes de change de 0,4 million au 31 mars 2008).
(4) Les radiations au titre de piéts restructurés de même que les radiations d'actions provenant de prêts restructurés s'élèvent à 0,2 million de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2009 (24,0 millions au 31 mars 2008).

#### 12. PROVISION CUMULÉE POUR PERTES

							2009
	Préts	Actions	Parts	Honoraires de garantie à recevoir	Creances lides aux interventions financières	Garanties	Total
DONT LES PERTES NE SONT PAS REMBOURSÉES PAR LE GOUVER- NEMENT DU QUÉBEC							
Solde au début de l'exercice	20 422	227	454	3 292	218	33 525	58 138
PROVISION POUR PERTES	3 672	58	412	1 858	122	12 372	18 494
Recouvrements	3 709					53	3 762
Radiations	(4 536)	(182)	(764)	(720)	(147)		(6 349)
Débours de garanties n'ayant pas donné lieu à la création d'un actif						(7 476)	(7 476)
Reclassement du solde non amorti du passif initial au titre de la garantie							
a la provision cumulée pour pertes			-			852	852
Solde à la fin de l'exercice	23 267	103	102	4 430	193	39 326	67 421
DONT LES PERTES SONT REMBOUR- SÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (1)							
Solde au début de l'exercice	399 257	2 791	558	7 853	358	42 793	453 610
PROVISION POUR PERTES (3)	111 659	4 797	698	8 489		75 148	200 884
Recouvrements	1 950			1	1	44	1 996
Radiations	(26 010)	(181)	(1 095)	(674)	(147)		(28 107)
Débours de garanties n'ayant pas donne lieu à la création d'un actif						(6 753)	(6.753)
Reclassement du solde non amorti du passif initial au titre de la garantie							
a la provision cumulée pour pertes	Z TOTAL Y			-		922	922
Solde à la fin de l'exercice	486 856	7 407	161	15 669	305	112 154	622 552
TOTAL							
Solde au début de l'exercice	419 679	3 018	1 012	11 145	576	76 318	511 748
PROVISION POUR PERTES (2)	115 331	4 855	1 110	10 347	215	87 520	219 378
Recouvrements	5 659			1	1	97	5 758
Radiations (4)	(30 546)	(363)	(1 859)	(1 394)	(294)		(34 456)
Débours de garanties n'ayant pas donné lieu à la creation d'un actif						(14 229)	(14 229)
Reclassement du solde non amorti du passif initial au titre de la garantie							
à la provision cumulée pour pertes	-		-	-	-	1 774	1 774
Solde à la fin de l'exercice	510 123	7 510	263	20 099	498	151 480	689 973

La Société peut exiger des sûretés et des cautions de ses sociétés clientes. La nature des sûretés porte généralement sur l'universalité des biens de l'entreprise cliente, notamment des terrains, des bâtisses, de l'équipement, de la machinerié et de l'ameublement. La provision pour pertes ne tient compte que de la valeur des suretés et des cautions liées aux entreprises insolvables ou dont l'insolvabilité semble probable à court terme. Cette valeur est de 38,7 millions de dollars au 31 mars 2009 (13.5 millions au 31 mars 2008) pour les prêts, actions et parts et de 22,8 millions de dollars (24,2 millions au 31 mars 2008) pour les garanties. Par ailleurs, la valeur des sûretés relatives aux prêts, actions et parts dans les entreprises dont la situation financière correspond à celle de la clientèle cible de la Société est de 86,2 millions de dollars au 31 mars 2009 (81,0 millions au 31 mars 2008)

Correspond à la «Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Quêbec» présentée à l'actif du bilan.
 Y compris un montant de 13.9 millions de dollars au titre de pertes de change au 31 mars 2009 (pertes de change de 0.4 million au 31 mars 2008).
 Y compris un montant de 13.9 millions de dollars au titre de recouvrement des pertes de change au 31 mars 2009 (recouvrement des pertes de change de 0.4 million au 31 mars 2008).
 Les radiations au titre de prêts restructurés de même que les radiations d'actions provenant de prêts restructures s'élevent à 0.2 million de dollars pour l'exercise terminé le 31 mars 2009 (24.0 millions au 31 mars 2008).

## 12. PROVISION CUMULÉE POUR PERTES (SUITE)

							2008	
	Prets	Actions	Parts	Honoraires de garantie à recevoir	Créances liées aux interventions financières	Garanties	Total	
DONT LES PERTES NE SONT PAS REMBOURSÉES PAR LE GOUVER- NEMENT DU QUÉBEC								
Solde au début de l'exercice	21 794		558	2 401	167	26 694	52 715	
PROVISION POUR PERTES	2 834	2 010	(104)	1 471	93	7 292	13 596	
Recouvrements	487					(12)	475	
Radiations	(4.693)	(2.884)		(580)	(42)		(8 199)	
Débours de garanties n'ayant pas donne lieu à la creation d'un actif						(1 155)	(1 155)	
Reclassement du solde non amorti du passif initial au titre de la garantie à la provision cumulée pour pertes						705		
		7		-		706	706	
Solde à la fin de l'exercice	20 422	227	454	3 292	218	33 525	58 138	
DONT LES PERTES SONT REMBOUR- SÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (1)								
Solde au début de l'exercice	280 359	7 684	271	7 444	299	42 132	338 189	
PROVISION POUR PERTES (3)	153 982	5 934	287	1 001	100	9 803	171 107	
Recouvrements	973					1 161	2 134	
Radiations	(36 057)	(10.827)		(592)	(41)		(47 517)	
Débours de garanties n'ayant pas donne lieu à la création d'un actif						(11 053)	(11 053)	
Reclassement du solde non amorti du passif initial au titre de la garantie à la provision cumulée pour pertes						750	750	
Solde à la fin de l'exercice	399 257	2.791	558	7 853	358	42 793	453 610	
TOTAL								
Solde au début de l'exercice	302 153	8 785	829	9 845	466	60 006	200 004	
PROVISION POUR PERTES (2)	156 816	7 944	183	2 472	193	68 826 17 095	390 904 184 703	
Recouvrements	1 460	0.343		2412	193	1 149	2 609	
Radiations (4)	(40 750)	(13.711)		(1 172)	(83)	1 143	(55 716)	
Debours de garanties n'ayant pas donne	(40 /20)	(13/11)		(1 1/2)	(03)		(33 / 10)	
lieu à la création d'un actif						(12 208)	(12 208)	
Reclassement du solde non amorti du passif initial au titre de la garantie							(12 200)	
à la provision cumulée pour pertes						1 456	1 456	
Solde à la fin de l'exercice	419 679	3 018	1 012	11 145	576	76 318	511 748	

## 13. CONTRIBUTIONS RECOUVRABLES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC – AVANTAGES CONFÉRÉS AUX CLIENTS ET AUTRES MONTANTS

	2009	2008
Contributions au titre des avantages conférés aux clients	857 105	738 810
Autres montants	100 662	72 100
	957 767	810 910

#### 14. AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	16 754	11 032
Autres créances	865	1 436
Créances liées aux interventions financières, déduction faite de la provision cumulée pour pertes (11)	1 214	776
Honoraires d'administration à recevoir - Apparentés	139	275
de 7,4 millions de dollars (7,0 millions au 31 mars 2008)	1 367	
Actifs incorporels à durée de vie définie, déduction faite de l'amortissement cumule		
(4,5 millions au 31 mars 2008)	2 565	2 698
Immobilisations corporelles, déduction faite de l'amortissement cumule de 5,2 millions de dollars		
Actifs lies aux instruments financiers dérivés	8 412	2 661
Intérêts et dividendes à recevoir sur les placements	1 466	1 694
Options d'achat d'actions	726	603
	2009	2008

#### (1) Créances lièes aux interventions financières, déduction faite de la provision cumulée pour pertes

Dont les pertes ne sont pos remboursées par le gouvernement du Québec	sont remboursees par le gouvernement	2009.	2008 Total
339	1 171	1.712	
(193)	(305)	(498)	
146	1 068	1214	
	ne sant pas remboursées par le gouvernement du Québec 339 (193)	remboursées par le gouvernement du Quèbec 339 1 373 (193) (305)	Dont les pertes ne sont pas remboursées par le gouvernement du Québec du Québec Total 339 1 373 1 712  (193) (305) (498)

#### 15. EMPRUNTS A COURT TERME

	472 100	255 800
Billets – Fonds de financement du gouvernement du Québec, de 0,70 % a 0,71 %, échéant en avril 2009	125 500	32 200
Billets - institutions financières, de 0,68 % à 0,74 %, echéant en ayril 2009	296 600	
Acceptations bancaires - institutions financieres, 0,61%, echeant en avril 2009	50 000	151 400
	2009	2008

En vertu du décret 877-2006, daté du 3 octobre 2006, la Société est autorisée à contracter des emprunts à court terme auprès d'institutions financières ou auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec et des emprunts à long terme auprès de ce dernier, jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 1 315 millions de dollars, et ce, jusqu'au 31 octobre 2010. Le montant précité est déterminé comme suit, pour les emprunts à court terme, le montant en capital global en cours, pour les emprunts à long terme, le produit net des emprunts reçus à compter de la date d'entrée en vigueur du décret jusqu'à son échéance.

De plus, le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation versera à la Société les sommes requises pour suppléer toute inexécution des obligations découlant des emprunts auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec. Les modalités de ce décret s'appliquent également aux billets à payer au Fonds de financement du gouvernement du Québec figurant à la note 16.

En date du 31 mars 2009, la Société avait contracté 472 millions de dollars d'emprunts à court terme, mais aucun emprunt à long terme n'a été contracté depuis octobre 2006, laissant ainsi une marge de manoeuvre de 843 millions de dollars

La Société dispose de marges de crédit bancaires de montants autorisés totalisant 10 millions de dollars, portant intérêt au taux de base du prêteur (2.5% au 31 mars 2009; 5.25% au 31 mars 2008) et renouvelables annuellement. Aux 31 mars 2009 et 2008. celles-ci n'étaient pas utilisées.

#### 16. EMPRUNTS A LONG TERME

	2009	2008
Billets – Fonds de financement du gouvernement du Quebec		
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majore de 0,28%, echeant en juillet 2009, valeur nominale de 175.0 millions de dollars.</li> </ul>		
	174 954	174 817
- 4.33%, echeant en juillet 2010, valeur nominale de 28.2 millions de dollars	28 172	28 150
<ul> <li>8,00%, échéant en décembre 2010, valeur nominale de 75,6 millions de dollars (taux effectif de 6,07%)</li> <li>au taux des acceptations bancaires (3 mois) majoré de 0,15%, échéant en octobre 2013.</li> </ul>	77 401	78 481
valeur nominale de 100,0 millions de dollars.	99 687	99 618
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,08%, échéant en octobre 2013.</li> </ul>		
valeur nominale de 60,0 millions de dollars	59 814	59 772
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,05%, échéant en octobre 2013 (1), valeur nominale de 162,5 millions de dollars</li> </ul>	161 993	161 879
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,12 %, échéant en octobre 2013, valeur nominale de 134,1 millions de dollars</li> </ul>	133 690	133 595
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majore de 0,09%, echéant en octobre 2013 (1), valeur nominale de 52.5 millions de dollars</li> </ul>	52 334	52 294
au faux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,10%, échéant entre février 2012 et mai 2014;		
valeur nominale de 100,0 millions de dollars	99 644	99 574
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majore de 0.21 %, échéant en juin 2032, valeur nominale de 47,5 millions de dollars</li> </ul>	12.00	12 120
	47 192	47 179
Avances du gouvernement du Québec, sans intérêt, échéant entre juin 2020 et janvier 2024	207 567	178 667
Avances du gouvernement du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement	10 000	
Billets – immigrants investisseurs, sans intérêt, échéant entre avril 2009 et mars 2014,		
valeur nominale de 3,0 milliards de dollars (taux effectifs de 2,84% à 4,94%) [3]	2 701 285	2 664 346
	3 853 733	3 778 372

## LE MONTANT CONTRACTUEL DES VERSEMENTS EN CAPITAL À EFFECTUER

870 200
611 000
596 600
712 400
1 058 720
15 800
207 567
47 500
4 119 787
10 000
4 129 787

La Société à la possibilité de renouveler cet emprunt et ce
 Le paiement du capital est garanti par le Québec.

# 13. CONTRIBUTIONS RECOUVRABLES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC – AVANTAGES CONFÉRÉS AUX CLIENTS ET AUTRES MONTANTS

	957 767	810 910
Autres montants	100 662	72 100
Contributions au titre des avantages conférés aux clients	857 105	738 810
	2009	2008

## 14. AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	16 754	11 032
Autres créances	865	1 436
Créances liees aux interventions financières, deduction faite de la provision cumulée pour pertes (11)	1 214	776
Honoraires d'administration à recevoir - Apparentés	139	275
de 7,4 millions de dollars (7,0 millions au 31 mars 2008)	1 367	889
(4,5 millions au 31 mars 2008) Actifs incorporels à durée de vie définie, déduction faite de l'amortissement cumule	2 565	2 698
Actifs liés aux instruments financiers dérivés Immobilisations corporelles, déduction taite de l'amortissement cumulé de 5,2 millions de dollars	8 412	2 661
Intérêts et dividendes à recevoir sur les placements	1 466	1 694
Options d'achat d'actions	726	603
	2009	2008

(1) Créances lices aux interventions financieres, déduction faite de la provision cumulée nous ourtes

	146	1 068	1214	776
Provision sumulée pour pertes sur créances liées aux interventions financières (note ±3)	(193)	(305)	(498)	(576)
Creances liées aux interventions financières	339	1 373	1.712	
	Dont les pertes ne sant pas remboursées par le gouvernement du Québec	Dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec	Total	Total
			2009	2008

## 15. EMPRUNTS À COURT TERME

	472 100	255 800
Billets – Fonds de financement du gouvernement du Québec, de 0,70 % à 0,71 %, echéant en avril 2009	125 500	32 200
Billets - institutions financières, de 0,68 % à 0,74 % échéant en ayril 2009	296 600	72 200
Acceptations bancaires – institutions financières, 0,61 %, echeant en avril 2009	50 000	151 400
	2009	2008

En vertu du décret 877-2006, daté du 3 octobre 2006, la Société est autorisée à contracter des emprunts à court terme auprès d'institutions financières ou auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec et des emprunts à long terme auprès de ce dernier, jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 1 315 millions de dollars, et ce, jusqu'au 31 octobre 2010. Le montant précité est déterminé comme suit, pour les emprunts à court terme, le montant en capital global en cours; pour les emprunts à long terme, le produit net des emprunts reçus à compter de la date d'entree en vigueur du décret jusqu'à son échéance.

De plus, le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation versera à la Société les sommes requises pour suppléer toute inexécution des obligations découlant des emprunts auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec. Les modalités de ce décret s'appliquent également aux billets à payer au Fonds de financement du gouvernement du Québec figurant à la note 16.

En date du 31 mars 2009, la Société avait contracté 472 millions de dollars d'emprunts à court terme, mais aucun emprunt à long terme n'a été contracté depuis octobre 2006, laissant ainsi une marge de manoeuvre de 843 millions de dollars.

La Société dispose de marges de crédit bancaires de montanis autorisés totalisant 10 millions de dollars, portant intérêt au taux de base du préteur (2,5% au 31 mars 2009; 5,25% au 31 mars 2008) et renouvelables annuellement. Aux 31 mars 2009 et 2008, celles-ci n'étaient pas utilisées.

### 16. EMPRUNTS À LONG TERME

	2009	2008
Billets - Fonds de financement du gouvernement du Québec :		
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,28%, écheant en juillet 2009, valeur nominale de 175,0 millions de dollars</li> </ul>	174 954	174.817
- 4,33%, échéant en juillet 2010, valeur nominale de 28,2 millions de dollars	28 172	28 150
- 8,00 %, échéant en décembre 2010, valeur nominale de 75,6 millions de dollars (taux effectif de 6,07 %)	77 401	78 481
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (3 mois) majoré de 0,15%, échéant en octobre 2013, valeur nominale de 100,0 millions de dollars</li> </ul>	99 687	99 618
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majore de 0,08%, échéant en octobre 2013, valeur nominale de 60,0 millions de dollars</li> </ul>	59 814	59 772
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,05%, échéant en octobre 2013 (1), valeur nominale de 162,5 millions de dollars</li> </ul>	161 993	161 879
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,12 %, échéant en octobre 2013, valeur nominale de 134,1 millions de dolfars.</li> </ul>	133 690	133 595
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,09%, échéant en octobre 2013 <sup>(1)</sup>, valeur nominale de 52,5 millions de dollars.</li> </ul>	52 334	52 294
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,10%, échéant entre février 2012 et mai 2014, valeur nominale de 100,0 millions de dollars</li> </ul>	99 644	99 574
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,21 %, échéant en juin 2032, valeur nominale de 47,5 millions de dollars</li> </ul>	47 192	47 179
Avances du gouvernement du Québec, sans intérêt, échéant entre juin 2020 et janvier 2024	207 567	178 667
Avances du gouvernement du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement	10 000	
Billets – immigrants investisseurs, sans intérêt, échéant entre avril 2009 et mars 2014, valeur nominale de 3,0 milliards de dollars (taux effectifs de 2,84% à 4,94%) (2)	2 701 285	2 664 346
	3 853 733	3 778 372

	4 129 787
Aucune échéance	4 119 787 10 000
Plus de 20 ans	47 500
De 10 à 20 ans	207 567
De 5 à 10 ans	15 800
De 4 à 5 ans	1 058 720
De 3 à 4 ans	712 400
De 2 à 3 ans	596 600
De 1 à 2 ans	611 000
Moins de 1 an	870 200
LE MONTANT CONTRACTUEL DES VERSEMENTS EN CAPITAL À E SUR LES EMPRUNTS À LONG TERME SE DÉTAILLE COMME SU	

<sup>(1)</sup> La Société à la possibilité de renouveller cet emprunt, et ce, pour une période maximale de 20 ans, à compter de l'échéance de l'emprunt initia

<sup>(2)</sup> Le paiement du capital est garanti par le Québec

## 13. CONTRIBUTIONS RECOUVRABLES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC - AVANTAGES CONFÉRÉS AUX CLIENTS ET AUTRES MONTANTS

	957 767	810 910
Autres montants	100 662	72 100
Contributions au titre des avantages conferes aux clients	857 105	738 810
	2009	2008

### 14. AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

A CONTRACTOR OF THE PROPERTY O	16 754	11 032
naries crearices	865	1 436
Creances liées aux interventions financières, déduction faite de la provision cumulée pour pertes. (1) Autres créances	1 214	776
	139	275
de 7,4 millions de dollars (7,0 millions au 31 mars 2008) Honoraires d'administration à recevoir - Apparentes	1 367	889
(4,5 millions au 31 mars 2008)  Actifs incorporels à durée de vie définie, déduction faite de l'amortissement cumule	2 565	2 698
Actifs liés aux instruments financièrs dérivés Immobilisations corporelles, déduction faite de l'amortissement cumule de 5,2 millions de dollars	8 412	2 661
Intérêts et dividendes à recevoir sur les placements	1 466	603 1 694
Options d'achat d'actions	2009 726	2008

			The second secon	THE REST OF THE PARTY NAMED IN
	146	1 068	1.214	776
aux interventions financieres (note 13)	(193)	(305)	(498)	(576)
Provision cumulee pour pertes sur creances liées		1313	1.712	1.352
Creances liees aux interventions financières	339	1373	1.712	
	Dont les pertes ne sont pas remboursées par le gouvernement du Québec	Dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec	Total	Total
			2009	2008

#### 15. EMPRUNTS À COURT TERME

	472 100	255 800
Billets – Fonds de financement du gouvernement du Québec, de 0,70 % à 0,71 %, echeant en avril 2009	125 500	32 200
Billets - institutions financières, de 0,68% à 0,74%, échéant en avril 2009	296 600	72 200
Acceptations bancaires – institutions financières, 0.61%, échéant en avril 2009	50 000	151 400
	2009	2008

En vertu du décret 877-2006, daté du 3 octobre 2006, la Societé est autorisée à contracter des emprunts à court terme aupres d'institutions financières ou auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec et des emprunts a long terme auprès de ce dernier, jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 1315 millions de dollars, et ce, jusqu'au 31 octobre 2010. Le montant précité est déterminé comme suit pour les emprunts à court terme, le montant en capital global en cours pour les emprunts à long terme, le produit net des emprunts reçus à compter de la date d'entree en vigueur du décret jusqu'à son echeance

De plus, le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation versera à la Société les sommes requises pour suppléer toute inexecution des obligations découlant des emprunts aupres du Fonds de financement du gouvernement du Québec Les modalités de ce décret s'appliquent également aux billets à payer au l'onds de financement du gouvernement du Quebec figurant à la note 16.

En date du 31 mars 2009, la Société ayait contracté 472 millions de dollars d'emprunts à court terme, mais aucun emprunt à long terme n'a été contracté depuis octobre 2006, laissant ainsi une marge de manoeuvre de 843 millions de dollars.

La Société dispose de marges de credit bancaires de montants autorisés totalisant 10 millions de dollars, portant intérêt au taux de base du prêteur (2.5% au 31 mars 2009; 5.25% au 31 mars 2008) et renouvelables annuellement. Aux 31 mars 2009 et 2008, celles-ci n'étaient pas utilisées.

#### 16. EMPRUNTS A LONG TERME

	2009	2008
Billets – Fonds de financement du gouvernement du Quebec :		
- au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,28 %, échéant en juillet 2009, valeur nominale		
de 1/5,0 millions de dollars	174 954	174 817
- 4,33% échéant en juillet 2010, valeur nominale de 28,2 millions de dollars	28 172	28 150
- 8,00%, echéant en décembre 2010, valeur nominale de 75,6 millions de dollars (taux effectif de 6,07%)	77 401	78 481
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (3 mois) majore de 0.15 %, echéant en octobre 2013,</li> </ul>		
valeur nominale de 100,0 millions de dollars	99 687	99 618
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majore de 0,08 %, echéant en octobre 2013, valeur nominale de 60,0 millions de dollars</li> </ul>		
	59 814	59 772
<ul> <li>au faux des acceptations bancaires (1 mois) majore de 0.05 %, echeant en octobre 2013 <sup>(1)</sup>, valeur nominale de 162,5 millions de dollars</li> </ul>	161 000	
- au faux des acceptations bancaires (1 mois) majore de 0,12%, écheant en octobre 2013.	161 993	161 879
valeur nominale de 134,1 millions de dollars	133 690	133 595
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majore de 0,09%, echeant en octobre 2013 (1)</li> </ul>	100 000	133 333
valeur nominale de 52,5 millions de dollars	52 334	52 294
- au faux des acceptations bancaires (1 mois) majore de 0.10%, écheant entre fevrier 2012 et mai 2014,		
valeur nominale de 100,0 millions de dollars	99 644	99 574
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majore de 0.21%, echeant en juin 2032, valeur nominale de 47,5 millions de dollars</li> </ul>		
	47 192	47 179
Avances du gouvernement du Québec, sans interet, echeant entre juin 2020 et janvier 2024.	207 567	178 667
Avances du gouvernement du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement	10 000	
Billets – immigrants investisseurs, sans intérêt, écheant entre avril 2009 et mars 2014, valeur nominale de 3,0 milliards de dollars (taux effectifs de 2,84 % a 4,94 %) (*)	2 701 285	2661246
and the second flater enecting the close of a 4,34 ()		2 664 346
	3 853 733	3 778 372

#### LE MONTANT CONTRACTUEL DES VERSEMENTS EN CAPITAL À EFFECTUER SUR LES EMPRUNTS À LONG TERME SE DÉTAILLE COMME SUIT

10 000
4 119 787
47 500
207 567
15 800
1 058 720
712 400
596 600
611 000
870 200

## 13. CONTRIBUTIONS RECOUVRABLES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC - AVANTAGES CONFÉRÉS AUX CLIENTS ET AUTRES MONTANTS

	957 767	810 910
Autres montants	100 662	72 100
Contributions au titre des avantages conférés aux clients	857 105	738 810
	2009	2008

## 14. AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

Options d'achat d'actions	726	603
Intérêts et dividendes à recevoir sur les placements Actifs liés aux instruments financiers dérivés	1 466	1 694
Immobilisations corporelles, déduction faite de l'amortissement cumulé de 5,2 millions de dollars (4,5 millions au 31 mars 2008)	8 412	2 661
Actifs incorporels à durée de vie définie, déduction faite de l'amortissement cumulé de 7,4 millions de dollars (7,0 millions au 31 mars 2008)	2 565	2 698
Honoraires d'administration à recevoir – Apparentés	1 367	889
Creances lies any interportions financians and add of the first lies and the first lies a	139	275
Créances liées aux interventions financières, déduction faite de la provision cumulée pour pertes (i).  Autres créances	1 214	776
nuies creatices	865	1 436
	16 754	11 032

	146	1 0 6 8	1 214	776
The state of the s		Tabana .		
Provision cumulée pour pertes sur créances lices, aux interventions financières (note 13)	(193)	(305)	(498)	(576)
Créances hées aux interventions financières	339	1 373	1.712	1 352
	Dont les pertes ne sont pas remboursées par le gouvernement du Québec	Dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec	Total	Total
			2009	2008

## 15. EMPRUNTS À COURT TERME

	472 100	255 800
Billets – Fonds de financement du gouvernement du Québec, de 0,70 % à 0,71 %, échéant en avril 2009	125 500	32 200
Billets – institutions financières, de 0,68 % à 0,74 %, échéant en avril 2009	296 600	72 200
Acceptations bancaires – institutions financières, 0,61%, échéant en avril 2009	50 000	151 400
	2009	2008

En vertu du décret 877-2006, daté du 3 octobre 2006, la Société est autorisée à contracter des emprunts à court terme auprès d'institutions financières ou auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec et des emprunts à long terme auprès de ce dernier, jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 1 315 millions de dollars, et ce, jusqu'au 31 octobre 2010. Le montant précité est déterminé comme suit: pour les emprunts à court terme, le montant en capital global en cours: pour les emprunts à long terme, le produit net des emprunts reçus à compter de la date d'entrée en vigueur du décret jusqu'à son échéance.

De plus, le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation versera à la Société les sommes requises pour suppléer toute inexécution des obligations découlant des emprunts auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec. Les modalités de ce décret s'appliquent également aux billets à payer au Fonds de financement du gouvernement du Québec figurant à la note 16.

En date du 31 mars 2009, la Société avait contracté 472 millions de dollars d'emprunts à court terme, mais aucun emprunt à long terme n'a été contracté depuis octobre 2006, laissant ainsi une marge de manoeuvre de 843 millions de dollars.

La Société dispose de marges de crédit bancaires de montants autorisés totalisant 10 millions de dollars, portant intérêt au taux de base du prêteur (2,5% au 31 mars 2009; 5,25% au 31 mars 2008) et renouvelables annuellement. Aux 31 mars 2009 et 2008, celles-ci n'étaient pas utilisées.

#### 16. EMPRUNTS À LONG TERME

valeur nominale de 3,0 milliards de dollars (taux effectifs de 2,84% à 4,94%) [2]	2 701 285	2 664 346
Avances du gouvernement du Quèbec, sans intérêt ni modalité de remboursement Billets – immigrants investisseurs, sans intérêt, échéant entre avril 2009 et mars 2014,	10 000	
Avances du gouvernement du Quèbec, sans intérêt, échéant entre juin 2020 et janvier 2024	207 567	178 667
valeur nominale de 47,5 millions de dollars	47 192	47 179
- au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,21 %, échéant en juin 2032.	33 644	33 3/4
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,10%, échéant entre février 2012 et mai 2014, valeur nominale de 100,0 millions de dollars</li> </ul>	99 644	99 574
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,09%, échéant en octobre 2013 (1), valeur nominale de 52,5 millions de dollars</li> </ul>	52 334	52 294
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,12%, échéant en octobre 2013, valeur nominale de 134,1 millions de dollars</li> </ul>	133 690	133 595
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,05%, échéant en octobre 2013 (1), valeur nominale de 162,5 millions de dollars</li> </ul>	161 993	161 879
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,08%, échéant en octobre 2013, valeur nominale de 60,0 millions de dollars</li> </ul>	59 814	59 772
valeur nominale de 100,0 millions de dollars	99 687	99 618
<ul> <li>8,00%, échéant en décembre 2010, valeur nominale de 75,6 millions de dollars (taux effectif de 6,07%)</li> <li>au taux des acceptations bancaires (3 mois) majoré de 0,15%, échéant en octobre 2013,</li> </ul>	77 401	78 481
- 4,33%, échéant en juillet 2010, valeur nominale de 28,2 millions de dollars	28 172	28 150
<ul> <li>au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,28%, echéant en juillet 2009, valeur nominale de 175,0 millions de dollars</li> </ul>	174 954	174 817
Billets – Fonds de financement du gouvernement du Québec :		
	2009	2008

LE MONTANT CONTRACTUEL DES VERSEMENTS EN CAPITAL À EFFECTUER SUR LES EMPRUNTS À LONG TERME SE DÉTAILLE COMME SUIT :	
Moins de 1 an	870 200
De 1 à 2 ans	611 000
De 2 à 3 ans	596 600
De 3 à 4 ans	712 400
De 4 à 5 ans	1 058 720
De 5 à 10 ans	15 800
De 10 a 20 ans	207 567
Plus de 20 ans	47 500
	4 119 787
Aucune echeance	10 000
	4 129 787

<sup>(1)</sup> La Société à la possibilité de renouveler cet emprunt, et ce, pour une période maximale de 20 ans, à compter de l'echeance de l'emprunt initial (2) Le paiement du capital est garanti par le Quebec

### 17. AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	73 345	43 593
Autres passifs et charges à payer (2)	15 548	15 503
Congès de maladie et vacances à payer (note 34)	11 582	11618
Passifs lies aux instruments financiers dérivés	35 461	7 352
Revenus reportes (II	488	352
et des Communautées culturelles	3 436	2 511
Contributions financières non remboursables à payer au ministère de l'Immigration		
Contributions financières non remboursables à payer à Emploi-Québec	524	912
Contributions financières et garanties à payer	6 306	5 345
	2009	2008

au 31 mars 2009 (50 000 au 31 mars 2008).

#### 18. INTÉRÊTS SUR LES INTERVENTIONS FINANCIÈRES ET RÉÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS AU TITRE DES AVANTAGES CONFÉRÉS AUX CLIENTS

	104 893	107 402	52 686
Reévaluation des contributions au titre des avantages conferes aux clients	33 142	4 820	=
Intérêts sur les interventions financières	71 751	102 582	52 686
	2009	2008	2007

#### 19. DÉPENSES D'INTÉRÊTS

Intérêts sur les emprunts a long terme (1)         30 720         48 168         47 70           Intérêts liés aux billets des immigrants investisseurs         112 893         106 321           Intérêts sur les emprunts à court terme et frais bancaires (2)         7 873         6 351         4 50           Amortissement des frais d'emission sur les emprunts à long terme (1)         651         585         7		166 895	172 662	51 857
Intérêts sur les emprunts à long terme (1).  Intérêts lies aux billets des immigrants investisseurs Intérêts sur les emprunts à court terme et frais bancaires (2).  Amortissement des frais d'ernission sur les emprunts à long terme (1).  30 720 48 168 47 70 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16	ntérêts sur le passif au titre de la garantie	15 887	12 266	
Intérêts sur les emprunts a long terme (II)         30 720         48 168         47 70           Intérêts liés aux billets des immigrants investisseurs         112 893         106 321           Intérêts sur les emprunts à court terme et frais bancaires (II)         7 873         6 351         4 55	Amortissement de la prime sur les emprunts à long terme (17	(1 129)	$(1\ 129)$	(1 129)
Intérêts sur les emprunts a long terme (1).  10 48 168 47 70 112 893 106 321	Amortissement des frais d'emission sur les emprunts à long terme (1)	651	685	719
Intérêts sur les emprunts à long terme (1). 30 720 48 168 47 70		7 873	6 351	4 558
	ntérêts lies aux billets des immigrants investisseurs	112 893	106 321	
2009 2008 20	ntérêts sur les emprunts à long terme (1)	30 720	48 168	47 709
		2009	2008	2007

<sup>(1)</sup> Proviennent de transactions conclues avec le Fonds de financement du gouvernement du Québec

<sup>(2)</sup> Y compris une somme de 0.5 million de dollars due à des entités apparentées sous contrôle commun au 31 mars 2009 (0.1 million au 31 mars 2008).

<sup>(2)</sup> La dépense d'intérêts sur les emprunts à court terme contractés aupres du Fonds de financement du gouvernement du Québec séleve à 1,5 million de dollars pour l'exercice termine le 31 mars 2009 (1,2 million pour l'exercice termine le 31 mars 2008; 1.8 million pour l'exercice termine le 31 mars 2007).

## 20. PRIMES AU RISQUE - OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

	2 681	852	2 720
(gain (perte) non realisé pour l'exercice terminé le 31 mars 2007)	2 681	852	836
le 31 mars 2007) Gain (perte) résultant de la variation de la juste valeur des options d'achat d'actions			358
de sociétés privées (sociétés privées et sociétés publiques pour l'exercice terminé			
iain sur disposition d'options d'achat d'actions lain sur disposition d'actions provenant de la realisation d'options d'achat d'actions			1 526
	2009	2008	2007

#### 21. AUTRES REVENUS

	6 399	10 071	14 905
Autres revenus	878	1 138	1 004
Autres revenus provenant du gouvernement du Quebec	38 129	12 221	4 428
Perte nette sur les instruments financiers derives	(29 011)	(11 355)	(2 439)
Gain de change non réalisé			149
Variation de la moins-value non réalisée sur les placements	(12 967)	(7 560)	(2 608)
Gain (perte) sur actifs financiers disponibles a la vente	(890)	480	1 338
Revenus sur les autres placements	6 113	8 268	6 255
Honoraires d'attestation et de certification	4 298	3 832	3 687
Honoraires d'intéressement	2 990	2 990	3 020
Dividendes	10		
Perte résultant de la variation de la juste valeur sur les actions participantes cotées en Bourse	(3 131)	(698)	
Gain (perte) sur disposition d'actions de sociétés privées et sur parts (sociétés privées et sociétés publiques pour l'exercice termine le 31 mars 2007).	(20)	755	66
	2009	2008	2007

#### 22. CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

924	(272)	924 (272)	1 346 (977)	1 166 (1 291)
924		924	1 346	
3 702		3 702	5 385	5 576
46 838	57 737	104 575	85 926	64 084
10 161	114 573	124 734	89 479	
Non assumées par le gouvernement du Québec	Assumées par le gouvernement du Québec <sup>(1)</sup>	Total	Total	Total
		2009	2008	2007
	par le gouvernement du Québec 10 161 46 838	par le gouvernement du Québec du Québec du Québec 10 161 114 573 46 838 57 737	Non assumées par le gouvernement du Québec         Assumées par le gouvernement du Québec (1)         Total           10 161         114 573         124 734           46 838         57 737         104 575	Non assumées par le gouvernement du Québec         Assumées par le gouvernement du Québec du Q

Correspond aux « Contributions financières assumées par le gouvernement du Québec » présentées dans les résultats consolides

## 17. AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	73 345	43 593
Autres passifs et charges à payer (2)	15 548	15 503
Congés de maladie et vacances à payer (note 34)	11 582	11 618
Passifs liés aux instruments financiers dérivés	35 461	7 352
Revenus reportés (1)	488	352
et des Communautées culturelles	3 436	2 511
Contributions financières non remboursables à payer au ministère de l'Immigration		
Contributions financières non remboursables à payer à Emploi-Québec	524	912
Contributions financières et garanties à payer	6 306	5 345
		E 245
	2009	2008

Y compris une contribution reportée du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation d'un montant de 50 000 dollars au 31 mars 2009 (50 000 au 31 mars 2008).

### 18. INTÉRÊTS SUR LES INTERVENTIONS FINANCIÈRES ET RÉÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS AU TITRE DES AVANTAGES CONFÉRÉS AUX CLIENTS

	2009	2008	2007
ntérêts sur les interventions financières	71 751	102 582	52 686
Réévaluation des contributions au titre des avantages conférés aux clients	33 142	4 820	-
	104 893	107 402	52 686

### 19. DÉPENSES D'INTÉRÊTS

	166 895	172 662	51 857
ntérêts sur le passif au titre de la garantie	15 887	12 266	-
mortissement de la prime sur les emprunts à long terme (I)	(1 129)	(1 129)	(1 129
mortissement des frais d'émission sur les emprunts à long terme (1).	651	685	719
ntérêts sur les emprunts à court terme et frais bancaires (2)	7 873	6 351	4 558
ntérêts liés aux billets des immigrants investisseurs	112 893	106 321	
ntérêts sur les emprunts à long terme (1).	30 720	48 168	47 709
	2009	2008	2007

<sup>(1)</sup> Proviennent de transactions conclues avec le Fonds de financement du gouvernement du Québec

<sup>(2)</sup> Y compris une somme de 0,5 million de dollars due à des entités apparentées sous contrôle commun au 31 mars 2009 (0,1 million au 31 mars 2008).

<sup>(2)</sup> La dépense d'intérêts sur les emprunts à court terme contractés auprès du Fonds de financement du gouvernement du Quebec s'élève à 1,5 million de dollars. pour l'exercice terminé le 31 mars 2009 (1,2 million pour l'exercice terminé le 31 mars 2008; 1,8 million pour l'exercice terminé le 31 mars 2007).

## 20. PRIMES AU RISQUE - OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

	2009	2008	2007
Gain sur disposition d'options d'achat d'actions			1 526
Gain sur disposition d'actions provenant de la réalisation d'options d'achat d'actions de sociétés privées (sociétés privées et sociétés publiques pour l'exercice terminé			
le 31 mars 2007)			358
Gain (perte) résultant de la variation de la juste valeur des options d'achat d'actions			
(gain (perte) non réalisé pour l'exercice terminé le 31 mars 2007)	2 681	852	836
	2 681	852	2 720

#### 21. AUTRES REVENUS

	2009	2008	2007
Gain (perte) sur disposition d'actions de sociétés privées et sur parts	100	700	
(sociétés privées et sociétés publiques pour l'exercice terminé le 31 mars 2007)	(20)	755	66
Perte résultant de la variation de la juste valeur sur les actions participantes cotées	10.000	inima.	
en Bourse	(3 131)	(698)	
Dividendes	10		5
Honoraires d'intéressement	2 990	2 990	3 020
Honoraires d'attestation et de certification	4 298	3 832	3 687
Revenus sur les autres placements	6 113	8 268	6 255
Gain (perte) sur actifs financiers disponibles à la vente	(890)	480	1 338
Variation de la moins-value non réalisée sur les placements	(12 967)	(7 560)	(2 608)
Gain de change non réalisé			149
Perte nette sur les instruments financiers dérivés	(29 011)	$(11\ 355)$	(2439)
Autres revenus provenant du gouvernement du Québec	38 129	12 221	4 428
Autres revenus	878	1 138	1 004
	6 399	10 071	14 905

## 22. CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

			2009	2008	2007
	Non assumées par le gouvernement du Québec	Assumées par le gouvernement du Québec <sup>(1)</sup>	Total	Total	Total
Avantages conférés aux clients	10 161	114 573	124 734	89 479	
Contributions financières non remboursables - Entreprises	46 838	57 737	104 575	85 926	64 084
Contributions financières non remboursables - Emploi-Québec	3 702		3 702	5 385	5 576
Contributions financières non remboursables -					
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	924		924	1 346	1 166
Contributions financières à remboursement conditionnel		(272)	(272)	(977)	(1 291)
	61 625	172 038	233 663	181 159	69 535
	The state of the s	Contract of the last of the la	and the same of th	4-77	

<sup>(1)</sup> Correspond aux « Contributions financières assumées par le gouvernement du Québec » présentées dans les résultats consolidés.

#### 23. FRAIS D'ADMINISTRATION (1)

Autres	5 798	4 548	4 339
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée de vie définie	1 280	1 027	864
Honoraires professionnels et autres honoraires	2 169	1 790	1 378
Déplacements, représentation, publicité et promotion	4 673	4 039	4 187
Loyers	2 995	2 881	2 780
Salaires et avantages sociaux	36 601	35 711	34 091
	2009	2008	2007

<sup>(1)</sup> Y compris une somme de 3,5 millions de dollars qui se rapporte à des entités apparentées sous contrôle commun pour l'exercice terminé le 31 mars 2009 (4,2 millions pour l'exercice terminé le 31 mars 2008; 3,7 millions pour l'exercice terminé le 31 mars 2007).

#### 24. AUTRES DÉPENSES

	2009	2008	2007
Honoraires de contre-garantie	2 990	2 990	3 020
Quote-part des résultats - Société satellite, Canadair Québec Capital S.E.N.C.			53
Autres dépenses	1 086	1 016	716
	4 076	4 006	3 789

## 25. VARIATION DES ACTIFS ET DES PASSIFS LIÉS À L'EXPLOITATION

	(12 078)	10 868	634
Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec	32 269	43 680	90 276
Provision cumulée pour pertes	(44 764)	(49 069)	(98 106)
Autres éléments de passif	1 849	13 352	4 698
Intérêts échus et courus sur les emprunts	(7 779)	(1 157)	3 530
Autres éléments d'actif	6 347	4 062	236
	2009	2008	2007

#### 26. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Au moment de l'autorisation d'une intervention financière, la Société peut exiger de l'entreprise cliente une prime sous forme d'options d'achat d'actions qui varie selon la nature du risque. La Société conclut également des contrats à terme normalisés qui portent sur l'achat ou la vente d'instruments financiers à des prix spécifiques et à des dates futures. Les contrats à terme sont négociés selon des montants normalisés à des Bourses organisées et sont assujettis à des marges au comptant calculées quotidiennement.

Le tableau qui suit présente la juste valeur du portefeuille d'instruments financiers dérivés de la Société au 31 mars 2009, telle qu'elle est représentée par les gains non réalisés, dans le cas des options d'achat d'actions, et par les gains ou les pertes non réalisés, en ce qui a trait aux contrats à terme.

	Positif	Négatif	2009 Montant net	2008 Montant net
Options d'achat d'actions	726		726	603
Option de vente d'actions	1 472		1 472	1 466
Contrats de change – Options	6 940		6 940	1 195
Contrats de taux d'intérêt – Swaps		35 461	(35 461)	(7 352)
Contrats de taux d'intérêt – Contrats à terme		375	(375)	(656)
	9 138	35 836	(26 698)	(4 744)

### 27. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur a pour objet de déterminer approximativement à quel montant les instruments financiers pourraient être échangés entre des parties non liées agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, dans le cours normal des affaires; la meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché.

Lorsqu'il est disponible, la Société utilise le cours du marché, à la date du bilan, pour évaluer la juste valeur des instruments financiers. Lorsqu'il n'existe pas de marché ou que le marché n'est pas considéré comme assez liquide, la Société mesure la juste valeur en appliquant des méthodes d'évaluation et en utilisant des hypothèses. Étant donné le rôle du jugement dans l'application d'un grand nombre de techniques d'évaluation et d'estimation acceptables pour le calcul de la juste valeur, celles-ci ne sont pas nécessairement comparables entre les différentes entités. La juste valeur se fonde sur la situation du marché à un moment précis et, de ce fait, ne reflète pas nécessairement la juste valeur future des instruments. Elle ne saurait être interprétée comme un montant réalisable en cas de réglement immédiat des instruments.

#### 23. FRAIS D'ADMINISTRATION (1)

	53 516	49 996	47 639
Autres	5 798	4 548	4 339
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée de vie définie	1 280	1 027	864
Honoraires professionnels et autres honoraires	2 169	1 790	1 378
Deplacements, représentation, publicité et promotion	4 673	4 039	4 187
Loyers	2 995	2 881	2 780
Salaires et avantages sociaux	36 601	35 711	34 091
	2009	2008	2007

<sup>(1)</sup> Y compris une somme de 3,5 millions de dollars qui se rapporte à des entités apparentées sous contrôle commun pour l'exercice terminé le 31 mars 2009. (4,2 millions pour l'exercice terminé le 31 mars 2008; 3,7 millions pour l'exercice terminé le 31 mars 2007).

#### 24. AUTRES DÉPENSES

	4 076	4 006	3 789
Autres dépenses	1 086	1 016	53 716
Honoraires de contre-garantie Quote-part des résultats - Société satellite, Canadair Québec Capital S.E.N.C.	2 990	2 990	3 020
	2009	2008	2007

## 25. VARIATION DES ACTIFS ET DES PASSIFS LIÉS À L'EXPLOITATION

	(12 078)	10 868	634
Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec	32 269	43 680	90 276
Provision cumulée pour pertes	(44 764)	(49 069)	(98 106)
Autres elements de passif	1 849	13 352	4 698
Intérêts échus et courus sur les emprunts	(7 779)	(1 157)	3 530
utres éléments d'actif	6 347	4 062	236
	2009	2008	2007

#### 26. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Au moment de l'autorisation d'une intervention financière, la Société peut exiger de l'entreprise cliente une prime sous forme d'options d'achat d'actions qui varie selon la nature du risque. La Société conclut également des contrats à terme normalisés qui portent sur l'achat ou la vente d'instruments financiers à des prix spécifiques et à des dates futures. Les contrats à terme sont négociés selon des montants normalisés à des Bourses organisées et sont assujettis à des marges au comptant calculées quotidiennement.

Le tableau qui suit présente la juste valeur du portefeuille d'instruments financiers dérivés de la Société au 31 mars 2009, telle qu'elle est représentée par les gains non réalisés, dans le cas des options d'achat d'actions, et par les gains ou les pertes non réalisés, en ce qui a trait aux contrats à terme.

			2009	2008
	Positif	Negatif	Montant net	Montant net
Options d'achat d'actions	726		726	603
Option de vente d'actions	1 472		1 472	1 466
Contrats de change – Options	6 940		6 940	1 195
Contrats de taux d'intérêt – Swaps		35 461	(35 461)	(7 352)
Contrats de taux d'intérêt – Contrats à terme	-	375	(375)	(656)
	9 138	35 836	(26 698)	(4744)

#### 27. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur a pour objet de déterminer approximativement à quel montant les instruments financiers pourraient être échanges entre des parties non liées agissant en toute liberté dans des conditions de pleme concurrence, dans le cours normal des affaires: la meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché.

Lorsqu'il est disponible, la Société utilise le cours du marché, à la date du bilan, pour évaluer la juste valeur des instruments financiers. Lorsqu'il n'existe pas de marché ou que le marché n'est pas considéré comme assez liquide, la Société mesure la juste valeur en appliquant des méthodes d'évaluation et en utilisant des hypothèses. Étant donné le rôle du jugement dans l'application d'un grand nombre de techniques d'évaluation et d'estimation acceptables pour le calcul de la juste valeur, celles-ci ne sont pas necessairement comparables entre les différentes entités. La juste valeur se fonde sur la situation du marche à un moment preciset, de ce fait, ne reflète pas nécessairement la juste valeur future des instruments. Elle ne saurait être interprétée comme un montant realisable en cas de règlement immédiat des instruments.

Le tableau qui suit indique la valeur comptable et la juste valeur estimative des instruments financiers figurant au bilan, établie à l'aide des méthodes d'évaluation et des hypothèses décrites ci-dessous. On ne présente pas, dans le tableau, la juste valeur des éléments d'actif et de passif qui ne sont pas considérés comme des instruments financiers, tels les immobilisations corporelles, les actifs incorporels à durée de vie définie, les avantages perçus d'avance conférés par les immigrants investisseurs et ceux qui ne sont pas couverts par les recommandations du chapitre 3862 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, intitulé «Instruments financiers - informations a fournir»

4 755 607	6 018 231	(1 262 624)	4 334 225	4 547 521	(213 296)
35 782	35 782	-7	42 018	42 018	
35 461	35 461		7 352	7 352	
358 531	1 477 029	(1 118 498)	250 683	392 357	(141 674)
4 325 833	4 469 959	(144 126)	4 034 172	4 105 794	(71 622)
5 533 531	6 740 396	1 206 865	5 115 171	5 331 329	216 158
3 684	3 684		4 181	4 181	
8 412	8 412		2 661	2 661	
726	726		603	603	
1 580 319	2 662 219	1 081 900	1 264 520	1 214 770	(49 750)
124 438	117 445	(6 993)	115 232	123 198	7 966
54 413	51 504	(2 909)	57 489	83 737	26 248
610 496	611 170	674	560 561	729 817	169 256
3 077 052	3 211 256	134 204	3 010 491	3 072 929	62 438
73 991	73 980	(11)	99 433	99 433	
Valeur comptable	Juste valeur	Différence	Valeur comptable	Juste valeur	Difference
		2009			2008
	73 991 3 077 052 610 496 54 413 124 438 1 580 319 726 8 412 3 684 5 533 531 4 325 833 358 531 35 461 35 782	73 991 73 980 3 077 052 3 211 256 610 496 611 170 54 413 51 504 124 438 117 445  1 580 319 2 662 219 726 726 8 412 8 412 3 684 3 684 5 533 531 6 740 396  4 325 833 4 469 959 358 531 1 477 029 35 461 35 782 35 782	Valeur comptable         Juste valeur         Différence           73 991         73 980         (11)           3 077 052         3 211 256         134 204           610 496         611 170         674           54 413         51 504         (2 909)           124 438         117 445         (6 993)           1 580 319         2 662 219         1 081 900           726         726         -           8 412         8 412         -           3 684         3 684         -           5 533 531         6 740 396         1 206 865           4 325 833         4 469 959         (144 126)           35 8531         1 477 029         (1 118 498)           35 461         35 461         -           35 782         35 782         -	Valeur comptable         Juste valeur         Différence         Valeur comptable           73 991         73 980         (11)         99 433           3 077 052         3 211 256         134 204         3 010 491           610 496         611 170         674         560 561           54 413         51 504         (2 909)         57 489           124 438         117 445         (6 993)         115 232           1 580 319         2 662 219         1 081 900         1 264 520           726         726         -         603           8 412         8 412         -         2 661           3 684         3 684         -         4 181           5 533 531         6 740 396         1 206 865         5 115 171           4 325 833         4 469 959         (144 126)         4 034 172           358 531         1 477 029         (1 118 498)         250 683           35 461         35 461         -         7 352           35 782         35 782         -         42 018	Valeur comptable         Juste valeur         Différence         Valeur comptable         Juste valeur           73 991         73 980         (11)         99 433         99 433           3 077 052         3 211 256         134 204         3 010 491         3 072 929           610 496         611 170         674         560 561         729 817           54 413         51 504         (2 909)         57 489         83 737           124 438         117 445         (6 993)         115 232         123 198           1 580 319         2 662 219         1 081 900         1 264 520         1 214 770           726         726         -         603         603           8 412         8 412         -         2 661         2 661           3 684         3 684         -         4 181         4 181           5 533 531         6 740 396         1 206 865         5 115 171         5 331 329           4 325 833         4 469 959         (1 44 126)         4 034 172         4 105 794           358 531         1 477 029         (1 118 498)         250 683         392 357           35 461         35 461         -         7 352         7 352           35 782 </td

#### LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FIGURANT AU BILAN A ÉTÉ ESTIMÉE D'APRÈS LES METHODES ET LES HYPOTHÈSES SUIVANTES:

#### Encaisse, placements temporaires, découvert bancaire, emprunts à court terme et autres actifs et passifs

L'encaisse, les placements temporaires dont l'écheance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition, les emprints à court terme ainsi que les autres actifs et passifs sont comptabilisés à leur juste valeur. Cette dernière est considerée equivalente à leur valeur comptable en raison de leur echeance à court terme. Les placements temporaires dont l'écheance excède trois mois suivant la date d'acquisition sont comptabilisés à leur juste valeur qui est déterminée en fonction des cours du marche, établi selon le cours acheteur, à la date du bilan.

La juste valeur des interêts échus et courus échéant dans plus de trois mois est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie en utilisant les taux d'intérêt pratiqués sur le marché pour des emprunts comportant des conditions et des risques de credit similaires.

Le tableau qui suit indique la valeur comptable et la juste valeur estimative des instruments financiers figurant au bilan, établie à l'aide des méthodes d'évaluation et des hypothèses décrites ci-dessous. On ne présente pas, dans le tableau, la juste valeur des éléments d'actif et de passif qui ne sont pas considérés comme des instruments financiers, tels les immobilisations corporelles, les actifs incorporels à durée de vie définie, les avantages perçus d'avance conférés par les immigrants investisseurs et ceux qui ne sont pas couverts par les recommandations du chapitre 3862 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, intitulé «Instruments financiers - informations à fournir».

			2009			2008
	Valeur comptable	Juste valeur	Différence	Valeur comptable	Juste valeur	Différence
Actif						
Encaisse, découvert bancaire						
et placements temporaires	73 991	73 980	(11)	99 433	99 433	-
Placements	3 077 052	3 211 256	134 204	3 010 491	3 072 929	62 438
Prêts, déduction faite de la provision						
cumulée pour pertes	610 496	611 170	674	560 561	729 817	169 256
Actions et parts	54 413	51 504	(2 909)	57 489	83 737	26 248
Honoraires de garantie à recevoir, déduction						
faite de la provision cumulée pour pertes	124 438	117 445	(6 993)	115 232	123 198	7 966
Provision cumulée pour pertes et contributions recouvrables du gouvernement du Québec – Avantages						
conferes aux clients et autres montants	1 580 319	2 662 219	1 081 900	1 264 520	1 214 770	(49 750)
Options d'achat d'actions	726	726		603	603	
Actifs lies aux instruments financiers dérivés	8 412	8 412		2 661	2 661	
Autres actifs	3 684	3 684		4 181	4 181	
	5 533 531	6 740 396	1 206 865	5 115 171	5 331 329	216 158
Passif	The second		The second part			
Emprunts	4 325 833	4 469 959	(144 126)	4 034 172	4 105 794	(71 622)
Passif au titre de la garantie	358 531	1 477 029	(1 118 498)	250 683	392 357	(141 674)
Passifs liés aux instruments financiers dérivés	35 461	35 461		7 352	7 352	
Autres passifs	35 782	35 782		42 018	42 018	
	4 755 607	6 018 231	(1 262 624)	4 334 225	4 547 521	(213 296)
			(55 759)			2 862
	The second secon	The same of the sa		the state of the s	Marie Comment Comments and Comm	A. C.

#### LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FIGURANT AU BILAN A ÉTÉ ESTIMÉE D'APRÈS LES MÉTHODES ET LES HYPOTHÈSES SUIVANTES:

### Encaisse, placements temporaires, découvert bancaire, emprunts à court terme et autres actifs et passifs

L'encaisse, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition, les emprunts à court terme ainsi que les autres actifs et passifs sont comptabilisés à leur juste valeur. Cette dernière est considérée équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les placements temporaires dont l'échéance excède trois mois suivant la date d'acquisition sont comptabilisés à leur juste valeur qui est déterminée en fonction des cours du marché, établi selon le cours acheteur, à la date du bilan.

La juste valeur des intérêts échus et courus échéant dans plus de trois mois est estimée par l'actualisation des flux de tresorerie en utilisant les taux d'intérêt pratiqués sur le marché pour des emprunts comportant des conditions et des risques de crédit similaires.

#### **Placements**

Les placements en valeurs mobilières sont comptabilisés à leur juste valeur, qui est déterminée en fonction des cours du marché, établi selon le cours acheteur, à la date du bilan. La juste valeur des billets à recevoir du gouvernement du Québec est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie, en utilisant les taux d'intérêt pratiqués sur le marché pour des placements comportant des conditions et des risques de crédit semblables.

#### Prêts

La juste valeur du portefeuille de prêts repose sur l'évaluation du risque de taux d'intérêt et du risque de crédit. La juste valeur des prêts est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie, aux taux d'intérêt équivalent actuellement sur le marché pour de nouveaux prêts ayant sensiblement les mêmes modalités. Pour les prêts douteux, la juste valeur est réputée égale à la valeur comptable, conformément aux méthodes d'évaluation décrites à la note 2, sous la rubrique « Prêts ».

#### Actions et parts

La juste valeur des actions et des parts est déterminée en fonction des cours du marché, établi selon le cours acheteur, à la date du bilan, lorsqu'ils sont disponibles. La juste valeur des actions non participantes et des parts privilégiées avec modalités de remboursement est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie, aux taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour de nouvelles actions non participantes et parts privilégies, avec modalités de remboursement ayant sensiblement les mêmes modalités. Dans le cas des autres titres de participation qui ne sont pas transigés sur des marchés organisés, comme la juste valeur ne peut être estimée au prix d'un effort raisonnable, elle est réputée équivalente à la valeur comptable qui, selon la direction, n'a pas diminue de valeur.

#### Honoraires de garantie à recevoir

La juste valeur des honoraires de garantie à recevoir est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie aux taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour de nouvelles créances ayant sensiblement les mêmes modalités.

Provision cumulée pour pertes et contributions recouvrables du gouvernement du Québec - Avantages conférés aux clients La juste valeur de la provision cumulée pour pertes sur les interventions financières dont les pertes sont assumées par le gouvernement du Québec et des contributions sur celles-ci recouvrables du gouvernement du Québec au titre d'avantages conférés aux clients correspond à l'écart entre la valeur nominale et la juste valeur des prêts, actions et parts et entre la juste valeur des honoraires de garantie à recevoir et la juste valeur du passif initial au titre de la garantie.

#### Instruments dérivés

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur, qui est déterminée en fonction des cours du marché, à la date du bilan, lorsqu'ils sont disponibles. Dans le cas des options d'achat d'actions qui ne sont pas transigées sur des marchés organisés, la juste valeur est basée sur la valeur comptable de l'entreprise concernée

#### Emprunts à long terme

La juste valeur des emprunts à long terme à taux fixe est déterminée d'après les cours du marché pour des titres de créance comportant des conditions et des risques de crédit similaires. La juste valeur des emprunts à long terme à taux variable est reputée être égale à la valeur comptable.

#### Passif au titre de la garantie

La juste valeur du passif au titre de la garantie repose sur l'évaluation du risque de taux d'intérêt et du risque de crédit. Elle est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie aux taux d'honoraires de garantie et aux taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour de nouvelles garanties ayant sensiblement les mêmes modalités. Pour les garanties relatives aux entreprises insolvables ou dont l'insolvabilité semble probable à court terme, la juste valeur correspond à la provision cumulée pour pertes, conformément aux méthodes d'évaluation décrites à la note 2, sous la rubrique « Garanties ».

# 28. SENSIBILITÉ AU TAUX D'INTÉRÊT

La Société offre une gamme d'instruments financiers dont les flux de trésorerie sont sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt découle de la non-concordance des divers flux de trésorerie, qu'ils soient au bilan ou hors bilan, et ses effets sur les résultats financiers de la Société sont en fonction des variations des taux d'intérêt.

La sensibilité de la Société aux variations des taux d'interêt au 31 mars se détaille comme suit

							2009
	Tau variabl		De 3 à		Plus de 5 ans		
Actif			111013	Jans	2 411	s a interes	Total
Encaisse et placements temporaires Taux d'interêt effectif		70 872 0,7%	147 0.4%			2 972	73 991
Placements Taux d'intérêt effectif		155 357 4.4%	551 425 4.1%	2 111 651 4.1%	5 212 5.2%		3 077 077
Prêts sans interêt Taux d'intérêt effectif	5 340	624	3 829 9.8%	81 968 8.5%	101 502 7.1%		193 263
Autres prêts, actions, parts et honoraires				0,00	7,4		
de garantie à receyoir Taux d'intérêt effectif	167 178	72 10,3%	121 9.4%	8 366 10,3 %	343 006 9.2%	222 228	1 134 079
Provision cumulée pour pertes sur prêts, actions, parts et honoraires de							
garantie à recevoir Contribution au titre des avantages conférés aux clients et autres montants recouvrables du						(537 995)	(537 995)
gouvernement du Québec Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement						957 767	957 767
du Québec						622 552	622 552
Autres actifs	-		_	_	-	16 754	16 754
	172 518	226 925	555 522	2 201 985	449 720	1 930 818	5 537 488
Passif							1
Emprunts sans interet		151 122	529 795	2 010 973	9 395	217 567	2 918 852
Taux d'intérêt effectif Emprunts portant intérêt		4,4%	4.1%	4,1%	2,8%		
Taux d'interêt effectif		1 301 408		105 573			1 406 981
Avantages perçus d'avance conferes par les immigrants investisseurs		0.9%		5,6%			210 222
Autres passifs		(93 465)			128 926	211 875 406 383	211 875
Avoir		(35 465)			120 920	557 936	441 844 557 936
		1 359 065	529 795	2 116 546	138 321	1 393 761	5 537 488
Écart de sensibilité	172 518	(1 132 140)	25 727	85 439	311 399	537 057	3 337 400
Garanties (1)	-	-	-	03 433	311 333		2 275 202
Écart de sensibilité	714 - 10_0	· <del>(, . , <u>,</u></del>					2 275 093
TOTAL 2009		(1 132 140)	25 727	OF 420		(2 275 093)	-
	1/2 316	(1 132 140)	23 /2/	85 439	311 399	(1 738 036)	(2 275 093)
							2008
Instruments financiers portés au bilan Instruments financiers hors bilan	133 395	(847 933)	26 452	108 398	308 290	271 398 (1 984 273)	(1 984 273)
TOTAL 2008	133 395	(847 933)	26 452	108 398	308 290	(1 712 875)	
La taux (Pauloti Piccife Control of Control	10-20-6	No. of the last of				1	1. 2012:01

TOTAL 2008 133 395 (847 933) 26 452 108 398 308 290 (1 712 875) (1 984 273)
Le taux d'intérêt effectif représente le taux d'intérêt effectif moyen pondère, compte tenu de la date de modification du taux prévue au contrat ou de la date d'échéance, selon la première éventualité.

<sup>(1)</sup> Les garanties sont presentées à la valeur nominale

# 29. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de marche et le risque de liquidité. Les stratégies, les politiques ainsi que les processus de gestion et de contrôle des risques intégrés à l'ensemble des activités assurent l'optimisation du rapport risque-rendement à l'intérieur de limites définies par la Société.

#### RISOUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers. En cette matière, la Société a mis au point une approche intégrée de gestion du risque de crédit. Cette approche a pour but de créer un environnement sain de gestion du crédit et de s'assurer que les responsabilités sont partagées au sein de la Société.

Les décisions relatives à l'octroi de crédit s'appuient principalement sur les resultats de l'évaluation du risque. Outre la solvabilité du client, la décision repose sur des facteurs comme les garanties disponibles ainsi que la conformite de la transaction aux politiques. normes et procédures. Chaque décision d'octroi de crédit relève d'instances différentes au sein de la Société selon l'envergure et le degré de risque de l'opération de credit envisagée.

Un suivi systématique des interventions financières est effectué. Il prévoit notamment l'obtention et l'analyse des états financiers annuels de chaque entreprise, la production annuelle d'un rapport sur l'évolution de celle-ci, une révision périodique de la notation du risque de crédit afin de déterminer la provision pour pertes et une mise à jour de la valeur des sûretés.

Pour ce faire, la Société utilise un système de notation des entreprises selon le risque financier qu'elles présentent. Ce système permet de faire l'évaluation initiale du risque et d'apparier la tarification avec le niveau de risque. De plus, il facilite le suivi de l'évolution des interventions financières et permet de surveiller les entreprises en difficulté.

#### Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit à la date du bilan, sans tenir compte d'aucune garantie détenue ni d'aucun autre rehaussement de crédit, se détaille comme suit:

	2009
Au bilan	
Placements temporaires	71 019
Placements	3 077 077
Préts.	
Actions	610 496
Parts	53 019
Honoraires de garantie à recevoir	1 394
Contributions recouvrables du gouvernement du Québec - Avantages confères aux clients et autres montants	124 438
Provision cumulee pour pertes recouvrable du gouvernement du Quebec	957 767
Autres actifs financiers	622 552
Advantage and the midneters	12 822
A STATE OF THE STA	5 530 584
Hors bilan	
Garanties	2 275 093
Engagements de prêts – Ententes acceptées par les clients	361 776
Engagements de parts - Ententes acceptées par les clients	24 402
Engagements de garantie – Ententes acceptées par les clients	351 089
Engagements d'investissement	117 491
	3 129 851
	8 660 435

# 28. SENSIBILITÉ AU TAUX D'INTÉRÊT

La Société offre une gamme d'instruments financiers dont les flux de trésorerie sont sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt découle de la non-concordance des divers flux de trésorerie, qu'ils soient au bilan ou hors bilan, et ses effets sur les résultats financiers de la Société sont en fonction des variations des taux d'intérêt.

2009

La sensibilité de la Société aux variations des taux d'intérêt au 31 mars se détaille comme suit :

							200
	Tau variabl		De 3 à		Plus de		
Actif						J. 1111-01	Iota
Encaisse et placements temporaires Taux d'intérêt effectif		70 872 0,7%	147 0.4%			2 972	73 991
Placements Taux d'intérêt effectif		155 357 4.4%	551 425 4.1%		5 212 5.2%		3 077 077
Prêts sans intérêt Taux d'intérêt effectif	5 340	100.000	3 829 9.8%	81 968 8.5%	101 502 7.1%	-	193 263
Autres prêts, actions, parts et honoraires de garantie à recevoir	167 178		121	8 366	343 006		1 134 079
Taux d'intérêt effectif Provision cumulée pour pertes sur prêts, actions, parts et honoraires de		10,3%	9,4%	10,3%	9,2%		11540/5
garantie à recevoir Contribution au titre des avantages conférés aux clients et autres montants recouvrables du					-	(537 995)	(537 995)
gouvernement du Québec Provision cumulée pour pertes						957 767	957 767
recouvrable du gouvernement							
du Québec Autres actifs	The same					622 552	622 552
nanes actis			- 1	-	-	16 754	16 754
D. 14	172 518	226 925	555 522	2 201 985	449 720	1 930 818	5 537 488
Passif							14
Emprunts sans intérêt Taux d'intérêt effectif		151 122 4,4%	529 795 4,1%	2 010 973 4.1%	9 395 2,8%	217 567	2 918 852
Emprunts portant intérêt  Taux d'intérêt effectif		1 301 408 0,9%		105 573 5,6%	-		1 406 981
Avantages perçus d'avance conférés par les immigrants investisseurs					-	211 875	211 075
Autres passifs		(93 465)			128 926	406 383	211 875 441 844
Avoir		-		-	-	557 936	557 936
Ė	-	1 359 065	529 795	2 116 546	138 321	1 393 761	5 537 488
Ecart de sensibilité	172 518	(1 132 140)	25 727	85 439	311 399	537 057	
Garanties (1)				-	-	2 275 093	2 275 093
Ecart de sensibilité	=	-		-	THE RESERVED TO SERVED TO	(2 275 093)	
TOTAL 2000							
TOTAL 2009	172 518	(1 132 140)	25 727	85 439	311 399	(1 738 036)	(2 275 093)
	172 518	(1 132 140)	25 727	85 439	311 399	(1 738 036)	(2 275 093)
Instruments financiers portés au bilan Instruments financiers hors bilan	172 518 133 395	(847 933)	25 727 26 452	85 439 108 398	311 399	271 398 (1 984 273)	2008

Le taux d'intérêt effectif représente le taux d'intérêt effectif moyen pondéré, compte tenu de la date de modification du taux prévue au contrat ou de la date d'échéance, selon la première éventualité.

<sup>(1)</sup> Les garanties sont présentées à la valeur nominale.

# 29. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de marché et le risque de liquidité. Les stratégies, les politiques ainsi que les processus de gestion et de contrôle des risques intégrés à l'ensemble des activités assurent l'optimisation du rapport risque-rendement à l'intérieur de limites définies par la Société.

### RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers. En cette matière, la Société a mis au point une approche intégrée de gestion du risque de crédit. Cette approche a pour but de créer un environnement sain de gestion du crédit et de s'assurer que les responsabilités sont partagées au sein de la Société.

Les décisions relatives à l'octroi de crédit s'appuient principalement sur les résultats de l'évaluation du risque. Outre la solvabilité du client, la décision repose sur des facteurs comme les garanties disponibles ainsi que la conformité de la transaction aux politiques. normes et procédures. Chaque décision d'octroi de crédit relève d'instances différentes au sein de la Société selon l'envergure et le degré de risque de l'opération de crédit envisagée.

Un suivi systématique des interventions financières est effectué. Il prévoit notamment l'obtention et l'analyse des états financiers annuels de chaque entreprise, la production annuelle d'un rapport sur l'évolution de celle-ci, une révision périodique de la notation du risque de crédit afin de déterminer la provision pour pertes et une mise à jour de la valeur des sûretés.

Pour ce faire, la Société utilise un système de notation des entreprises selon le risque financier qu'elles présentent. Ce système permet de faire l'évaluation initiale du risque et d'apparier la tarification avec le niveau de risque. De plus, il facilite le suivi de l'évolution des interventions financières et permet de surveiller les entreprises en difficulté.

#### Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit à la date du bilan, sans tenir compte d'aucune garantie détenue ni d'aucun autre rehaussement de crédit, se détaille comme suit ;

	2009
Au bilan	
Placements temporaires	71 019
Placements	3 077 077
Prēts	610 496
Actions	53 019
Parts	1 394
Honoraires de garantie à recevoir	124 438
Contributions recouvrables du gouvernement du Québec - Avantages conférés aux clients et autres montants	957 767
Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec	622 552
Autres actifs financiers	12 822
	5 530 584
Hors bilan	
Garanties	2 275 093
Engagements de prêts - Ententes acceptées par les clients	361 776
Engagements de parts – Ententes acceptées par les clients	24 402
Engagements de garantie – Ententes acceptées par les clients	351 089
Engagements d'investissement	117 491
	3 129 851
	8 660 435

## Concentration du risque de crédit

La concentration significative de risque de crédit correspond à la probabilité qu'une portion importante de l'encours des interventions financières soit confinée dans un sous-ensemble du portefeuille de la Société. Une telle concentration pourrait rendre la Société vulnérable aux difficultés d'une entreprise cliente, d'une industrie, d'une région particulière ou d'un produit financier. La Société a mís en place un système de reddition de comptes relativement au suivi du profil général du portefeuille afin d'évaluer la répartition des interventions financières par programme, par secteur, par catégorie de risque et par région.

La concentration du risque de crédit au 31 mars 2009 se détaille comme suit :

PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ:	Prēts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Actions. déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Parts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Honoraires de garantie à recevoir, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Créances liées aux in- terventions financières, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Garanties, déduction faite du passif au titre de la garantie	Engagements de prêts et de parts – ententes acceptées par les clients	Engage- ments de garanties - ententes acceptées par les clients	Total
Entreprises du secteur primaire	7 572	84	502	193	7	5 050	773	4 071	18 252
Entreprises du secteur secondaire Matériel de			-						
transport Metaux de 1 <sup>re</sup> transforma- tion et produits	191 947			102 747	1 008	1 837 290	195 663	122 320	2 450 975
metalliques	30 965	43 938		2 434	16	39 661	11 812	18 919	147 745
Produits du bois Fabrication d'aliments et	105 349			1 272	7	32 752	46 996	19 523	205 899
boissons	35 828	15		2 540	12	33 297	25 044	18 110	114 846
Autres	195 902	8 236	-	7 436	29	116 314	53 500	64 857	446 274
	559 991	52 189	-	116 429	1 072	2 059 314	333 015	243 729	3 365 739
Entreprises du									
secteur tertiaire	42 933	746	892	7 816	135	210 729	52 390	103 289	418 930
	610 496	53 019	1 394	124 438	1 214	2 275 093	386 178	351 089	3 802 921
AUPRÈS DU GOUV Billets à recevoir du Prêts, actions, parts	gouvernemen	t du Québec		s aux intervei	ntions financi	ėres,			2 736 947
deduction faite de	la provision c	umulée pour	pertes						725 531
Garanties, déduction	n faite du pass	sif au titre de	la garantie						2 044 728
Contributions recou	vrables du goi	uvernement d	u Quebec - A	lvantages cor	feres aux clie	ents et autres i	nontants		957 767
Provision cumulée p	our pertes rec	couvrable du a	gouvernemen	t du Québec					622 552
Engagements de fin	ancement – E	ntentes accep	otees par les	clients					
Prets et parts									373 558
Garanties			<u> </u>						248 221

# Concentration du risque de crédit

La concentration significative du risque de crédit correspond à la probabilité qu'une portion importante de l'encours des interventions financières soit confinée dans un sous-ensemble du portefeuille de la Société. Une telle concentration pourrait rendre la Société vulnérable aux difficultés d'une entreprise cliente, d'une industrie, d'une région particulière ou d'un produit financier. La Société a mis en place un système de reddition de comptes relativement au suivi du profil général du portefeuille afin d'évaluer la répartition des interventions financières par programme, par secteur, par catégorie de risque et par région.

La concentration du risque de crédit au 31 mars 2009 se détaille comme suit:

	Préts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Actions, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Parts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Honoraires de garantie à recevoir, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Créances liées aux in- terventions financières, déduction faite de la provision cumulée pour pertes		Engage- ments de prêts et de parts – ententes acceptées par les clients	Engage- ments de garanties - ententes acceptées par les clients	Total
PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ: Entreprises du secteur primaire	7 572	84	502	193	,	E 050	770		
Entreprises			302	193	7	5 050	773	4 071	18 252
du secteur secondaire Matériel de									
transport Métaux de 1 <sup>re</sup> transforma- tion et produits	191 947			102 747	1 008	1 837 290	195 663	122 320	2 450 975
métalliques	30 965	43 938		2 434	16	39 661	11 812	18 919	147 745
Produits du bois Fabrication d'aliments et	105 349			1 272	7	32 752	46 996	19 523	205 899
boissons	35 828	15		2 540	12	33 297	25 044	18 110	114 846
Autres	195 902	8 236		7 436	29	116 314	53 500	64 857	446 274
	559 991	52 189	ye	116 429	1 072	2 059 314	333 015	243 729	3 365 739
Entreprises du secteur tertiaire	42 933	746	892	7 816	135	210 729	52 390	103 289	418 930
	610 496	53 019	1 394	124 438	1 214	2 275 093	386 178	351 089	3 802 921

	7 700 204
Caranties	248 221
Garanties	373 558
Prêts et parts	
ingagements de financement – Ententes acceptées par les clients	
Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec	622 552
Contributions recouvrables du gouvernement du Québec - Avantages conférés aux clients et autres montants	957 767
Contributions recoverables the second state of	2 044 728
Garanties, déduction faite du passif au titre de la garantie	
déduction faite de la provision cumulée pour pertes	725 531
Prêts, actions, parts, honoraires de garantie et créances liées aux interventions financières.	
Billets à recevoir du gouvernement du Québec	2 736 947
AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC:	

La concentration du risque de crédit au 31 mars 2008 se détaille comme suit:

PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ: Entreprises du	Prêts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Actions. déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Parts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Honoraires de garantie à recevoir, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Créances liées aux in- terventions financières, déduction faite de la provision cumulés pour pertes	Garanties, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Engage- ments de prêts – ententes acceptées par les clients	Engage- ments de garanties - ententes acceptées par les clients	
secteur primaire	7 244	1 255	867	152	7	9 802	ENE	2 626	44.000
Entreprises du secteur secondaire Matériel de						3 002	605	3 635	23 567
transport Métaux de 1 <sup>re</sup> transforma- tion et produits	200 783			93 068	463	1 549 552	84 646	512 922	2 441 434
metalliques	35 345	44 845		2 677	27	39 568	94 841	17 995	235 298
Produits du bois	57 221		50	1 964	31	39 573	20 681	12 976	132 496
Papier	73 793	8 012		162	1	3 222	8 821	639	94 650
Autres	134 169	975		8 147	25	133 714	51 093	66 063	394 186
	501 311	53 832	50	106 018	547	1 765 629	260 082	610 595	3 298 064
Entreprises du secteur tertiaire	52 006	483	1 002	9 062	222	208 842	27 833	101 661	401 111
	560 561	55 570	1919	115 232	776	1 984 273	288 520		3 722 742
AUPRÈS DU GOUVE Billets à recevoir du g Prêts, actions, parts, i déduction faite de la Garanties, déduction l Contributions recouvr. Provision cumulée pou	ouvernement of honoraires de provision cum aite du passif ables du gouve ur pertes recou	du Québec garantie et cr nulée pour pe au titre de la ernement du ( ovrable du gou	rtes garantie Québec – Ava Ivernement d	intages conféi u Québec			ontants.		2 721 834 675 439 1 761 903 810 910
Engagements de finan Prêts Garanties	cernent - Ente	entes accepté	es par les clie	ents :					453 610 279 980
									621 239
									324 915

#### RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond au risque que court la Société si les taux d'intérêt, les taux de change et les cours boursiers fluctuent et entraînent des gains ou des pertes.

#### Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt entraîne une fluctuation des revenus et des frais d'intérêts de même que de la juste valeur des instruments financiers détenus par la Société. Cette incidence est fonction de plusieurs facteurs, dont l'appariement des échéances des éléments d'actif et de passif et la courbe des taux d'intérêt. Dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt, la Société a recours à des stratégies d'appariement naturel de ses éléments d'actif et de passif, notamment en contractant ses emprunts de façon appropriée. De plus, elle complète de façon synthétique l'appariement entre les structures de taux d'intérêt de ses éléments d'actif et de passif à l'aide de produits dérivés négociés sur les marchés financiers. Cette activité est encadrée par une politique interne de gestion du risque de taux d'intérêt.

Le tableau ci-dessous présente l'impact potentiel, sur le bénéfice net et sur le résultat étendu, d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points centésimaux du taux d'intérêt (au taux plancher de 0% dans le cas d'une diminution) en supposant qu'aucune opération de couverture supplémentaire ne soit effectuée. Les montants présentés n'incluent pas l'impact de la dépense de provision pour pertes.

Sensibilité au taux d'interêt

Impact sur le résultat étendu	2 772
	(2 089)
mpact sur le bénéfice net	
Diminution du taux d'intérêt de 100 points centésimaux	
impact sur le resultat etendu	(2 679)
Impact sur le résultat étendu	
Impact sur le bénéfice net	1 803
Augmentation du taux d'intérêt de 100 points centésimaux	
	2009

### Risque de devise

La Société est exposée au risque de devise puisqu'une partie importante des garanties d'emprunts et/ou engagements financiers que la Société accorde, de même que les honoraires de garantie y afférents, sont libellés en devises autres que le dollar canadien. Cependant, puisqu'une partie importante des garanties sont effectuées dans des dossiers dont les pertes sont assumées par le gouvernement, l'impact sur le bénéfice net de la Société est considéré comme non significatif. Pour attenuer le risque de taux de change résiduel, la Société procéde au cas par cas en utilisant un produit dérivé spécifique à chaque contrat de financement, lui assurant ainsi une couverture supplémentaire. De plus, une partie de ses placements est libellée en devises autres que le dollar canadien. En cette matière, la politique de placement d'Investissement Québec et de ses filiales définit les limites pour chaque classe d'actif, et ce, tant en termes de risque brut que de risque net (après considération des stratégies de couverture s'il y a lieu).

Le tableau ci-après présente l'impact potentiel, sur le bénéfice net et sur le résultat étendu, d'une appréciation ou d'une dépréciation de 10% du dollar canadien par rapport aux devises dans lesquelles les placements de la Société sont libellés.

Sensibilité au taux de change

	3 303
impact sur le resultat etendu	3 969
mpact sur le résultat étendu	6 008
mpact sur le bénéfice net	
Dépréciation de 10 % du dollar canadien	
District Control of the Control of t	(3 969)
Impact sur le résultat étendu	17.000
	(1 554)
Impact sur le bénéfice net	
Appréciation de 10 % du dollar canadien	
Anna Anna Anna Anna Anna Anna Anna Anna	2009
	2009

# Risque des cours boursiers

Le risque dés cours boursiers provient du fait que les variations des cours boursiers pourraient entraîner une baisse de valeur du portefeuille d'actions cotées détenu par la Société. La politique de placement encadre ce risque grâce à plusieurs limites qui visent à maximiser la diversification du portefeuille.

Le tableau ci-dessous présente l'impact potentiel, sur le bénéfice net et sur le résultat étendu, d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue des cours boursiers de 20%.

Sensibilité aux cours boursiers

	(17 479)
mpact sur le résultat étendu	12:27
mpact sur le bénéfice net	
Diminution des cours boursiers de 20 %	
	17 479
mpact sur le résultat étendu	
Impact sur le bénéfice net	
Augmentation des cours boursiers de 20 %	
	2009

## RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société de réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers. Le risque de liquidité découle egalement des difficultés que pourrait éprouver la Société à liquider, le cas échéant, certains éléments d'actif acquis dans le cours normal de ses activités.

La gestion de ce risque est encadrée par une politique globale de financement. En outre, la Société voit à apparier les entrées de fonds les plus importantes avec les sorties de fonds. La Société maintient une diversité de sources de financement et dispose d'un programme d'emprunt, tant à court terme qu'à long terme, auprès du ministre des Finances du Québec, à titre de gestionnaire du Fonds de financement. De plus, des ententes d'emprunts à court terme ont été conclues avec des institutions financières. La Société a conclu, en juillet 2008, deux ententes de financement irrévocables auprès d'institutions financières pour un montant total pouvant aller jusqu'à 200 millions de dollars. Les montants autorisés en vertu de ces programmes et de ces ententes sont établis de façon à parer aux imprévus.

Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles des passifs financiers ainsi que des obligations hors bilan au 31 mars 2009. Les montants indiqués incluent le capital et les intérêts, le cas échéant,

Les echéances contractuelles des passifs financiers au 31 mars 2009 se détaillent comme suit

	Moins de 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 a 4 ans	De 4 à 5 ans	De 5 à 10 ans	Plus de 10 ans	Sans échéance fixe	Total
INSTRUMENTS FINANCIERS INSCRITS AU BILAN Emprunts									
a court terme	472 185								472 185
Emprunts a long terme	894 953	633 305	611 637	726 148	1 071 873	23 833	276 687	10 000	4 248 436
Passif au titre de la garantie (1)								358 531	358 531
Autres passifs	25 703	6 192	5 033	4 842	4 505	11 224	(2 198)		72 932
	1 392 841	639 497	616 670	730 990	1 076 378	35 057	274 489	386 162	5 152 084
OBLIGATIONS HORS BILAN Engagements de				1,00000	10.00,0	32 631	211103	300 102	3 132 004
d'investissement	492 068	188 982	106 999	70 747	12 952	6 266	592 888	789 533	2 260 435
Garanties (1)							-	2 275 093	2 275 093
	492 068	188 982	106 999	70 747	12 952	6 266	592 888	3 064 626	4 535 528
	1 884 909	828 479	723 669	801 737	1 089 330	41 323	867 377	3 450 788	9 687 612

# 30. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Les engagements de financement de la Societé, contractés dans le cours normal de ses activités, sont présentes dans le tableau déhoursées sur les prêts, les actions et les parts, les sommes dont le déhoursement n'a pas êté autorisé pour les contributions financières et les sommes qui n'ont pas encore été utilisées pour les garanties. De plus, en vertu d'ententes avec des partenaires, la Societé s'est engagée à investir, sous forme de parts de sociétés en commandite, dans les FER Régions, dans le fonds commun du FIER Partenaires et dans les Fonds Soutien.

Le montant total de ces engagements ne represente pas necessairement les besoins futurs de tresorene, car plusieurs engagements. expireront ou pourront être résiliés sans avoir donne lieu à des sorties de fonds

Le montant des engagements se détaille comme suit

			2009	2008
	Dont les pertes ne sont pas remboursées et les contributions ne sont pas assumées par le gouvernement du Québec	Dont les pertes sont remboursées et les contributions sont assumées par le gouvernement du Québec	Total	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		an Angeles	iotal	Total
Ententes autorisées qui ne sont pas encore acceptées par les clients				
Prēts	9 073	86 605	95 678	167 893
Garanties	18 271	262 143	280 414	24 803
Contributions financières	1 980	52 974	54 954	48 660
	29 324	401 722	431 046	241 356
Ententes acceptées par les clients				
Préts (1000(3)(4)	12 620	349 156	361 776	288 520
Parts		24 402	24 402	- 200 350
Garanties	102 868	248 221	351 089	715 891
Contributions financières	152 446	786 880	939 326	257 448
	267 934	1 408 659	1 676 593	1 261 859
	297 258	1 810 381	2 107 639	1 503 215
ENGAGEMENTS D'INVESTISSEMENT			C . PF 5	
Parts de sociétés en commandite				
FIER-Regions		45 935	45 935	
FIER Partenaires, s.e.c.			70.000	85 097
Fonds-Soutien		71 556	71 556	77 876
				2 579
	-	117 491	117 491	165 552
	297 258	1 927 872	2 225 130	1 668 767

Aucun engagement n'était libelle en dollars américains au 31 mars 2009 (1 0 million en dollars canadisms au 21 mars 2009)

## 31. AUTRES ENGAGEMENTS

La Société s'est engagee à verser des honoraires de 35.3 millions de dollars au 31 mars 2009 (43.4 millions au 31 mars 2008) aux intermédiaires financiers pour le démarchage d'immigrants investisseurs, pour la recherche d'entreprises à recommander et pour la fermeture des dossiers des immigrants investisseurs.

La Societé s'est engagée à verser des contributions financières en vertu du «Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi», administre par Emploi Quebee et destine aux entreprises. La Societe n'avait aucun engagement relatif à ces contributions aux 31 mars 2009 et 2008.

<sup>(1)</sup> Y compris un montant de 195,9 millions de dollars dont les taux d'interet fixes contractuels se situent entre 175 met 9.22 met qui ont une durée qui varie votre 8 et 30 ans.

<sup>(2)</sup> Y compris un montant de 58 n millions de dollars dont les taux d'interet sont variables

<sup>(3)</sup> Y compris un montant de 98.8 millions de dollars qui ne porte pas interêt

<sup>(4)</sup> Y compris un montant de 8.5 millions de doltars dont les taux d'intérêt ne sont pas encore établis au 31 mars 2008

Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles des passifs financiers ainsi que des obligations hors bilan au 31 mars 2009. Les montants indiqués incluent le capital et les intérêts, le cas échéant.

Les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 mars 2009 se détaillent comme suit :

Moins de 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	De 5 à 10 ans	Plus de 10 ans	Sans échéance fixe	Total
472 185								472 185
004.052	C22 205		700 110		100	Carrie		
894 953	633 305	611 637	/26 148	1 071 873	23 833	276 687	10 000	4 248 436
							358 531	358 531
25 703	6 192	5 033	4 842	4 505	11 224	(2 198)	17 631	72 932
1 392 841	639 497	616 670	730 990	1 076 378	35 057	274 489	386 162	5 152 084
492 068	188 982	106 999	70 747	12 952	6 266	592 888	789 533	2 260 435
=	-					-	2 275 093	2 275 093
492 068	188 982	106 999	70 747	12 952	6 266	592 888	3 064 626	4 535 528
1 884 909	828 479	723 669	801 737	1 089 330	41 323	867 377	3 450 788	9 687 612
	de 1 an  472 185  894 953  - 25 703  1 392 841  492 068  - 492 068	de 1 an 2 ans  472 185 -  894 953 633 305  -  25 703 6 192  1 392 841 639 497  492 068 188 982  -  492 068 188 982	472 185  894 953 633 305 611 637  25 703 6 192 5 033  1 392 841 639 497 616 670  492 068 188 982 106 999  492 068 188 982 106 999	472 185 894 953 633 305 611 637 726 148	de 1 an     2 ans     3 ans     4 ans     5 ans       472 185     -     -     -       894 953     633 305     611 637     726 148     1 071 873       25 703     6 192     5 033     4 842     4 505       1 392 841     639 497     616 670     730 990     1 076 378       492 068     188 982     106 999     70 747     12 952       492 068     188 982     106 999     70 747     12 952	de 1 an       2 ans       3 ans       4 ans       5 ans       10 ans         472 185       —       —       —       —         894 953       633 305       611 637       726 148       1 071 873       23 833         25 703       6 192       5 033       4 842       4 505       11 224         1 392 841       639 497       616 670       730 990       1 076 378       35 057         492 068       188 982       106 999       70 747       12 952       6 266         492 068       188 982       106 999       70 747       12 952       6 266	472 185     -     -     -     -       894 953     633 305     611 637     726 148     1 071 873     23 833     276 687       25 703     6 192     5 033     4 842     4 505     11 224     (2 198)       1 392 841     639 497     616 670     730 990     1 076 378     35 057     274 489       492 068     188 982     106 999     70 747     12 952     6 266     592 888       492 068     188 982     106 999     70 747     12 952     6 266     592 888	Moins de l an 2 ans 3 ans 4 ans 5 ans 10 ans 10 ans fixe  472 185 358 531 25 703 6 192 5 033 4 842 4 505 11 224 (2 198) 17 631 1 392 841 639 497 616 670 730 990 1 076 378 35 057 274 489 386 162  492 068 188 982 106 999 70 747 12 952 6 266 592 888 789 533 2 275 093 492 068 188 982 106 999 70 747 12 952 6 266 592 888 3 064 626

<sup>(1)</sup> Les montants relatifs à ces passifs n'ont pas d'échéance spécifique et peuvent être déboursés en tout temps à compter de la date du bilan.

# 30. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Les engagements de financement de la Société, contractés dans le cours normal de ses activités, sont présentes dans le tableau ci-après et sont regroupés en deux volets. Le premier comprend les ententes de financement autorisées par la Société qui ne sont pas encore acceptées par les clients. Le second regroupe les ententes de financement acceptées par les clients, soit les sommes non déboursées sur les prêts, les actions et les parts, les sommes dont le déboursement n'a pas êté autorisé pour les contributions financières et les sommes qui n'ont pas encore été utilisées pour les garanties. De plus, en vertu d'ententes avec des partenaires. la Société s'est engagée à investir, sous forme de parts de sociétés en commandite, dans les FIER-Règions, dans le fonds commun. du FIER Partenaires et dans les Fonds-Soutien.

Le montant total de ces engagements ne représente pas nécessairement les besoins futurs de trésorerie, car plusieurs engagements expireront ou pourront être résiliés sans avoir donné lieu à des sorties de fonds.

Le montant des engagements se détaille comme suit

			2009	2008
	Dont les pertes ne sont pas remboursées et les contributions ne sont pas assumées par le gouvernement	Dont les pertes sont remboursées et les contributions sont assumées par le gouvernement		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	du Québec	du Québec	Total	Total
Ententes autorisées qui ne sont pas encore acceptées par les clients				
Prêts -	9 073	86 605	95 678	167 893
Garanties	18 271	262 143	280 414	24 803
Contributions financières	1 980	52 974	54 954	48 660
	29 324	401 722	431 046	241 356
Ententes acceptées par les clients	The secondary		College property	272 000
Prēts (1)(2)(3)(4)	12 620	349 156	361 776	288 520
Parts	7 =	24 402	24 402	
Garanties	102 868	248 221	351 089	715 891
Contributions financières	152 446	786 880	939 326	257 448
	267 934	1 408 659	1 676 593	1 261 859
	297 258	1 810 381	2 107 639	1 503 215
ENGAGEMENTS D'INVESTISSEMENT			and the second	
Parts de sociétés en commandite				
FIER-Régions		45 935	45 935	85 097
FIER Partenaires, s.e.c.		71 556	71 556	77 876
Fonds-Soutien		71.330	/1 556	
		117 491		2 579
			117 491	165 552
	297 258	1 927 872	2 225 130	1 668 767

Aucun engagement n'était libellé en dollars américains au 31 mars 2009 (1,0 million en dollars canadiens au 31 mars 2008).

# 31. AUTRES ENGAGEMENTS

La Société s'est engagée à verser des honoraires de 35,3 millions de dollars au 31 mars 2009 (43,4 millions au 31 mars 2008) aux intermédiaires financiers pour le démarchage d'immigrants investisseurs, pour la recherche d'entreprises à recommander et pour la fermeture des dossiers des immigrants investisseurs.

La Société s'est engagée à verser des contributions financières en vertu du «Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi», administré par Emploi-Québec et destiné aux entreprises. La Société n'avait aucun engagement relatif à ces contributions aux 31 mars 2009 et 2008.

<sup>(1)</sup> Y compris un montant de 195,9 millions de dollars dont les taux d'intérêt fixes contractuels se situent entre 1,75% et 9,22% et qui ont une durée qui varie entre 8 et 30 ans.

<sup>(2)</sup> Y compris un montant de 58,6 millions de dollars dont les taux d'intérêt sont variables.

<sup>(3)</sup> Y compris un montant de 98.8 millions de dollars qui ne porte pas intérêt.

<sup>(4)</sup> Y compris un montant de 8.5 millions de dollars dont les taux d'intérêt ne sont pas encore établis au 31 mars 2009.

#### 32. GESTION DU CAPITAL

Aux fins de la gestion du capital, le capital de la Société est constitué de ses capitaux propres. Au 31 mars 2009, le capital de la Société s'élève à 557,9 millions de dollars (548,9 millions de dollars au 31 mars 2008).

Les objectifs de capital n'ont pas changé depuis l'exercice précédent. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement. La Société n'est assujettie à aucune autre exigence en matière de capital formulée par une source externe.

# 33. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel d'Investissement Quèbec participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties lors de la retraite et du décès. Au 1er janvier 2008, le taux de cotisation d'Investissement Québec pour le RREGOP est passé de 7,06% à 8,19% de la masse salariale cotisable et celui du RRPE, de 7,78% à 10,54%. Le taux de cotisation du RRF est demeuré à 7,25%. Les obligations d'Investissement Québec envers ces régimes gouvernementaux se limitent à verser des cotisations à titre d'employeur. Les cotisations d'Investissement Québec imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1,9 million de dollars (1,5 million pour l'exercice terminé le 31 mars 2008 et 1,4 million pour l'exercice terminé le 31 mars 2007).

Les responsabilités de l'employeur à l'égard du régime de rentes d'appoint consistent à assumer entièrement les prestations au moment de la retraite du bénéficiaire. Ainsi, aucune cotisation n'est payée par les employés ni par l'employeur. Les obligations de l'employeur s'élèvent à 1,4 million de dollars au 31 mars 2009 (1,3 million au 31 mars 2008) et figurent au poste « Autres éléments de passif». La Société a imputé 0,1 million de dollars aux résultats de l'exercice terminé le 31 mars 2009 (0,1 million au 31 mars 2008; 1.1 million au 31 mars 2007). Les hypothèses actuarielles significatives retenues par la Société pour évaluer ses obligations au titre des prestations constituées sont les suivantes le taux de rendement prêvu du régime est de 5,75% et le taux de croissance de la rémunération est de 3,5 %.

L'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée en date du 1<sup>er</sup> mars 2009. La prochaîne évaluation actuarielle sera effectuée en date du 1er mars 2010.

#### 34. CONGÉS DE MALADIE ET VACANCES À PAYER

Solde au début de l'exercice         11 618         10 887           Dépense de l'exercice         3 526         3 854           Montants versés au cours de l'exercice         (3 562)         (3 123)           Solde à la fin de l'exercice         11 582         11 618			
Solde au début de l'exercice         11 618         10 887           Dépense de l'exercice         3 526         3 854	Solde à la fin de l'exercice	11 582	11 618
Solde au début de l'exercice         11 618         10 887           Dépense de l'exercice         3 526         3 854	Montants versés au cours de l'exercice	(3 562)	(3 123)
Solde au début de l'exercice 11 618 10 887		3 526	3 854
2009 2008		11 618	10 887
		2009	2008

# 35. ÉVENTUALITÉS

En vertu du décret 1393-2001 du gouvernement du Québec, daté du 21 novembre 2001, 9109-3294 Québec inc., filiale d'Investissement Québec, a fait l'acquisition, en décembre 2001, d'un terrain contaminé pour le prix de un dollar. Investissement Québec est garante, avec une tierce partie, du passif-environnemental de ce terrain. À cet égard, la Société a inscrit un passif de 6 millions de dollars au 31 mars 2009 (7 millions au 31 mars 2008). De plus, en vertu de la réglementation en matière d'environnement, la Société pourrait être tenue de réaliser des travaux de décontamination additionnels. En date du 31 mars 2009, la Société ne peut estimer le coût de ces travaux éventuels. Toutefois, en vertu de sa loi constitutive, les pertes qui pourraient découler de ce passif éventuel seront assumées par le gouvernement du Québec.

Diverses affaires judiciaires et extrajudiciaires entamées par ou contre la Société sont actuellement en cours. De l'avis de la Société, le dénouement de ces affaires ne peut avoir d'incidence importante sur sa situation financière ni sur les résultats de son exploitation.

# 36. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Les opérations commerciales de la Société avec ces apparentés ont été conclues dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Toutes ces opérations, comptabilisées selon la valeur d'échange, ont été divulguées distinctement dans les états financiers.

## 37. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres des exercices 2007 et 2008 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2009. Les chiffres de l'exercice 2007 proviennent d'états financiers vérifiés par le vérificateur général du Québec. Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l. a été nommé covérificateur des états financiers de la Société pour les exercices 2008 et 2009, en vertu du décret 592-2007, date du 1er août 2007.

# 38. BILANS D'INVESTISSEMENT QUÉBEC ET DE SES FILIALES

						2009	2008
	Investissement Québec non consolidé	IQ Immigrants Investisseurs inc.	IQ FIER inc.	Autres	Eliminations et reclas- sifications (1)	Total consolidé	Total consolide
ACTIF							
Encaisse	1 958	862	10	142		2 972	1 946
Placements temporaires	8 379	45 501	17 139			71 019	97 487
Placements		2 911 041	166 011	25		3 077 077	3 010 516
Prêts, déduction faite de la provision cumulée							
pour pertes	610 496					610 496	560 561
Actions	53 019					53 019	55 570
Parts	1 394					1 394	1 919
Honoraires de garantie à recevoir, déduction faite de la provision cumulée						101.100	115 020
pour pertés Contributions recouvrables du gouvernement – Avantages conférés aux	124 438					124 438	115 232
clients et autres montants Provision cumulée pour pertes	951 583			6 184		957 767	810 910
recouvrable du gouvernement du Québec	622 552					622 552	453 610
Placements dans les filiales, à la valeur de consolidation	14 941				(14 941)		
Avances à des filiales	207 995				(207 995)		
Autres elements d'actif	16 286	1 466	49	250	(1 297)	16 754	11 032
	2 613 041	2 958 870	183 209	6 601	(224 233)	5 537 488	5 118 783
PASSIF ET AVOIR							
Passif							
Emprunts a court terme	472 100					472 100	255 800
Emprunts a long terme	1 152 448	2 701 285				3 853 733	3 778 372
Interêts échus et courus sur	-						17.74
les emprunts	9 968			200	(007.005)	9 968	17 747
Avances de la société mère	250.521		207 767	228	(207 995)	250 521	250 602
Passif au titre de la garantie Avantages perçus d'avance conférés par les immigrants	358 531	-				358 531	250 683
investisseurs	-	211 875	-	-	-	211 875	223 670
Autres éléments de passif	62 058	5 677	695	6 212	(1 297)	73 345	43 593
	2 055 105	2 918 837	208 462	6 440	(209 292)	4 979 552	4 569 865
Avoir							
Avoir initial et capital-actions	32 944	1	1	3	(5)	32 944	32 944
Bénéfices non répartis (déficit) Cumul des autres éléments	542 172	57 212	(25 254)	158	(32 116)	542 172	511 446
du résultat étendu	(17 180)	(17 180)		-	17 180	(17 180)	4 528
	557 936	40 033	(25 253)	161	(14 941)	557 936	548 918
	2 613 041	2 958 870	183 209	6 601	(224 233)	5 537 488	5 118 783
GARANTIES, DÉDUCTION FAITE DU PASSIF AU	2 275 002					2 275 002	1.004.272
TITRE DE LA GARANTIE	2 275 093					2 275 093	1 984 273

# 39. RÉSULTATS D'INVESTISSEMENT QUÉBEC ET DE SES FILIALES

						2009	2008
	Investissement	IQ Immigrants			Eliminations		2000
	Québec	Investisseurs		Autres	et reclas-	Total	Total
	non consolidé	inc.	IQ FIER inc.	filiales	sifications (i)	consolidé	consolide
REVENUS D'INTÉRÊTS						-	consonac
Intérêts sur les interventions financières							
et réévaluation des contributions							
au titre des avantages conferés							
aux clients Intérêts sur les billets à recevoir	104 893					104 893	107 402
du gouvernement du Québec		114.000					
Interêts sur l'encaisse et les		114 062				114 062	107 154
placements temporaires	97	1 425	344			1 000	
1000000	104 990	115 487	344	-		1 866	1 337
DÉPENSES D'INTÉRÊTS	54 002					220 821	215 893
	-	112 893	-	-		166 895	172 662
REVENU NET D'INTÉRÊTS AUTRES REVENUS	50 988	2 594	344	-		53 926	43 231
Avantages conférés par les immigrants							
investisseurs		105 740					
Honoraires de garantie	36 945	105 749				105 749	109 790
Primes au risque	30 343					36 945	35 187
Options d'achat d'actions	2 681	100				2 601	
Participations aux bénéfices et				7		2 681	852
autres primes	4 234				-	4 234	6 046
Commissions d'engagement	7 268					7 268	6 373
Honoraires – Société apparentée						, 200	9 31 3
IQ Immigrants Investisseurs inc.	1 505	(1699)			194		
Autres revenus	14 123	5 223	(12 967)	20	-	6 399	10 071
	66 756	109 273	(12 967)	20	194	163 276	168 319
	117 744	111 867	(12 623)	20	194	217 202	211 550
PROVISION							211 000
Provision pour pertes	219 378					219 378	184 703
Provision pour pertes recouvrable						212 313	104/93
du gouvernement du Québec	(200 884)	-	-	-	-	(200884)	(171 107)
	18 494	-			-	18 494	13 596
DEPENSES AUTRES QUE D'INTÉRÊTS							10 220
Contributions financières	182 182	51 464		17		233 663	181 159
Contributions financières assumées							101 100
par le gouvernement du Québec	$(172\ 021)$			(17)		(172038)	(125 119)
Honoraires d'intermédiaires financiers		48 765				48 765	50 540
Honoraires pour la gestion des dossiers de contributions							
financières - Société mère							
Frais d'administration	52 474	482	646		1051	F2.516	40.000
Autres depenses	3 265	531	040		(86) 280	53 516	49 996
	65 900	101 242	646		The second second	4 076	4 006
BÉNÉFICE NET AVANT LA	03 300	101242	040	-	194	167 982	160 582
QUOTE-PART DES RÉSULTATS							
DES FILIALES	33 350	10 625	$(13\ 269)$	20		30.726	27 222
Quote-part des resultats des filiales	(2 624)	** OE 9	122 2021	-	2 624	30 726	37 372
BÉNÉFICE NET	30 726	10 625	(13 269)	20	2 624	20.725	27 272
	99720	10 020	(13 203)	20	2 024	30 726	37 372

# 38. BILANS D'INVESTISSEMENT QUÉBEC ET DE SES FILIALES

						2009	2008
	Investissement Québec non consolidé	IQ Immigrants Investisseurs inc.	IQ FIER inc.	Autres filiales	Éliminations et reclas- sifications (1)	Total consolidé	Total consolidé
ACTIF							
Encaisse	1 958	862	10	142		2 972	1 946
Placements temporaires	8 379	45 501	17 139			71 019	97 487
Placements  Prêts, déduction faite  de la provision cumulée		2 911 041	166 011	25		3 077 077	3 010 516
pour pertes	610 496					610 496	560 561
Actions	53 019					53 019	55 570
Parts Honoraires de garantie à recevoir, déduction faite de la provision cumulée	1 394					1 394	1 919
pour pertes Contributions recouvrables du gouvernement – Avantages conférés aux	124 438					124 438	115 232
clients et autres montants Provision cumulée pour pertes recouvrable du	951 583			6 184		957 767	810 910
gouvernement du Québec Placements dans les filiales.	622 552					622 552	453 610
à la valeur de consolidation	14 941				(14 941)		
Avances à des filiales	207 995				(207 995)		
Autres éléments d'actif	16 286	1 466	49	250	(1 297)	16 754	11 032
	2 613 041	2 958 870	183 209	6 601	(224 233)	5 537 488	5 118 783
PASSIF ET AVOIR							
Emprunts à court terme	472 100					472 100	255 800
Emprunts à long terme Intérêts échus et courus sur	1 152 448	2 701 285				3 853 733	3 778 372
les emprunts	9 968				100000	9 968	17 747
Avances de la société mère	250 521		207 767	228	(207 995)	-	050 500
Passif au titre de la garantie Avantages perçus d'avance conférés par les immigrants	358 531					358 531	250 683
investisseurs		211 875	125			211 875	223 670
Autres éléments de passif	62 058	5 677	695	6 212	(1 297)	73 345	43 593
Availa	2 055 105	2 918 837	208 462	6 440	(209 292)	4 979 552	4 569 865
Avoir Avoir initial et capital-actions	32 944	1		3	(5)	32 944	32 944
Bénéfices non répartis (déficit)	542 172	57 212	(25 254)	158	(32 116)	542 172	511 446
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(17 180)	(17 180)	-		17 180	(17 180)	4 528
	557 936	40 033	(25 253)	161	(14 941)	557 936	548 918
	2 613 041	2 958 870	183 209	6 601	(224 233)	5 537 488	5 118 783
GARANTIES, DÉDUCTION FAITE DU PASSIF AU TITRE DE LA GARANTIE	2 275 093					2 275 002	1 004 070
TITRE DE LA GARANTIE	2 273 093					2 275 093	1 984 273

<sup>(1)</sup> Éliminations relatives aux soldes et aux transactions intersociétés et reclassifications.

# 39. RÉSULTATS D'INVESTISSEMENT QUÉBEC ET DE SES FILIALES

						2009	2008
	Investissement Québec non consolidé	IQ Immigrants Investisseurs Inc.	IQ FIER inc.	Autres	Éliminations et reclas- sifications (1)	Total consolidé	Total consolidé
REVENUS D'INTÉRÊTS Intérêts sur les interventions financières			.,			Consulta	consonae
et réévaluation des contributions au titre des avantages conférés aux clients	104 893					104 893	107 402
Intérêts sur les billets à recevoir	-	114.060					
du gouvernement du Québec Intérêts sur l'encaisse et les		114 062				114 062	107 154
placements temporaires	97	1 425	344		-	1 866	1 337
	104 990	115 487	344	=	7.05% T. T.	220 821	215 893
DÉPENSES D'INTÉRÊTS	54 002	112 893	-	-		166 895	172 662
REVENU NET D'INTÉRÊTS	50 988	2 594	344	_	-	53 926	43 231
AUTRES REVENUS					No 8550	33323	40 201
Avantages conférés par les immigrants							
investisseurs		105 749				105 749	109 790
Honoraires de garantie	36 945					36 945	35 187
Primes au risque							
Options d'achat d'actions Participations aux bénéfices et	2 681					2 681	852
autres primes	4 234					4 234	6 046
Commissions d'engagement	7 268					7 268	6 373
Honoraires - Société apparentée,		1000					
IQ Immigrants Investisseurs inc. Autres revenus	1 505 14 123	(1 699) 5 223	(12 967)	20	194	6 399	10 071
	66 756	109 273	(12 967)	20	194	163 276	168 319
	117 744	111 867	(12 623)	20	194	217 202	211 550
PROVISION		34			100		•
Provision pour pertes Provision pour pertes recouvrable	219 378					219 378	184 703
du gouvernement du Québec	(200 884)					(200 884)	$(171\ 107)$
	18 494	-	÷	-		18 494	13 596
DÉPENSES AUTRES QUE D'INTÉRÊTS		T. Charles and	Completion and the second	July 20-6-1-1	Same of the same of		
Contributions financières Contributions financières assumées	182 182	51 464		17		233 663	181 159
par le gouvernement du Québec	(172021)			(17)		(172 038)	(125 119)
Honoraires d'intermédiaires financiers	_	48 765		-		48 765	50 540
Honoraires pour la gestion des dossiers de contributions							
financières - Société mère	-				( ) ( ) ( ) ( ) ( ) ( )	1000	
Frais d'administration	52 474	482	646		(86)	53 516	49 996
Autres dépenses	3 265	531	-	-	280	4 076	4 006
-4-14-1-1-1-1-1	65 900	101 242	646		194	167 982	160 582
BENEFICE NET AVANT LA QUOTE-PART DES RÉSULTATS DES FILIALES	33 350	10 625	(13 269)	20		30 726	37 372
Quote-part des résultats des filiales	(2 624)	10 023	(13 203)	20	2 624	30 /20	31 312
BÉNÉFICE NET	30 726	10 625	(13 269)	20	2 624	30 726	37 372
DETTE TOE TIET	30 /20	10 023	(13 209)	20	2 024	30 /20	21 312

<sup>(1)</sup> Éliminations relatives aux soldes et aux transactions intersociétés et reclassifications.



Renseignements supplémentaires



# RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

# MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

Investissement Québec évalue chaque année les retombées économiques des projets qu'elle finance et de son portefeuille<sup>18</sup>. La méthodologie utilisée repose sur des simulations effectuées par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) qui, à l'aide de son modèle intersectoriel québécois, reproduit d'une façon simplifiée le fonctionnement de l'économie québécoise. Les retombées économiques, soit les emplois, la valeur ajoutée et les recettes fiscales et parafiscales du gouvernement du Québec, sont présentées par programme. Plusieurs validations sont effectuées, notamment pour éliminer le double comptage des entreprises ayant bénéficié de plus d'un programme.

En utilisant les données fournies par Investissement Québec, l'ISQ évalue en premier lieu les retombées économiques des projets, c'est-à-dire l'incidence économique des dépenses des entreprises dans le cadre de la réalisation des projets que la Société a financés au cours de l'année. L'agrandissement ou la construction de bâtiments ainsi que l'achat et l'installation de machinerie ou d'équipement sont les principaux aspects dont tient compte le modèle de l'ISQ. Dans les calculs, les coûts des projets sont ventilés par type de dépenses : construction, équipement et michinerie, honoraires professionnels et fonds de roulement. L'évaluation exclut les projets des entreprises qui ont une situation financière précaire ainsi que les crédits-acheteurs. Ces crédits sont toutefois simulés dans l'évaluation du portefeuille de la Société.

Le modèle de l'ISQ permet d'évaluer la charge de travail requise en années-personnes pour assurer la réalisation des projets, dont la valeur simulée en 2008-2009 s'élève à 3,6 milliards de do ars. Ainsi, selon les simulations de l'ISQ, les projets financés devraient représenter l'équivalent d'une charge de travail de 32 100 années-personnes. Les travailleurs mobilisés (ingénieurs, architectes, travailleurs de la construction, techniciens et autres) procureront au gouvernement du Québec, par l'impôt perçu sur leurs salaires, des recettes fiscales et parafiscales de 341 millions de dollars.

L'ISQ utilise par la suite les données d'Investissement Québec pour évaluer les retombées économiques du portefeuille de la Société au 31 mars 2009, en simulant l'incidence des ventes annuelles réalisées à la suite de la mise en place des projets financés au cours des années précédentes. Le modèle de l'ISQ évalue la charge de travail que la réalisation de ces ventes représente pour les entreprises clientes et leurs fournisseurs, ainsi que les recettes procurées au gouvernement par l'impôt sur les salaires. Ainsi, pour l'exercice 2008-2009, ces ventes s'élèvent à près de 37,8 milliards de dollars. La réalisation de ces ventes correspond à une charge de travail de 303 646 années-personnes et à des recettes fiscales et parafiscales de 2,8 milliards de dollars pour le gouvernement du Québec pour cette période.

Le niveau des retombées économiques varie d'une année à l'autre en fonction, d'une part, de l'évolution du portefeuille (entrées et sorties d'entreprises) et, d'autre part, de la performance des entreprises financées et de la conjoncture économique.

#### Attribution des retombées à Investissement Québec

La Société ne s'attribue pas entièrement les recettes fiscales et parafiscales des projets d'investissements qu'elle finance et des ventes de ses clients. En effet, puisque ses interventions doivent être complémentaires à celles des institutions financières, elle utilise un modèle d'attribution qui ne comptabilise que la partie des retombées générée par les entreprises dont la structure financière dépasse le seuil de risque habituellement toléré par les institutions prêteuses. Pour les outils de développement économique, tels que le Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE), le Programme d'appui stratégique à l'investissement (PASI), le Programme de soutien à l'industrie forestière (PSIF) et les mandats gouvernementaux, elle a recours à une autre méthode selon laquelle les retombées lui sont attribuées en proportion de la probabilité que les projets soutenus ne se réalisent pas sans son intervention ou qu'ils se réalisent à l'extérieur du Québec. Ces deux méthodes d'attribution ont été élaborées par la Société en collaboration notamment avec des spécialistes de l'ISQ, des représentants du ministère des Finances et

Dans tous les cas, les retombées sont pondérées par divers critères pour n'attribuer à Investissement Québec que les projets susceptibles de procurer un gain net à l'économie, sans tenir compte des projets qui n'entraînent qu'un simple déplacement de l'activité économique au Québec. Ainsi, pour l'exercice financier 2008-2009, 27,3% de l'ensemble

<sup>18</sup> Y compris les entreprises financées entre 1988 et 2009 dont le dossier est encore administre par la Société. Compte tenu du delai de production des états financiers des entreprises, les évaluations portent sur les données de la période du 1º juillet 2007 au 30 juin 2008

des recettes totales<sup>19</sup> provenant de la réalisation des projets, soit 93,0 millions de dollars, sont attribuables aux interventions d'Investissement Québec, de même que 30,8% de l'ensemble des recettes liées aux ventes, soit 859,4 millions de dollars. Les recettes totales attribuables à Investissement Québec, soit l'ensemble des recettes attribuables aux projets financés par la Société et au portefeuille de celle-ci, s'élèvent donc à 952,4 millions de dollars.

Le modèle d'attribution se base sur des évaluations objectives, fondées sur un système de cotations mettant en relation un ensemble de paramètres financiers et économiques. La méthodologie et les résultats globaux ont d'ailleurs fait l'objet de nombreuses communications, notamment à l'Association canadienne française pour l'avancement de la science en 1997 et en 1998, à l'Association canadienne d'évaluation en 1999, à l'American Chamber of Commerce Research Association (ACCRA) en 2001, désormais le Council for Community and Economic Research (C2ER), et à l'Association de science régionale de langue française en 2002, L'ACCRA a d'ailleurs décerné un prix d'excellence à Investissement Québec en juin 2004 pour sa méthodologie d'évaluation des retombées économiques du programme FAIRE.

# SYNTHÈSE DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

	2008-2009	2007-200
RETOMBÉES RELATIVES À LA RÉALISATION DES PROJETS FINANCÉS		
Valeur des projets simulés	3 640,4 MS	2 793.6 M
Retombées économiques générees par ces projets		
Emplois (charge de travail en années-personnes)	32 100	28 05
Valeur ajoutee	2 513,1 M\$	1 984.6 M
Recettes du gouvernement du Québec	341,0 M\$	299,4 M
RETOMBÉES RELATIVES AUX VENTES SIMULÉES DES ENTREPRISES DU PORTEFEUILLE		7 100
/aleur des ventes simulées	37 771,3 MS	36 286,8 M
Retombées économiques générees par ces ventes		
Emplois (charge de travail en années personnes)	303,646	312,10
Valeur ajoutée	23 212,4 MS	22 572,1 M
Valeur ajoutée par emploi	76 446 S	72 323
Recettes du gouvernement du Quebec	2 788,6 MS	2 935,9 M
RECETTES FISCALES ET PARAFISCALES ATTRIBUABLES À INVESTISSEMENT QUÉBEC		
Relatives à la réalisation des projets financés.	93,0 M\$	106,9 M
Relatives aux ventes des entreprises du portefeuille	859.4 M S	873.4 M
Recettes fiscales et parafisacles totales attribuables à Investissement Québec	952,4 MS	980,3 M
Couts	442.6 MS	276.8 M
Ratio avantages-coûts d'Investissement Québec	2,15/1	3,54/

#### Valeur des intrants par programme

Le tableau suivant présente les intrants, c'est-à-dire les données relatives aux entreprises clientes et à leurs projets qui ont été utilisées pour simuler les retombées économiques de 2008-2009.

Puisque les entreprises en situation précaire sont exclues, de même que le financement des credits-acheteurs, ce dernier étant simulé dans le portefeuille, l'évaluation des retombées économiques des projets repose sur 71 % de la valeur des projets financés.

L'evaluation des retombées économiques du portefeuille est basée sur les ventes des entreprises financées depuis 1988 dont le dossier est encore actif et administré par la Société. N'ont été retenues que les entreprises dont les derniers états financiers disponibles au moment de l'évaluation se terminaient entre le 1° juillet 2007 et le 30 juin 2008. Par conséquent, l'analyse de cette année porte sur un échantillon de 92% des entreprises du portefeuille de la Société.

<sup>19</sup> Comprend les récettes fiscales et parafiscales

## VALEUR DES INTRANTS, 2008-2009

	Proj	ets		Portefeuille				
				Financement auto				
Programme ou volet de programme FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE FINANCEMENT PME Production et alliance	Valeur simulée (MS)	Taille de l'échantillon <sup>(3)</sup>	Ventes (MS)	Total (MS)	Echantillon (M \$)			
Investissement	170,3	97%	2 867,2	241,3	220,1			
Regroupement	30,8	83%	666,5	39,2	37,9			
Tourisme	12,0	73%	58,2	21.6	17.6			
Recherche et développement	271,6	85%	452,7	44,5	42.3			
Exportation	132,5	87%	2 798,7	199.4	194.3			
Fonds de roulement De croissance	22,1	94%	925.2	45.3	45.2			
Conjoncturel	5.0.	5.0	103.6	9.1	9.1			
De redressement	0	0%	62,6	3.0	3.0			
Releve	71.9	100%	428,9	42,8	39.6			
Mesures d'experimentation	2,7	66%	192.9	16.7	16.4			
PROGRAMMES SPÉCIFIQUES Cooperatives (1)	39.3	98%	864.4	78.3	73.8			
OBNL (2)	33.0	100%	562.0	115.1	108.7			
Declic PME	\$.0.	\$.0.	46,6	4.1	3,8			
OUTILS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE Biolevier			171	70.4				
PASI	\$.0. 445.5	5.0	17.1	70,4	62,4			
FAIRE		80%	9 953,8	319,5	277,9			
Mandats gouvernementaux	s.o. 1 276.4	5.0.	13 587,0	927,0	918.8			
Immigrants investisseurs		52%	3 425,8	2 257,8	2 257,8			
PSIF	608,7	99%	10 219,1	222,4	200,8			
Renfort	360,9	94%	2 640,5	226,2	205,5			
TOTAL (3)	162,6	94%	5.0.	5.0.	5.0.			
TOTAL	3 640.4	71%	37 771,3	4 883,7	4 735,0			

des recettes totales19 provenant de la réalisation des projets, soit 93,0 millions de dollars, sont attribuables aux interventions d'Investissement Québec, de même que 30,8% de l'ensemble des recettes liées aux ventes, soit 859,4 millions de dollars. Les recettes totales attribuables à Investissement Québec, soit l'ensemble des recettes attribuables aux projets financés par la Société et au portefeuille de celle-ci, s'élèvent donc à 952,4 millions de dollars.

Le modèle d'attribution se base sur des évaluations objectives, fondées sur un système de cotations mettant en relation un ensemble de paramètres financiers et économiques. La méthodologie et les résultats globaux ont d'ailleurs fait l'objet de nombreuses communications, notamment à l'Association canadienne française pour l'avancement de la science en 1997 et en 1998, à l'Association canadienne d'évaluation en 1999, à l'American Chamber of Commerce Research Association (ACCRA) en 2001, désormais le Council for Community and Economic Research (C2ER), et à l'Association de science régionale de langue française en 2002. L'ACCRA a d'ailleurs décerné un prix d'excellence à Investissement Québec en juin 2004 pour sa méthodologie d'évaluation des retombées économiques du programme FAIRE.

#### SYNTHÈSE DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

	2008-2009	2007-2008
RETOMBÉES RELATIVES À LA RÉALISATION DES PROJETS FINANCÉS		
Valeur des projets simulés	3 640,4 M\$	2 793,6 M\$
Retombées économiques générées par ces projets		
Emplois (charge de travail en années-personnes)	32 100	28 056
Valeur ajoutée	2 513,1 M\$	1 984,6 M\$
Recettes du gouvernement du Québec	341,0 M\$	299,4 MS
RETOMBÉES RELATIVES AUX VENTES SIMULÉES DES ENTREPRISES DU PORTEFEUILLE		
Valeur des ventes simulées	37 771,3 MS	36 286,8 M\$
Retombées économiques générées par ces ventes		
Emplois (charge de travail en années-personnes)	303,646	312,101
Valeur ajoutée	23 212,4 MS	22 572,1 M\$
Valeur ajoutée par emploi	76 446\$	72 323\$
Recettes du gouvernement du Québec	2 788,6 M\$	2 935,9 M\$
RECETTES FISCALES ET PARAFISCALES ATTRIBUABLES À INVESTISSEMENT QUÉBEC		1,.
Relatives à la réalisation des projets financés	93,0 M\$	106,9 M\$
Relatives aux ventes des entreprises du portefeuille	859,4 M\$	873,4 MS
Recettes fiscales et parafisacles totales attribuables à Investissement Québec	952,4 MS	980,3 M \$
Coûts	442,6 M\$	276,8 M \$
Ratio avantages-coûts d'Investissement Québec	2,15/1	3,54/1

### Valeur des intrants par programme

Le tableau suivant présente les intrants, c'est-à-dire les données relatives aux entreprises clientes et à leurs projets qui ont été utilisées pour simuler les retombées économiques de 2008-2009.

Puisque les entreprises en situation précaire sont exclues, de même que le financement des crédits-acheteurs, ce dernier étant simulé dans le portefeuille, l'évaluation des retombées économiques des projets repose sur 71 % de la valeur des projets finances.

L'évaluation des retombées économiques du portefeuiile est basée sur les ventes des entreprises financées depuis 1988 dont le dossier est encore actif et administre par la Société. N'ont été retenues que les entreprises dont les derniers états financiers disponibles au moment de l'évaluation se terminaient entre le 1er juillet 2007 et le 30 juin 2008. Par conséquent, l'analyse de cette année porte sur un échantillon de 92 % des entreprises du portefeuille de la Société.

<sup>19</sup> Comprend les recettes fiscales et parafiscales.

# VALEUR DES INTRANTS, 2008-2009

	Pro	jets		Portefeuille		
				Financ	ement autorisc	
Programme ou volet de programme FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE FINANCEMENT PME Production et alliance	Valeur simulée (M\$)	Taille de l'échantillon <sup>(1)</sup>	Ventes (M \$)	Total (MS)	Échantillor (M S	
Investissement	170,3	97%	2 867,2	241,3	220,1	
Regroupement	30,8	83%	666,5	39,2	37,9	
Tourisme	12,0	73%	58,2	21,6	17,6	
Recherche et développement	271,6	85%	452,7	44,5	42,3	
Exportation	132,5	87%	2 798,7	199,4	194,3	
Fonds de roulement De croissance	22,1	94%	925,2	45,3	45.2	
Conjoncturel	5.0.	S.O.	103,6	9,1	9.1	
De redressement	0	0%	62,6	3.0	3.0	
Releve	71,9	100%	428,9	42.8	39,6	
Mesures d'expérimentation	2,7	66%	192.9	16.7	16.4	
PROGRAMMES SPÉCIFIQUES Coopératives (2)	39,3	98%	864,4	78.3	73.8	
OBNL (2)	33,0	100%	562.0	115.1	108.7	
Déclic PME	\$.0.	5.0.	46,6	4.1	3,8	
OUTILS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE Biolevier	S.O.	5.0.	17.1	70.4	62,4	
PASI	445,6	80%	9 953.8	319,5	277,9	
FAIRE	5.0.	\$.0.	13 587.0	927.0	918,8	
Mandats gouvernementaux	1 276,4	52%	3 425.8	2 257.8	2 257,8	
mmigrants investisseurs	608,7	99%	10 219.1	222.4	200,8	
PSIF	360,9	94%	2 640.5	226.2	205.5	
Renfort	162.6	94%	5.0.	S.O.	\$.0.	
TOTAL (3)	3 640,4	71%	37 771.3	4 883.7	4 735,0	

<sup>(2)</sup> Dans ce cas-ci, le regroupement à été fait par type d'entreprises et non par programme

<sup>(3)</sup> Une même entreprise peut beneficier de plus d'une intervention financière et ainsi être comptabilisée dans plus d'un programme ou volet de programme. Pour cette raison, le total de certaines colonnes de ce tableau ne correspond pas à la somme des montants inscrits.

# RETOMBÉES ÉCONOMIQUES PAR PROGRAMME

Cette section présente les résultats des retembées économiques sur le plan des emplois, de la valeur ajoutée et des recettes fiscales et parafiscales du gouvernement du Québec.

#### **Emplois**

Le tableau ci-dessous présente l'incidence économique de l'activité d'Investissement Québec sur l'emploi, c'est-à-dire l'équivalent de la charge de trayail en années-personnes nécessaire à la réalisation des projets finances en 2008-2009 par la Société ainsi qu'à la réalisation des ventes des entreprises du portefeuille pour la même période.

# EMPLOIS (1) PAR PROGRAMME OU VOLET DE PROGRAMME, 2008-2009

	Projets			Portefeuille		
Programme ou voiet de programme	Emplois directs	Emplois indirects	Total	Emplois directs	Emplois indirects	Total
FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE FINANCEMENT PME						
Production et alliance Investissement	891	439	1 330	15 666	7 899	23 565
Regroupement	190	97	287	3 897	1 728	5 625
Tourisme	69	40	109	842	182	1 024
Recherche et developpement	2 835	991	3 826	2 633	1 106	3 739
Exportation	969	397	1 366	17 560	7 724	25 284
Fonds de roulement De croissance	158	57	215	5 322	2 087	7 409
Conjoncturel	S.O.	5.0.	5.0.	466	364	830
De redressement	0	0	0	433	145	578
Relève	400	252	652	2 729	1 053	3 782
Mesures d'expérimentation		5	12	1057	467	1 524
PROGRAMMES SPECIFIQUES						
Cooperatives (2)	269	118	387	7 667	2 819	10 486
OBNL (2)	230	115	345	28 850	3 533	32 383
Declic PME	\$.0	5.0.	\$.0.	3.35	123	458
OUTILS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE						
Biolevier	\$.0.	5,0,	5.0,	179	62	241
PASI	2 156	960	3 116	40 827	24 104	64 931
FAIRE	5.0.	\$,0.	5.0	67 833	32 340	89 031
Mandats gouvernementaux	8 023	3 155	11 178	8 896	7 119	16 014
Immigrants investisseurs	3 261	1 742	5 003	55 952	28 058	84 010
PSIF	1 913	1 037	2 950	11 754	9 2 1 4	20 968
Renfort	945	379	1 324	S.O.	5.0.	S.O.
TOTAL (3)	22 316	9 784	32 100	203 554	100 092	303 646

Source: Couvernement du Québec, Investissement Québec (2009), réalisé à faide du Modèle intersectoriel du Québec, propriété de l'Institut de la statistique du Québec.

(2) Dans ce cas-ci, le regroupement a été fait par type d'entreprises et non par programme

<sup>(3)</sup> Une même entreprise peut bénéficier de plus d'une intervention fluancière et ainsi être comptabilisée dans plus d'un programme ou volet de programme.

### Valeur ajoutée

La valeur ajoutée correspond à la rémunération totale des facteurs de production, soit les salaires et les traitements avant împôt, le revenu net des entreprises et les autres revenus bruts avant împôt. Une entreprise produit une valeur ajoutée par ses investissements et ses activités de transformation de matières premières, de biens ou de composantes à contenu québécois. La valeur ajoutée se calcule aussi à l'aide des ventes de l'entreprise et de ses fournisseurs.

# VALEUR AJOUTÉE PAR PROGRAMME OU VOLET DE PROGRAMME, 2008-2009

Programme ou voiet de programme FINANCEMENT COMPLÈMENTAIRE	Projets (M S)	Portefeuille (MS)	Productivité du portefeuille (valeur ajoutée par emploi) (\$)
FINANCEMENT PME			
Production et alliance			
Investissement	113,9	1 818,1	77 153
Regroupement	25,4	384,7	68 390
Tourisme	8,2	47,8	46 646
Recherche et developpement	221,5	268,2	71 742
Exportation	110,5	1 775,6	70 228
Fonds de roulement			
De croissance	14,2	555,3	74 956
Conjoncturel	5.0.	64,2	77 452
De redressement	0,0	38,3	66 258
Releve	55,8	252,3	66 718
Mesures d'expérimentation	1,7	159,1	104 396
PROGRAMMES SPÉCIFIQUES			
Coopératives (1)	29,3	621,4	59 256
OBNL (II)	24,3	1 035,5	31 977
Déclic PME	5.0.	30,0	65 568
OUTILS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE			
Bioleyier	\$.0.	13,9	57 817
PASI	282,6	5 295,1	81 550
FAIRE.	\$.0,	8 029,4	90 187
Mandats gouvernementaux	864,6	1 774,5	110 806
Immigrants investisseurs	402.0	6 396,8	76 144
PSIF	248,8	1 725,0	82 266
Renfort :	110.3	5.0	\$.0.
TOTAL (2)	2 513.1	23 212,4	76 446

(1) Dans ce cas-ci, le regroupement a été fait par type d'entreprises et non par programme.
(2) Une même entreprise peut hénéficier de plus d'une intervention financiere et ainsi être comptabilisée dans plus d'un programme ou volet de programme.

# RETOMBÉES ÉCONOMIQUES PAR PROGRAMME

Cette section présente les résultats des retombées économiques sur le plan des emplois, de la valeur ajoutée et des recettes fiscales et parafiscales du gouvernement du Québec.

## **Emplois**

Le tableau ci-dessous présente l'incidence économique de l'activité d'Investissement Québec sur l'emploi, c'est-à-dire l'équivalent de la charge de travail en années-personnes nécessaire à la réalisation des projets financés en 2008-2009 par la Société ainsi qu'à la réalisation des ventes des entreprises du portefeuille pour la même période.

# EMPLOIS (1) PAR PROGRAMME OU VOLET DE PROGRAMME, 2008-2009

	Projets			Portefeuille		
Programme ou volet de programme	Emplois directs	Emplois indirects	Total	Emplois directs	Emplois indirects	Total
FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE FINANCEMENT PME						
Production et alliance Investissement	891	439	1 330	15 666	7 899	23 565
Regroupement	190	97	287	3 897	1 728	5 625
Tourisme	69	40	109	842	182	1 024
Recherche et développement	2 835	991	3 826	2 633	1 106	3 739
Exportation	969	397	1 366	17 560	7 724	25 284
Fonds de roulement De croissance	158	57	215	5 322	2 087	7 409
Conjoncturel	5.0	5.0.	5.0.	466	364	830
De redressement	0	0	0	433	145	578
Relève	400	252	652	2 729	1 053	3 782
Mesures d'expérimentation	7	5	12	1057	467	1 524
PROGRAMMES SPÉCIFIQUES						
Cooperatives (2)	269	118	387	7 667	2 819	10 486
OBNL (2)	230	115	345	28 850	3 533	32 383
Déclic PME	5.0.	\$.0.	5.0	335	123	458
OUTILS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE						
Biolevier	5.0.	5.0.	5.0.	179	62	241
PASI	2 156	960	3 116	40 827	24 104	64 931
FAIRE	5.0.	5.0.	5.0-	67 833	32 340	89 031
Mandats gouvernementaux	8 023	3 155	11 178	8 896	7 119	16 014
Immigrants investisseurs	3 261	1 742	5 003	55 952	28 058	84 010
PSIF	1 913	1.037	2.950	11 754	9 214	20 968
Renfort	945	379	1 324	5.0.	5.0.	5.0.
TOTAL (3)	22 316	9 784	32 100	203 554	100 092	303 646

Source : © Gouvernement du Québec, Investissement Québec (2009), réalisé à l'aide du Modéle întersectoriel du Québec, propriété de l'Institut de la statistique du Québec.

(1) Charge de travail, en années personnes, nécessaire à la réalisation des ventes par nos entreprises clientes et leurs fournisseurs

(2) Dans ce cas-ci, le regroupement a été fait par type d'entreprises et non par programme

(3) Une même entreprise peut bénéficier de plus d'une intervention financière et ainsi être comptabilisée dans plus d'un programme ou volet de programme. Pour cette raison, le total de certaines colonnes de ce tableau ne correspond pas à la somme des montants inscrits.

# Valeur ajoutée

La valeur ajoutée correspond à la rémunération totale des facteurs de production, soit les salaires et les traitements avant impôt, le revenu net des entreprises et les autres revenus bruts avant impôt. Une entreprise produit une valeur ajoutée par ses investissements et ses activités de transformation de matières premières, de biens ou de composantes à contenu québécois. La valeur ajoutée se calcule aussi à l'aide des ventes de l'entreprise et de ses fournisseurs.

## VALEUR AJOUTÉE PAR PROGRAMME OU VOLET DE PROGRAMME, 2008-2009

Programme ou voiet de programme FINANCEMENT COMPLÈMENTAIRE	Projets (M S)	Portefeuille (M \$)	Productivité du portefeuille (valeur ajoutée par emploi) (\$)
FINANCEMENT PME			
Production et alliance			
Investissement	113,9	1 818,1	77 153
Regroupement	25,4	384,7	68 390
Tourisme	8,2	47,8	46 646
Recherche et développement	221,5	268,2	71 742
Exportation	110,5	1 775,6	70 228
Fonds de roulement			7" ( 91
De croissance	14,2	555,3	74 956
Conjoncturel	\$.0.	64,2	77 452
De redressement	0,0	38,3	66 258
Relève	55,8	252,3	66 718
Mesures d'expérimentation	1,7	159,1	104 396
PROGRAMMES SPÉCIFIQUES			
Cooperatives (1)	29,3	621,4	59 256
OBNL (I)	24,3	1 035,5	31 977
Declic PME	5.0.	30,0	65 568
OUTILS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	14 15		
Biolevier	5.0.	13,9	57 817
PASI	282,6	5 295,1	81 550
FAIRE	5.0.	8 029,4	90 187
Mandats gouvernementaux	864,6	1 774,5	110 806
Immigrants investisseurs	402,0	6 396,8	76 144
PSIF	248,8	1 725,0	82 266
Renfort -	110,3	5.0.	\$.0.
TOTAL (2)	2 513,1	23 212,4	76 446

Source © Gouvernement du Québec, Investissement Québec (2009), réalisé à l'aide du Modèle intersectoriel du Québec, propriété de l'Institut de la statistique du Québec.

(1) Dans ee cas-ci, le regroupement a été fait par type d'entreprises et non par programme.

<sup>(2)</sup> Une même entreprise peut bénéficier de plus d'une intervention financière et ainsi être comptabilisée dans plus d'un programme ou volet de programme. Pour cette raison, le total de certaines colonnes de ce tableau ne correspond pas à la somme des montants inserits.

### Recettes du gouvernement du Québec

Les retombées économiques en matière de récettes fiscales et parafiscales sont présentées dans le tableau ci-dessous Elles sont composées de l'impôt sur les salaires et traitements et des cotisations versées à la Commission de la santé et de la sécurité du travail, au l'onds des services de sante, à la Régie des rentes du Québec et au Régime québecois d'assurance parentale. L'evaluation effectuée ne tient compte que des recettes du gouvernement du Québec, sans égard aux recettes procurées aux autres gouvernements, ni aux revenus provenant de l'impôt sur les sociétés.

# RECETTES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PAR PROGRAMME OU VOLET DE PROGRAMME, 2008-2009

	Recettes fisc	ales (M S)	Recettes paral	iscales (M S)	Total (M S)
Programme ou volet de programme	Projets	Portefeuille	Projets	Portefeuille	
FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE					
FINANCEMENT PME					
	6,2	80,1	9.6	148,0	243,9
Regroupement	1,6	17.1	1.8	31,9	52,4
	0,4	1,5	0,9	3,8	6,6
Recherche et développement	11,4	13,6	18.7	22,6	66.3
Exportation	6,3	81,0	7,6	145,7	240,6
Fonds de roulement De croissance	0.7	24.2		44,9	71,0
		3,6		5,1	8,7
			0,0		4,9
	3,8	10.5	3,9	22,0	40.2
Mesures d'experimentation	0.1	5,9	0,1	12.0	18,1
PROGRAMMES SPECIFIQUES					
		24.1			76.8
OBNL (II)	1,3	36,4	2,4	83,8	123,9
Declic PME		1,4	\$.0.	2,6	4,0
OUTILS DE DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE					
				1.2	1,9
PASI	15,1	258.6	22.8	427.6	724,1
FAIRE		356,8		566,3	923,1
	43,4	72,6	68.2	99.5	283,7
Immigrants investisseurs	21.6	269,5	37,9	508,1	837,1
	13,5	73.3	227	148,7	258.2
Renfort	5,3	\$.0.	8,5	\$.0.	13.8
TOTAL	132,2	1 017.9	208.8	1 770.7	3 129,6

# Recettes du gouvernement du Quebec

Les retombées économiques en matière de recettes fiscales et parafiscales sont présentées dans le tableau ci-dessous. Elles sont composées de l'impôt sur les salaires et traitements et des cousations versées à la Commission de la santé et de la securité du travail, au Fonds des services de santé, à la Règie des rentes du Québec et au Règime québécois d'assurance parentale. L'évaluation effectuee ne tient compte que des recettes du gouvernement du Québec, sans égard aux recettes procurées aux autres gouvernements, ni aux revenus provenant de l'impôt sur les sociétés.

# RECETTES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PAR PROGRAMME OU VOLET DE PROGRAMME, 2008-2009

	Recettes fiscales (M 5)		Recettes parafiscales (M S)		Total (M S))	
Programme ou volet de programme FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE FINANCEMENT PME	Projets	Portefeuille	Projets	Portefeuille		
Production et alliance Investissement	6,2	80,1	9,6	148,0	243,9	
Regroupement	1,6	17,1	1,8	31,9	52,4	
Tourisme	0,4	1,5	0,9	3,8	6,6	
Recherche et développement	11,4	13,6	18,7	22,6	66,3	
Exportation	6,3	81,0	7.6	145,7	240,6	
Fonds de roulement De croissance	0,7	24,2	1,2	44,9	71,0	
Conjoncturel	5.0	3,6	5.0.	5,1	8,7	
De redressement	0,0	1,7	0,0	3,2	4,9	
Releve	3,8	10,5	3,9	22,0	40),2	
Mesures d'experimentation	0,1	5,9	0,1	12,0	18,1	
PROGRAMMES SPÉCIFIQUES Cooperatives (I)	1,5	24,1	2,5	48,7	76,8	
OBNL (I)	1,3	36,4	2,4	83,8	1231,9	
Declic PME	\$.0.	1,4	5,0.	2,6	4,0	
OUTILS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE Biolevier	<b>5.0</b> .	0,7	\$.0.	1,2	1,9	
PASI	15,1	258,6	22,8	427,6	724,1	
FAIRE	\$.0.	356,8	\$.0.	566,3	923,1	
Mandats gouvernementaux	43,4	72,6	68,2	99,5	283,7	
Immigrants investisseurs	21,6	269,5	37,9	508,1	837/,1	
PSIF	13,5	73,3	22,7	148,7	258,2	
Renfort	5,3	5.0.	8,5	\$.0.	13,8	
TOTAL (2)	132,2	1 017,9	208,8	1 770,7	3 129),6	

Source CGouvernement du Québec Investissement Québec (2008), réalise à l'aide du Modele intersectoriel du Québec propriété de l'Institut de la

<sup>(1)</sup> Dans ce cas-ci, le regroupement a été fait par type d'entreprises et non par programme.

Pour cette raison, le total de certaines colonnes de ce tableau ne correspond pas à la somme des montants inscrits

# PRODUITS FINANCIERS ET MESURES FISCALES GÉRÉS PAR INVESTISSEMENT QUÉBEC

Voici une description sommaire des produits financiers et des mesures fiscales gérès par Investissement Quèbec. Pour avoir plus de détails à ce sujet, veuillez consulter le site Internet de la Société : <a href="www.investquebec.com">www.investquebec.com</a>. Vous y trouverez notamment les formulaires nécessaires pour présenter une demande en ligne relative à certains produits financiers ou à certaines mesures fiscales.

## FINANCEMENT PME

Programme servant à appuyer, au moyen d'un prêt ou d'une garantie de prêt, des projets d'investissements, d'innovation, d'alliance stratégique, d'exportation ou de transfert de propriété réalisés par des PME provenant principalement des secteurs manufacturier, de la nouvelle économie ou touristique. Il permet aussi aux entreprises qui ont besoin de liquidités de financer de façon intérimaire les crédits d'impôt auxquels elles ont droit en vertu des mesures fiscales en vigueur.

### PROGRAMME FAVORISANT LE FINANCEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF

Programme visant à favoriser la création, le maintien et le développement des entreprises de l'économie sociale, en accordant une aide financière aux organismes à but non lucratif, aux entreprises coopératives ou à leurs filiales.

## PROGRAMME FAVORISANT LA CAPITALISATION DES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Programme de soutien à la capitalisation des organismes à but non lucratif ou des entreprises coopératives.

# PROGRAMME D'APPUI STRATÉGIQUE À L'INVESTISSEMENT (PASI)

Programme de soutien financier visant à appuyer les projets d'investissements structurants ou stratégiques ainsi que le développement de produits au Québec dans une perspective d'accroissement de la productivité et de création d'emplois. Il permet aux entreprises de bénéficier d'une contribution financière remboursable ou non remboursable, ou d'obtenir une garantie de prêt pour réaliser leurs projets.

# PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE FORESTIÈRE (PSIF)

Programme visant à soutenir la consolidation, l'investissement et la modernisation des entreprises du secteur forestier. Le programme offre une aide financière aux entreprises d'aménagement forestier (récolte et travaux sylvicoles), aux entreprises de pâtes et papiers et aux entreprises de transformation du bois, ou un financement intérimaire des crédits d'impôt remboursables pour la construction de chemins d'accès et de ponts d'intérêt public en milieu forestier.

#### RENFORT

Programme de fonds de roulement et d'investissement visant la stabilisation et la relance d'entreprises performantes de tous les secteurs d'activité économique, à l'exception des secteurs de l'agriculture primaire, de l'immobilier, de l'exportation minière, de la vente au détail et de toute autre activité assimilable à la vente au détail. Au moyen de garanties de prêt ou de prêts, le programme permet de soutenir les entreprises performantes qui éprouvent des difficultés financières en raison de la conjoncture économique ou qui ont du mal à obtenir du financement pour améliorer leur fonds de roulement et financer l'achat d'équipement productif.

#### PROGRAMME DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS POUR L'AIDE AUX ENTREPRISES

Programme visant à favoriser le développement économique en injectant, dans les entreprises québécoises, une partie des revenus de placement confiés par des immigrants investisseurs à IQ Immigrants Investisseurs inc., filiale d'Investissement Québec.

# CREDIT-ACHETEUR

Garantie de prêt spécialement conçue pour soutenir la vente de biens par des entreprises québecoises à des entreprises étrangères.

# FONDS D'INTERVENTION ÉCONOMIQUE RÉGIONAL (FIER)

Fonds visant à procurer aux entreprises une source de capital aux étapes de démarrage, de développement, de redressement ou de transfert de propriété. Il vise également à soutenir la création de fonds sectoriels et de fonds de démarrage et à appuyer la réalisation de projets structurants, principalement en région. Il comprend trois volets les Fonds-Soutien, les FIER-Régions et le FIER Partenaires.

#### MESURES FISCALES

Évaluation des demandes d'admissibilité des entreprises et production des attestations d'admissibilité annuelles ou des certificats relatifs aux crédits d'impôt remboursables. Les mesures fiscales en vigueur sont les suivantes

# Crédit d'impôt remboursable pour le développement des affaires électroniques (CDAE)

Mesure fiscale destinée aux sociétés du secteur des technologies de l'information de toutes les régions du Québec qui exercent des activités liées aux affaires électroniques.

# Crédit d'impôt remboursable pour les activités de transformation dans les régions ressources (RR)

Mesure fiscale relative à des activités spécifiques exercées dans certains secteurs de la fabrication et de la transformation afin de favoriser la diversification économique des régions ressources. Les activités visées se retrouvent notamment dans les secteurs des métaux, du bois, des aliments et de l'énergie.

# Crédit d'impôt remboursable pour la Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec (GAS)

Mesure fiscale destinée aux sociétés qui exercent des activités spécifiques dans les secteurs des ressources maritimes et éoliennes de même que dans le secteur manufacturier.

# Crédit d'impôt remboursable pour la Vallée de l'aluminium (ALU)

Mesure fiscale destinée aux sociétés qui transforment de l'aluminium ayant déjà subi une première transformation ou qui exercent certaines activités de valorisation ou de recyclage relatives à ce secteur dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

# Congé fiscal pour les PME manufacturières des régions ressources éloignées (CFRR)

Mesure fiscale destinée aux sociétés qui exercent des activités de fabrication ou de transformation dans les régions ressources eloignées.

# Crédit d'impôt remboursable pour la production de titres multimédias

## - Volet général (TMVG) et Volet sociétés spécialisées (TMVS)

Mesure fiscale conçue pour les sociétés de toutes les régions du Québec qui produisent des titres multimédias. Pour être admissibles, ces titres doivent répondre à certaines conditions en matière d'interactivité et être produits à des fins d'exploitation commerciale.

# Centre de développement des biotechnologies (projet novateur ou non) (CDB)

Mesure fiscale qui vise le regroupement de sociétés du secteur des biotechnologies au sein d'immeubles adaptés à leurs besoins et qui favorise de ce fait la création de pôles scientifiques.

# CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément au décret 824-98 sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics, adopté par le gouvernement le 17 juin 1998, les membres du conseil d'administration d'Investissement Québec ont adopté un code d'éthique et de déontologie le 26 septembre 2000, qui a été mis à jour le 29 mai 2007. Ce code contient des principes qui tiennent compte de la mission et des valeurs de la Société et de ses principes généraux de gestion.

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 1. Le présent code s'applique à toute personne qui est nommée membre du conseil d'administration d'Investissement Québec.
- Les membres adhérent et contribuciit à la réalisation de la mission d'Investissement Québec, telle que décrite comme suit à l'article 25 de la Loi sur Investissement Québec et sur La Financière du Québec (L.R.Q., c. I-16.1), à savoir

«La Société a pour mission de favoriser la croissance de l'investissement au Québec, contribuant ainsi au développement économique du Québec et à la création d'emplois.

Elle centralise et consolide l'action de l'État en matière de recherche, de promotion et de soutien de l'investissement, devenant en ce domaine un interlocuteur privilégié des entreprises.

Elle cherche à la fois à stimuler l'investissement intérieur et à attirer les investisseurs de l'extérieur du Québec. Elle fait auprès de ceux-ci la promotion du Québec comme lieu privilégié d'investissement. Elle offre aux investisseurs des services d'accueil propres à les orienter efficacement dans leurs démarches auprès du gouvernement et leur fournit un soutien financier et technique.

Elle participe à la croissance des entreprises en favorisant notamment la recherche et le développement ainsi que l'exportation.

Elle cherche également à assurer la conservation des investissements déjà effectués en apportant son soutien aux entreprises implantées au Québec, qui se distinguent par leur dynamisme ou leur potentiel.»

Le membre adhère aux valeurs et souscrit aux principes généraux de gestion qui sous-tendent l'action d'Investissement Quêbec, à savoir le service au client d'abord, l'approche proactive, la compétence, l'engagement, l'intégrité, l'efficacité et l'efficience

# RÈGLES DE DÉONTOLOGIE

Le membre qui exerce des fonctions à temps plein au sein d'Investissement Québec ne peut avoir un intérêt direct ou indirect dans un organisme, une entreprise ou une association mettant en conflit son interêt personnel et celui d'Investissement Québec. Si un tel intérêt lui échoit, notamment par succession ou donation, il doit y renoncer ou en disposer avec diligence.

Tout autre membre qui a un intérêt direct ou indirect dans un organisme, une entreprise ou une association qui met en conflit son intérêt personnel et celui d'Investissement Québec doit dénoncer par écrit cet intérêt au président du conseil d'administration et, le cas échéant, s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'organisme, l'entreprise ou l'association dans lequel il a cet intérêt. Il doit, en outre, se retirer de la séance pour la durée des délibérations et du vote relatifs à cette question.

Le présent article n'a toutefois pas pour effet d'empêcher un membre du conseil de se prononcer sur des mesures d'application générales relatives aux conditions de travail au sein d'Investissement Québec par lesquelles il serait aussi vise

- Abroge
- Le membre qui fournit, ou dont un associé fournit des services professionnels sur honoraires ou autre contrepartie à une entreprise, doit s'abstenir pendant toute la période durant laquelle les services sont fournis, de communiquer avec le personnel d'Investissement Québec au sujet de toute opération financière impliquant cette entreprise et la Société. Cette prohibition s'étend pendant l'année qui suit la fin définitive de son mandat.
- Le membre ne peut être désigné administrateur délégué d'Investissement Québec auprès d'une entreprise.

- Le membre est tenu à la discrétion sur ce dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et est tenu, à tout moment, de respecter le caractère confidentiel de l'information ainsi reçue.
  - Cette obligation n'a pas pour effet d'empêcher le membre représentant ou lié à un groupe d'intérêt particulier de le consulter ni de lui faire rapport, sauf si l'information est confidentielle suivant la loi ou si le conseil d'administration exige le respect de la confidentialité.
- 9. Le membre est en conflit lorsque lui-même, ses descendants ou son conjoint détiennent, à sa connaissance, i) une participation dans une entreprise cliente d'Investissement Québec qui est une société fermée au sens de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., V-1.1); ii) une participation de dix pour cent et plus du capital-actions votant dans une entreprise cliente d'Investissement Québec qui n'est pas une société fermée au sens de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., V-1.1).
- 10. Le membre est en conflit lorsque le conseil est saisi d'un dossier concernant son entreprise, son concurrent, l'entreprise d'un client ou celle d'un proche ou d'un dossier d'une entreprise ayant reçu une lettre d'intention ou une lettre d'offre d'une entité dont il est l'administrateur ou l'employé.
- 11. Le membre ne peut accepter un cadeau ou autres avantages, sauf s'ils sont d'usage ou qu'ils ont une valeur modeste. Tout autre cadeau ou avantage reçu doit être retourné au donateur ou remis à Investissement Québec.
- 12. Le membre ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu d'une entreprise en relations d'affaires avec Investissement Québec, ni pour lui-même ni pour un tiers.
- 13. Le membre doit, dans la prise de ses décisions, éviter de se laisser influencer par des offres d'emploi.
- 14. Le membre qui a cessé d'exercer ses fonctions doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures à Investissement Québec.
- 15. Le membre qui a cesse d'exercer ses fonctions ne doit pas divulguer une information confidentielle qu'il a obtenue, ni donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public concernant Investissement Québec. Cette prohibition s'étend pendant l'année complète qui suit la fin définitive de son mandat.
- 16. Un Comité de gouvernance et d'éthique est constitué conformément aux dispositions prévues au réglement interieur d'Investissement Québec et à la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives (2006, c.59). Il se réunit au moins deux fois par année et ses responsabilités sont, notamment, les suivantes
  - a, élaborer le Code d'éthique des membres du conseil d'administration d'Investissement Québec;
  - b. examiner à la demande du président du conseil d'administration de la Société, toute question se rapportant à l'interprétation ou à l'application du présent Code;
  - c. examiner toute question que lui soumet le conseil d'administration et présenter, le cas échéant, son rapport au conseil d'administration.
- 17. Le conseil d'administration d'Investissement Québec a notamment, les fonctions suivantes
  - a. approuver le Code d'éthique des membres du conseil d'administration d'Investissement Québec ainsi que ses modifications, s'il y a lieu;
  - b. nommer les membres et le président du Comité de gouvernance et d'ethique.

# **DÉCLARATION RELATIVE À DIVERS RÈGLEMENTS**

# POLITIQUE LINGUISTIQUE

La Société applique la Politique linguistique adoptée par le conseil d'administration le 25 septembre 2001, qui s'inspire de la Charte de la langue française, de la Politique linguistique gouvernementale, de la Politique sur les marchés publics et de la Politique d'utilisation du français dans les technologies de l'information. Cette politique est disponible sur le site Internet de la Société.

Afin d'assister le Comité de direction dans l'exercice de ses responsabilités à l'égard de l'application de la Politique linguistique, un sous-comité relevant du Comité de direction a été mis en place en mai 2008. Ce sous-comité agit en qualité de comité linguistique permanent, au sens de l'article 2 de la Politique linguistique d'Investissement Québec. Il doit veiller à la permanence de l'utilisation du français à tous les niveaux de la Société et recommander au Comité de direction les mesures pertientes à cet égard.

Le sous-comité relêve du vice-président aux communications et au marketing et est composé de la directrice de la vérification interne, d'un représentant de la vice-présidence aux communications et au marketing et du président et chef de la direction ou de son représentant. Le sous-comné a tenu trois réunions en 2008-2009. Ses travaux ont porté sur l'analyse et la conformité de la Politique linguistique relativement aux messages d'accueil des boîtes vocales, de l'utilisation des cartes professionnelles en anglais, de la Politique d'utilisation du français dans les technologies de l'information et du site Internet d'Investissement Québec.

# BUREAUX D'INVESTISSEMENT QUÉBEC

## AU QUÉBEC

#### CHANDLER

500, rue Daigneault, bureau 10A Chandler (Québec) GOC 1K0 Téléphone: 418 689-2549

#### DRUMMONDVILLE

1406, rue Michaud

Drummondville (Québec) J2C 7V3

Téléphone: 819 478-9675

#### GATINEAU

4, rue Taschereau, bureau 390 Gatineau (Québec) J8Y 2V5 Téléphone: 819 772-3211

#### LAVAL

3030, boulevard Le Carrefour, bureau 902 Laval (Québec) H7T 2P5 Téléphone: 450 680-6161

#### LONGUEUIL

1010, rue Sérigny, bureau 310 Longueuil (Québec) J4K 5G7 Téléphone; 450 928-5688

#### MONTRÉAL

Région est de Montréal 7100, rue Jean-Talon Est, bureau 1250 Montréal (Québec) H1M 3S3 Téléphone: 514 873-9292

Région ouest de Montréal 393, rue Saint-Jacques, bureau 500 Montréal (Québec) H2Y 1N9 Téléphone: 514 873-4375

### SAINT-LAURENT

3300, boulevard de la Côte-Vertu, bureau 210 Montréal (Québec) H4R 2B7 Téléphone 514 873-1401

## QUEBEC (SIÈGE SOCIAL)

1200, route de l'Église, bureau 500 Québec (Québec) G1V 5A3 Téléphone : 418 643-5172

### RIMOUSKI

70, rue Saint-Germain Est, bureau 100 Rimouski (Québec) G5l. 7J9 Téléphone: 418 727-3582

## ROUYN-NORANDA

170, rue Principale, bureau 202 Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7 Téléphone: 819 763-3300

#### SAGUENAY

3950, boulevard Harvey, 2º étage Saguenay (Québec) G7X 8L6 Téléphone: 418 695-7865

#### SAINT-GEORGES

11535, 1<sup>re</sup> Avenue, bureau 303 Saint-Georges (Québec) G5Y 7H5 Téléphone: 418 222-5768

#### SEPT-ÎLES

454, avenue Arnaud Sept-Îles (Québec) G4R 3A9 Téléphone: 418 964-8160

#### SHERBROOKE

200, rue Belvédère Nord, bureau 3.10 Sherbrooke (Québec) J1H 4A9 Téléphone: 819 820-3224

#### TROIS-RIVIÈRES

100, rue Laviolette, bureau 318 Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9 Téléphone: 819 371-6012

## DANS LE MONDE

#### **ATLANTA**

191 Peachtree St. NE, Suite 3240 Atlanta, GA 30303, États-Unis Téléphone: 404 584-5340

### BEIJING

19 Dongzhimenwai Dajie, Chaoyang District Beijing 100600, Chine Těléphone: +86 10 5139 4265

## CHICAGO

444 N. Michigan Avenue, Suite 1900 Chicago, IL 60611-3977, États-Unis Téléphone: 312 645-0398

### LONDRES

59, Pall Mall Londres SW1Y 5JH, Royaume-Uni Téléphone: +44 20 7766 5931

### LOS ANGELES

10940 Wilshire Boulevard, Suite 720 Los Angeles, CA 90024, États-Unis Teléphone: 310 209-3332.

#### MUNICH

Karl-Scharnagl-Ring 6 D-80539 Munich, Allemagne Téléphone: +49 (0)89 255 49 31-19

#### **NEW YORK**

One Rockefeller Plaza, 26th Floor New York NY 10020-2102, États-Unis Téléphone: 212 843-0976

#### PARIS

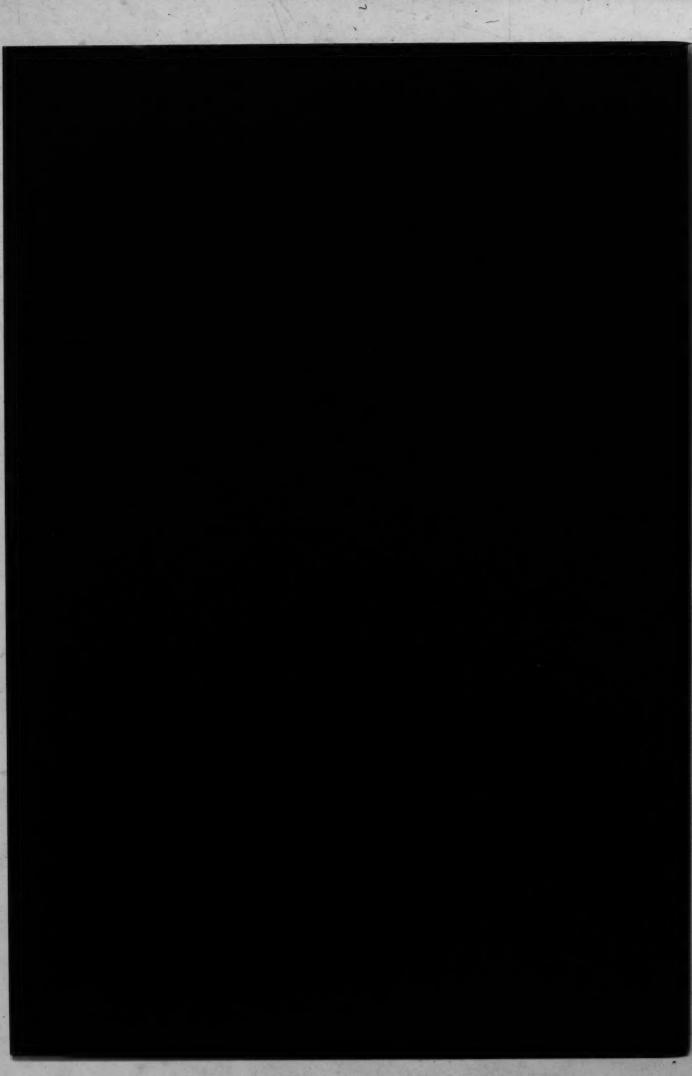
66, rue Pergolèse 75116 Paris, France Teléphone: +33 (0)1 40 6

Téléphone: +33 (0)1 40 67 85 26

### TOKYO

Shiroyama JT Trust Tower 32nd Floor, 4-3-1 Toranomon Minato-ku, Tokyo 105-6032 Japon Telephone: +81 3 5733 4588















Imprimé sur du Rolland ST30, contenant 30 % de fibres postindustrielles, certifié Choix environnemental ainsi que FSC Sources Mixtes et fabriqué au Québec par Cascades, à partir d'énergie biogaz.

Élaboration des contenus et rédaction : Direction de l'évaluation de la performance et Direction des finances et de la trésorerie

Révision : Direction du marketing et des communications et Direction de la vérification interne

Coordination de la création et de la production : Direction du marketing et des communications

O Investissement Québec, juin 2009 Dépôt légal – 2009 Bibliothèque et Archives nationales du Québec Bibliothèque et Archives Canada

ISBN: 978-2-550-56163-7

Note: Dans ce document, les ministères sont désignés par les appellations en vigueur au 31 mars 2009

The financial statements of this report are also available in English on Investissement Québec's web site.



# INVESTISSEMENT QUÉBEC

1200, route de l'Église Bureau 500 Québec (Québec) G1V 5A3

393, rue Saint-Jacques Bureau 500 Montréal (Québec) H2Y 1N9

1 866 870-0437